



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 49979 4



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

W. H. Dunning, 1870

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES
HAUTES-ALPES

^u
DOUZIÈME ANNÉE
DEUXIÈME SÉRIE. — N° 5.

Janvier 1893



GAP
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
1893

DC
611
.A553
S8

GAP, JOUGLARD, imprimeur de la *Société d'Études*.

Dunning
Nijhoff.
10-21-26
13603

: COMPOSITION DU CONSEIL DE DIRECTION

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

En 1893

(Articles 5 et 6 des Statuts)

BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF

Président : M. GRANDIDIER, *, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Vice-Présidents : M. DUPONT-DELPORTE, ingénieur des chemins de fer P.-L.-M.,

— M. GAUTIER, *, directeur des postes et télégraphes en retraite.

Secrétaire : M. DUMAS, agrégé de l'Université, professeur au lycée de Gap.

Secrétaire-adjoint : M. BERTRAND, ^{ancien Conducteur de P. et Ch.} licencié en lettres, professeur au Lycée de Gap.

Trésorier : M. JEAN Jules, directeur de l'Etoile des Alpes, 47, rue Neuve à Gap.

COMITÉ D'ADMINISTRATION

MM. DUMAS, inspecteur des Contributions directes en retraite, à Gap.

JOUGLARD (Ferdinand), notaire, conseiller général des Hautes-Alpes, à Gap.

PINET DE MANTEYER (Léon), à Gap.

ROCHE (Achille), architecte, inspecteur des travaux diocésains, à Gap.

SIBOUR (Ernest), propriétaire à Puy-Maure, près Gap.

WILHEM, ingénieur des ponts et chaussées à Gap.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. ANDRÉ, *, conducteur principal des Ponts et Chaussées en retraite, à Gap.

MARTIN, (David), *, professeur au Lycée, conservateur du Musée départemental, à Gap.

~~NICOLLET, agrégé de l'Université, professeur au Lycée de Gap.~~

ROCHE (Célestin), agent-voyer d'arrondissement à Gap.

ROMAN (Joseph), *, O. I., avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique.

ROMIEU, *, professeur à l'Ecole normale d'instituteurs.

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES
AU 1^{er} JANVIER 1893

Membres d'Honneur.

M. LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT.
Mgr l'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE.
M. LE GÉNÉRAL commandant la subdivision.
M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

Membres Fondateurs.

MESSIEURS,

AMAT, ✱, ancien conseiller général, président honoraire de la Société d'Études, à Gap.
ARNAUD (François), licencié en droit, notaire à Barcelonnette (Basses-Alpes).
BERTHELOT, ✱, ancien vice-président du Conseil général, à Guillestre, † 26 avril 1882.
BLANC (Xavier), sénateur des Hautes-Alpes, rue de Fleurus, 1, à Paris.
BLANCHARD-CHANCEL (Le Dr Raphaël), professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris, secrétaire général de la *Société zoologique de France*, rue du Luxembourg, 32, à Paris.
BLANCHARD (Zéphyrin), chanoine, vicaire général, ancien supérieur du grand Séminaire, à Gap, président honoraire de la Société d'Études.
CHANCEL (Évariste), ✱, ancien député, à Briançon, † 11 juillet 1882.
CLAPIER, propriétaire et maire, à Chabestan.
DUPONT-DELPORTE (le baron), ingénieur des Chemins de fer P.-L.-M., à Gap.

FLOURENS, O. ✱, ancien ministre des affaires étrangères, député des Hautes-Alpes, à Paris.

GOUZOT (Mgr), ✱, ancien évêque de Gap, archevêque d'Auch.

GUILBERT (S. Ém. le cardinal), O. ✱, ancien évêque de Gap, et d'Amiens, archevêque de Bordeaux, † à Gap, 15 août 1889.

JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap, évêque d'Amiens (Somme), † à Amiens, 1^{er} mars 1892.

LAURENÇON, député des Hautes-Alpes, à Paris.

LAVALETTE (A. de), C. ✱, intendant militaire, à Guillestre, † 16 décembre 1888.

LAVALETTE (M^{lle} Fanny de), à Guillestre.

MARCELLIN (J.-E.), ✱, sculpteur, boul. St-Jacques, 67, à Paris, † 16 décembre 1887.

PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, rue Centrale, 34, à Lyon.

TEISSIER, avocat, à Gap, † 25 août 1883.

TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre, près Genève (Suisse).

SANIAL DU FAY, ✱, ancien préfet, rue de Grenelle, 35, à Paris.

Membres honoraires.

MESSIEURS

BERLUC-PERUSSIS (L. de), ancien président de l'*Académie d'Aix*, rue Cardinal, à Aix.

BLANCARD, archiviste en chef des Bouches-du-Rhône, à Marseille.

CHANTRE (Ernest), sous-directeur du *Muséum d'histoire naturelle*, à Lyon.

CHEVALIER (chan. Ulysse), correspondant de l'Institut, à Romans (Drôme).

DAMAS, principal du collège de Gap en retraite, boul^d Victor-Hugo, 23, à Nevers.

DELISLE (Léopold), membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale, à Paris.

VI

FERAUD (l'abbé), président d'honneur de la *Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, à Sièyes, près Digne.

JESSÉ-CHARLEVAL (le marquis de), président du Conseil d'administration de la *Revue de Marseille et de Provence*, rue Breteuil, 10, à Marseille.

ROCHAS-D'AIGLUN (A. de), lieutenant-colonel, administrateur de l'École Polytechnique, à Paris.

ROZIÈRE (E. de), membre de l'Institut, sénateur, ancien inspecteur général des archives, rue Lincoln, 8, Paris.

TAMIZEY DE LAROQUE (Phil.), correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

Membres titulaires.

MESDAMES

ABEL DE CHEVALLET (d'), boul. Malesherbes, 157, Paris.

AUBRIOT DE LA PALME (comtesse Lucie), à Gap.

CHANCEL (Évariste), rentière, à Briançon.

CHANCEL (Marius), au château de Saint-Léon, à Cannes.

FERRARY-JULIEN (Amélie), à Embrun.

GAIGNAIRE, rentière, à Gap.

JAUBERT, rentière, à Remollon.

LA MAZELIÈRE (marquise de), rue Barbey de Jouy, 40, Paris.

MESSIEURS

AGOSTINI, agent-voyer d'arrondissement, à Serres.

ALBERT (Arist.), receveur municipal de la ville à Grenoble.

ALBRAND, agent-voyer à Tenès (Algérie).

ALLEMAND (l'abbé), curé de St-Auban-d'Oze.

ALLIER, contrôleur d'administration de 1^{re} classe de l'armée en retraite, à Gap.

ALLIER, directeur de l'école pratique d'agriculture et d'irrigation, à Avignon.

ALLUIN, capitaine en retraite, à Gap.

ANDRÉ, capitaine au 96^e de ligne, à Lyon.

VII

ANDRÉ, conducteur principal des Ponts et Chaussées, à Gap.

ARDUIN (Auguste), pharmacien, maire d'Embrun.

ARMAND (l'abbé), curé, à Barret-le-Bas.

AUDIER (A.), quartier Chamfleury, à Avignon.

AUDOYER, directeur de l'usine Ste-Catherine, à Briançon.

AUGIER (Aug.), fabricant de chaux hydraulique, à Serres.

AUGIER (l'abbé Ern.), vicaire, à Embrun.

AUGIER, docteur en théologie, curé de Saint-André-de-Rosans.

AYASSE, docteur en médecine, à Gap.

AYMAR DE CHATEAURENARD (marquis d'), rue de Varenne, 65, à Paris.

BAILLE, au Château du Rivail, à St-Jean-St-Nicolas.

BAILLE, capitaine au 112^e de ligne, chevalier de la Légion d'honneur, à Antibes.

BARBARIN (Emmanuel de), rue de Rome, 68, à Marseille.

BARDE, négociant, à Gap.

BAYLONGUE-HONDAA, receveur de l'enregistrement, à Castres.

BELLANGER, conducteur des ponts et chaussées, à Gap.

BÉMER (Jean), capitaine de gendarmerie, à Chaumont.

BERAUD, juge au tribunal de Gap.

BERGE (baron)¹, gouverneur militaire de Lyon.

BERGE (l'abbé), ancien supérieur des missionnaires de Notre-Dame-du-Laus en retraite, au Laus.

BERTRAND (Ferdinand), notaire, conseiller d'arrondissement, à Gap.

BERTRAND (Léon), notaire, à Gap.

BERTRAND, professeur d'histoire au Lycée.

BÉTHOUX (l'abbé), curé à St-Michel, près la Salette (Isère).

BIBLIOTHÈQUE des *Archives de l'Isère*, à Grenoble.

BIBLIOTHÈQUE de la *Ville* de Grenoble.

BLANC (l'abbé Irénée), curé-archiprêtre de Chorges.

BONGARÇON, architecte à Gap.

BONNIARD, fils, banquier à Embrun.

BONNIOT (V. de), chanoine tit., rue de Rennes, 76, à Paris.

BONNIOT (Auguste de), chan. hon. de Gap, curé de Saint-Denys-de-la-Chapelle, à Paris.

VIII

BOREL (l'abbé Henri), curé, à Mont-Dauphin.

BOUCHIÉ DE BELLE, ancien conseiller général des Hautes-Alpes, avocat au conseil d'État, rue Miromesnil, 16, à Paris.

BOUFFIER (Amédée de), rue Fornerie, 17, à Valence.

BOYER (l'abbé), curé à St-Disdier-en-Dévoluy.

BRUN-HODOUL, avocat, à Embrun.

BUÈS, curé des Alberts, près Briançon.

BURLE, contrôleur principal des contributions directes, rue Saint-Joseph, 49, Lyon.

BURLE (Félix), ingénieur, conducteur de travaux à la Société générale des Chemins de fer économiques, rue Boursault, 32, à Paris.

BURLE (Jules), fabricant de draps, place du Collège, Vienne (Isère).

BUTLER (William Ellison), docteur de l'Université d'Oxford, Collège International à Mont-Riond-le-Crêt par Ouchy Lausanne (Suisse).

CADORET, professeur départemental d'agriculture, à Gap.

CAFFAREL (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur du Grand Séminaire, à Gap.

CAIS DE PIERLAS (comte), via della Rocca, 13, Turin.

CALLANDRE, conservateur des hypothèques, à Gap.

CARLE (Louis), juge de paix en retraite, à Tallard.

CASTELLI, entrepreneur, à Gap.

CAZE (le colonel), à Briançon, pour la Bibliothèque du 159^e régiment d'infanterie.

CHABRAND, docteur en médecine, rue abbé de la Salle, 16, à Grenoble.

CHABRAND (Valentin), négociant, à Gap.

CHANCEL (Alphonse), ancien ingénieur des ponts et chaussées, conseiller général des Hautes-Alpes, rue Vézelay, 10, à Paris.

CHANCEL (Edmond), 162, boul. Malesherbes, à Paris.

CHAUVET (Jph), avocat, place Sainte-Claire, 5, à Grenoble.

CHEVALIER, docteur en médecine, place Saint-Michel, 3, à Marseille.

CLAVEL, chef de division à la préfecture, à Gap.

IX

COLLOT (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à
Dijon (Côte-d'Or).

CONTIER, officier supérieur en retraite, 10, quai Perrière,
à Grenoble.

COOLIDGE (Rev. W.-A.-B.), à Oxford (Angleterre).

CORRÉARD, général de division, rue de France, 60, à Nice.

CORRÉARD (Hipp.), colonel du 25^e de ligne en retraite, à
Veynes.

COURTIL (Marius), directeur de travaux, à Gap.

CROZET (Ernest de), 27, rue de la Rotonde, à Marseille.

DAVIN, aumônier de la Providence, à Gap.

DAVIN (François-Joseph), conducteur des ponts et chaus-
sées, à Gap.

DAVIN (Martial), chef de bureau adjoint au Ministère de la
marine, rue Louis-Philippe, 9, à Neuilly (Seine).

DEVÈZE, colonel du génie en retraite, à Grenoble.

DISDIER DE ROUSSET (Casimir), à Bonne, Gap.

DORCHE, perceuteur, à St-Bonnet-en-Champsaur.

DUBOIS-GUCHAN (Gaston), ancien élève-pensionnaire de
l'École des Chartes, à Sées (Orne).

DUHAMEL (Henri), vice-président de la section du *Club
Alpin Français* de l'Isère, à Gières, près Grenoble.

DULTIER, chevalier de la Légion d'honneur, à Montmorin.

DULTIER, capitaine en retraite, à St-Rambert, Ile Barbe
(Rhône).

DUMAS, insp^r des contributions directes en retraite, à Gap.

DUMAS (Alfred), professeur au Lycée de Gap.

DUPUIS (G.), chef de bureau à la préfecture, à Gap.

EBERLIN, pharmacien, 1, boul. la Madeleine, à Marseille.

ESCALLE (Hippolyte), notaire, à Briançon.

ESPIÉ, directeur de l'enregistrement, à Privas (Ardèche).

EYSSERIC (St-Marcel), ancien magistrat, à Sisteron.

EUZIÈRE, avocat, conseiller général, maire de Gap, député
des Hautes-Alpes, à Paris.

FABRE, notaire, à Guillestre.

FALQUE (Chaffrey), 8, cité d'Haudeville, à Paris.

FAURE (Ernest), négociant, rue Bab-Azoun, à Alger.

FAURE-GEORS (l'abbé), curé, à Montmorin.

FAURE (Joseph), avoué, à Gap.

- FAURE, pharmacien, ancien maire de la ville de Briançon.
 FAZY (l'abbé), curé, à Sigottier.
 FERRAND (Henri), avocat, 7, rue Sainte-Claire, à Grenoble.
 FIARD, capitaine en retraite, à Gap.
 FIKELSCHERER, docteur en médecine, à Briançon.
 FILLET (l'abbé), curé, à Allex (Drôme).
 FINAT, pharmacien, à Gap.
 FLEURY (Pierre), négociant, place Raspail, 1, à Lyon.
 FORTOUL, curé-archiprêtre, à Tallard.
 FOURNIER, marchand de tableaux, rue de la République, 45, à Lyon.
 GAILLAUD, chanoine, archiprêtre de la Cathédrale, à Gap.
 GANDOULF, principal du Collège de Privas.
 GARCIN, photographe, rue Childebert, 50, à Lyon.
 GARNIER (Aug.), négociant, place Saint-Nizier, 5, à Lyon.
 GARNIER (Maurice), ancien député, place Vintimille, 6, à Paris.
 GARNIER (Jule)s, agent-voyer cantonal, à Gap.
 GASSIER, ancien député, conseiller général des Basses-Alpes, villa Gracinelli, à Nice.
 GAUTIER, directeur des postes et télégr. en retraite, à Gap.
 GIVAUDAN (Ferdinand), à Cordoba (Républ. Argentine).
 GONNET (Aimé), avocat près la Cour d'appel, rue Bayard, 17, à Grenoble.
 GONZALES (Adouard), buffet de la gare, à Macon.
 GORLIER, conseiller d'arrondt, rue des Archives, 19, à Paris.
 GRANDIDIER, ing^r en chef des ponts et chaussées, à Gap.
 GRIMAUD (E.), conseiller à la Cour d'appel, à Grenoble.
 GRIMAUD, ancien député, président de la Commission départementale des Hautes-Alpes, à Saint-Bonnet-en-Champsaur.
 GUÉRIN (l'abbé), chan. hon., curé-archiprêtre, à Embrun.
 GUÉRIN (l'abbé A.), 1^{er} vicaire de St-Louis, à Cette.
 GUILLAUME (Frédéric), employé au service de la voirie, rue de Bonnel, 50, à Lyon.
 GUILLAUME (Paul), chan. hon., correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

- GUILLAUME (Paul-Casimir), libraire, rue Sussex, 455, Ottawa (Canada).
- GUILLEMIN (Paul), inspecteur général de la navigation et des ports de la Seine, 30, rue Théodore, à Billancourt (Seine).
- GUILLIBERT Hippolyte (baron), avocat à la Cour d'Aix.
- HIRSCH, peintre verrier, rue Gauthey, 26, à Paris.
- HUGUES, avocat, à Gap.
- HUOT, architecte en chef de la ville de Marseille, félibre majoral.
- IMBARD (François), conducteur principal des ponts et chaussées en retraite.
- IMBARD-SARRAZIN, propriétaire-rentier, à Yssingaux (Haute-Loire).
- IMBERT, licencié en droit, notaire, à Embrun.
- ITIER (Jules), conseiller général des Hautes-Alpes, avocat, à Montpellier (Hérault).
- JACOB, architecte du Gouvernement, 71, boulevard Saint-Michel, à Paris.
- JACQUES (Léon), médecin, à Saint-Bonnet-en-Champsaur.
- JEAN (Jules), directeur de l'*Étoile des Alpes*, à Gap.
- JEAN (Louis), libraire, place Jean-Marcellin, à Gap.
- JOUBERT, vicaire général hon. de Gap, de Sens et d'Amiens, à la Trappe d'Aiguebelle, près Grignan (Drôme).
- JOUFFRAY, chef d'escadron d'artillerie, adjoint à la manufacture d'armes de Saint-Étienne.
- JOUGLARD (Eugène), imprimeur, directeur du *Courrier des Alpes*, à Gap.
- JOUGLARD (Sosthène), vice-président du tribunal civil, à Valence (Drôme).
- JOUGLARD, conseiller général, notaire, à Gap.
- JOURDAN (Camille), propriétaire, au Serre-de-la-Croix, près Veynes.
- JULIANY (Joseph), négociant, à Manosque (Basses-Alpes).
- JULLIEN, sous-inspecteur de l'enregistrement, à Lure (Haute-Saône).
- LABASTIE (Auguste), président du tribunal civil à Gap.
- LADOUCKETTE (Étienne de), député des Ardennes, place Vendôme, 8, à Paris.

XII

LAFARGUE, trésorier payeur général, à Gap.

LAFONT (de), ingénieur en chef des ponts et chaussées en retraite, à Bourges.

LAGIER (Auguste), instituteur public, à Serres.

LAGIER, chan. hon., curé-archiprêtre, à Aspres-sur-Buëch.

LAMBERT, agent-voyer cantonal, à Serres.

LAMORTE (Adolphe), rue de la Bourse, 4, à Paris.

LANNES, capitaine des douanes en retraite, à Briançon.

LAUGIER (Joseph), négociant, à Gap.

LÉAUTIER, archiviste des bureaux d'état-major, chemin de Choulans, 35, à Lyon.

LEMAITRE, intendant militaire en retraite, président honoraire de la *Société d'Études*, à Gap.

LÉOUFFRE (Louis), propriétaire, à Gap.

LÉOTIER, inspecteur de l'enseignement primaire en retraite, à Embrun.

LÉPINE, chanoine, vicaire général honoraire, à Gap.

LESBROS (l'abbé), curé, à Bruis.

LESBROS, major de 1^{re} classe au 80^e de ligne, à Tulle (Corrèze).

LIOTARD (Alfred), avoué, ancien conseiller général des Basses-Alpes, à Gap.

LORDEREAU, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, au Puy.

LURION DE L'ÉGOUTAIL (Roger de), avocat, rue du Perron, 24, à Besançon (Doubs).

MANGAREL, chef de division hon. de la Préfecture, à Gap.

MARCELLOF, rentier, à Ribiers.

MARCHAND, pasteur de l'Église Réformée, à Aspres-sur-Buëch.

MARENTHIER (François), chez Isnard frères, 26, Boulevard Longchamp, Marseille.

MARIN, agent-voyer d'arrondissement, à Embrun.

MARIN-TABOURET, chanoine-honoraire, directeur au grand Séminaire, à Gap.

MARROU (Ferdinand), maître ès arts pour l'architecture en métaux repoussés, rue St-Nicolas, 59, Rouen.

MARTIN (David), professeur au Lycée de Gap, conservateur du Musée.

XIII

- MARTIN (Gabriel), pharmacien de 1^{re} classe, 35, rue des Amandiers, à Paris.
- MARTIN, curé-archiprêtre, à St-Etienne-en-Dévoluy.
- MASIMBERT, secrétaire de la *Société des Touristes du Dauphiné*, rue Bayard, 2, à Grenoble.
- MATHIEU, receveur des Cont. Indi. au Grand Lemps, (Isère).
- MAUREL, (l'abbé M.-S), curé de Château-Arnoux (Basses-Alpes).
- MAX-COHN et SOHN, libraires, Kaiserplatz, 18, à Bonn (Allemagne).
- MEIFFRE (A.), cité d'Hauteville, 8, à Paris.
- MEIFFRE (Chaffrey), négociant, cité d'Hauteville, 8, à Paris.
- MEUNIER, négociant, ancien président du Tribunal de Commerce, à Gap
- MEYER (F.-A.), avoué, à Briançon.
- MONDET (Emile), principal du collège, à Avesnes (Nord).
- MONDET, pharmacien, à Gap.
- MONNIER, ingénieur civil, directeur de la fabrique des produits céramiques, à Gap.
- MORGAN (J.), agent des Postes en retraite, à La Chaup-Condillac (Drôme).
- MOTTE (l'abbé J.-P.), vicaire de la cathédrale, à Gap.
- MOURRE, percepteur des Contributions directes, à Ribiers.
- NEL, agent-voyer cantonal, à Château-Queyras.
- NICOLAS, conseiller général, juge de paix à Toulon.
- NICOLLET, professeur au Lycée de Gap.
- OFFICIERS (Le Cercle des), à Embrun.
- OLLIVIER (Auguste), employé de la Préfecture, à Gap.
- OLLIVIER (Laurent), négociant, à Gap.
- OLPHE-GALLIARD (Léon), propriétaire, à Handaye (Basses-Pyrénées).
- PARIS, ingénieur des Ponts et Chaussées, à Gap.
- PASCAL (abbé Germain), curé, à Lagrand.
- PAVIE, conseiller général, maire de Savines.
- PERRIN (Félix), 5, Grand'Rue, Grenoble.
- PERRIN, conducteur principal des Ponts et Chaussées à Gap
- PERRIER (Ennemond), avoué à la Cour d'Appel, rue Saint-André, 3, à Grenoble.

XIV

PICHOU (Polycarpe), conducteur des travaux des chemins de fer P.-L.-M., en gare, à Nice (Alpes-Maritimes).

PIFFARD (Bernard), Wil. House, Redbourn Road, Hemel Hempsted, Herts (Angleterre).

PINET DE MANTEYER (Léon), rentier à Gap.

PINET DE MANTEYER (Georges), conservateur adjoint à la bibliothèque de la ville de Paris, 1 rue de Fleurus à Paris.

PIRROSSIN (l'abbé L.), curé en retraite, à Embrun.

PISANÇON (le marquis de), à Pisançon, par Bourg-de-Péage (Drôme).

PROVANA DI COLLEGNO (le comte François-Xavier), rue Bogino, 16, à Turin (Italie).

PROVANSAL (Alfred), conseiller général, ancien notaire, à Laragne.

PRAT, conseiller général, maire de La Salle-lès-Alpes.

PRUNIÈRES (comte), ancien conseiller général, place du Lycée, 4, Grenoble.

QUEYRAS, conseiller général à la Roche-de-Rame.

REY (R.), agrégé de l'Université, inspecteur d'Académie, à Grenoble.

REY (l'abbé), à N.-D. de Sion, Vézelize (Meurthe-et-Mos.).

REYNAUD, professeur à l'Ecole normale, Privas.

RICHAUD, imprimeur libraire, directeur de l'*Annonciateur*, à Gap.

RIPPERT DE MONTCLAR (le marquis de), consul général de France à Amsterdam (Hollande).

RISPAUD, chef d'État-major du Gouvernement, quai de Bondy, 17, à Lyon.

ROBERT (Alfred), percepteur de la Bâtie-Neuve, général, à Gap.

ROCHE (Achille), architecte, inspecteur diocésain, à Gap.

ROCHE (Célestin), agent-voyer d'arrondissement à Gap.

ROMAN, avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, au château de Picomtal, près Embrun.

ROMIEU, professeur à l'École normale, à Gap.

ROSE, inspecteur des forêts, à Gap.

ROUX, chanoine honoraire, curé archiprêtre, à Briançon.

XV

RUA (l'abbé), curé archiprêtre, à Aiguilles.

RUELLE, rue d'Amsterdam, 71, à Paris.

SALLE, agent-voyer cantonal, à Gap.

SARBAZIN (Jean), homme de lettres, quai de la charité, 6,
à Lyon.

SENTIS (Henri), professeur de physique au Lycée, place
Ste-Claire, 14, à Grenoble.

SERRE (l'abbé), ancien professeur de philosophie, aumônier
du Couvent du St-Cœur, Gap.

SIBOURD (Ernest), propriétaire à Puymaure, près Gap.

SIGNORET (Jules), juge de paix, à Savines.

SUPÉRIEUR (le) du petit Séminaire, à Embrun.

TAPIOT (Louis), conducteur des ponts et chaussées, Gap.

TEISSIER, docteur en droit, avocat, à Gap.

TEMPLIER (l'abbé), professeur de philosophie au petit
Séminaire, à Embrun.

THOUMAZOU, intendant de 1^{re} classe, à Tunis.

TOUR-DU-PIN LA CHARCE (comte de la), au château de
Bezouville par Sermaise (Loire).

TOY-RIONT (Marius), conseiller général des Hautes-Alpes,
rue Nationale, 51, à Marseille.

TURCAN, agent-voyer d'arrondissement, à Briançon.

TURLIN (E.), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.

VAGNAT, docteur en médecine, conseiller général, maire
de Briançon.

VALLENTIN, (Ludovic), juge, vice-président de la *Société
départementale d'Archéologie et de Statistique de
la Drôme*, à Montélimar (Drôme).

VENTAVON (Edouard de), juge à St-Etienne (Loire).

VERNET (Oscar), ancien préfet des Hautes-Alpes, préfet
honoraire à Bourdeaux (Drôme).

VIAL, capitaine en retraite, à l'Epine.

VICTORION, professeur d'histoire au Lycée de Charleville.

WERNERT, directeur de l'Enregistrement à Gap.

WILLEM, ingénieur des ponts et chaussées, à Gap.

XVI

Bibliothèques des Hautes-Alpes abonnées.

- Bibliothèque de l'École normale des filles, à Gap.
Bibliothèque de l'École normale de garçons, à Gap.
Bibliothèque de l'École communale d'Aspres-sur-Buëch.
Bibliothèque du 159^e régiment, à Briançon.
Bibliothèque du couvent de St-Joseph, à Gap.
Bibliothèques communales : d'Embrun et de Sigoyer.
Bibliothèque communale de la ville de Gap.
Bibliothèques paroissiales : d'Abriès, Châteauroux-Saint-Irénée.
Bibliothèques pédagogiques : d'Aiguilles, l'Argentière, Aspres-sur-Buëch, Barillonnette, La Bâtie-Neuve, Briançon, Chorges, Embrun, Gap, Guillestre, La Grave, Laragne, Le Monétier-de-Briançon, Orcières, Orpierre, Ribiers, Rosans, St-Bonnet, St-Étienne-en-Dévoluy, St-Firmin, Savines, Serres, Tallard et Veynes.
-

LISTES DES SOCIÉTÉ CORRESPONDANTES

FRANCE

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Comité des travaux historiques (cinq exemplaires).

Comité de la société des Beaux-Arts des départements.

-
- AIX. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
 ALAIS. Société scientifique et littéraire.
 ALBI. Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn.
 ANNECY. Société Florimontane.
 AUCH. Société historique de Gascogne.
 AUTUN. Société d'histoire naturelle.
 — Société Éduenne,
 AUXERRE. Société des sciences historiques de l'Yonne.
 AVIGNON. Académie de Vaucluse.
 BEAUNE. Société archéologique,
 BELFORT. Société Belfortaine d'émulation.
 BESANÇON. Académie des sciences, belles-lettres et arts, r. Moncey, 5.
 — Société d'émulation du Doubs, rue Saint-Vincent, 37.
 BÉZIERS. Société archéologique, scientifique et littéraire.
 BONE. Académie d'Hippone.
 BOURGES. Société historique, artistique et scientifique.
 — Société des antiquaires du Centre.
 CAEN. Académie de Caen.
 CAMBRAI. Société d'émulation.
 CARCASSONNE. Société des arts et des sciences.
 CHALON-SUR-SAONE. Société d'histoire et d'archéologie.
 CHAMBÉRY. Académie de Savoie.
 — Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.
 CLERMOND-FERRAND. Société d'émulation de l'Auvergne.
 COMPIÈGNE. Société historique.
 — Société française d'archéologie.
 CONSTANTINE. Société archéologique.
 DAX (Landes). Société de *Borda*.
 DIGNE. Société scientifique et littéraire.
 DIJON. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
 — Bulletin d'histoire et d'archéologie du diocèse.
 — Société Bourguignonne de géographie et d'histoire.
- BULL. H.-A. 1893.

XVIII

DRAGUIGNAN. Société d'études scientifiques et archéologiques.

ÉPINAL. Société d'émulation du département des Vosges.

ÉVREUX. Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres.

GRENOBLE. Académie Dolphinale.

— Société des sciences naturelles au Sud-Est.

— Société de statistique, des sciences naturelles et des arts industriels de l'Isère.

— Société des Touristes du Dauphiné, rue Montorge, 11.

LANGRES. Société historique et archéologique.

LE PUY. Société d'agriculture, sciences et arts.

LIMOGES. Société archéologique et historique du Limousin.

LONS-LE-SAULNIER. Société d'émulation du Jura.

LYON. Académie des lettres, sciences et arts.

— Revue épigraphique du midi de la France.

MACON. Académie des sciences, arts et belles lettres.

MARSEILLE. Académie des sciences, lettres et arts.

— Société de géographie.

MENDE. Société d'agriculture.

MONTAUBAN. Société archéologique du Tarn-et-Garonne.

MONTBRISON. La *Diana*, Société historique et archéologique du Forez.

MONTPELLIER. Académie des sciences et lettres.

— Société languedocienne de géographie.

— Société pour l'étude des langues romanes.

NANTES. Société académique de Nantes et du dépt de la Loire-Inférieure.

— Société archéologique.

— Société des sciences naturelles de l'ouest de la France.

NARBONNE. Commission archéologique.

NEVERS. Société nivernaise des sciences, lettres et arts.

NICE. Société niçoise des sciences naturelles et historiques.

— Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.

NIMES. Académie du Gard.

— Société d'histoire naturelle.

NIORT. Revue poitevine et saintongeaise.

ORAN. Société de géographie et d'archéologie.

ORLÉANS. Société archéologique et historique de l'Orléannais.

PARIS. Club-Alpin français, rue du Bac, 30.

— Feuille des jeunes naturalistes, 35, rue Pierre-Charron.

— L'ami des monument parisiens.

— Musée d'ethnographie, rue de l'Odéon, 4.

— *Polybiblion*, 2 et 5, rue St-Simon, boulevard Saint-Germain.

— Revue Félibréenne, rue Richempanse, 9.

— Société de topographie de France, rue Visconti, 18.

— Société des Études historiques, carrefour de l'Odéon, 2.

— Société historique et archéologique du Gâtinais, 54, rue St-Placide.

— Société nationale des antiquaires de France, au Louvre.

— Revue mensuelle du Monde latin, 19, boulevard Montmartre.

— Annales de philosophie chrétienne (M. Guieu, vicaire gén. à Gap).

— Magasin pittoresque (MM. Juvet et Cie, éditeurs), 5 rue Palatine.

XIX

- PÉRIGUEUX. Société historique et archéologique du Périgord.
PERPIGNAN. Société agricole, scientifique et littéraire.
POITIERS. Société des antiquaires de l'ouest.
ROCHECHOUART. Société des amis des arts.
ROMANS. Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuse.
RENNES. Société archéologique d'Ille-et-Villaine.
ROUBAIX (Nord). Société d'émulation.
SAINTES. Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.
SAINT-ÉTIENNE. Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres de la Loire.
SENS. Société archéologique.
SOISSONS. Société archéologique, historique et scientifique.
TOULON. Académie du Var.
TOULOUSE. Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.
— Société archéologique du midi de la France.
VALENCE. Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.
VENDOME. Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois.

JOURNAUX

- HAUTES-ALPES. Journal *La Durance*, à Embrun.
— — *Les Alpes Républicaines*, à Gap.
— — *Le Courrier des Alpes*, à Gap.
HÉRAULT. — *Félibrige Latin*, (M. A. Roque-Ferrier, directeur), à Montpellier.
ISÈRE. — *Le Dauphiné*, à Grenoble,
— — *Grenoble-Revue*, librairie Baratier et Dardelet, à Grenoble.
— — *Le Sylphe*, rue de la Gare, à Voiron.
SEINE. — *Études religieuses*, rue Monsieur, 15, à Paris.
— — *Journal des cultivateurs* (M. A. de Lavalette, directeur), 53, rue de Bourgogne.
VAUCLUSE. — *L'Aioli* (M. Foulque de Barroncelli, directeur), Palais du Roure, à Avignon.

ÉTRANGER

- ITALIE. Académie des sciences de Turin.
— Regia deputazione di storica patria, Piazza Castello, 12, Turin.
— Revista storica italiana, rue Massena, 31, Turin.
— Société d'histoire vaudoise, à Torre Pellice.
— Societa lombarda di storia patria, à Milan.
SUISSE. Institut national Genevois, à Genève.
-

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

Assemblée générale annuelle du 1^{er} décembre 1892.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE.

Présents :

MM. ALLEMAND (abbé) ; ANDRÉ ; BERTRAND, professeur au Lycée ; DUMAS, inspecteur des contributions directes, en retraite ; DUMAS, professeur au Lycée ; DUPONT-DELPORTE, vice-président ; GAUTIER, vice-président ; GRANDIDIER, président ; HUGUES ; LEMAITRE (intendant) ; MARTIN David ; NICOLLET ; PINET DE MANTEYER ; ROCHE Achille ; ROCHE Célestin ; ROMAN ; ROMIEU ; SIBOUR ; TEISSIER ; WILHEM.

M. le PRÉSIDENT donne lecture du projet de statuts dressé en vue de la reconnaissance d'utilité publique. Ces statuts sont adoptés par l'Assemblée générale.

M. le PRÉSIDENT rend compte au nom de M. le TRÉSORIER, absent, de la situation financière de la Société au 24 novembre 1892 et met aux voix le projet de budget pour 1893. — Adopté.

L'Assemblée vote à l'unanimité des remerciements à M. IMBARD pour son zèle envers la Société, et regrette vivement qu'un changement de résidence l'oblige à résigner ses fonctions de trésorier.

L'ordre du jour appelle les élections complémentaires.

Sont élus :

Trésorier : M. JEAN Jules, en remplacement de M. IMBARD.

Membre du Comité de publication : M. Célestin ROCHE, en remplacement de M. VICTORION.

Membre du Comité d'administration : M. WILHEM, en remplacement de M. PARIS.

Les élections pour le renouvellement partiel du Bureau et des Comités auront lieu après l'approbation des nouveaux statuts.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

Le Secrétaire,

A. DUMAS.

Le Président,

GRANDIDIER.

SITUATION FINANCIÈRE

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

AU 24 NOVEMBRE 1892.

SITUATION DE L'EXERCICE 1892.

1° RECETTES.

Produit de 250 cotisations à 10 francs.....	2.510 »
8 bibliothèques abonnées à 5 francs	40 »
Abonnements des 24 bibliothèques cantonales à 5 francs (payés par le département).....	120 »
Subvention du département	150 »
Subvention du Ministère de l'Instruction publi- que pour la publication des chartes de Durbon.....	600 »
Vente d'anciens bulletins.....	20 50
Recettes d'ordre.....	39 75
Total des recettes de l'année 1892.....	3.480 25
Report de l'excédent des recettes au 31 décem- bre 1891, resté entre les mains du Trésor- rier.	582 30
Total des recettes.....	4.062 55

2° DÉPENSES.

Impression du bulletin.....	1.589 40
Envoi du Bulletin.....	134 79
Frais de recouvrement.....	74 75
Indemnité au commis.....	120 »
Entretien de la salle des réunions et menues fournitures.....	38 »
Gravure d'un bronze émaillé et d'une monnaie de Gap.....	55 »
Achat d'une bibliothèque... ..	225 »
Vitrage de la bibliothèque... ..	16 »
Reliure d'un exemplaire des bulletins de la pre- mière période décennale.....	17 50
Souscription au monument Roumanille.....	50 »
A reporter.....	2.320 44

XXII

<i>Report</i>	2.320 44
Remis à M. l'Archiviste du département la subvention du Ministère de l'Instruction publique pour la publication des chartes de Durbon.....	600 »
Indemnité au commis des archives pour le classement des collections.....	40 »
Dépenses du secrétariat.....	57 35
Dépenses diverses.....	45 55
Total des dépenses en 1892.....	<u>3.063 34</u>

RÉCAPITULATION

Montant des recettes.....	4.062 55
Montant des dépenses.....	<u>3.063 34</u>
Excédent des recettes.....	<u>999 21</u>
Cet excédent de recettes se décompose comme il suit:	
Numéraire entre les mains du Trésorier.....	899 21
Créance à recouvrer.....	<u>100 »</u>
Total égal.....	<u>999 21</u>

COMPARAISON

DE LA SITUATION GÉNÉRALE

au 31 décembre 1886 et au 24 novembre 1892.

	au 31 décem. 1886.	au 24 novem. 1892.
Rentes 3 %	1.746 20	2.349 05
Numéraire en dépôt à la banque Gassier	392 35	630 »
En caisse chez le Trésorier...	16 50	899 21
Totaux.....	<u>2.155 05</u>	<u>3.878 26</u>

CERTIFIÉ :

Le Trésorier,
F. IMBARD.

PROJET DE BUDGET

POUR L'EXERCICE 1893.

1^o RECETTES.

Produit des cotisations	2.600	»
Bibliothèques abonnées.....	160	»
Subvention du département.....	150	»
Intérêts de fonds placés sur l'État ou en banque	110	»
Vente de bulletins.....	50	»
Recettes d'ordre.....	40	»
Fonds disponibles au 31 décembre 1892.....	350	»
Sommes à recouvrer, environ.....	130	»
Total des recettes.....	3.590	»

2^o DÉPENSES.

Impression du Bulletin.....	2.200	»
Envoi du bulletin.....	130	»
Frais de recouvrement.....	70	»
Dépenses du secrétariat.....	100	»
Indemnité au commis.....	120	»
Entretien de la salle des réunions.....	40	»
Réserve statutaire.....	260	»
Table des matières contenues dans les 10 vo- lumes parus.....	250	»
Matériel.....	100	»
Imprévisions.....	200	»
Total des dépenses.....	3.470	»

RÉCAPITULATION.

Recettes.....	3.590	»
Dépenses.....	3.470	»
Excédent des recettes.....	120	»

Présenté par le Trésorier,

F. IMBARD.

STATISTIQUE DU BRIANÇONNAIS

en 1747

PAR ROUX-LA-CROIX

JUGE DES FERMES DU ROI A BRIANÇON

SAINT-CHAFFREI ET LA SALLE.

Les communautés de Saint-Chaffrei et de la Salle ne sont éloignées que d'une lieue (*sic*) de la ville, et l'une de l'autre d'une demi-lieue. On y établit ordinairement, dans le cas où il y a un camp volant ou des troupes en cantonnement¹. Elles ne sont point abondantes en fourrages ; le produit du premier foin peut être évalué aux environs de douze cents quintaux ; le transport en est fort aisé et se fait en tout tems. Saint-Chaffrey possède quatre cents arpens de bois et la Salle deux cents quatrevingt, dont la police pour la conservation est très sévère. Le produit en grains de toute espèce peut porter pour les deux communautés à dix mille quintaux qui ne suffisent pas pour la nourriture de trois mille âmes. Quinze cents hommes tant jeunes que vieux en peuvent faire le fond ; il y en a six cents en état de porter les armes².

LE MONNÉTIER.

La communauté du Monnétier, éloignée de Briançon de deux lieues (*sic*), se trouve placée au bas de la montagne du Lautaret. Le fourrage est assez abondant dans cette contrée glaciale ; le produit porte à plus de dix mille quintaux. La richesse des habitants consiste (*sic*) dans les pâturages, qui favorisent leur commerce dans les fromages et les bestiaux. Le transport du foin ne se peut faire dans

¹ Encore une phrase boiteuse ; l'auteur ne dit pas ce qu'on établit. Ce sont probablement des fours et des dépôts de vivres et munitions.

² Il y avait en 1881 à Saint-Chaffrey 1329 habitants et à la Salle 1187, en tout 2506. La population a augmenté d'environ 300 âmes sur le siècle dernier.

le chef-lieu que pendant sept mois de l'année que la terre est découverte ; on peut y établir des magasins et des fours pour les troupes en cantonnement et pour servir d'entrepôt des fournitures qui viennent de la vallée d'Oisans.

Les habitants y sont fort commodés¹ par le commerce qu'ils ont dans les provinces étrangères.

Cette communauté ne possède que deux cents cinquante arpants de bois de sapin dont la coupe est fort difficile et ne sert point au chauffage de la garnison de la ville. Le produit en grains, seigles, fromants, orges et avoines peut être évalué à dix mille sestiers pour la subsistance de quatre mille âmes. Le dénombrement des hommes tant jeunes que vieux, porte à quinze cents, dont il y a cinq cents en état de prandre les armes².

Cette communauté confine au col de Buffère que l'on a retranché par précaution. On y a formé une communication aux autres différens cols qui peuvent servir de retraite³. L'ennemi peut y entrer par Bardonesche en montant le col de l'Eschelle ; ensuite il auroit pû faire des incursions dans les communautés du Monnétier, de la Salle et de Saint-Chaffrei et porter leurs (*sic*) contributions jusques aux portes de la ville.

On y trouve encore la montagne du Galibier qui est au bas du village de la Madeleine, qui forme la limite du Briançonnais. Cette montagne conduit dans la Savoye et est un passage à observer dans un tems de trouble.

LE MONT-GENÈVRE.

La communauté du Mont-Genèvre forme la limite de la France avec les vallées cédées ; c'est la que le roi de Sar-

¹ Lisez : *accomodés*.

² Le Monétier possédait en 1881, 2.287 habitants, et cent habitants de moins environ au commencement du XVIII^e siècle. Il faut observer que les dénombremens de population donnés par l'auteur paraissent souvent exagérés et en contradiction avec les documents authentiques. C'est ainsi que le Monétier n'a jamais eu 4.000 âmes de population.

³ En effet une fortification en pierres sèches borne les crêtes et les cols des montagnes de Briançon au Galibier, c'est-à-dire pendant plus de quinze kilomètres. Cette fortification commencée par Lesdiguières à la fin du XVI^e siècle fut successivement augmentée jusqu'au XVIII^e. Elle est désormais inutile mais très visible encore.

daigne a placé un sentinelle (*sic*) qui examine nos projets et qui rompt souvent nos mesures pour leur exécution.

Cette communauté dont le terrain est fort glacial, n'est pas fertile; elle peut cependant produire deux mille quintaux du premier foin. Les grains de toute espèce en seigles, fromants, orges et avoines, peut (*sic*) estre évalués à quatre milles sestiers qui ne suffisent pas pour deux milles âmes. Elle est éloignée de Briançon d'une grande lieue (*sic*); elle possède huit cents arpans de bois de sapin qui n'est d'aucun revenu aux habitants. La voiture y est interdite pendant six mois.

Cette communauté renferme cinq cents hommes dont deux cents peuvent servir pour la défense du pays¹. On y établit le parc d'artillerie lorsque la France veut ouvrir cette porte pour entrer dans l'Italie.

NEUVACHE.

La communauté de Neuvache voisine le col de l'Eschelle, qui est enclavé dans les vallées cédées; elle est éloignée de deux lieues (*sic*) de Briançon.

Les différents cols qui se trouvent dans cette vallée lui fournissent beaucoup de paturages et de bois. Le produit du premier foin peut estre évalué aux environs de douze mille quintaux, dont le transport ne peut commencer qu'à la fin du mois de may. Elle possède huit cents arpans de bois de sapin qui contribue beaucoup au chauffage de la garnison de la ville et des forts. Le produit en grains de toute espèce, en seigles, fromans, orges et avoines, peut porter à quatre milles sestiers qui ne suffisent pas pour douze cents âmes. Le dénombrement des hommes, tant jeunes que vieux, peut monter à cinq cents dont deux cents sont en état de garder leurs postes².

On trouve dans cette vallée les cols de Granouil et de Salès que l'on garde scrupuleusement, surtout dans un

¹ La population du Mont-Genèvre était alors comptée avec celle du Val-des-Prés, ces deux communautés n'en faisant qu'une seule; le total était au siècle dernier de 1100 âmes, il n'est plus maintenant que de 800.

² Le dénombrement de 1881 donne à Névache 690 âmes, c'est-à-dire 150 de plus qu'au siècle dernier.

temps critique et suspect, pour éviter les invasions du voisin. On y (*sic*) fait aucun magasin d'aucune espèce pour la subsistance d'une armée, parce qu'elle n'est pas le passage ordinaire des troupes.

CERVIÈRE.

La communauté de Cervière est limitrophe à une montagne placé (*sic*) dans une gorge impraticable pendant six mois de l'année. A la droite on trouve le col d'Isoir qui conduit dans la vallée de Queiras, et à la gauche la montagne du Bourget qui conduit à Bousson et de la dans la vallée du Prajela en Piémont.

Cette communauté est éloignée d'une grande lieux (*sic*) de Briançon; elle est placée dans le fonds des Alpes glaciales. Son commerce consiste dans les bestiaux et le fromage, dont la bonté est partout renommée. Les hauteurs qui la dominant sont très abondantes en foin et en avoines.

La montagne du Bourget, qui a deux lieux (*sic*) de longueur est favorable aux retranchements d'une nombreuse troupe ennemie.

Le produit du premier foin de cette vallée porte à plus de vingt milles quaintaux, mais la voiture ne peut s'en faire à Briançon que dans le mois de juillet, à dos de mulets ou d'hommes. On y peut faire des magasins de toute espèce parce qu'elle peut servir de passage ou par la droite ou par la gauche.

Cette communauté possède treize cents soixante quinze arpans de bois, dont le transport est très difficile pour servir au chauffage de la garnison, de la ville et des forts. Le produit en grains, seigles, fromans, orges et avoines peut être évalué à cinq milles sestiers pour la subsistance de douse cents ames. Elle n'a que quatre cents hommes tant jeunes que vieux, dont deux cents peuvent servir¹.

LE VILLARD-SAINT-PANCRACE.

La communauté du Villard-Saint-Pancrace n'est éloignée

¹ En 1881 Cervières avait 702 habitants et était en diminution de 25 environ sur la population du siècle dernier.

que d'une demi-lieue de Briançon ; elle est d'une très petite étendue. Son paturage principal est placé sur le col des Ayes qui confine la vallée de Queiras. Son produit en foin ne porte pas à douze cents quaintaux. Elle possède sept cents arpans de bois de sapin et mélese, dont la coupe contribue beaucoup à la troupe par la bonté du bois, la facilité du transport et sa proximité. Son produit en grains, fromants, seigles, orges et avoines peut être évalué à six milles sestiers pour la subsistance de quainze cents ames. Elle a en dénombrement six cents hommes dont la plupart ont un commerce en vins ou autres voitures¹. C'est là qu'on trouve le charbon de pierre pour former la ouille destinée au chauffage de la garnison, de la ville et des forts.

SAINT-MARTIN DE QUEIRIÈRES.

La communauté de Saint-Martin-de-Queirières n'est éloignée que d'une lieue (*sic*) de Briançon ; elle est assise dans le grand chemin de Provance, dont le transport des voitures est permis en tout temps.

Le premier foin ne porte pas à douze cents quaintaux, dont le transport se fait pour le service du roi à la Bessée du milieu qui fait la limite du Briançonnois. Elle possède six cents arpans de bois de sapin ; il s'y trouve encore quelques noyers qui facilitent le chauffage des habitants de la ville, ce qui leur fait un revenu. Elle possède encore un petit vignoble dont le vin est blanc, ordinairement ver (*sic*) et mauvais, qui n'est d'aucun commerce. Le produit en grains, seigles, fromans, orges et avoines peut être évalués à cinq milles sestiers, pour la subsistance de deux milles ames.

Sept cents hommes, tant jeunes que vieux, composent cette communauté, dont trois cents peuvent servir dans les occasions².

¹ Le recensement de 1881 porte la population du Villard-Saint-Pancrace à 959 habitants ; au siècle dernier elle n'était que de 880.

² La population était en 1881 de 1413 âmes, et l'augmentation de 60 sur le siècle dernier.

LE PUY DE SAINT-PIERRE ET LE PUY DE SAINT-ANDRÉ.

Les communautés du Pui-Saint-Pierre et du Pui de Saint-André sont enclavées l'une dans l'autre, sur une égale hauteur et dans une même ligne. Leur territoire est fort reserré mais fort bon, surtout en froments; leurs fonds son penchants, exposés aux ravines et coulées de neige.

Son produit en foin est très médiocre; il ne porte pas l'une dans l'autre à milles quintaux dont la voiture est fort difficile par la position et la pente du terrain, qui est très chaud. On n'y peut établir ni magasins ni fours et les troupes n'y sont point cantonnés.

La communauté du Pui-Saint-Pierre a deux cents arpans de bois, et celle de Saint-André deux cents seize dont la coupe ne sert en rien pour le chauffage de l'étranger. Ces deux communautés ne sont pas éloignées d'une demi-lieue de la ville.

Leur produit en grains, froments, seigles, orges et avoines peut être évalué à cinq milles sestiers pour la subsistance de douze cents âmes. Le dénombrement des hommes peut porter à cinq cents, dont trois cents sont en état de se défendre¹.

LA VALLOUISE.

La communauté de Vallouise fut en 1488 le théâtre de la guerre des Vaudois. C'est cette malheureuse secte de Pierre Valdo, de Lion, qui après avoir infecté cette contrée de son hérésie, enlevait les vases sacrés, brûlait les images et les temples². Ces hérétiques furent poursuivis par

¹ Au siècle dernier la population de ces deux paroisses réunies était de 817 âmes; elle était en 1881 de 1.002.

² Ce résumé de la lutte suprême des Vaudois contre l'autorité ecclésiastique et civile est très exact pour les dates et aussi pour le nombre des malheureux qui furent tués en combattant. Cependant il faut faire des réserves sur les violences attribuées aux Vaudois contre les églises, ces violences sont de pure invention. En outre l'Ailefroide (*Malefrigida*) n'est pas une caverne, mais une petite plaine, non loin de laquelle il y a une caverne où se réfugièrent les hérétiques. Enfin les auteurs contemporains ne disent mot du rôle de Jean Roux-la-Croix, ancêtre de l'auteur du mémoire, dans ces tristes événements ni du martyre subi par son fils; il y a lieu de douter de l'un et de l'autre jusqu'à nouvel ordre.

Albert Cattané, natif de Plaisance, archidiacre de Crémone, sous le règne de Charles VIII, d'heureuse mémoire. Les ennemis de la foi se retirèrent dans une caverne qu'on nomme Aile froide, couverte par un rocher creus d'une longue étendue ; les fidèles, animés d'un vrai zèle pour les intérêts de la religion disciplinés par cet illustre archidiacre, l'apôtre des montagnes, qui après avoir choisi pour chef Jean Roux-la-Croix, montèrent par des cordes qui ettoient de plus de trois cents coudées d'hauteur, sur un petit rocher dominant le fort et la caverne que la nature rendoit inexpugnable, s'en saisirent, précipitèrent quatre-vingt-dix Vaudois et les autres en fuite ou convertis.

Cette vallée fut purgée de cette fatale secte qui se réfugiat dans Freissinières, où le fils unique de Jean Roux-la-Croix souffrit le martyr qui méritait à sa postérité les armes et le nom qu'elle porte. Ce fut pour lors que le glorieux Saint-Vincent arborat l'étendar de la Croix dans cette contrée et y prêcha (*sic*) avec succès la morale évangélique¹.

Cette communauté est la plus étendue de toutes celles qui forment le gouvernement de Briançon ; elle en est éloignée de deux lieux (*sic*) ; elle a une grande lieue de circonférence. Elle possède quatre cents quatre-vingt arpans de bois ; elle fournit beaucoup en noyer, en légumes et en grains pour la subsistance des habitants de la ville et de l'étranger. Elle est placée dans un site où elle ne craint point l'invasion de l'ennemi².

Son produit du premier foin porte à plus de vingt milles quintaux dont le transport se fait ordinairement au magasin de la Bessée pour la proximité.

¹ Ce ne fut pas vers 1488 que Saint Vincent-Ferrier passa en Vallouise si tant est qu'il y soit en effet passé, et évangélisa les Vaudois, mais en 1401. Ce qui prouverait le passage du Saint c'est le vocable de Saint-Vincent donné à l'église paroissiale du Puy, jadis Saint-Roman, maintenant Saint-Vincent, et plusieurs chapelles fondées dans la contrée sous ce patronage.

² Cependant une voie romaine traversant le col de l'Eychauda, passait dans la Vallouise et on eut pu l'envahir en prenant ce chemin.

On peut y établir des magasins et des fours pour les troupes en cantonnement. Le produit en grains de toute espèce peut être évaluée à vingt milles sestiers pour la subsistance de quatre milles ames.

Le dénombrement des hommes tant jeunes que vieux peut être portés à trois milles, dont il y en a douze cents propres à porter les armes¹. L'entrée de cette communauté à un vignoble dont la consommation se fait sur les lieux. C'est un vin blanc, apre et mauvais². Cette communauté fournit un grand nombre de peigneurs de chanvre, ce qui fait leurs richesses (*sic*). Il n'y reste dans l'hiver que les femmes et les vieillards.

VALLÉE DU QUEIRAS.

La vallée du Queiras, quoique exceptée du gouvernement de Briançon, fait partie du Briançonnois qui pour lors prend le nom de bailliage.

Ce vallon renferme sept communautés dénommées : Arvieu, Château-Queiras, Molines, Aiguilles, Abriés, Saint-Véran et Ristolas.

Cette vallée n'a pour toute défense qu'un château fortifié placé à l'entrée de la vallée dans la gorge de Guillestre; une compagnie d'invalides, sous les ordres d'un commandant en fait la garnison. Les communautés qui sont en avant sont exposées au feu et au pillage par deux cols différens. Son terrain est fort ingrat, sa position triste et ne peut être que très difficilement cultivé.

ARVIEU.

La communauté d'Arvieu est placée au-dessous du col d'Isoar; son bassin qui fait l'entrée de la vallée, quoique étroit, est assez agréable. Son produit consiste en seigles, en avoines et en fourrages; ce dernier chef peut monter à

¹ La Vallouise en y comprenant les communes des Vigneaux, de la Pisse et du Puy-Saint-Vincent avait en 1881, 3.142 habitants, elle en avait 3.395 au siècle dernier.

² Ces vignes sont situées dans la commune des Vigneaux à laquelle elles ont donné son nom. Quant à leur qualité l'auteur est loin de la calomnier.

six milles quaintaux. Elle est éloignée de Briançon, par le col d'Isoir, de trois lieux (*sic*), mais ce passage ne souffre la voiture qu'à la fin de juin, et par Guillestre elle est éloignée de sept lieux.

Elle possède trois cents trente arpans de bois de sapin qui ne lui est d'aucun revenu. On y peut faire des magasins de toute espèce. Le produit des grains en seigles, orges et avoines, peut être évalué à six milles sestiers, pour la subsistance de deux milles âmes. Le dénombrement des hommes, tant jeunes que vieux, peut porter à neuf cents, dont trois cents sont en état de servir¹.

CHATEAU ET VILLE-VIEILLE.

La communauté du Château et Ville-Vieille, éloignée d'une demi lieux (*sic*) d'Arvieu, et de trois lieux et demi de Briançon par Cervière, est fort étroite.

Le premier foin ne porte pas à six cents quaintaux. Elle ne subsiste qu'à la faveur de la garnison du Château. Elle possède sept cents arpans de bois de sapin ou mélèze dont elle ne peut faire aucun commerce avec son voisin ; elle en fournit à la garnison et au Château. Son produit en grains, seigles, froments, orges et avoines peut être évalué à cinq milles sestiers pour la subsistance de deux milles âmes.

Le dénombrement des hommes, tant jeunes que vieux, peut porter à milles, dont cinq cents peuvent prendre les armes². On peut y établir des fours et des magasins, surtout à Ville-Vieille, pour le passage de Molines.

MOLINES.

La communauté de Molines est à cinq lieux (*sic*) de Briançon par Cervières ; c'est le passage des troupes pour pénétrer dans la vallée du Château-Dauphin. Elle est abondante en paturages ; le produit du premier foin annuel

¹ En 1881 Arvieux avait 888 habitants, il en avait 1.060 au XVIII^e siècle. Le Queyras est la contrée du Briançonnais où la population a le plus décréu.

² Château-Ville-Vieille avait 906 habitants en 1881 et 1.411 au siècle dernier.

porte aux environs de dix milles quaintaux. Son commerce principal est en bestiaux.

Cette communauté possède deux cents soixante arpans de bois de sapin, dont elle n'a autre rétribution que sa fourniture à la garnison du Château. Le produit en grains, seigles et fromants, orges et avoines peut être évalués à six milles sestiers pour la subsistance de deux milles âmes.

Le dénombrement des hommes peut porter à neuf cents', dont quatre cents peuvent prendre les armes.

AIGUILLES.

La communauté d'Aiguilles est assise dans un bassin plat mais fort étroit. Le premier foin n'y est pas aussi abondant, il peut estre néanmoins évalués à six mille quaintaux. Elle est éloignée de Briançon de cinq lieux (*sic*) par Cervière, dont le passage n'est libre qu'au commencement de juillet.

Elle possède six cents arpans de bois propre à la batisse et au chauffage. Son produit en grains de toute espèce peut être évalué à trois mille sestiers pour la subsistance de quainze cents ames, en manière que pendant l'hiver il n'y reste que les femmes et les vieillards. Le dénombrement des hommes peut porter à huit cents, dont trois cents en état de prandre les armes¹.

ABRIÈS.

La communauté d'Abriès éloignée de Briançon de six lieux (*sic*) par Cervière, est fort bonne en fourages et en avoines. Elle produit du premier foin plus de dix milles quaintaux ; les habitants y sont assez aisés par les foires et les marchés qui y sont établi² et par leur fréquans commerces, surtout dans un temps pacifique, avec les vallées de Luserne et de Saint-Martin.

¹ Molines avait 792 habitants en 1881 et 862 au siècle dernier.

² Aiguilles avait 604 habitants en 1881 et 940 au XVIII^e siècle.

³ Les foires principales d'Abriès avaient été créées par Henri IV en 1604 le 1^{er} juin et à la St-Michel. Mais bien longtemps auparavant, le 16 août 1259, Guigues VII, dauphin, y avait autorisé un marché tous les mercredis et avait conféré à la communauté de grands privilèges.

Elle possède trois cents cinquante arpans de bois, dont l'accès est assez facile. Le produit en grains, seigle, fromants, orges et avoines peut être évalués à six milles sestiers pour la subsistance de douze cents ames. Le dénombrement des hommes, tant jeunes que vieux, peut porter à huit cents, dont quatre cents sont en état de porter les armes pour la défense de leur païs¹.

RISTOLAS.

La communauté de Ristolas est éloignée de Briançon, par Cervière, de sept lieux (*sic*). Elle produit beaucoup en foin et en avoines. Le produit du foin porte à huit milles quaintaux. Leur commerce avec la vallée de Luserne en rand les habitans assez commodés². Elle possède quatre cents arpans de bois sapin et mélèse. Les grains en seigles, fromants, orges et avoines peut (*sic*) estre évalués à cinq milles sestiers pour la subsistance de douze cents ames. Le dénombrement des hommes tant jeunes que vieux, peut porter à huit cents, dont cinq cents propres à porter les armes³.

Au-dessus de Ristolas on trouve le col de la Croix qui descend dans la vallée de Luserne. L'ennemi, maitre de la gorge qui enclave le château de Mirebouc, peut entrer en force par ce col, traverser sans résistance toute l'étendue de cette vallée et pénétrer ensuite dans le Haut-Embrunois par Ceillac et le col de Vars. C'est là le passage ordinaire des Vaudois pour mettre à contribution les communautés qui les voient ; les événements que cette communauté a éprouvés le 1^{er} septembre 1745 en sont la preuve⁴.

SAINT-VÉRAN.

La communauté de Saint-Véran, éloignée de Briançon par Cervière de sept lieux (*sic*), est la plus haute monta-

¹ Abriès avait 910 habitants en 1881 et 1.600 au siècle dernier.

² Lisez : *accommodés*.

³ Ristolas avait 411 habitants en 1881 et 875 au XVIII^e siècle.

⁴ A cette époque les corps francs ennemis ravagèrent une partie du Queyras, à la suite de la tentative du prince de Conti et de dom Philippe sur l'Italie.

gne habitée de l'Europe¹. Son territoire ne produit presque que du foin et de l'avoine ; le premier foin peut être évalué à six milles quintaux. Elle ne possède que quatre vingts arpans de bois d'aucun revenu. Le produit en grains, seigles, orges et avoines peut être évalué à cinq milles sestiers pour la subsistance de douze cents âmes. Le dénombrement des hommes peut porter à huit cents dont quatre cents propres à porter les armes².

Elle confine le col d'Agnel, par lequel on descend dans la vallée de Sture et à La Chenal, de la Chenal au Pont, du Pont à Saint-Eusèbe, de Saint-Eusèbe à Bellin ou finit la vallée du Château-Dauphin. Le marquisat de Saluces et la plaine de Turin pourroient par ce passage fournir des renforts considérables pour nous inquiéter.

Si la vallée de Queiras, qui a sept lieux de circonférence, recevoit une armée de secours, on peut établir des magasins et des fours à Arvieu, au Château, à Ville-Vieille, à Saint-Véran, à Molines et à Abriès. Cette vallée peut fournir aux magasins du Mont-Dauphin et de Guillestre par la proximité, puisque le Château n'est éloigné que d'une lieue et à proportion des autres.

Il y a dans cette vallée nombre de moulins particuliers surtout à Arvieu et à Ville-Vieille, par la quantité d'eau qui y abonde.

RÉCAPITULATION.

La récapitulation du Briançonnois en général pour les chevaux, mulets, bêtes asines, peut porter à deux milles ; celles des bêtes à corne à quatre mille.

On a vu que le Briançonnois est actuellement composé de dix-neuf communautés ; ce petit continent de pays est assez peuplé ; puisqu'il renferme dans son enceinte trente cinq milles âmes³. Les grains ne suffisent pas pour la

¹ Cette affirmation est-elle exacte ? Je l'ignore. Saint-Véran est situé à plus de 2.000 mètres d'altitude.

² Le recensement de 1881 donne à Saint-Véran 639 habitants ; il en avait 800 au siècle dernier. Malgré la rigueur du climat la diminution de la population a donc été bien moindre dans cette commune que dans quelques autres du Queyras mieux situées.

³ D'après le recensement de 1881 la population totale du Briançonnois n'excédait pas 24.226 âmes pour 23 communes.

nourriture des habitants, et, par économie, plus de deux milles hommes sortent tous les hivers. L'Embrunois et le Gapençois suppléent à leur subsistance.

On y peut aisément lever soixante compagnies de milices dans un temps critique, scavoir quarante dans le gouvernement de Briançon et vingt dans la vallée du Queiras, pour garder, dans un tems de trouble et de guerre, l'intérieur et l'extérieur de la place, par le secours d'une garnison de troupes réglées pour la discipliner.

Les deux rivières qui arrosent ce continent de païs ne permettent point la voiture par battau, on ne se sert que de mulets à bas ou bêtes asines. Les bêtes à cornes servent aux trois labours de leurs fonds; une pointe de fer du poids de vingt livres, un bas et une barre en bas de six pieds de long, placée au milieu de deux animaux de cette espèce, fait l'instrument du labour.

L'arpantage en bois constaté par le cadastre, vérifié par le procès verbal du grand-maitre des eaux et forests du Dauphiné, dressé sur les lieux en septembre 1738 porte à neuf milles cinq cents vingt un arpans.

Le gouvernement de Briançon peut produire annuellement soixante dix milles quaintaux de premier foin et la vallée du Queiras cinquante milles, en tout cent trente milles quaintaux.

Le dénombrement des hommes tant jeunes que vieux porte à dix sept milles deux cents.

Celui des chevaux, mulets, bêtes asines, bêtes à cornes peut être évalué à six milles. Les habitants qui peuvent faire des nourriages¹, gardent ches eux toute l'année leurs bêtes à bas pour les travaux de leurs fonds; la consommation du foin domestique en ce chef peut porter à quarante milles quaintaux. La principale considération chez l'habitant pour leurs troupeaux est la meslée qui lui est d'un grand secours. On y fait paturer sur l'hauteur des montagnes, pendant cinq mois de l'année, les bêtes à corne, mouttons et brebis, et pendant les autres sept mois que la

¹ *Nourriages* : autrement dit hivernage, c'est-à-dire nourrir l'hiver les animaux à l'étable.

terre est couverte, la consommation du foin en ce second chef peut porter à vingt huit milles quintaux.

Le Briançonnois, à supposer une année fertile et abondante en foins, dans un temps pacifique ou leurs (*sic*) terres n'ont souffert aucun dégat, pourroit fournir aux magasins du roy aux environs de soixante mille quintaux et autant de la paille, en y detraisant¹ ce que le Queiras fourniroit dans le Haut-Embrunois. Quant aux grains, c'est à dire aux orges et aux avoines, il ne peut fournir aux environs que deux milles sestiers. Quant aux bleds, seigle, froment, il n'y a proprement que les meuniers et maitre des moulins qui peuvent en fournir aux environs de dix milles sestiers.

Quant aux bois de pin, sapin et mélèse, il ne² peu fournir, outre la garnison ordinaire tant de la ville que des forts, la quantité de trante milles cordes.

Les habitants, pour la cuite de leur pain, qu'ils font en automne, ne se servent que de fagots de buissons sauvages, et pendant sept mois d'un hiver fort rude ils se tiennent dans les escuries ou la chaleur des bestiaux leur tient lieu de feu. Les communautés qui sont à portée de la ville de Briançon et qui contribuent au chauffage de la garnison, ne souffrent pas que des étrangers y fassent aucune coupe. Les habitants y vont eux-mêmes par députation³, ils coupent en jardinant les arbres les plus vieux, et notamment ceux dont l'abatage ne peut occasionner aucun dommage sur leurs terres et sur leurs maisons⁴.

Ils ont des cantons ou la coupe d'une (*sic*) arbre est absolument interdite, dans la crainte qu'ils ont des torrents, des lavanges⁵ et des fontes de neige.

Les lavanges sont extrêmement à craindre ; elles commencent par un peloton de neige qui se détache du haut des montagnes ; il grossit à mesure qu'ils (*sic*) descend et sa grosseur est ordinairement si monstrueuse que s'il

¹ *Detraisant* : l'auteur a voulu probablement écrire *en distrayant*.

² *Ne*, lisez : *en*.

³ *Députation*, ce mot a sans doute la signification de *corvée*.

⁴ Sous entendu, *en dénudant le sol*.

⁵ Forme putoise du mot *avalanche*.

n'étoit pas arrêté par des arbres futayes, sa chute rapide enlèveroit les fonds et les maisons. C'est dans les cantons moins dommageables que les habitants prennent, sur les ordres de Mgr l'intendant, le bois pour le chauffage de la garnison de la ville et des forts de Briançon. La quantité se monte annuellement à vingt-cinq milles cercles d'un pied de diamètre et quatre pieds de long, faisant sept cents cordes. Dans un temps (*sic*) tranquille les habitants en font l'abatage par économie¹; ils le voiturent et le livrent à l'entrepreneur qui le leur paie à raison de quatorze livres la corde².

La voiture d'une corde se fait en dix-huit voïages à dos de mulets, pour la sortir seulement de la forests jusques au premier entrepot, et en dix-huit autres voïages pour la voiturer à Briançon. Un mulet porte deux cercles de bois, et ceux qui n'ont pas de mullet et qui sont obligés de fournir, portent un cercle sur leur dos.

Les communautés en corp (*sic*) ne retirent aucun bénéfice de leurs bois³, si bien que si la garnison ne faisait pas cette consommation, les bois pourriroient sur la place après leur chute par caducité. On ne peut en faire aucune fourniture ni leur donner aucune valeur effective.

Sur ces observations il est aisé de voir que le païs ingrat et stérile, n'a pour tout appanage que de fortes charges pour le service du roi ou pour ses besoins particuliers. Dans un climat situé au plus haut des Alpes, dont la position est triste, les travaux durs et pénibles, et dénué presque de tout commerce, il ne leur reste qu'un zèle infatigable et à toute épreuve dans les occasions ou les ordres du roy le demandent, et c'est cette affection que les habitants ont mérité dans tous les temps.

¹ Par économie, ajoutez: de temps.

² La corde est une mesure qui variait extrêmement de province à province, elle n'était pas en usage dans nos contrées. Il est probable que l'auteur parle de la corde des eaux et forêts qui représente ou toise cube ou quatre stères.

³ Sauf de ceux qu'elles vendent à la garnison de Briançon.

NOTE SUR LA BATAILLE DE MONS-SELEUCUS

ET LE PRÉTENDU LAC DE CHABESTAN.

I. — La bataille de Montseleucus¹ se rattache à l'histoire générale de l'Empire romain. L'usurpateur Magnence, ayant perdu contre Constance la bataille de Mursa, s'enfuit précipitamment dans les Gaules, où il espérait recruter des troupes et relever sa fortune. Il se dirigeait, dans ce but, sur Lyon, où déjà se trouvait sa famille. Mais les généraux de Constance, marchant à sa poursuite, l'atteignirent à Mons-Seleucus, dans les Hautes-Alpes, et là lui livrèrent le combat suprême dont il s'agit. Magnence, son armée ayant été taillée en pièces, prit de nouveau la fuite, et, passant par Die, parvint à Lyon, où il égorgea sa mère et son frère, et se donna lui-même la mort.

Telle fut cette importante bataille, l'une, sans doute, des plus mémorables dont nos contrées aient été témoins. Aurélius Victor, Zonare, Sozomène, Socrate, Eutrope, la Chronique Alexandrine, Ammien Marcellin et l'empereur Julien en ont parlé. D'après ces auteurs, elle eut lieu le 11 août l'an 353, sur le territoire de Mons-Seleucus dont elle prit le nom. Mais en quel endroit précis a-t-elle été livrée ? C'est ce qu'il m'a paru intéressant de rechercher, car une opinion erronée règne encore à ce sujet dans toute la contrée.

D'abord qu'était Mons-Seleucus² à l'époque dont il s'agit ? Sous ce nom, les itinéraires désignent une station romaine

¹ La véritable forme de ce nom serait évidemment *Mons-Seleuci* : c'est celle qui est donnée par l'Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem. Mais comme l'usage a prévalu de dire *Mons-Seleucus* j'ai cru devoir adopter cette forme.

² Auteurs qui ont écrit sur la Beaumette : Héricard de Thury : *Archéologie de Montseleucus* ; Ladoucette : *Topographie des Hautes-Alpes* ; P. Guillaume : *Le Serre-la-Croix et la collection Jourdan* ; J. Roman : *Substructions romaines de la Beaumette* ; Répertoire archéologique des Hautes-Alpes ; F. Allemand : *Monographie de la Val d'Oze* ; *La Vallée d'Oze avant le XI^e siècle*.

sur la voie de Gap à Die, entre les stations de *Davianum*, Veynes, et *Cambonum*, la Beaume-des-Arnauds. Tandis que ces dernières sont seulement qualifiées de *mutatio*, relais, la première porte le titre de *mansio*, séjour, ce qui déjà témoigne de son importance. Le nom de *Mons-Seleuci* qu'elle portait et qui signifie *montagne de Seleucus*¹ était, sans nul doute, le nom même de la ville, relativement importante, de la Bâtie-Montsaléon ; mais de même que certaines gares des chemins de fer portent les noms de localités distantes de plusieurs kilomètres, de même cette station n'était pas située à la Bâtie-Montsaléon même, mais non loin de là, à la Beaumette autrement dit le Serre-la-Croix². Le sol de ce territoire est accidenté et s'abaisse, entre les collines de Méas et des Égaux, en un col ouvert à l'époque glaciaire et faisant communiquer entr'elles les vallées des deux Buëch.

Sur ce col, que traversait la voie de Veynes au col de Cabre, ont été découverts de nombreux restes antiques. Au-dessus du Serre-la-Croix et sur le plateau des Égaux on trouve les ruines d'un camp retranché³. Ce camp forme un parallélogramme régulier de 135 mètres de longueur sur 105 de largeur. Il est entouré, sauf du côté de la colline, d'un *vallum* de 2 mètres de profondeur, et d'un *agger* de 1 mètre de hauteur au-dessus de l'aire. Aux angles sont des retranchements circulaires, en forme de bastions, construits en terre et en maçonnerie. L'aire, maintenant couverte de hêtres et de pins sylvestres, est parfaitement aplaniée. Au milieu, on ne distingue pas la butte formant le *pretorium*. Ce camp doit se trouver sur

¹ On a au IV^e siècle, *Mons-Seleuci* ; au moyen-âge, *Mons Silai* ou *Salei* et à partir du XV^e siècle *Mons Saleonis* ; ces dernières formes dérivent de la première. Le mot de *Saléon* ne vient donc pas d'une fontaine salée qui n'a jamais existé.

² Le Serre-la-Croix, *Serrum Cruois*, était ainsi nommé d'un rocher marqué d'une croix, qui délimitait les territoires d'Aspres et de Veynes ; on y trouvait une ferme appartenant au prieuré de St-Géraud d'Aspres.

³ Ce camp a été découvert en 1870 par M. J. Roman ; cet auteur en a donné la description dans une note qui a été publiée, à la même époque, dans les *Comptes rendus de la Société française de numismatique et d'archéologie*, p. 115.

l'emplacement d'un *oppidum* gaulois; on sait, en effet, que ce fut souvent à la place de ces antiques refuges que les romains établirent leurs camps, et les monnaies et autres objets celtiques découverts aux environs du camp des Égaux démontrent que les Gaulois y étaient en effet installés avant l'époque romaine. Le camp de la Beaumette n'était point un camp permanent, *castra stativa*, mais une fortification passagère élevée dans un but immédiat et déterminé¹. Situé à 932 mètres d'altitude, il dominait les vallées des deux Buëch, de Maraise et de Chauranne et constituait ainsi une position stratégique de premier ordre.

Au-dessous et à côté de la ferme du Serre-la-Croix existent diverses substructions : quatre murs parallèles de 250 mètres de longueur, séparés entr'eux par un espace de 2 m. 50 c. et coupés de distance en distance par des murs transversaux; à l'extrémité une tour ronde; à côté un bassin pavé en mosaïque; deux aqueducs recouverts en plaques de schiste et conduisant à une salle de bains, laquelle contient six baignoires en ciment; trois portes ouvrant dans deux autres salles, dont l'une divisée en deux par un mur à hauteur d'appui servant de support à une colonne en briques; sur ce mur et sur les précédents, des enduits peints de larges bandes verticales entremêlées de guirlandes; dans l'intérieur de la maison fermière des restes de fondations en petit appareil carré² d'une épaisseur de 2 m. 40 c.³.

¹ Les camps permanents ne se trouvaient que sur le Rhin, et ils avaient de vastes dimensions; il est reconnu qu'il ne fallait pas moins de vingt-quatre hectares pour le campement d'une seule légion (Voir *Bulletin du comité des travaux historiques*, 1881, p. 114). Or, celui de la Beaumette n'avait pas même un hectare et demi. C'était une de ces fortifications en forme de camp, comme on en construisit beaucoup dans les Gaules à partir du IV^e siècle, à cause des invasions des barbares et guerres civiles, si nombreuses à cette époque troublée. On y plaçait des cohortes de grandes gardes appelées *speculatores* et destinées à surveiller la marche de l'ennemi. Il n'y aurait rien de surprenant à ce que les camps de la Beaumette et de St-Mens, près de Gap, eussent été construits, dans ce but, par Magnence lui-même.

² C'était ce qu'on appelait *opus quadratum* par opposition à *opus reticulatum* dont les assises étaient en diagonale.

³ M. J. Roman : *Répertoire archéologique des Hautes-Alpes*.

Partout sur le sol antique ont été trouvés des poteries grises, rouges et blanches et marquées des sceaux des potiers; un grand nombre de monnaies dont deux gauloises, la première des Carnutes, la seconde des Volsques Arécomiques, et toutes les autres romaines; des objets variés, les uns gaulois, tels qu'une fibule en cuivre et deux boutons sphéroïdes, et les autres romains: un buste de Mercure en bronze, une lampe représentant Arion sur un dauphin, une autre ornée d'ornements cordiformes, vingt-quatre fragments de verres dont l'un de plusieurs couleurs, des restes de mosaïque, des tuyaux de plomb servant aux bains, des stylets, des fioles lacrimatoires et des tombes. J'ajoute que d'autres objets antiques avaient été trouvés en 1801: une auge sépulcrale en pierre, un autel, trois piédestaux, un doigt en marbre, un fragment de corniche et trois médailles¹.

Au col de la Beaumette aboutissait la voie romaine qui descendait de Veynes en longeant les côteaux de Parasac². Là, elle se bifurquait; une branche allait à *Cambonum*, la Beaume, en passant par Aspres; l'autre à *Alabons*, le Monétier-Allemont, en traversant Savournon. Du même col partaient encore deux petites routes, l'une se dirigeant sur la Croix-Haute, l'autre sur Serres.

Tous ces restes antiques nous démontrent amplement que la station de Mons-Seleucus se trouvait au col de la Beaumette; que cette station qualifiée de mansion devait se composer au moins d'un *armamentarium*, ou vaste magasin et arsenal à l'usage des troupes, de quelques maisonnettes pour le logement des officiers de l'intendance, des vivandiers et autres marchands qui trafiquaient

¹ Plusieurs de ces objets et de ces monnaies, faisant partie de la collection Jourdan, se trouvent au Musée des Hautes-Alpes; de plus, deux lampes décorées de masques tragiques et portant des estampilles de potiers appartiennent à M. J. Roman.

² M. J. Roman : *Répertoire archéologique des Hautes-Alpes* .

³ A la place de la station romaine, on construisit sur la route, au moyen-âge, un hôpital et un prieuré, sous le vocable du Saint-Sépulchre; toutes les anciennes voies étaient alors dotées d'hôpitaux. Voir sur le prieuré du Saint-Sépulchre ma *Monographie de la Val-d'Oise, II^e partie* .

avec les soldats; de salles de bains, accessoire obligé après les marches militaires, et très probablement de quelques habitations pour la culture du territoire; qu'au-dessus il existait un camp retranché formant tout à la fois, avec la vaste plate-forme des Égaux, un poste d'observation et une ligne de défense; que là était le point d'intersection de cinq routes, savoir par Gap, Savournon, le Col-de-Cabre, la Croix-Haute et Serres; que ce col, par conséquent, formait une position choisie soit pour surveiller soit pour défendre la contrée. Tel était Mons-Seleucus.

Demandons-nous maintenant en quel endroit exact la bataille a été livrée. Je réponds : dans le vaste triangle compris entre Veynes, le Pont-la-Barque et Aspres, de manière à avoir pour centre la Beaumette¹.

Magnence, d'après les historiens, arrive, par la voie de Sisteron, le premier à Mons-Seleucus, et il l'occupe ainsi que tous les cols des environs. Magnence était un militaire de valeur qui avait, maintes fois, payé de sa personne; l'empereur Julien le dit en propres termes. Il se hasarde donc à défendre la vallée du Rhône et à soutenir, dans ce but, la lutte décisive. Où va-t-il choisir son champ de bataille? Il le choisit dans un endroit protégé par les Égaux et par le Buëch; ainsi procédaient les tacticiens de l'antiquité; ils s'adossaient toujours à une hauteur et plaçaient devant eux un cours d'eau qui leur servait de retranchement naturel. Il le choisit dans un lieu défendu par un camp retranché dominant quatre vallées. Il le choisit au point d'intersection de cinq routes importantes et dont l'une, en cas de défaite, lui permettait de s'échapper par Die. Il le choisit enfin dans un territoire assez accidenté pour que la défense en fut facile, et assez en plaine pour que sa cavalerie germanique, meilleure que celle

¹ Outre la bataille dont il s'agit, deux autres ont été livrées dans les environs de la Bâtie-Montsaléon, aux temps des guerres de religion : l'une entre Montbrun et Laborel, le 8 mai 1578, et l'autre entre Épernon et Oraison, le 6 octobre 1594; toutes ces batailles témoignent de l'importance stratégique de ce passage entre les vallées des deux Buëch.

de Constance, put se déployer et agir en empêchant l'ennemi de le tourner.

Les généraux de Constance arrivent à leur tour par le Mont-Genèvre et par Gap, et ils ouvrent l'action. Je m'imagine que la cavalerie de Magnence a dû recevoir le premier choc du côté de Veynes ; qu'elle s'est repliée peu-à-peu sur le Buëch ; et que le combat pied-à-pied a dû se livrer vers la Beaumette à l'embranchement des cinq routes, et même un peu au-dessous, à l'endroit où l'accès des collines moins hautes était plus facile à l'assaillant. Cette barrière enlevée, laissant son infanterie se débattre dans un suprême effort, Magnence prend sa cavalerie, et avec elle rejoint par le col de Cobre, Die, le Rhône et Lyon.

Nous ne devons pas oublier que chaque armée se composait au moins de 30 mille hommes. Or, 40 ou 45 mille fantassins et 15 ou 20 mille cavaliers demandent pour se déployer et marcher avec ordre (ce qui, dans l'antiquité, représentait les chances les plus sérieuses de victoire), une étendue de dix kilomètres au moins sur chacune de leurs faces. Partant de là, nous arrivons à ce résultat, que la bataille commencée à Veynes, a dû se continuer à la Beaumette, sous le camp retranché des Egaux, au Pont-de-Chabestan, à Aspres-sur-Buëch, et, si les cavaleries se sont poursuivies, peut-être jusqu'au col de Cabre. C'est donc bien dans l'espace indiqué plus haut que se sont déroulées les phases diverses de la bataille.

Ce qui surtout ne laisse subsister aucun doute à cet égard, c'est que Magnence, en fuyant, avait pour objectif Lyon où il se rendait en toute hâte. Il lui était donc commandé par le simple bon sens, comme par la tactique, de demeurer toujours et à tout prix maître de la route de Die, surtout en prévision d'une défaite. Or, l'a-t-il fait ? La preuve la plus concluante, c'est que malgré une déroute complète, il put effectivement se sauver à Lyon par Die. S'il avait subi sa défaite sur tout autre point, il n'aurait jamais pu s'échapper de ce côté ; les ennemis lui eussent coupé la seule route dont il put se servir. C'est donc bien

l'endroit dont nous avons parlé, qui fut le théâtre du combat.

Ces considérations démontrent le peu de valeur de l'opinion soutenue par M. de Ladoucette (*Topogr. des Hautes-Alpes*), opinion qui a passé depuis à l'état de croyance populaire : à savoir que la lutte avait eu lieu sur les bords de la rivière de Maraise, à l'est de la ville de Mons-Séleucus. Même en faisant abstraction des raisons qui viennent d'être exposées, il y a lieu de se demander comment deux armées romaines auraient pu se mouvoir dans ce cul-de-sac où 2.000 combattants auraient à peine trouvé place. Autant vaudrait-il admettre qu'un combat naval à pu se livrer sur le lac de la Roche-de-Briançon ou sur celui de Manteyer. Je passe sous silence plusieurs autres impossibilités matérielles.

Une seule hypothèse permettrait d'admettre que l'attaque eut été possible de ce côté, ce serait celle qui supposerait l'arrivée des généraux de Constance par la voie de Ventavon à Savournon. Mais comment expliquer alors qu'ils eussent abandonné le plus court chemin, le plus direct, celui de Gap à Veynes pour prendre le plus long celui de Gap à la Saulce, à Ventavon et à Savournon. Et d'ailleurs, quelle insigne folie de leur part ? Magnence, qui occupait tous les cols depuis celui de la Freissinouse jusqu'à celui de Faye, aurait pu prendre en flanc leur armée en marche, quand il aurait voulu, et la couper en tronçons. Il lui eut suffi de 2.000 hommes cachés entre la grande et la petite Céüse que longeait la voie¹ pour lui infliger une de ces défaites dont on ne se relève pas. En résumé, qu'à quelque point de vue qu'on se place, la bataille n'a pu avoir lieu sur le torrent de Maraise.

Alors sur quoi se fonde M. de Ladoucette pour soutenir son opinion, et sur quoi se fondent ceux qui la défendent après lui ? Sur quatre noms portés par des champs situés

¹ A l'époque gallo-romaine, la route qui longe la Durance n'existait pas encore ; toutes nos voies suivaient les hauteurs à mi-côte, celle de Gap au Monétier-Allemont passait de la vallée de Rosines ou de Sigoyer, dans celle de Barcillonnette à la hauteur de Lardier, à 200 mètres d'altitude environ au-dessus du village de la Saulce.

dans la plaine exigüe où l'on prétend que les armées se sont rencontrées : *Champ Empereur*, *Champ Batailler*, *Champ pourri*, *Champ des grâces*. On dit : ces noms, sont ceux du lieu où commandait Magnence en personne ; de celui où la bataille fut la plus ardente ; d'un autre où le sol se trouva couvert d'un amas de cadavres en putréfaction ; voici enfin l'endroit où l'on rendit grâces aux Dieux après la victoire. On ajoute que les vainqueurs allèrent se baigner ensuite à la source magnifique du *Sol de Diane*. Or, ces noms suffisent-ils à tenir lieu de preuves ? Ne pouvant-ils pas s'interpréter d'une manière différente ? Qu'on en juge. *Empereur* est le nom d'une famille très répandue dans nos contrées, elle a fort bien pu imposer son nom à un champ qu'elle possédait : on trouve de ce fait des exemples nombreux. *Champ Batailler* est dans le même cas, et le même nom de lieu se rencontre dans les communes voisines du Saix et de St-Auban ; de plus, c'est un nom de formation moderne qui ne saurait, dans aucun cas, désigner un champ de bataille antique. *Le Champ pourri* pourrait plutôt signifier le champ *joli* (*pourri*, *joli* en patois) que le champ en putréfaction. *Le Champ des grâces*, si le nom est d'origine romaine, pouvait indiquer un lieu de sacrifices, et le *sol de Diane*, ainsi que sa fontaine, étaient consacrés à la déesse de ce nom. On voit tout de suite quelle est l'inanité des raisons à l'aide desquelles on prétend étayer une légende qui se heurte de toute part à l'impossible.

Au surplus, on ne peut considérer cette opinion comme une tradition antique et portant par conséquent sa preuve avec elle. Certes, s'il y avait là une tradition constatée, nous en discuterions la valeur. Mais qu'on veuille bien remarquer qu'il ne s'agit nullement de tradition, c'est-à-dire de la transmission de génération en génération d'un fait historique, mais seulement d'une pure et simple erreur née de fausses interprétations de certains noms de lieux, erreur qui a fini par passer à l'état de croyance populaire¹.

¹ Je suis foudé à croire que ce dire populaire a pour origine le récit de la bataille tel qu'on le trouve dans l'ouvrage de M. de Ladoucette.

Concluons donc en disant que, d'après l'archéologie et la topographie, la bataille du 11 août 353 a du être livrée entre Veynes, le Pont-la-Barque et Aspres, et qu'elle a eu pour centre la Beaumette ; qu'il est de toute impossibilité qu'elle ait eu lieu entre Maraise et la ville de Mons-Séleucus ; que cette dernière opinion est absolument erronée et qu'elle a pour origine, comme bien d'autres, une interprétation purement fantaisistes de certains noms de lieux.

II. — De même, c'est pour expliquer le nom de *Chabestan*, qui signifie *tête, sommet de l'Etang*, qu'on a mis en avant cette autre erreur qu'un ancien lac aurait existé entre le Pas-de-la-Ruelle et Chabestan. Ce village tire simplement son nom d'un petit marais situé au-dessous de l'église actuelle et appelé encore aujourd'hui *Pré-l'Etang* ; Nous pourrions citer plusieurs exemples de marais d'étendue médiocre ayant imposé le nom de *Laus* (le lac) a des quartiers considérables¹. Il en est de même pour de petits marais ou des étangs de très médiocre étendue. Or, comme on n'a pas trouvé la vraie explication de l'étymologie dont il s'agit et qu'on voulait cependant en donner une, on en est arrivé à inventer un lac qui aurait caché sous ses vastes eaux les territoires de Chabestan, de la Bâtie-Montsaléon, de Sigottier et du Plan-du-Bourg. Mais ce lac n'a jamais existé que dans l'imagination populaire.

En effet, sur aucun point des bassins de Chabestan et d'Aspremont, en dehors des petits lacs ou marais encore existants, on ne trouve le moindre vestige de dépôts lacustres ; de la base au sommet des plateaux, ce ne sont que des graviers et des sables grossiers déposés par les eaux torrentielles. De plus, la disposition des couches de galets roulés, qui s'étendent depuis la Freissinouse jusqu'à Mison (Basses-Alpes), ont partout une inclinaison normale

¹ J'ai été le premier à découvrir l'explication véritable du nom de Chabestan, et je l'ai publiée en 1887 dans ma *Monographie de la Val-d'Oze, II^e partie*.

² Exemples : le *Vallon du Laus*, à St-Marcellin ; les *Gros du Laus*, à Châteauneuf et une foule d'autres lieux, tel que le village du Laus où se trouve le pèlerinage.

parallèle aux lits actuels des deux Buëch. Enfin, les deux thalwegs, diluvien et post-glaciaire, de ces rivières sont sur tout leur parcours, parallèles aux lits qu'elles occupent aujourd'hui, bien que le plus ancien, le thalweg diluvien, soit élevé de 180 mètres au-dessus des lits actuels. J'ajoute qu'on ne voit dans toute la longueur du défilé du Pas-de-la-Ruelle, aucune trace d'obstruction ancienne, ni possibilité qu'il y en ait existé.

J'ai tenu à consulter sur la question un savant géologue, notre compatriote, dont la compétence est bien connue aux lecteurs du *Bulletin*, M. David Martin, professeur de sciences au Lycée de Gap et collaborateur de la carte géologique de France. Il n'y a jamais eu, m'a-t-il répondu, de lac à Chabestan, les observations scientifiques sont formelles à cet égard.

Cependant, comme il en fallait un à tout prix, mais que d'un autre côté si on plaçait son existence avant l'époque historique il ne pouvait avoir donné son nom à Chabestan et, si on le supposait existant à l'époque romaine, son existence ne pouvait se concilier avec celle de la ville de Mons-Seleucus dans la plaine de la Bâtie-Montsaléon, M. de Ladoucette inventa de toutes pièces la légende d'un prétendu lac formé au V^e siècle, à la suite d'un éboulement des rochers du *Pas-de-la-Ruelle*, et qui aurait submergé de la ville de Mons-Seleucus. Il supposa que cet état de choses après avoir subsisté plusieurs siècles, prit fin par la rupture de cette barrière. Il a affirmé qu'on aperçoit encore scellés dans le rocher les anneaux de fer destinés à amarrer les barques. Les habitants de la contrée répètent encore sérieusement ces fables. Il eut été beaucoup plus simple de rechercher la véritable étymologie du nom de Chabestan et de ne point donner autant carrière à son imagination.

F. ALLEMAND.

DATE DE LA CONSTRUCTION

DU

PORCHE DE LA CATHÉDRALE D'EMBRUN.

Qui doit faire le plus de foi pour déterminer la date d'un monument du moyen-âge, du style du monument lui-même, ou des documents écrits qui peuvent subsister sur ce monument ?

Les documents, diront les personnes qui ne possèdent aucune expérience de l'architecture de cette époque.

Le style du monument, diront au contraire ceux auxquels l'examen de l'architecture du moyen-âge n'est pas absolument étranger.

Il est à cet égard deux remarques importantes à faire tout d'abord.

La première c'est que le moyen-âge et la renaissance même, ont absolument ignoré ce que nous appelons aujourd'hui pastiche, imitation d'un style architectural antérieur. La restauration archéologique n'était pas encore née alors et lorsqu'on voulait refaire certaines parties d'un monument, soit qu'elles menaçassent ruine, soit qu'elles fussent devenues impropres à l'usage auquel elles étaient destinées, on ajoutait à l'ancien monument une pièce d'un style différent et qui, souvent, se reconnaît encore facilement aujourd'hui. Si l'on voulait, par exemple, au XV^e siècle agrandir une fenêtre trop étroite, du XII^e, on ne faisait pas une plus grande fenêtre du XII^e siècle, mais une fenêtre du XV^e.

La seconde remarque est-celle-ci. Les documents du moyen-âge et même de la renaissance, prix faits, quittances des entrepreneurs, etc. sont remarquables par leur peu de précision. Si vous y lisez, par exemple, que tel monument a été reconstruit, entièrement refait, vous êtes tout étonné quelquefois, en tournant vos regards sur le prétendu monument reconstruit, de ne pas trouver trace de cette reconstruction et de constater que tel édifice du

XII^e siècle, censé reconstruit au XV^e, est absolument demeuré du XII^e. C'est que ces reconstructions n'étaient souvent que des consolidations, pour lesquelles on faisait servir les mêmes pierres et les mêmes sculptures, que l'on se contentait de replacer dans leurs alvéoles.

Il résulte de ces deux observations qu'un monument du moyen-âge présentant tous les caractères du XII^e ou du XIII^e siècle, ne peut être du XV^e ou du XVI^e, et que si on met la main sur des documents signalant la destruction et a reconstruction d'un édifice encore existant, c'est en examinant cet édifice que l'on saura quelle foi il faut attribuer à ces documents, et non en lisant les documents que l'on pourra fixer la date de l'édifice.

Lorsque le style du monument et l'énonciation des documents concordent, c'est parfait, ils s'éclairent l'un par l'autre, et ont tous deux raison. Mais lorsqu'ils sont en désaccord, c'est au style du monument qu'il faut, sans contestation, donner la préférence. Du reste en cherchant bien on trouvera, presque toujours, quelques traces de petites restaurations qui expliqueront le document et lui donneront son vrai sens.

Il est encore un principe duquel il ne faut jamais se départir dans l'étude des monuments du moyen-âge.

Lorsqu'on veut s'édifier sur leurs dates et que, bien entendu, on a fait une étude suffisante des divers styles de cette époque pour pouvoir se prononcer, il faut faire subir à l'édifice une analyse détaillée et minutieuse, aussi minutieuse que l'analyse grammaticale que l'on fait subir à une phrase. Cet examen doit porter successivement sur la forme de la voûte, des ouvertures, le style des chapiteaux, le profil des nervures, des moulures, le mode d'appareil, etc.

« Chaque monument, a écrit un archéologue distingué, raconte lui-même son histoire à celui qui fouille et analyse. C'est souvent fâcheux pour la légende ou pour celui qui ne connaît que le document écrit, mais c'est une joie pour l'archéologue. »

Il serait trop commode de dire : cela est, et d'être cru sur parole sans être obligé de prouver. Grâce au progrès

des études archéologiques, ce genre d'affirmation n'est plus permis et on doit la considérer comme non avenu.

Lorsqu'on examine, même superficiellement, la cathédrale d'Embrun, on constate qu'elle présente deux appareils bien distincts et très caractérisés.

Le premier (abside et murailles jusqu'à la naissance des voûtes) se compose d'assises à peu près régulières de pierres d'une seule couleur.

Le second (voûtes, façade et porche latéral) est au contraire de deux couleurs, une assise de pierre blanche et une autre de pierre noire. Ce second appareil est beaucoup plus soigné que le premier.

C'est que cette église, commencée à la fin du XII^e siècle, par un architecte français, a été terminée dans le premier tiers du XIII^e par un architecte italien, et elle porte l'empreinte successive du style architectural usité dans les patries de ses deux constructeurs.

Le chœur, les murailles et les colonnes jusqu'à la naissance des voûtes, sont semblables à ce que l'on peut voir dans une foule de monuments français datant de l'époque de Philippe-Auguste. Quand l'ouvrage eut été conduit jusqu'à ce point, l'architecte français céda la place à un de ses collègues venu d'Italie, qui le termina.

Ce second architecte était italien, cela m'est démontré pour deux raisons principales.

La première qu'il a fait usage d'un appareil à deux couleurs, fort rare en France et qui est, au contraire, tout ce qu'il y a de plus commun en Italie. La seconde qu'il a fait précéder la porte latérale d'un porche d'un style absolument italien; genre d'ornementation ignoré alors en France, mais dont les spécimens sont très nombreux, au contraire, dans la péninsule.

On les retrouve à Gènes, à Ancone, à Vérone et dans une multitude d'autres villes, et toujours conçus de la même façon. C'est toujours un baldaquin ouvert sur trois côtés, voûté en berceau, soutenu par quatre colonnes, les antérieures supportées par des lions accroupis et les postérieures par des personnages assis. Si l'on visite par exemple la cathédrale d'Ancone ou l'église San-Firmino.

Grande à Vérone, on reste absolument stupéfait en constatant que les porches qui les précèdent sont les sosies de celui d'Embrun. Si on pouvait d'un coup de baguette faire l'échange de l'un avec les autres, peu de gens s'apercevraient de la substitution.

La porte elle-même de la cathédrale d'Embrun est l'œuvre du premier architecte, du français ; cela ne fait aucun doute pour moi, car outre que l'appareil est monochrome, le style des sculptures n'a rien d'ultramontain.

Cette porte était probablement terminée depuis plusieurs années et la cathédrale elle-même avait été voûtée et close sur sa façade par l'architecte italien, quand, avant son départ, il offrit ou on lui demanda, d'orner la façade latérale de l'un de ces porches si fréquents dans sa patrie.

Ce porche, en effet, a été fait après coup ; il n'est qu'un placage placé devant une muraille plus ancienne et ne fait pas corps avec elle. Cela est si vrai que l'architecte qui l'éleva sentit la nécessité de le consolider au moyen d'un artifice. Non seulement il le rattacha fortement à la muraille de l'église pour l'empêcher de faire un mouvement en avant, mais il voulut aussi prévoir et prévenir les mouvements latéraux, et comme le porche était construit entre deux contreforts, il établit, entre lui et chacun d'eux, un demi arceau chargé de contrebuter ce fragile édifice. Ses mesures étaient si habilement prises, que rien n'a bougé, tandis que la plupart des porches élevés à l'imitation de celui d'Embrun, dans l'Embrunais et le Briançonnais, moins bien construits, sont aujourd'hui par terre.

Ce porche est-il bien du XIII^e siècle et l'œuvre de l'architecte qui a élevé la façade et les voûtes de la cathédrale ?

M. Fabre a émis dans son livre sur les pèlerinages des rois de France à N.-D. d'Embrun (p. 116), l'opinion que ce porche, qu'il nomme improprement nartheix, datait du XVI^e siècle et avait été fait à l'imitation de celui de l'église de Guillestre qui date de 1530 environ.

Lorsque le célèbre M. Quicherat, notre maître à tous en fait d'architecture du moyen-âge, vint à Embrun examiner la cathédrale, pour voir ce qu'il y avait de vrai

dans la légende que la voulait dater de Charlemagne, nous lui fîmes connaître l'opinion de M. Fabre; il ne fit qu'en rire et nous dit : « De l'architecture archéologique au XVI^e siècle ! C'est un peu trop tôt¹ ». Je ne dirai pas ce qu'il ajouta, par respect pour la mémoire de M. Fabre, qui s'est trompé en cette circonstance, comme en bien d'autres, mais n'en reste pas moins un écrivain très estimable².

¹ Voici encore une réponse de M. Quicherat, qu'il est bon de signaler. Nous l'avions conduit, sur sa demande, voir l'inscription romaine de Chorges qui a été regravée, non pas une fois, mais deux fois, de notre temps. Il se tourna vers nous, tout stupéfait, et nous dit : « Ça, ce n'est pas du latin, c'est du lanternois ».

² Je crois devoir signaler ici un certain nombre d'erreurs échappées à M. Fabre dans son livre sur les pèlerinages; cette énumération ne sera pas inutile à ceux qui plus tard s'occuperont de la cathédrale d'Embrun.

- P. 82. — Il pense que les monuments carolingiens ne soit point rares en France et qu'une partie de la cathédrale d'Embrun est carolingienne; les monuments carolingiens sont d'une excessive rareté et la cathédrale d'Embrun n'est pas antérieure au XII^e siècle.
- P. 83. — D'après lui l'abside est postérieure au reste du monument; c'en est au contraire la partie la plus ancienne.
- P. 87. — Il croit le grand triptyque, représentant St Yves, St Elzéard et Jésus au milieu des docteurs, du XIV^e siècle, tandis qu'il est daté de 1518.
- P. 88. — Il croit l'autel sculpté de St François de la fin du XVI^e siècle tandis qu'il est daté de 1636.
- P. 113. — Il croit la porte latérale du XIII^e siècle, tandis qu'elle est du XII^e.
- P. 121. — Il pense que le porche a été en partie démoli en 1585 par les protestants, tandis qu'il y a aucune indice de cette démolition.
- P. 168. — Il a cru que les armoiries mutilées de Franco et de France et Dauphiné qui sont à gauche et à droite du clavier de l'orgue, étaient l'emplacement des portraits de Louis XI et de Charles VIII.
- P. 169. — Il pense que les figures du grand triptyque représentant St Yves et St Elzéard, reproduisent le même personnage sous deux aspects différents, tandis qu'on lit sous l'une *Sanctus Yvo* et sous l'autre *Sanctus Elsiarus*.
- P. 238. — Il qualifie de médaille de N.-D. d'Embrun, la matrice d'un ornement ou affiquet, destiné à être placé sur le chapeau des pèlerins.
- P. 249. — Il lit dans une inscription en vers.... *l'olive pasmée* qu'il qualifie de terme de blason, tandis qu'il faut lire *olive palmée* c'est-à-dire des branches d'olivier mêlées à des branches de palmier.

M. Quicherat avait raison ; si le porche d'Embrun est du XVI^e siècle, comme il présente du haut en bas et dans ses moindres détails, les caractères du style italien de la fin du XII^e ou du commencement du XIII^e siècle, c'est un pastiche, et un pastiche tellement habile que, s'il est réel, il ne peut plus exister aucune certitude en fait d'architecture et qu'un édifice du XI^e siècle peut être du XIV^e, du XV^e ou de la renaissance, *ad libitum*.

Ce porche, en effet, n'offre aucun des caractères essentiels au style et au mode de construction du XVI^e siècle ; en voici deux qui sont topiques et décisifs.

Il est voûté en berceau légèrement brisé, mode de couverture que le XVI^e siècle eût remplacé par une croisée d'ogives. Nous constatons, en effet, que tous les porches élevés dans les Alpes à l'imitation de celui d'Embrun, à Guillestre, à la Salle, à Ville-Vallouise, etc., aux XV^e et XVI^e siècles, sont voûtés sur croisées d'ogives.

Ce porche, en second lieu, ne présente aucun spécimen de ces moulures très caractéristiques, dites *moulures par pénétration*, employées aux XV^e et XVI^e siècles à l'exclusion de toutes autres. Je veux parler de ces moulures qui ne reposent pas sur une base aplanie, mais qui ont l'air d'entrer dans les bases qui les supportent ou d'en sortir. Tous les porches construits dans les Alpes à l'imitation de celui d'Embrun au XV^e et XVI^e siècles, sont ornés de ces moulures.

Les détails de la sculpture, aussi bien que ces caractères généraux, confirment ces premières données.

Les chapiteaux, qui sont charmants du reste, sont des œuvres italiennes du XIII^e siècle. Au-dessus de l'un d'eux,

P. 265. — Il penche à croire que Lesdiguières pouvait aller à la guerre monté sur une mule ! Pas de commentaire.

P. 276. — Il croit certains vêtements sacerdotaux du trésor d'Embrun des XIII^e et XIV^e siècles, tandis qu'aucun n'est antérieur au XV^e comme le démontrent des armoiries archiepiscopales brodées qu'il n'a pas su reconnaître.

P. 281. — Il s'étonne que le reliquaire de la vraie croix ne paraisse pas dans un inventaire du trésor du XV^e siècle ; cela n'est pas surprenant puisque ce reliquaire date du XVIII^e.

on voit cette petite statuette de cavalier, probablement de Constantin, si fréquente dans les cathédrales italiennes ; elle est vêtue en costume militaire du XII^e siècle. Entre les quatre colonnettes postérieures de gauche, un petit personnage sculpté dans le bloc, saisit les futs des pieds et des mains, représentation dont on trouve d'autres exemples dans les églises du XIII^e siècle.

On ne trouve aucun exemple de figures pareilles dans les monuments du XVI^e.

Ainsi donc de haut en bas, de droite à gauche, aussi bien dans son ensemble que dans ses détails, le porche d'Embrun est une œuvre italienne du XIII^e siècle.

D'où provient l'erreur de M. Fabre et de ceux qui ont depuis adopté son opinion ?

De ce que nous savons que Balthazard de Jarente, archevêque d'Embrun de 1542 à 1553, ayant été actionné par son chapitre en paiement de certains droits, offrit, par transaction, de faire construire à ses frais devant la porte de la cathédrale, un vestibule de marbre en forme de dome, figurant une sorte de chapelle, au fond de laquelle on verrait l'image miraculeuse de N.-D. d'Embrun. Cette offre fut acceptée par le chapitre.

Il est probable que si cet ouvrage avait été mené à bonne fin, il eut eu pour premier résultat la destruction du porche actuel ; mais heureusement on fut assez bien inspiré pour ne point démolir cet ancien porche avant d'avoir terminé le nouveau, qui devait être plus vaste.

Balthazard de Jarente fit commencer le travail, puis mourut, laissant à son chapitre une certaine somme d'argent pour achever l'œuvre imparfaite. Le chapitre fit, en effet, poursuivre la construction pendant plusieurs années ; mais la somme léguée par Mgr de Jarente ayant été épuisée avant le complet achèvement du travail, les guerres de religion survinrent, et les ressources ayant beaucoup diminué, l'ouvrage marcha fort lentement ; enfin la prise d'Embrun par les protestants en 1585 arriva quand il était loin d'être terminé.

Les chanoines ne rentrèrent en possession de leur église que plusieurs années après et il ne fut plus question

alors de finir le porche de Jarente. On doit peut-être s'en féliciter, puisque le charmant édicule du XIII^e siècle, qui donne lieu à cet article, a été conservé grâce à cette circonstance.

Albert, curé de Seyne, qui raconte ces faits à la p. 224 (t. II) de son *Histoire d'Embrun*, ajoute que peu d'années avant 1783 on voyait encore autour du porche des colonnes de marbre dressées sur des piédestaux ; c'était tout ce qui subsistait du travail, entrepris par Mgr de Jarente. C'est donc vers cette époque que le terrain fut aplani, tel qu'on le voit maintenant, et débarrassé de ces restes de constructions inachevées.

Le porche actuel a été préservé de toute mutilation par une heureuse circonstance ; on avait élevé, de chaque côté, un mur épais qui bouchait les ouvertures latérales et dans lequel étaient noyées les colonnes et les sculptures. J'ignore quand et pourquoi cela avait été fait ; mais il est certain que ce travail consolida le porche, le garantit de toute détérioration et qu'on le retrouva en parfait état, sauf quelques légères réparations à faire, quand on le dégagea de cette bâtisse.

Il n'y a donc aucun doute à avoir, et quels que soient les documents que l'on puisse présenter sur cette question de la date du porche latéral de la cathédrale d'Embrun, il est et demeurera aux yeux des archéologues une œuvre italienne du commencement du XIII^e siècle.

J. ROMAN.

LES LIVRES DE CHOEUR

DE L'ANCIENNE MÉTROPOLE D'EMBRUN

Le trésor de Notre-Dame d'Embrun conserve d'anciens livres de chœur d'une certaine valeur artistique et d'une vraie utilité pour l'histoire liturgique et hagiologique du diocèse. Par livres de chœur il faut entendre les psautiers, les antiphonaires, les graduels, mais non les bréviaires et les missels.

Ceux qu'on voit à la cathédrale d'Embrun sont manuscrits sur parchemin avec de grandes initiales enluminées et des majuscules de diverses couleurs et de formes variées. L'écriture est une belle gothique carrée.

Ces livres ont été enluminés et peints à la fin du XVI^e siècle ou au commencement du XVII^e et terminés le plus tard en 1617.

L'enluminure a donc été pratiquée à Embrun jusqu'au commencement du XVII^e siècle. D'abord on doit présumer qu'on se servit d'enlumineurs ambulants comme on usa de peintres voyageurs pour orner les églises. De plus, au temps de la gloire de l'ancienne métropole, il n'est pas inadmissible qu'il y eût dans Embrun des ateliers d'enluminure. Nous n'avons cependant aucune preuve de cette supposition sauf l'induction qui se tire de ce qui se passait ailleurs.

Mais ce qui nous paraît très certain, c'est que l'enluminure était l'œuvre des notaires dans l'archidiocèse. Nous en trouvons la preuve dans les cadastres briançonnais écrits par des notaires dont quelques uns étaient d'habiles enlumineurs. Tels étaient Vincent Rignon et son fils Jacques, notaires du Montgenèvre, du hameau des Alberts, scribes du cadastre de St-Chaffrey en 1518¹.

¹ Ils ont illustré ce cadastre d'un grand nombre d'initiales très belles, et d'une vraie richesse d'ornementation. Leur imagination s'est donnée, sur ce point, libre carrière. La même lettre est souvent répétée, mais toujours avec de nouveaux ornements et bon goût. On y remarque un

Un autre enlumineur, habile aussi, c'était le scribe du cadastre de Briançon daté de 1539, nommé Jacques Francou, du Pont de la Vachette de Briançon, notaire royal et dalphinal (*sic*). Il a illustré ce cadastre de plusieurs initiales gothiques de très bon goût. Cet enlumineur paraît cependant inférieur à Vincent Rignon et à son fils.

En parcourant les vieux cadastres briançonnais, il n'est pas rare d'y découvrir les traces d'enlumineurs qui y ont exercé une partie de leur talent, et ces scribes étaient des notaires.

Ils ne sortaient pas de leurs attributions ou même de

grand nombre de figures grotesques, coiffées de casques, tenant aux lèvres des roses ou des fleurs avec leur tige, ou mordant quelque enlacement de l'ornementation capricieuse de la lettre. De longues banderoles s'enlacent gracieusement autour du corps de la lettre formant des torsades sur lesquelles on lit soit des noms propres, soit l'*ave Maria*, soit des sentences : *nullus degenescat nisi pejora tenens proprium deserat ortum*.

Les enlacements prennent encore d'autres formes capricieuses, celle du labyrinthe, par exemple. On y voit des palmes et des fleurs.

Quelques lettres sont formées par une tête grimaçante dont la coiffure, la langue tirée et la barbe constituent les principaux membres.

Les plus remarquables des lettres de ce cadastre sont : A. R. I. E. N. Elles sont plusieurs fois répétées, mais toujours avec une variété étonnante. On peut regretter que les scribes n'aient pas exercé tout leur talent sur un plus grand nombre de caractères de l'alphabet.

La lettre A prend jusqu'à vingt formes variées et toujours de très bon goût. Huit formes de cette initiale sont fort supérieures aux autres.

La lettre D n'est tracée qu'avec deux formes assez curieuses.

La lettre E revêt trois formes capricieuses avec figures grimaçantes.

La lettre I est celle qui est le plus souvent illustrée avec des formes toujours nouvelles et pendant trente-trois fois, imitant des colonnes annelées ou torsées, portant des inscriptions en spirale : *Ave Maria-Nullus* (etc.), quinze fois elle est d'une beauté remarquable.

La lettre N ne prend que deux formes variées.

La lettre R est illustrée onze fois avec art. La lettre P n'est ornée qu'une seule fois.

Nous devons ajouter que toutes ces lettres sont tracées simplement à l'encre noire. L'artiste ne s'est servi que rarement d'un peu d'ocre rouge et d'une teinte de vert assez pauvre. Il n'était pas tenu d'enluminer le cadastre et ne recevait pas d'honoraires dans ce but ; mais s'il avait travaillé sur parchemin, avec de riches couleurs, avec l'or et l'argent, à notre avis, il serait supérieur aux enlumineurs des livres d'Embrun.

leur tradition puisqu'ils étaient chargés d'écrire les *instruments* sur velin, diplômes et contrats, ou autres actes sur parchemin où se trouvent des lettres enluminées dès le moyen âge.

Nous pensons donc qu'il n'est pas téméraire de dire que le nom de *DE MICHAS* écrit sur l'un des antiphonaires d'Embrun est celui d'un notaire enlumineur. D'après M. Roman, il existait à Embrun plusieurs familles de ce nom et elles étaient nobles. Pourquoi un membre de ces familles n'aurait-il pas été notaire au commencement du XVII^e siècle, et en même temps enlumineur comme les notaires briançonnais qui viennent d'être désignés?

Nous pensons aussi que plusieurs de ces notaires enlumineurs, dans les petites communes, exerçaient les fonctions de maîtres d'école et enseignaient, jusqu'à un certain point, l'art de l'enluminure avec la calligraphie. Nous avons vu des cahiers de calligraphie antérieurs à 1789, faits dans des écoles de villages, ayant des lettres ornées et coloriées, avec des têtes humaines, des fleurs, des oiseaux. C'était la fin de l'enluminure dans nos pays.

Les enluminures des livres de chœur d'Embrun portent avec elles les traces de la décadence. Les lettres ont moins d'élégance et de variété que dans les siècles précédents; les couleurs y sont quelquefois moins riches et moins nombreuses; le baroque se laisse voir sur quelques points. Néanmoins en léguant aux générations à venir les beaux livres chorals que nous avons, avant de céder à l'imprimerie le champ glorieusement cultivé jusqu'alors, et avant de disparaître, en quelque sorte, dans la tombe, l'art de l'enluminure dans l'archidiocèse s'est revêtu d'un riche et brillant manteau d'immortalité.

La reliure actuelle des chorals d'Embrun ne laisse pas deviner si elle a été riche. Ses ais sont en bois simplement recouvert de cuir ou d'une peau d'animal sans apprêt. Mais il faut se hâter d'ajouter que cette reliure n'est pas celle qu'ils reçurent à leur origine. Ces livres ayant été restaurés en 1773, la restauration a sans doute porté sur la reliure et sur des feuillets intercalés, très facilement reconnaissables à la qualité du papier et au style de l'écriture.

On trouve la mention de cette restauration sur le carton de la reliure d'un des antiphonaires : « Les trois gros livres de chant ont été raccommodés et réparés en 1773, sous le syndicat de M. Picard du Moussel, chanoine prébendé, ainsi que le chassis et le vitrage du grand chœur ». Une autre main a ajouté avec une encre différente : « acheté une layète neuve ».

Les scribes de ces livres paraissent s'être toujours servi de plumes pour les écrire et les illustrer. Ces plumes étaient en roseau ou métalliques¹ et avaient un bec dont la largeur variait de 4 à 6 millimètres servant pour les jambages des grandes lettres. Ils en avaient aussi de plus petites soit pour les minuscules, soit pour orner de fleurs, de dentelles, etc., les initiales et les grandes majuscules.

Les initiales enluminées se trouvent aux premières antiennes d'un office des principales fêtes. Les grandes majuscules sont au commencement de chaque antienne ou de chaque hymne et leur couleur varie en alternant. Après une majuscule noire il y en a une peinte en vermillon tandis que la suivante est en azur ou en deux couleurs. L'initiale et la grande majuscule d'une antienne sont suivies d'une autre majuscule de petite dimension, mais traitée avec soin, noire et souvent légèrement teintée de jaune.

Après les majuscules coloriées viennent les minuscules noires pour les paroles de l'antienne.

La rubrique est toujours tracée en minuscules rouges, mais plus petites que les noires. La petite majuscule rouge n'est pas exclue comme initiale dans la rubrique.

Pour la facilité des recherches, les antiennes, les hymnes et autres parties de l'office, dont la rubrique indique le renvoi, sont écrites en noir. On a cherché à unir la beauté artistique avec la commodité. Il y a peu de pages qui fassent exception à cette règle qui a guidé les artistes.

¹ Gli scrittori dei corali si servivano di penne o di canna o di metallo, che avevano una punta di quattro a sei millimetri. (D. Oderisio Piscicelli Taeggi Benedettino cassinese. Paleografia artistica (Gotico corale).

Il faut dire les *artistes*, car ce n'est pas généralement la même main qui trace les minuscules et donne ses atours à l'enluminure. Le scribe écrivait quelquefois le livre et le remettait ensuite à l'enlumineur ou au miniaturiste. C'est du moins ce qui se pratiquait ordinairement dans les monastères. Les livres de chœur de la métropole d'Embrun n'ont sans doute pas fait exception à cette règle. Du reste, il semble qu'il n'est pas nécessaire d'être bien exercé pour reconnaître que les quatre volumes qui nous occupent ne sont pas tous entièrement de la même main. Nous le remarquerons en disant un mot de chacun en particulier.

Il convient peut-être de rappeler que les enlumineurs et les miniaturistes étaient comme des ouvriers voyageurs, cherchant de l'ouvrage et veillant à s'établir dans quelque lieu où il leur serait possible d'avoir du travail¹.

Les monastères même ne recrutaient pas toujours dans leur sein les miniaturistes dont ils avaient besoin. Ainsi les livres du chœur du Mont-Cassin ont été enluminés par des artistes venus de Lombardie ou de diverses villes d'Italie, choisis parmi les miniaturistes les plus renommés².

¹ « Ce qu'il y a de certain... c'est que les peintres sur velin voyageaient beaucoup, d'abord afin de se perfectionner dans leur noble industrie, ensuite pour en écouler les produits. A l'instar des peintres sur toile ou sur bois, ils allaient visiter, malgré la distance et les difficultés du trajet, les principaux centres artistiques de l'Europe. Nous savions déjà que les vrais peintres avaient contracté aux quatorzième et quinzième siècles l'heureuse habitude des voyages d'étude, de ces tours d'Europe si utiles et si féconds, dont l'État lui-même sent aujourd'hui la nécessité pour leurs successeurs. Ils n'avaient pas de bourses officielles, ces humbles précurseurs du grand art; et pourtant ils bravaient mille périls pour pouvoir rapporter dans leur pays une étincelle du feu sacré, la tradition, la bonne manière. Mais n'est-il pas édifiant, n'est-il pas nouveau de voir les simples enlumineurs s'imposer la même corvée, les mêmes sacrifices et les artisans populaires tenir à ce point au perfectionnement de leur métier ? » (M. A. Lecoy de La Marche. Mémoire lu à l'Académie des inscriptions et belles lettres le 20 mai 1892.) (Interrogatoire d'un enlumineur par Tristan l'Ermite).

² « Le pergamine, i cuoi, i ferramenti furono fatti venire da Milano, e gli artisti per le miniature, da diverse città d'Italia tra quelli che avevano maggiore riputazione ». (Paleografia artistica di Montec. (Gotico corale, op, cit.).

Les rois et les princes avaient à leur service des miniaturistes, des enlumineurs. Ces ouvriers travaillaient soit pour la bibliothèque royale, soit pour le prince ou pour l'ornement des livres que les princes se réservaient de donner¹.

L'illustre métropole d'Embrun avait donc des miniaturistes ou des enlumineurs à son service pour l'exécution de ses livres choraux et liturgiques mais ces artistes étaient peut-être des notaires.

On ne pourrait pas dire que ces livres ont été écrits tous en 1617. Car il a bien fallu du temps pour les achever. D'après les livres de comptes du Mont-Cassin, il ne fallait pas moins d'une année ou d'une année et demi pour achever un seul volume. Il est à croire qu'à Embrun les artistes n'ont pas procédé avec plus de promptitude. La lettre portant le nom d'un enlumineur et la date 1617 nous paraît très inférieure par son ornementation et sa forme, bien que pour la grandeur elle ne le cède pas aux plus belles. Ceci ferait croire que cet artiste travaillant de concert avec un autre dont la main était plus habile, on achevait un travail commencé par un autre qui lui était supérieur.

Quoiqu'il en soit, le XVI^e siècle est celui où les enlumineurs et les miniaturistes ont exécuté les plus beaux livres de chœur. N'ayant plus à copier ou à enluminer des légendaires, des traités, des bibles et autres ouvrages publiés alors par l'imprimerie avec laquelle ils ne pouvaient plus lutter, ils se rabattirent sur les livres de chœur et donnèrent ces grands in-folios illustrés qui sont encore l'objet de notre admiration.

Les auteurs des enluminures des choraux d'Embrun ont surtout mis en contribution la flore et la figure humaine, celle-ci quelquefois grotesque, mais toujours touchée avec

¹ « Nel secolo XV° non solo nelle Badie e ne' conventi si transcrivevano libri corali ma benanche nelle corti papali e principesche. Gli Aragonesi tenevano al loro stipendio calligrafi e miniatori, i quali transcrivevano libri per la biblioteca privata dal rè, per doni che i rè ne facevano, e corali per la capella *Palatinata* ». (Paleografia artistica di Montcas. op. cit.).

art. La faune n'y joue qu'un rôle très secondaire, elle n'y figure presque pas. Cette particularité ne semble pas néanmoins avoir diminué la valeur du travail des artistes.

Il est superflu de constater ici le vandalisme dont ces beaux manuscrits ont été l'objet et on regrette en vain que les plus belles miniatures aient été coupées à l'aide d'un instrument tranchant comme le canif.

Parmi les quatre in-folios qui se trouvent dans le trésor de Notre-Dame d'Embrun, il y a trois antiphonaires. Un volume ouvre l'année ecclésiastique à l'avent et contient les antiennes, les hymnes, les versets et les répons du propre du temps jusqu'au samedi veille des Rameaux. Le second volume continue le propre du temps depuis le dimanche des Rameaux jusqu'à l'Avent. Le troisième renferme les antiennes, les hymnes, les versets et les répons du propre des saints. Il commence à la fête de St-André, apôtre. Le graduel forme le quatrième volume ; il renferme le chant des messes dans le courant de l'année. C'est cet ordre que nous allons suivre en disant un mot de chaque volume et en signalant les lettres les plus remarquables que l'on y trouve encore. La tâche n'est pas facile : la prose pâle et inévitablement monotone qui tentera de décrire ces lettres plaira bien moins que la vue de leurs belles enluminures aux contours gracieux, aux couleurs vives autant que variées, ornées de camées, de roses, de lys et d'autres fleurs savamment ordonnées pour former, comme dit le poète, de superbes atours. (A)

I^{er} VOLUME.

La reliure de cet antiphonaire a disparu. La hauteur du parchemin est de 535 millimètres et la largeur de 374.

(A) Pour satisfaire autant que possible un vœu implicitement contenu dans l'expression de ce regret, le comité de publication verra s'il est possible de compléter le présent article par une planche contenant le fac-similé de quelques-uns des dessins les plus remarquables de ces livres. — Grâce à la collaboration de l'artiste Embrunais que tous connaissent, cette planche pourra, s'il y a lieu, être jointe au prochain bulletin, d'où les lecteurs pourront la retirer pour la joindre au présent. — (N. du S.)

Le premier feuillet a été arraché avec la reliure et on lit à droite du deuxième en rubrique rouge avec abréviations : *Incipit responsorium sancte ecclesie secundum concilium Tridentinum. Dominica 1^a adventus Domini. Sabbato ad matutinum.* Le livre a 362 feuillets et 708 pages¹.

Les lignes portant les notes ont 28 millimètres de largeur et la hauteur des minuscules est de 10 millimètres. Ces quelques mots de la rubrique nous donnent la date approximative de la confection du livre. Il ne fut écrit qu'après la publication du concile de Trente. On ne se mit pas à l'œuvre pour la liturgie avant les conciles d'Embrun, en 1582, et d'Aix en 1585, tenus pour la promulgation des décrets du concile général dans la région. De plus les protestants ayant complètement dévasté le trésor de la cathédrale en 1585, on ne put songer aux livres de chant qu'après avoir un peu réparé les ruines accumulées par le passage de ces hérétiques. C'est ce qui retarde la date où il fut possible de les commencer, au moins aux dernières années du XVI^e siècle, ou aux premières années du XVII^e, pour être terminés en 1617, date inscrite par un scribe ou un enlumineur sur un des livres.

Il est permis de croire que l'ancienne et riche métropole n'était pas sans avoir des livres de chœur avant 1585. Les richesses que nous révèlent ses inventaires ne permettent guère de douter qu'elle fût riche aussi sous ce rapport. Ce qui rend cette présomption très plausible, c'est que plusieurs paroisses² de l'archidiocèse avaient des livres choraux antérieurs au concile de Trente et avaient dû y faire des corrections pour les conformer aux décrets du concile.

Ce fait nous démontre une partie du mal qu'ont fait les protestants dans nos pays au point de vue de l'art et de l'histoire.

Mais revenons au volume qui nous occupe.

¹ Nous donnons la pagination telle qu'elle est marquée sans en garantir l'exactitude.

² Nous pouvons citer La Salle et le Puy-Saint-Pierre, mais il est probable que presque toutes les paroisses avaient des livres de chœur antérieurement au concile de Trente.

Le côté gauche de la première page porte, comme partie d'encadrement, des arabesques courant du haut en bas de la page. Dans les enroulements formant médaillon, on remarque des portraits en miniatures. Autour du plus haut, le mieux exécuté, on lit sur une banderole : DE MICHAS. C'est probablement le nom du miniaturiste, on ne saurait penser au prophète Michée, son nom n'étant pas écrit exactement et se trouvant précédé de la particule DE. L'antienne de cette page n'est pas tirée de Michée mais de Jérémie. (Ch. 23, v. 5.) La particule DE n'était pas rare à cette époque avant les noms propres. Comme nous l'avons dit, nous présumons que nous avons le nom d'un notaire enlumineur. La famille Michas étant noble, il n'est peut-être pas inadmissible que l'enlumineur ait fait précéder ici son nom de la particule.

La première lettre enluminée est un E commençant l'antienne : *Ecce dies veniunt*. — Elle est endommagée ou ternie par le temps et l'usage. Sa couleur est l'azur nuancé du clair au sombre avec un liséré blanc sur les bords. Elle se détache d'un carré d'or. Le champ intérieur de la lettre représente un paysage dans lequel paraît la Vierge debout, nimbée d'or, entourée d'anges vêtus de robes longues et un peu corpulents.

F° 30. V. *Venite ascendamus*. Lettre fleuronnée et ornée de figures humaines vues de profil.

F° 42 (p. 84). D. *De sion exhibit*. Cette lettre est ornée d'un profil humain, d'une tête d'oiseau dont le long cou constitue la courbure de la lettre et le tout est égayé de fleurs variées.

F° 61. C. *Canite*. Lettrine sur fond vert, accompagnée d'arabesques dessinées avec délicatesse dans l'intérieur et tout autour.

F° 81. R. *Rex pacificus*. La lettre est en couleur d'azur avec liséré blanc et peinte en camaïeu sur fond vermillon. Le champ intérieur se couvre de lys et de fleurs aux couleurs variées et vives sur un fond blanc. Les feuilles ont peintes en or et en vert, les tiges en rouge. Autour de la lettre courent de délicats filigranes d'or.

F° 84. H. *Hodie*. Lettrine dessinée dans un médaillon carré en dentelle, cantonné de feuillages verts. Le corps de la lettre est en couleur d'azur avec liséré d'argent. L'intérieur s'emplit d'entrelacs à roses rouges et or sur un fond d'azur. Autour s'étalent des arabesques et des dentelles d'une grande finesse.

F° 119. (p. 337). V. *Valde honorandus*. Le corps de la lettre est peint en deux couleurs juxtaposées sur leurs contours. La partie extérieure est en vermillon et l'intérieure en azur, ce qui donne l'azur pour l'ornementation extérieure et le vermillon pour les entrelacs de l'intérieur.

F° 173 (p. 330). H. *Hodie*. Lettrine dont le corps est dessiné en deux couleurs juxtaposées sur un fond violet. L'ornementation imite celle du XV^e siècle, c'est-à-dire que les roses et les lobes sont arrondis.

F° 193 (p. 369). B. *Benedictus Dominus*. Lettrine en deux couleurs comme les précédentes. Les ornements qui l'entourent sont violets et les fleurs et les dentelles du champ intérieur sont de couleur rose.

F° 196 (p. 375). D. *Domine*. Cette lettre est encore dessinée en deux couleurs. Le champ intérieur se pare d'arabesques en vermillon, en or et en argent d'un très bel effet. L'extérieur a des ornements fleuris et dentelés en violet, en or, en azur et en brun.

Les folios et pages qui suivent sont désignés comme ayant des variantes de majuscules fort intéressantes : f° 213 (p. 408-409) ; f° 220 et 221 (p. 424-425) ; f° 249 (p. 480). On y voit un M anthropomorphique ou avec figures en miniatures, et de couleur brune. Plusieurs M ont cette belle forme.

II^e VOLUME.

DU PROPRE DU TEMPS.

Le deuxième volume continue le propre du temps. Il s'ouvre le samedi avant le dimanche des Rameaux à vêpres. On lit en tête et à droite de la première page : *Sabbato ante dominicam Palmarum ad vespervas. Hym-*

nus vexilla. Il n'est pas complet et n'a que 218 feuillets. Il mesure 505 millimètres de hauteur sur 375 de largeur. Les lignes portant les notes sont de 27 millimètres de largeur et les minuscules ont 10 millimètres de hauteur. La reliure est plus que fatiguée. Les ais sont en bois de noyer recouverts de peau sans apprêt. Ce volume qui est évidemment postérieur au premier, fournit une date et un nom de scribe ou d'enlumineur. On le rencontre au folio 148 dans la lettre S. *Sacerdos* où on lit : *M. Jacobus Branche. 1617*. Cette lettre est d'un style différent de la plupart des enluminures du même volume. Elle est surtout inférieure par son ornementation et ne paraît pas de la même main que les autres, comme nous l'avons dit plus haut. Le nombre des belles enluminures est sensiblement diminué. On peut cependant en signaler encore quelques-unes.

F° 124. D ou C. renversé. *Dum complerentur* pour *Cum complerentur*. La lettre est d'azur peinte en camaïeu, variant par couches du sombre au clair, formant des dessins avec lisérés en bordure. Des fleurs à quatre lobes ornent les angles. Le champ de la lettre se couvre de gracieux entrelacs à lobes d'azur et de vermillon ; l'azur occupe le milieu et le vermillon les côtés. Des crosses végétales se détachent de la tige délicate formée de lisérés brun, rouge et blanc ; le tout brochant sur un élégant médaillon d'or.

F° 162. L. *Loquere Domine*. Le fond est peint en argent sur un médaillon carré. Le corps de la lettre est en couleur vermillon à nuances variées formant des dessins géométriques. Des arabesques embellissent le champ intérieur de la lettre. Les tiges sont en lisérés rose sur les bords et blanc au milieu, les fleurs et les lobes en azur et en vermillon variés.

F° 167. D. *Deus omnium exauditor*. Lettrine peinte en couleur vermillon à couches variées avec liséré sur un fond d'argent. Les coins du parallélogramme sont ornés de fleurs. Le champ intérieur se pare de gracieuses arabesques. La tige est formée de lignes en azur et blanc ; des lobes couleur d'azur et rose se dégagent de ces contours.

On pourrait encore faire remarquer plusieurs autres majuscules fleuronées et très gracieuses semées dans ce volume.

III^e VOLUME.

ANTIPHONAIRE CONTENANT L'OFFICE DES SAINTS.

Cet antiphonaire est fait avec plus de soin que les autres, il est peut-être le plus ancien des trois. Rien n'indique sa date avec certitude, mais on est porté à le croire à cause de son exécution plus parfaite. De plus, l'office des saints revenant plus souvent que celui du temps, on avait de ce livre un besoin plus urgent. C'est ce qui fait penser que c'est par lui qu'on a commencé.

Ayant des initiales plus belles et en plus grand nombre, il a été le plus pillé avec le premier volume du propre du temps. On lit à droite de la première page, en rubrique rouge : *Incipit sanctorale¹ de proprio sanctorum totius anni. 1^o In vigilia sancti Andree in. 1^{is} vespertis.*

Les ais de la reliure sont en bois de noyer recouvert de cuir usé et en mauvais état. La hauteur de la page est de 515 millimètres sur 375 de largeur. Les lignes des notes ont 28 millimètres de largeur et les petites minuscules 11 de hauteur.

Le volume a 384 feuillets en parchemin, écrits des deux côtés en belle gothique. On le croirait d'une main plus habile que celles qui ont travaillé les autres volumes.

L'encre noire paraît avoir été composée avec quelque liquide vitriolé. Le parchemin en est endommagé, les notes du *recto* sont marquées au *verso* et réciproquement.

Chaque antienne a sa petite majuscule variant de couleur et de forme. La plupart sont fleuronées, il y en a aussi qui sont ornées de figures humaines. Parmi les couleurs employées on remarque le noir-brun, le violet, le vert, le vermillon, le jaune pâle. Autour de quelques

¹ *Sanctorale* dérivé de *Sanctor*. C'est-à-dire la loi, l'ordre du propre des saints. En d'autres termes : commencement du livre contenant la règle ou l'ordonnance du propre des saints.

lettres s'enroulent des rubans en torsade bien dessinés et d'un aspect très gracieux.

Les jambages des initiales varient en largeur entre 4, 6 et 8 millimètres et quelquefois une miniature burlesque occupe le champ intérieur de la lettre. Enfin plusieurs des enluminures qui restent peuvent rivaliser avec celles qu'on voit ailleurs dans des livres de chœur appréciés.

On peut remarquer la première lettre U. *Unus ex duobus*. Les jambages sont peints en deux couleurs. Dans le champ intérieur s'épanouissent des fleurs violettes dorées et azurées. L'intérieur porte une ornementation dentelée de couleur violette.

F° 6. S. *Salve crux*. Majuscule anthropomorphe et fleuronnée; on y voit un homme assis et en pleurs. C'est probablement Job figurant l'homme de la patience, de la douleur, le martyr.

F° 133. I. Grande initiale fleuronnée en couleur d'azur, d'or, en vermillon et noir-brun.

F° 211. S. *Surge illuminare*. Lettrine, peinte en vermillon nuancé par couches du clair au sombre. Des arabesques l'entourent étalant des fleurs en couleur rose, azur et blanc, brochant sur un écusson carré d'argent.

F° 241. V. *Virgo prudentissima*. La lettre est en couleur d'azur avec des torsades et des sinée sur un médaillon d'or. Le champ extérieur est orné de fleurs en vermillon, avec liseré et inscription : *Tota pulchra es Maria* et des arabesques d'or. Des feuillages verts et des fleurs variées décorent l'intérieur.

F° 244. V. Lettrine, de forme différente de la précédente bien qu'elle soit en couleur d'azur sur médaillon d'or, et avec des torsades; sur le champ intérieur émergent de belles fleurs dessinées avec finesse sur rose et blanc. Les feuillages sont verts et la tige rose.

C'est sur la garde de ce volume qu'on lit la date de la restauration des trois livres en 1773.

IV. VOLUME.

GRADUEL.

Le graduel contenant le chant des messes des saints et du propre du temps célébrées dans l'année, est relié comme les antiphonaires avec des ais en bois recouvert de cuir. La page mesure 51 centimètres de hauteur sur 36 de largeur. Il a 684 pages. La pagination et la rubrique d'entête paraissent d'une écriture plus récente et différente de celle des minuscules.

Les lignes des notes ont 15 millimètres de largeur et la minuscule, plus petite que celle des antiphonaires, n'a que huit millimètres de hauteur. La première page porte : *Dominica 1^a adventus* et à droite, en rubrique rouge : *Dominica 1^a adventus Domini*.

Toutes les initiales enluminées de ce volume ont une ornementation à peu près uniforme ou moins variée que celle des antiphonaires. Ce n'est plus le même artiste. Il pose généralement sa lettre sur un champ en dentelles dont il varie les couleurs devenues moins nombreuses sous sa main. Il n'emploie pas l'or et l'argent ; on ne rencontre guère que le vermillon et l'azur nuancés. Le noir ne semble pas vitriolé, ne marquant pas le revers du parchemin. On est, par suite, incliné à admettre que le graduel est plus ancien que les antiphonaires, l'ouvrier ayant observé avec plus de fidélité les anciennes recettes pour l'encre noire ; mais cette ancienneté ne doit compter que pour quelques années. Il pourrait se faire toutefois que l'enlumineur de ce graduel eût été différent de ceux qui ont travaillé les antiphonaires et leur eût été inférieur.

La restauration des livres de chant en 1773, que nous avons notée, n'a porté que sur trois volumes. Lequel des quatre n'a pas eu part à cette restauration ? En s'en tenant aux termes de la note : « *les trois gros livres de chant* », désigneraient les antiphonaires. Ils sont, en effet, plus volumineux que le graduel.

La première page nous offre une initiale A. *Ad te levavi*. Elle est tracée en deux couleurs juxtaposées, contournées

sur fond dentelé de couleur vermillon, avec des rinceaux, des entrelacs d'azur variés et riches. Cette lettre est fortement usée.

P. 4. P. *Populus Sion*. Lettrine remarquable, mais il s'en trouve de supérieures dans le volume.

P. 7. G. *Gaudete*. Lettre peinte en couleur vermillon et azur, ornée autour et à l'intérieur de belles arabesques.

P. 39. P. *Puer natus est*. Le médaillon en dentelle est d'azur sombre, et la lettre dessinée en deux couleurs, ornée de rinceaux.

P. 305. V. *Viri Galilei*. Cette majuscule est ornée à l'intérieur d'entrelacs et de rinceaux de diverses couleurs.

P. 315. S. *Spiritus domini*. Le fond en dentelles est de diverses couleurs. Le haut se couvre d'arabesques en vermillon, tandis que dans le bas elles sont en azur sombre et rouge-rose.

P. 437. D. *De ventre*. Cette lettre est ornée de dentelles et d'arabesques.

P. 468. G. *Gaudeamus*. On y trouve le même genre d'ornementation.

Il est aisé de voir que le graduel est inférieur aux antiphonaires soit pour la forme, soit pour l'écriture, soit pour les enluminures.

Ce que nous venons d'écrire sur les livres chorals d'Embrun ne se rapporte qu'à l'exécution matérielle, à la miniature, à l'illustration. Il resterait à les examiner au point de vue liturgique et hagiologique, et ils ne présenteraient peut-être pas moins d'intérêt pour notre histoire locale.

On y verrait la manière dont étaient célébrées, chez nous, certaines fêtes; on y découvrirait peut-être des chants particuliers à l'ancien archidiocèse.

Sous le rapport hagiologique l'intérêt ne serait pas moindre. Nous le ferons entrevoir en disant un mot d'un fragment de petit antiphonaire manuscrit de la même époque, également conservé à Embrun.

La reliure est désemparée, les feuillets qui restent commencent à la page 74 et finissent à la page 233. Ces feuil-

lets sont en parchemin écrits à la main des deux côtés avec des majuscules de diverses couleurs et de différentes formes. L'écriture est une belle gothique. Les feuillets mesurent 185 millimètres de hauteur sur 140 de largeur.

La manière dont les cérémonies devaient se faire à certaines fêtes y est clairement détaillée en rubrique rouge. On y lit exposé le rôle que chaque employé doit remplir dans la cérémonie. C'est ce qu'on voit pour le cérémonial de la veille de l'Annonciation. Deux enfants de chœur, habillés l'un comme la vierge et l'autre comme l'archange, jouaient le rôle des acteurs dans le mystère de l'Incarnation, chantant en antiennes les paroles que l'Evangile met sur les lèvres de la Vierge Marie et de l'archange Gabriel.

Ce reste d'antiphonaire présente encore un intérêt sous le rapport hagiologique. On y trouve les fêtes des saints particuliers à l'archidiocèse. Ainsi, en le parcourant à la hâte nous y avons rencontré, notée au mois de juin la fête de dix mille martyrs dont on fait encore mémoire dans la paroisse de la Salle, canton du Monétier-de-Briançon, le jeudi de la Fête-Dieu, à la procession de la commune. La tradition populaire rapporte qu'ils ont été martyrisés sur l'Aréas (?) montagne située au-dessus de La Salle, sur les limites de Névache, près de Chrystol¹.

Ce petit antiphonaire était, sans doute, destiné au maître de cérémonies. Il est précieux à cause des indications qu'il donne. Son intérêt serait plus grand encore si c'était un bréviaire avec des légendes comme en a le bréviaire d'Embrun du XV^e siècle. Nous devons donc avoir un grand respect et un grand soin de ces débris antiques parvenus jusqu'à nous. Nous pouvons nous en servir comme d'un flambeau pour éclairer et guider nos pas dans l'obscurité du passé.

L'abbé J. FAZY.

¹ Le martyrologe romain marque au 22 juin, le martyre de dix mille soldats chrétiens sur le mont Ararath. Plusieurs auteurs contestent ce fait, mais Baronius en soutient la réalité et n'est pas le seul. Nous ne savons s'ils disent qu'on célébraît quelque part la fête de ces martyrs avec office. Un chanoine d'Embrun donna à N.-D. des reliques des dix mille martyrs. (Inventaire).

DONS FAITS AU MUSÉE DÉPARTEMENTAL
PENDANT LE DERNIER SEMESTRE DE 1892.

Le Musée départemental a reçu les objets suivants :

1° De M. NOEL, censeur au lycée : 6 jeunes vipères de 0,18 à 0^m20 de longueur et 0^m01 de diamètre, extraites du ventre de la mère, et dont trois sont encore dans la poche de l'œuf. Devès, de Rabou. Août.

2° De M. Louis LÉOUFFRE, ancien membre de la Société d'Études : Une salamandre terrestre. Collines de Château-vieux. Août.

3° De M. BEZANCOURT, employé au chemin de fer : 20 échantillons de marbres des Vosges ou de fossiles non déterminés.

4° Des deux frères SERRE, de Port-Saïd, élèves au lycée : Deux lampes funéraires en terre cuite, trois monnaies de bronze, un ténia égyptien.

5° De M. FILLON, directeur des *Alpes Républicaines* : un crâne d'éléphant. Indes.

6° De M. SIBOUR, propriétaire à Puy-Maure : 1° Un beau portrait au fusin de Blanc Benoît, peintre, le donateur de l'intéressante galerie de tableaux géologiques qui ornent diverses salles de la préfecture, et de nombre d'autres objets; 2° Un très long fusil arabe; 3° Sept monnaies ou médailles commémoratives dont deux en argent.

7° De M. POURRIÈRE, aubergiste à Gap : Deux sous arabes modernes.

8° De M. L. Ollivier : deux machoires de martre.

9° M. IMBARD, conducteur des ponts et chaussées en retraite et ancien trésorier de la Société d'Études, offre à la Société, au nom de son frère, propriétaire à Lazer, un vieux poignard, dont la lame a encore 0^m185 de longueur, avec poignée en ivoire.

Ce poignard a été trouvé en 1865 au col de Cabre. En creusant les fondations du refuge, on démolit un vieux puits en pierres sèches au fond duquel on trouva le poignard. Dans les fouilles des fondations de la maison on

découvrit également des ossements humains de forte dimension qui gisaient sous les dalles, et à côté desquels se trouvaient de petits pots. Il est très probable que les sépultures sont incomparablement plus anciennes que le poignard. Dans tous les cas le renseignement mérite d'être consigné.

On ne saurait trop remercier ces généreux donateurs. Ils augmentent ainsi les collections du département d'objets intéressants qui pourraient s'égarer inutilement pour le pays. C'est d'ailleurs d'un bon exemple propre à entretenir l'émulation et surtout à tenir en éveil l'attention des observateurs.

Acquisitions diverses :

Nous croyons utile de mentionner à la suite de cette liste les roches et fossiles suivants recueillis, pour le Musée, pendant l'année 1892, et qui aideront à la détermination des divers horizons géologiques du pays.

1° Deux exemplaires du *Nautilus striatus* = *n. aratus*, du lias, l'un de Nérac, l'autre recueilli en face de Nérac, en tête des vignes de Remollon, à la base des escarpements de St-Maurice et déterminés par MM. les docteurs Kilian et Haug.

2° Divers échantillons de spilites de mélaphyres avec nombreuses vacuoles pleines de cristaux de calcite, de pyroxène, de chlorite, etc. Ainsi que des tufs éruptifs criblés de petites pyrites.

Ces divers échantillons proviennent des deux superbes gisements presque inconnus encore de roches éruptives qui percent le lias à *gryphée arcuata*, à *nautilus striatus*, à *limagygantea*, sur deux kilomètres à partir de Remollon et se dirigeant vers Valsérres.

Ces roches d'épanchement forment sur les pentes abruptes de St-Maurice deux dykes : l'un vertical qui s'élève fort haut sur la montagne, derrière l'hôtel Achard, et l'autre un peu plus à l'Ouest qui avec une épaisseur de 30 à 40 mètres est coudé en anticlinal que semblent avoir épousé les assises liasiques de toute la montagne.

3° Quatre fioles de sulfate de magnésie naturel en divers états de décomposition, provenant d'une couche de un décimètre d'épaisseur d'une roche friable d'un gris noirâtre qui par décomposition devient d'abord une poudre jaune ayant toutes les apparences de la fleur de soufre, puis parfaitement blanche.

M. Mondet, pharmacien à Gap, qui a bien voulu étudier cette substance, a trouvé qu'elle était du sulfate de magnésie presque pur se dissolvant très rapidement et en grande partie dans l'eau, et ne donnant pas de résidu appréciable dans l'acide chlorhydrique.

Cette curieuse substance est interstratifiée dans les schistes altérés du lias presque en contact avec les spilites de la base du gisement de Remollon.

4° Fossiles de trois horizons fossilifères découverts dans les marnes du tertiaire moyen et supérieur du Dévoluy :

1° Un grand nombre d'hélix voisins de l'hélix ramondi de l'aquitainien (*helix haylési* de Mich. ou *h. cristoli* de Math.)¹ découverts d'abord par M. Brun, inspecteur des enfants assistés, et que nous avons ensuite recueillis nous-même par centaines, mais en très pauvre état de conservation, à un kilomètre sur le bord de la route, en amont du pont des Étroits de la Cluse, sur la Bécous ;

2° Une cinquantaine de bivalves à test malheureusement poudreux, probablement une mignonne *lima*, dans les marnes du raccourci à un kilomètre au Nord de Saint-Étienne ;

3° Une nombreuse série de plaques schisteuses avec gracieuses empreintes, d'os, d'arêtes, d'écailles de poissons tantôt noirâtres, tantôt d'un magnifique bleu de ciel ; dans les marnes de la combe de Gleizet au Nord de Saint-Étienne, et surtout dans les schistes de Merdarel en face l'Enclus.

Ces indications aideront, je l'espère, à déterminer l'âge des formations postérieures à l'éocène du Dévoluy.

¹ Renseignements dus à l'obligeante compétence de M. NICOLAS, géologue d'Avignon.

En terminant nous croyons faire plaisir à ceux qui s'intéressent à l'étude du pays, en annonçant que M. le docteur Marcellin Boule, agrégé de l'Université, paléontologiste au Muséum de Paris, vient de classer avec toute la compétence désirable, les ossements d'animaux, aujourd'hui émigrés, découverts dans la tranchée du chemin de fer des argiles lacustres du bassin du Pignon près d'Aspres-sur-Buëch.

Gap, le 26 janvier 1893.

Le Conservateur du Musée,

D. M.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

LES OUVRAGES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ SONT NUMÉROTÉS

27. L. DE BERLUC PÉRUSSIS. **Le dernier troubaire** (Eugène Seymard), grand in-8°, 16 p. Avignon, Roumanille, 1892.

28. J. REYNAUD. **Le pommier à cidre dans les Hautes-Alpes**, in-12, 24 p. Gap, Fillon, 1892.

29. **Canal dérivé du Drac**. Résumé d'une étude sur la recherche des bases d'une transaction pour résoudre les difficultés pendantes, in-12, 15 p. Grenoble, Vallier, (S. d.).

Campagnes des Alpes, 1692. Catinat et l'invasion du Dauphiné, par le capitaine J. PERREAU. Paris, Baudoïn, in-8°, 82 pp. une vue, deux plans.

Sonnets Alps, 1883-1891, par le capitaine J. PERREAU. Grenoble, Allier, lithographié, 1892, 7 p. in-8°.

RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DE L'ÉCOLE NORMALE DE GAP, EN 1892.

Année 1892 MOIS	PRESSION BAROMÉTRIQUE A ZÉRO et pour l'altitude 739		TEMPÉRATURE EN CENTIGRADES sous abri hangar		HUMIDITÉ		État du ciel et vents					
	EXTRÊMES OBSERVÉES		Moyenne	EXTRÊMES		Jours de pluie ou de neige	Couche d'eau tombée en millimètres	État hygrométrique évalué de 0 à 100	Jours de vent bien constaté	Vent dominant et nombre de jours qu'il a soufflé		
	Moyenne	Maxima		Minima	Minima							
Janvier.	694.9	706 le 30	678 le 14	1.1	12 le 1	— 17 le 10	7	47	71	6	10	S.-O. 4
Février.	692.7	702 le 12	680 le 17	2.2	15 le 1	— 12 le 18	12	97	72	7	5	N. 3
Mars.	693.7	707 le 21	683 le 14	3.3	18 le 24	— 9 les 6, 12	9	51	75	12	8	N. 4
Avril.	695.3	707 le 23	686 le 13	10.1	23 le 24	— 4 le 30	5	57	71	15	6	N. et O. 2
Mai.	698.0	704 le 29	688 le 1	13.3	30 le 26	— 5 le 1	8	84	70	17	5	S. et O.
Juin.	698.5	704 le 28	696 le 19	17.1	31 le 29	6 le 14	5	42	81	16	»	»
Juillet.	699.0	705 le 25	692 le 12	18.2	34 le 9	6 le 15	8	55	77	18	4	N. et O.
Août.	701.3	705 le 16	693 le 2	19.0	34 le 17	7 le 28	6	44	62	16	10	N. et S.
Septembre. ...	700.2	704 le 17	691 le 11	16.2	30 le 19	4 le 6	4	14	60	14	15	N. et S.
Octobre.	696.2	701 le 11	691 le 6	8.4	22 le 30	— 5 le 23	13	173	73	6	8	N. 6
Novembre.	703.9	710 le 28	698 le 1	6.6	17 le 11	— 8 le 30	12	93	70	9	9	N. 5
Décembre. ...	697.6	712 le 18	680 le 31	— 0.6	10 le 19	— 12 le 31	4	31	60	22	10	N. 9
Totaux et moyennes	834.3 698.4	712 en décem- bre	680 en février et en décembre	125.5 10.5	34 en juillet et août	— 17 en janvier	93 »	778 » 70	842	158 »	90 »	N.

C. ROMIEU.

NOTA. — Les observations de novembre et décembre ont été déduites de celles faites sur un anéroïde au bureau des Ponts et Chaussées.

NOTICE HISTORIQUE SUR L'ÉCOLE CENTRALE DE GAP

(1796-1804)

(Suite)¹

I

RENTRÉE DE L'AN VII. — AUGMENTATION DU NOMBRE DES ÉLÈVES.

Pendant les vacances qui suivirent l'examen de fin d'année de l'an VI, les administrateurs du département, firent preuve d'une grande activité et d'un réel et sincère désir de contribuer à la prospérité de l'école centrale. S'il est nécessaire, pour obtenir de bons résultats, de réprimander et de punir la négligence, il ne l'est pas moins de proclamer et de récompenser le mérite ; car outre que les éloges encouragent ceux qui les reçoivent et contribuent à les soutenir dans la bonne voie, ils peuvent encore être un appât pour les autres et faire naître en eux le désir d'en mériter à leur tour. Les administrateurs n'eurent garde de marquer à ce principe élémentaire et fondamental de toute bonne administration comme de toute bonne pédagogie.

Professeurs, élèves, parents, administrations municipales, ils s'adressèrent à tous ; approuvant, encourageant louant le zèle et la bonne volonté des uns ; gourmandant, menaçant, blâmant l'apathie et la coupable indolence des autres.

La plus large publicité fut donnée au procès-verbal de l'examen et de la distribution des prix. A tous il arrivait

¹ Voir les bulletins du mois de juillet, page 227, et du mois d'octobre page 275. Afin de n'avoir pas à renvoyer constamment au bas de la page pour indiquer les sources, je rappelle ici, une fois pour toutes, que j'ai puisé mes renseignements, 1^o aux archives nationales, F 17, fonds des écoles centrales ; 2^o aux archives du département des Hautes-Alpes : T, 8 et P, registres des délibérations et de la correspondance de l'administration départementale.

accompagné d'un mot de félicitation ou d'encouragement, de regret ou de blâme.

Aux professeurs, les administrateurs écrivaient: « Nous saisissons avec empressement cette occasion de vous témoigner notre satisfaction sur les progrès que vos élèves ont faits cette année; c'est à votre zèle et à vos soins qu'ils doivent leurs succès. Les examens auxquels nous avons assisté nous font concevoir l'espérance que le goût des sciences prendra cette année un accroissement considérable et que nous aurons de nouveaux éloges à vous donner et des récompenses à distribuer à un plus grand nombre d'élèves. »

Aux élèves¹ ils parlaient de la vive satisfaction qu'ils avaient éprouvée en constatant les progrès qu'ils avaient faits pendant l'an VI; ils exprimaient l'espoir que l'année suivante ils auraient « de nouveaux prix à leur distribuer et de nouveaux éloges à donner à leur émulation. »

Aux administrations municipales ils envoyèrent un exemplaire du procès-verbal pour chaque agent municipal en les invitant à en donner lecture publique le décadi qui en suivrait la réception. Une circulaire leur rappelait en outre quel étaient leur devoir. « Nous ne laisserons pas échapper l'occasion, disaient-ils, de vous rappeler que vous avez entièrement perdu de vue l'instruction de la jeunesse et que vous avez laissé de côté et nos constantes exhortations et les mesures que nous vous avons prescrites par notre circulaire imprimée du 23 messidor an VI.— Que n'avez-vous pu, citoyens, vous trouver avec nous à l'examen de l'école centrale! — Vous auriez vu avec autant de plaisir que d'étonnement cette intéressante jeunesse arracher des applaudissements à un auditoire nombreux par la manière satisfaisante avec laquelle elle a répondu aux questions difficiles qui lui ont été posées.... Vous n'auriez pu vous empêcher de former les regrets les plus vifs de n'avoir pas coopéré par vos soins à peupler l'école centrale de jeunes élèves qui au-

¹ Les élèves qui avaient eu le plus de prix étaient: Blanc, Moynier Combassive, Lachau, Queyrel, Ventre, Laurent, Blanc, Marchon.

raient pu être tirés de vos écoles primaires.... Nous n'avons pu nous défendre d'un sentiment pénible en ne voyant parmi nos élèves aucun des enfants de nos braves et vertueux cultivateurs.... Mais il s'en faut bien que nous ayons perdu l'espoir de vous voir céder à nos instances en remplissant les plus cher et les plus impérieux de vos devoirs... »

Plusieurs exemplaires de ce procès-verbal furent aussi envoyés au Ministre, et, dans la lettre qui accompagnait cet envoi, les administrateurs exprimèrent l'espoir que l'école centrale serait suivie désormais par un plus grand nombre d'élèves'. La réponse du Ministre fut pleine d'encouragement. « Je ne puis qu'applaudir, disait-il, à la manière solennelle avec laquelle vous avez célébré cette fête littéraire et aux discours qui ont été prononcés à cette occasion. L'enthousiasme qu'ils ont excité joint à l'intérêt qu'ont fait naître les succès des jeunes élèves ne pourra manquer de tourner au profit de l'instruction publique, et de donner une idée avantageuse du plan d'enseignement suivi dans les écoles centrales. Je vous invite à continuer de montrer, de concert avec les professeurs, le même zèle et la même activité pour les progrès de l'instruction républicaine et surtout à vous occuper de l'établissement d'une pension près de l'école centrale ».

Fiers et forts de ces encouragements les administrateurs, après s'être concertés avec les professeurs, résolurent de donner à la cérémonie de la rentrée le plus d'éclat possible, et rédigèrent, à ce sujet, une proclamation qui

' Dans une lettre adressée au Ministère le 3^e jour complémentaire de l'an VI, Bonthoux, commissaire du directoire, avait déjà exprimé le même espoir. « Il y eut hier à l'occasion de la fin d'année un examen à l'école centrale.... J'éprouvai une satisfaction bien vive en voyant les jeunes élèves qui fréquentaient assidûment les classes répondre avec autant de clarté que d'intelligence aux nombreuses questions qui leur furent faites.... J'ai lieu de croire que les applaudissements dont furent couverts les jeunes gens qui ont si bien profité de l'instruction, engageront les pères indolents à sortir de leur apathie et que l'école centrale pendant le cours de l'an VII sera infiniment plus suivie qu'elle ne l'a été pendant l'an VI.... »

fut imprimée, lue, publiée et affichée dans toutes les communes du ressort. En voici la teneur :

« Citoyens,

« L'administration centrale vous prévient que le décadi 10 frimaire prochain l'ouverture de l'école centrale pour l'an VII aura lieu dans la salle destinée aux exercices des élèves, servant en ce moment de temple décadaire à Gap ; elle vous invite à vous y rendre. — Quelle occasion favorable, citoyens, pour procurer à vos enfants l'instruction que vous leur devez à tant de titres ! Quel moment pour céder enfin aux instances si souvent réitérées de vos magistrats. . . ! Vous, pères et mères, qui avez été témoins des progrès si justement admirés des élèves qui ont fréquenté l'école l'année dernière, faites cesser les regrets que vous éprouvâtes à cette occasion. . . . , amenez vos enfants à l'école centrale ; c'est là qu'on leur apprendra à vivre en bons citoyens et qu'on ornera leur esprit de tous les dons de la sagesse, du savoir et de la vertu. — Que pouvait faire de plus pour vous la République. Elle vous offre des avantages inappréciables et vous ne voudriez pas en profiter ! Loin de nous l'idée d'une telle insouciance. — Bientôt toutes les difficultés seront applanies, un pensionnat établi près de l'école fera disparaître la crainte que les parents éloignés du chef-lieu pouvaient avoir conçue sur l'éducation de leurs enfants s'ils étaient livrés à eux-mêmes. Des professeurs éclairés dignes par leurs vertus civiques d'obtenir la confiance de tous les citoyens, dirigeront leur carrière dans le sentier de la vertu, et leur exemple parlera autant au cœur de leurs élèves que leurs leçons journalières. — Accourez donc en foule et donnez à la République, dans cette circonstance, la mesure de votre attachement pour elle ; considérez surtout que *le temps perdu pour l'instruction de vos enfants est une perte irréparable* ».

Cette proclamation est datée du premier frimaire. Quelques jours après des lettres de convocation pour la cérémonie du 10 furent adressées à tous les chefs de service et aux notables de la ville, et le 7 du même mois les

membres du jury furent convoqués pour le 8 afin de conférer sur différentes questions relatives à l'école centrale. Le jury était incomplet, on le compléta. Bérard qui avait été nommé par l'arrêté du 20 messidor an IV, avait répondu par lettre du 22 frimaire suivant qu'« il faisait des vœux bien ardents pour la prompte réalisation des bienfaits que l'école centrale promettait au département, mais il ne pouvait accepter l'honneur qui lui était offerte à cause d'une indisposition dont il ne pouvait prévoir le terme¹. L'administration l'avait remplacé par Burle. Mais celui-ci avait été nommé professeur, ainsi que Labastie. Par arrêté du 7 frimaire, ils furent remplacés par Moynier-Dubourg et Blanc, juge au tribunal civil.

Dans cette réunion du 8 frimaire les administrateurs, de concert avec les membres du jury, réglèrent les derniers détails de la cérémonie de la réouverture et le décadi 10, à 3 h. de l'après-midi, un long cortège composé des administrateurs du département, des officiers municipaux de la ville de Gap, des membres du tribunal civil et criminel, de tous les chefs de service, des membres du jury d'instruction publique, des professeurs et des élèves de l'école centrale, partait du lieu ordinaire des séances de l'administration centrale, et, précédé d'un corps de musique, escorté d'un piquet de garde nationale et de troupe de ligne, suivi par un concours nombreux de citoyens, se rendait à l'école centrale, dans la salle destinée aux exercices des élèves, où était déjà réunie l'élite du beau sexe de Gap.

Après que les autorités eurent pris place sur l'estrade, autour de l'autel de la patrie, le Président ouvrit la séance par un discours dans lequel il développa les avantages et la supériorité des nouveaux moyens d'instruction, il montra qu'il était très important pour le maintien de la liberté que l'éducation de la jeunesse fut toujours dirigée

¹ Ce Bérard était un mathématicien assez distingué. Il était surnommé *l'aveugle*. En 1803, lorsque l'école secondaire ou collège de Briançon fut créé, c'est lui qui en fut nommé directeur.

d'après des vues patriotiques, car l'espoir de la nation résidait dans la génération qui s'élevait ; et il finit son discours en exhortant les pères de famille à faire profiter leurs enfants des secours que la République leur offrait pour leur instruction.

Les professeurs de l'école centrale prirent ensuite successivement la parole pour faire connaître le précis des matières qu'ils se proposaient de traiter dans le courant de l'année scolaire, et présenter les moyens qui leur paraissaient les plus propres à contribuer à la prospérité de l'instruction dans le département.

Tous ces discours auraient pu passer pour imposés à ces orateurs par les circonstances et par leur caractère. Pour donner plus de poids à ces conseils et à cet appel aux pères de famille, il eût fallu que ces paroles sortissent d'une bouche, pour ainsi dire, plus désintéressée. On avait prévu l'objection, et un citoyen qui n'était ni administrateur ni professeur, un simple ami des sciences et des arts, prit à son tour la parole pour engager les élèves à venir en foule se ranger autour des hommes probes et éclairés qui occupaient les chaires de l'école ; il fit un tableau des maux sans nombre qu'entraîne l'ignorance et des grands avantages que procure la culture des lettres.

Puis, ce fut le tour des élèves qui exprimèrent en quelques mots leur reconnaissance envers les professeurs et les administrateurs du département pour l'intérêt qu'ils ne cessaient de leur témoigner, envers le gouvernement, pour les moyens de s'instruire qu'il leur avait procurés.

Des chants patriotiques se firent entendre après chaque discours et la séance fut levée aux cris de *Vive la République*.

Ce n'est pas sans raison que les administrateurs avaient donné à cette cérémonie tout cet éclat, tout cet appareil. Ils espéraient par là venir à bout des dernières résistances, entraîner les plus indolents. Leurs efforts furent couronnés de succès. Le nombre des élèves augmenta considérablement et le 15 pluviose le commissaire du Directoire écrivait au Ministre de l'Intérieur : « L'école

centrale prend une attitude qui promet de grands succès de la part des élèves. L'éclat que l'administration centrale a donné à son ouverture a produit le meilleur effet et déjà le nombre des élèves est trois fois plus considérable qu'il ne l'était l'année dernière. L'établissement d'un pensionnat et les pensions temporaires de 300 francs que la bienfaisance nationale accorde à vingt élèves peu fortunés vont achever de donner à cette école tout l'éclat qu'elle mérite d'obtenir. Des réparations indispensables au bâtiment qu'elle occupe ont nui jusqu'ici au zèle des professeurs. Le retour de la belle saison, qui permettra de s'y livrer, fera disparaître tous les obstacles et j'espère vous annoncer à la fin de l'année scolaire que les progrès des élèves auront été fortement sensibles. »

Dans la première section, le cours de dessin est suivi par 14 élèves, celui de langues anciennes par 9, celui d'histoire naturelle par 8. — Dans la deuxième section le cours de mathématiques est suivi par 30 élèves, celui de physique et chimie par 10. — Dans la troisième section 14 élèves sont inscrits au cours de grammaire générale, 8 à celui des belles-lettres, 28 à celui d'histoire, 4 à celui de législation. — En résumé, à part le cours de législation qui n'eut jamais beaucoup de succès¹, tous les autres cours comptaient un nombre d'élèves à peu près égal à la moyenne des classes dans les petits lycées ; ceux d'histoire et de mathématiques s'élevaient même à un chiffre bien au-dessus de cette moyenne.

Faisons cependant une différence entre le nombre des élèves inscrits à un cours et le nombre des élèves qui le suivent effectivement et gardons-nous de croire que tous les élèves inscrits fussent exacts à chaque cours. L'irrégularité dans la fréquentation semble même avoir été une des plaies de l'école centrale ; quelques élèves préféreraient aller faire l'école buissonnière, d'autres, malgré leur

¹ Il en fut ainsi dans toutes les écoles centrales, même celles de Paris. Le professeur de législation à l'école centrale des Quatre-Nations, dans une lettre adressée au Ministre de l'Intérieur, se plaint de n'avoir jamais eu plus de 9 à 12 élèves à son cours. — Arch. nat., F. 17, fonds des écoles centrales.

bonne volonté, ne pouvaient suivre assidûment les cours, empêchés qu'ils étaient par leurs occupations journalières. Ainsi le professeur d'histoire se plaint que sur 28 élèves inscrits « environ la moitié n'ont pas pu suivre ses leçons, parce qu'ils étaient employés dans les bureaux de l'administration départementale ou surnuméraires dans l'enregistrement... et que leurs heures de travail concourent avec celles des cours ». Notons aussi qu'alors, tout comme aujourd'hui, un grand nombre d'élèves venaient passer seulement quelques années à l'école centrale pour se dégrossir, et que parmi les élèves inscrits, il n'y en avait guère qu'une vingtaine qui se proposassent de parcourir toutes leurs études.

Mais ces réserves faites, constatons un progrès sensible et une amélioration notable. Surtout ne perdons pas de vue que l'école n'a que des externes, aucun pensionnat n'étant encore organisé, et par conséquent les jeunes gens habitant Gap peuvent seuls suivre les cours. On peut donc prévoir que, le jour où le pensionnat sera ouvert, ce nombre sera à peu près doublé et que l'on atteindra le chiffre de 250 à 300 élèves, c'est-à-dire le chiffre d'élèves qu'a le lycée de Gap aujourd'hui et qu'il ne pourra guère dépasser, car c'est à peu près tout ce que peut fournir le département.

Le cadre des professeurs était d'ailleurs maintenant au complet. Dans la première section la chaire d'histoire naturelle était seule inoccupée ; on la donna à Guibert, qui fut remplacé dans la chaire de physique et chimie, où il avait été précédemment nommé, par Jean-Jacques-Marie Michel. L'école est donc enfin complètement organisée et l'on peut dire que c'est à partir de ce jour qu'elle fonctionne régulièrement. Voici par conséquent le moment de jeter un coup d'œil sur l'esprit général de l'enseignement dans l'école centrale à cette époque, sur la méthode suivie par chaque professeur dans son cours, sur la situation et la capacité de ces professeurs.

II.

L'ÉDUCATION ET L'ENSEIGNEMENT DANS LES ÉCOLES CENTRALES VERS L'AN VII. — MÉTHODE SUIVIE PAR LES PROFESSEURS DE GAP. — SITUATION DES PROFESSEURS, LEUR CAPACITÉ. — LA SURVEILLANCE DE L'ÉCOLE CENTRALE.

Je ne saurais mieux faire, pour retracer l'esprit général qui animait l'enseignement dans les écoles centrales à cette époque, que de citer quelques passages d'une circulaire adressée, le 17 vendémiaire an VII, par le Ministre de l'intérieur, François de Neufchâteau, aux administrations centrales et aux professeurs. Cette circulaire contient tout un programme, et renferme les idées les plus sages (j'allais dire les plus modernes) sur l'éducation. Après avoir félicité les administrateurs et les professeurs de la solennité qu'ils ont donnée aux exercices qui ont clos la précédente année scolaire, le Ministre ajoute : « Le public a dû remarquer la différence immense, qui est à l'avantage de la nouvelle instruction, entre l'utilité du plan des écoles centrales et le fatras des anciens collèges¹... au lieu de clore l'année par la réduction de ces sommaires des travaux dont elle a dû être remplie, chacun des professeurs devrait la commencer par un semblable résumé...; le prospectus pourrait être imprimé d'avance..., mis dans les mains des élèves... Il est indispensable de former près de chaque école centrale un cabinet d'histoire naturelle composé des productions indigènes du sol du département... Il est un grand moyen de rendre à la jeunesse ses récréations et ses promenades utiles, ... on peut faire voir aux élèves les machines ingénieuses et les procédés curieux des arts et des manufac-

¹ Voir dans la deuxième partie de cette notice ce que Rolland dit de l'enseignement des anciens collèges. — Lire surtout le chapitre très intéressant et très instructif que M. Liard a consacré à l'*État moral des universités*, dans son ouvrage sur l'*Enseignement supérieur en France, 1789-1889*. Livre I, chap. 2.

tures... Un des arts les plus importants à mettre sous les yeux des élèves d'un certain âge, c'est la typographie...¹.

« Donner des soins à l'éducation physique, trop longtemps négligée, et que la gymnastique devienne une partie de l'instruction...².

« Lire à haute voix, d'une manière nette, distincte et agréable... Écrire sous la dictée, dicter, parler en public sans timidité, rendre compte par écrit de ce qu'ils ont appris..., récapituler tous les soirs sa journée...³.

« C'est l'éducation morale qui est mon grand but...; Inculquer le besoin des vertus sociales à la plus tendre enfance...

« On s'est trop plaint du trop peu de durée des classes, 7 à 8 heures d'études par jour, 4 à 5 heures d'exercices violents... Il faut que nos élèves nous doivent à jamais leur santé physique et morale...

« Le grand fruit des études est d'apprendre à étudier...

« Pas de ces traitements serviles et quelquefois barbares qui étaient prodigués jadis dans les collèges...

« Écarter de l'instruction tout ce qui appartient aux dogmes et aux rites des cultes ou sectes quelconques... ».

Comme on le voit, toutes nos récentes réformes, éducation physique, 8 heures de travail sédentaire... se trouvent, comme en germe, dans cette circulaire. Il semble que ces paroles sont écrites d'hier, et, si on vous les avait données comme tirées d'une circulaire ministérielle écrite ces dernières années, plus d'un lecteur aurait dit : « Oui, c'est vrai, je me souviens d'avoir lu cela ». Aussi en les écrivant, je me sentais instinctivement et invinciblement revenir à l'esprit ces paroles que M. Bizos, recteur de l'Académie de Grenoble, prononçait à la distribution des prix du lycée de Gap le 30 juillet dernier : « Tous les pédagogues de notre temps, qu'ils l'avouent ou non, sont les disciples des pédagogues du siècle dernier ».

¹ J'ai entendu, il y a deux ans, un Inspecteur général tenir le même langage à un professeur de septième.

² Membres de la ligue de l'éducation physique, nous ne sommes que les disciples de François de Neufchâteau.

³ Voilà une espèce d'examen de conscience qui présente bien certains avantages.

Mais revenons à notre école centrale et, passant en revue chacun des cours, rendons-nous compte de la méthode suivie par chacun des professeurs¹.

D'après la loi du 3 brumaire an IV, le cours de dessin était rangé dans la première section et devait être suivi par des enfants de 12 à 14 ans. A l'école centrale de Gap, on ne se conforma pas strictement à la loi. Ce cours était suivi par des élèves de 14 à 18 ans et, tandis qu'ils auraient dû, après l'avoir suivi pendant deux ans, l'abandonner quand ils entraient dans la deuxième section, on y admettait tous les élèves quel que fût leur âge et leur section. La tâche du professeur était très difficile dans ces conditions, car il lui fallait diviser sa classe presque en autant de sections qu'il avait d'élèves, afin de donner à chacun une leçon en rapport avec ses connaissances. Les premières leçons avaient pour objet la figure, l'ornement, les fleurs, puis on passait à la bosse et au modèle, en s'efforçant surtout de développer chez l'élève la faculté d'observer. Il y avait huit leçons par décade, c'est-à-dire une leçon chaque jour, sauf le quintidi et le décadi.

Le cours de langues anciennes aurait été plus exactement nommé cours de langue latine, car jamais on n'y enseigna de grec et encore moins d'autres langues anciennes. Les élèves qui suivaient ce cours étaient dans les limites d'âge voulues par la loi : de 13 à 14 ans. Comme on a pu le remarquer, l'élève, après avoir étudié du latin pendant deux ans dans la première section, devait, d'après la loi du 3 brumaire, abandonner complètement cette étude dans la deuxième section, de 14 à 16 ans, pour s'appliquer exclusivement aux sciences, et ne revenait aux études littéraires que dans la troisième section. Cette anomalie avait choqué bien des esprits et, dans le rapport qu'il présenta au Conseil des Cinq cents le 15 floréal an V, Daunou jugeait « indispensable de placer dans la deuxième section

¹ Tous les renseignements qui suivent, touchant les cours et les professeurs, sont empruntés aux lettres envoyées par ceux-ci au Ministre de l'intérieur dans le courant de prairial an VII, en réponse à une série de questions qui leur avaient été adressées. — Arch. nat., F. 17, fonds des écoles centrales.

un deuxième professeur de langues anciennes, chargé de continuer l'enseignement commencé par l'un des professeurs de la première ». Bien que cette proposition n'eût pas été approuvée, on avait adopté à l'école centrale de Gap un moyen terme qui, dans une certaine mesure, remédiait aux inconvénients de la loi. « Vu l'abandon où les enfants avaient été livrés jusqu'à l'organisation de l'école centrale », on avait jugé à propos de faire durer ce cours trois ans au lieu de deux ans. Mais cette circonstance devait singulièrement compliquer la tâche du professeur, qui avait, par le fait, trois classes à faire marcher de front, et, pendant les deux heures que durait son cours, il devait successivement s'adresser à trois groupes de force différente. Il y avait huit leçons de deux heures par décadi. On faisait expliquer aux élèves pour les auteurs en prose le De viris de Lhomond, de l'Hérodien¹, du Quinte-Curce, du Tite-Live, du Tacite, et pour les auteurs en vers, Virgile, Horace, Juvénal. Ce sont à peu près les mêmes auteurs qui figurent au programme des lycées et collèges ; il est à remarquer toutefois que César, Cicéron, Ovide ne sont pas mentionnés, mais le professeur a eu soin d'ajouter à sa liste un *et cœtera*, où l'on peut les croire enfermés ; ou peut-être ces auteurs étaient-ils réservés au cours de belles-lettres.

Le cours d'histoire naturelle durait deux ans, et on l'avait divisé en deux parties occupant chacune une année ; 1^o substances organiques ; 2^o substances inorganiques. L'ouvrage de Millin, assez généralement suivi alors dans les écoles centrales, servait de guide au professeur et de texte aux leçons qu'il donnait. Je ne sais s'il dictait un cours, ou s'il se contentait d'un simple exposé. Il aurait fallu, pour rendre cette étude plus profitable, un cabinet d'histoire naturelle composé des échantillons de la faune et de la flore du département— *segnius irritant animos demissa per aurem quam quæ sunt oculis subjecta fide-*

¹ Bien qu'Hérodien soit un historien grec, il n'en est pas moins vrai qu'on ne faisait pas de grec à l'école centrale ; on n'étudiait Hérodien que dans une traduction latine.

libus, a dit avec raison Horace¹, — mais nous avons vu que ce musée n'existait pas².

D'après la loi de brumaire, le cours de mathématiques devait durer deux ans, et le règlement de l'école spécifiait que la première année serait consacrée à l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre; la deuxième aux sections coniques, aux lieux géométriques, aux éléments des calculs différentiels et intégral. Le professeur devait alterner les leçons : les jours pairs étant réservés à l'enseignement des éléments, les jours impairs à celui des sections coniques. — Ce cours durait en effet deux ans, et les élèves étaient divisés en deux sections ; ceux qui étaient nouvel-

¹ Art poétique, vers 80 et 81. L'Âme, à peine effleurée des sons que l'oreille lui renvoie, tressaille aux tableaux que lui transmet l'œil fidèle. — Traduction H. Rigault.

² J'ai parlé plus haut de l'herbier de l'abbé Chaix, curé des Baux, et des pourparlers qui avaient été engagés entre lui et l'administration centrale à ce sujet. Le 3 thermidor an VII ce savant et modeste curé fut pris d'une attaque en disant sa messe et il mourut la nuit suivante à deux heures du matin. Dans une lettre du 15 messidor, il avait constitué comme arbitre et dépositaire de ses collections et de ses livres le docteur Villars, du Noyer, (Hautes-Alpes) son ami et son compagnon de travail, alors professeur d'histoire naturelle à l'école centrale de Grenoble. Ces collections comprenaient, dit Villars : 1^o un herbier du département des Hautes-Alpes, en 20 portefeuilles, avec 20 liasses de notes et plus de 3.000 plantes ; 2^o l'ornithologie du département, en 5 portefeuilles grand in-folio, renfermant des dépouilles d'oiseaux. — Malgré le vif désir qu'en avaient Villars, Serres, député des Hautes-Alpes, et D'Héralde, bibliothécaire à l'école centralo, ces collections ne furent point pour notre établissement d'instruction publique ; le manque de fonds en fut la cause. Villars en fit d'abord l'acquisition, puis il céda l'herbier à Picot la Peyrouse, professeur d'histoire naturelle à Toulouse, et garda les livres. Depuis, la collection scientifique de Chaix est revenue à la ville de Gap, je ne sais ni quand ni comment. — En 1856, il a été fait don à la bibliothèque de la société de lettres de l'Aveyron d'un ouvrage intitulé : *Observations critiques sur l'herbier de l'abbé Chaix, curé des Baux, près Gap (1791) par Edouard Timbal-Lagrave, pharmacien de Toulouse et membre correspondant de la société des lettres de l'Aveyron.* (Voir sur Chaix la touchante et intéressante notice biographique que Villars a écrite sur son ami et qui a été publiée dans le *bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, 1887 ; voir aussi un article paru dans le n^o du mois de mars de l'*Etoile des Alpes*, bien que cet article contienne quelques erreurs notamment pour ce qui concerne l'herbier.

lement arrivés formaient la première avec ceux qui n'avaient pas fait, durant la première année, assez de progrès pour être admis à la seconde ; celle-ci comprenait les élèves qui avaient suivi avec succès les leçons de la première section. Il y avait 8 leçons par décade, mais je ne saurais dire au juste si les élèves des deux sections assistaient ensemble à tous les cours, ou si, comme le dit le règlement, chaque section avait son jour de classe. Le professeur ne dictait pas de cours ; il suivait l'ouvrage de Bezout¹. Parmi les élèves qui suivaient ce cours, un certain nombre dépassaient de beaucoup la limite d'âge fixée par la loi (de 14 à 16 ans) ; il y en avait de 14 à 23 ans.

L'enseignement de la physique et de la chimie, sciences encore nouvelles alors et qui, pour la première fois, avaient conquis officiellement droit de cité dans les programmes, aurait exigé des instruments et un laboratoire pour les expériences. Mais rien de cela ne se trouvait à l'école centrale et tout se réduisait à des démonstrations orales données par les professeurs d'après les ouvrages de Fourcroy et Chaptal². Le cours ne durait qu'un an, avec une leçon tous les jours impairs, soit quatre leçons par décade. Les élèves avaient de 16 à 19 ans, au lieu de 14 à 16, comme le prescrivaient les règlements.

La grammaire générale était aussi une matière toute nouvelle, introduite dans les programmes sur l'autorité de Port-Royal et de Condillac. Sans parler de ce que pouvait être cette science à une époque où « on ignorait tant de langues, tant de familles de langues », comme l'a dit Ste-Beuve, où le sanscrit, le zend, l'égyptien, l'assyrien, les idiomes italiques et celtes n'avaient pas encore fourni les éléments de comparaison dont nous disposons aujourd'hui, il est certain que c'était une des parties du programme sur lesquelles il y avait le plus d'indécision et de divergence. Parmi les professeurs de grammaire générale, les uns enseignaient la grammaire française, les autres l'idéologie, ceux-ci l'italien ou l'anglais, ceux-là la logique.

¹ Arithmétique et géométrie de Bezout, 2 vol. in-8° ; Paris, 1771.

² Eléments de chimie par J.-A. Chaptal, 3 vol. in-8° ; Montpellier, 1790, et Paris 1796.

— A l'école centrale de Gap le cours comprenait deux années et se divisait en trois parties : les deux premières parties avaient pour objet les principes généraux des langues et occupaient les élèves pendant un an ; la dernière partie, qui était la plus étendue, traitait des éléments du discours en particulier et faisait l'objet des études de la deuxième année. Tous les élèves suivaient le même cours et, l'année où l'on étudiait la dernière partie, les nouveaux venus y étaient préparés par un précis des deux premières. Le cours était dicté aux élèves, et notre compatriote Théodore Gautier, l'auteur de l'histoire de Gap, en a conservé une copie dans ses manuscrits. Une autre copie se trouve aux archives nationales ; elle fut envoyée par le professeur au Ministre de l'intérieur en l'an VII. Ce cours fut jugé un des meilleurs et valut à son auteur une lettre de félicitations du Ministre. Il y avait quatre classes de grammaire générale par décade : tous les jours impairs de 10 heures à midi.

Le cours de belles-lettres était la suite et le complément du cours de langues anciennes. Voici, d'après les renseignements fournis par le professeur au Ministre le 8 prairial, quelle méthode il suivait. « Les cours de belles-lettres imprimés supposant pour être suivis avec fruit des connaissances que les jeunes gens de ce département n'ont pu acquérir, j'ai recueilli pour former mes cahiers ce que les écrivains fameux nous ont donné de plus certain sur les matières que je mets sous leurs yeux ; de manière que mes leçons, que je tache de mettre à leur portée, ont pour fondement les préceptes des plus grands maîtres, tels que Rollin, Gibert, Mallet, d'Alembert, Marmontel, Batteux et Condillac. Les exemples que j'emploie pour appuyer et éclaircir ces préceptes sont pris dans les auteurs anciens et modernes qui sont généralement cités pour modèles. On sait que les premiers éléments ne sauraient être trop simplifiés, et on croit inutile d'observer que, quand on parle à des jeunes gens qui n'avaient pour ainsi dire reçu aucune espèce d'instruction avant l'établissement de l'école centrale, il y a une mesure de connaissances à laquelle on doit se borner et une manière de s'énoncer accommodée à

leur portée »¹. Le cours durait un an, avec 6 leçons par décade; il était suivi par des élèves de 14, 15 et 16 ans.

Bien que la géographie ne figurât point au programme des écoles centrales, il était impossible d'aborder l'étude de l'histoire sans en donner quelques notions aux élèves; aussi, chaque année, le professeur d'histoire, avant de commencer son cours, consacrait à la géographie quelques leçons, précédées d'un court traité sur la sphère. Il en résultait que le cours, au lieu de durer deux ans, durait davantage. On avait compris dans l'histoire ancienne les Égyptiens, les Chinois, les Juifs, les Phéniciens, les Syriens, les Assyriens, les Indiens, les Scythes, les Celtes, les Mèdes, les Perses et les Grecs; on avait rangé dans l'histoire romaine le Bas-Empire jusqu'à son entière destruction par Mahomet II. Le professeur, après avoir pen-

¹ La lettre suivante adressée, le 13 nivôse an VI, par Burle aux administrateurs du département contient aussi d'intéressants renseignements sur la manière dont il comprenait l'enseignement des belles-lettres. « Citoyens administrateurs, il est sans doute de la plus grande importance de familiariser la jeunesse avec les idiomes des nations anciennes qui ont brillé par les sciences et les arts et qui, comme nous, ont proclamé la haine des tyrans et des rois. — Mais pour rendre plus profitable aux jeunes gens cette partie de l'instruction dont je suis chargé et dont le but est de mettre sous leurs yeux les auteurs anciens qui peuvent offrir non seulement des leçons de goût, mais de morale républicaine et de leur faire remarquer l'esprit et le génie de la langue qui est traduite et de celle dans laquelle on traduit, il est à propos de comparer les écrivains célèbres avec ceux des modernes qui ont suivi de plus près leurs traces. Cette méthode de comparaison exige en conséquence d'avoir entre les mains les principaux ouvrages des meilleurs orateurs français. — Outre cette étude qui n'absorberait pas tout le temps destiné aux leçons, j'ai pensé qu'elles pourraient être remplies par l'explication des principes généraux de l'art de bien parler et de bien écrire, le développement des règles particulières de plusieurs genres de littérature, en un mot par un cours de rhétorique dont les leçons auraient pour fondement les préceptes des plus grands maîtres et dont les exemples, qui seraient employés pour appuyer et éclaircir ces préceptes, seraient pris dans les auteurs qui peuvent et qui doivent être incontestablement cités pour modèles. — Vous comprenez mieux que moi, C. A., combien cette école de littérature, en aidant les élèves à mieux sentir et goûter les beautés des auteurs anciens, leur serait encore de la plus grande utilité, puis-

² Dans le règlement de l'école centrale (voir bulletin de juillet, page 258) le cours de belles-lettres est indiqué comme devant avoir lieu qua-

dant quelque temps dicté son cours, y renonça à cause de la lenteur des élèves. Ce dont il se plaignait surtout c'était le manque de livres, et il regrettait de n'avoir point à sa disposition un bon cours d'histoire fait sur un plan vraiment critique et philosophique. Faute de mieux, il suivait un cours d'histoire générale publié par une société de gens de lettres anglais, Lebeau pour l'histoire du Bas-Empire et les éléments de Millot. L'histoire universelle de Bossuet et les considérations de Montesquieu étaient son principal guide pour l'étude de l'histoire romaine. Il regardait comme son devoir essentiel d'inculquer aux élèves les principes de la morale, et, comme il se croyait établi moins pour leur enseigner l'histoire que pour leur apprendre la manière de l'étudier, il s'appliquait à leur donner des leçons de critique et à exercer leur jugement en leur faisant remarquer les récits invraisemblables. Il y avait quatre leçons par décade, et la moitié seulement des élèves avaient l'âge prescrit.

que c'est dans les États républicains qu'est surtout nécessaire le talent de la parole et que les élèves étant destinés à remplir un jour des places qui les obligent à parler en public ou à écrire sur les objets les plus essentiels, il importe grandement qu'ils connaissent les ressources que l'art peut fournir et qu'ils se nourrissent des chefs-d'œuvre d'éloquence qui ont fixé parmi nous les termes de la perfection. — Cette tâche que je m'impose est sans doute difficile à remplir vu la médiocrité de mes connaissances et de mon talent, mais soyez assurés que je n'épargnerai ni mon zèle ni mes soins. — Si ce plan d'éducation que m'a suggéré l'intérêt de la jeunesse et du bien public peut mériter votre approbation, il est alors indispensable d'avoir les livres dont je joins ici la liste.....— *Historia romana* a Tïto-Livio; de *viris illustribus Romæ* a *Romulo ad Augustum*; — (je ne vois guère quel pouvait être l'utilité de cet ouvrage au point de vue purement littéraire).— Les hommes illustres de Plutarque, traduction de Dacier; méthode des orateurs ou l'art de lire les auteurs, de les examiner et d'en appliquer les règles; les agréments du langage réduits à leurs principes; traité de la manière de bien traduire d'une langue dans l'autre; la collection des meilleurs discours prononcés à la tribune depuis les États généraux jusqu'à ce jour; discours sur l'inégalité des conditions, de Rousseau; discours sur l'histoire universelle, de Bossuet ».

tre jours par décade; dans la lettre au Ministre, il est porté comme ayant lieu six fois. Je suppose qu'une fois venu à la pratique, le professeur reconnut la nécessité d'augmenter ainsi le nombre des heures de classe.

Le professeur de législation ne suivait aucun ouvrage imprimé ; il avait rédigé lui-même son cours en se guidant d'après Montesquieu, Rousseau, Mably. Outre le droit public et les principes généraux de la législation, il expliquait les éléments du droit civil, afin d'engager les parents des élèves à les envoyer à ce cours dans l'espoir de les rendre propres aux tribunaux. A chacun de ces enseignements était consacrée la moitié de chaque leçon. Il y avait classe tous les jours, sauf le décadi ; les élèves avaient de 16 à 20 ans ; le cours ne durait qu'un an.

Tel était, d'une manière générale, l'enseignement à l'école centrale. Nous aurions aimé savoir de quelle nature étaient les devoirs écrits, quel était le nombre et la nature des leçons récitées à chaque classe ; nous aurions été contents enfin de retrouver quelque cahier d'élève pour nous renseigner d'une manière précise sur la valeur et la force des cours ; nous n'avons rien retrouvé de tel.

Ajoutons seulement un fait qui montre combien les professeurs étaient dévoués à leurs élèves. Plusieurs d'entre eux donnaient gratuitement des leçons partielles à ceux qui leur paraissaient animés d'un vrai désir de s'instruire.

Quelques mots maintenant sur la situation des professeurs en général et sur chacun d'eux en particulier. Nous avons vu qu'ils étaient assimilés, sous le rapport des émoluments, aux membres de l'administration départementale. Ils avaient donc à Gap 2.000 francs¹. A ce traitement fixe, déjà fort convenable pour l'époque, venait s'ajouter un éventuel formé de la rétribution payée par les élèves. Cette rétribution, fixée à 25 francs par élève, formait une masse commune à tout le personnel enseignant ; elle était partagée entre tous les professeurs, par égales parts, indépendamment du nombre des élèves qui

¹ Ici encore on ne se conformait pas au règlement, qui ne porte qu'une leçon tous les jours pairs. (Voir bulletin de juillet, page 258).

² Les écoles centrales étaient divisées, au point de vue du traitement des professeurs, en trois catégories ; dans celle de la première catégorie les professeurs avaient 3.000 francs, dans la deuxième 2.500, dans la troisième 2.000.

suivaient le cours de chaque professeur¹. Autre avantage ; d'après une loi votée le 25 messidor an IV, les professeurs avaient droit au logement dans la maison de l'école centrale² : à Gap, il est vrai, ce logement était très insuffisant, et pendant longtemps il fut impossible aux professeurs d'en profiter. Joignez à cela qu'après avoir rempli leurs fonctions durant 25 années consécutives, ils avaient droit à une pension de retraite égale à leur traitement fixe³ et cela sans subir aucune retenue⁴. De plus la somme de travail qu'on réclamait d'eux n'avait rien d'exagéré, elle était même inférieure au maximum d'heures de service exigé aujourd'hui des professeurs de lycée ; les professeurs de dessin, de langues anciennes, d'histoire naturelle, de mathématiques avaient 16 heures de classe par décade, soit un peu plus d'une heure et demie par jour en moyenne ; les professeurs de physique et chimie, de grammaire générale, d'histoire, de législation en avaient la moitié moins. Telle était donc leur situation matérielle : peu de travail, un traitement convenable, l'avenir assuré par une retraite.

J'ajouterai que cette situation était aussi sûre que possible. Ils ne pouvaient être destitués que par un arrêté de l'administration départementale, de l'avis du jury d'ins-

¹ Disons cependant que les professeurs des écoles centrales ne furent pas toujours aussi bien rétribués en réalité qu'ils l'étaient sur le papier. Dans plusieurs départements, ils restaient des mois, des trimestres, des semestres entiers, voire des années, sans toucher un sou de traitement. De nombreuses plaintes furent adressées à ce sujet au Ministre de l'intérieur, dont l'intervention fut souvent impuissante à faire payer cette « dette sacrée ». (Voir *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1881, les écoles centrales, par A. Duruy). — Les professeurs de l'école centrale de Gap furent payés régulièrement, sauf pendant l'an VII et l'an VIII. Nous verrons plus loin quelle en fut la cause.

² La loi du 3 brumaire an IV gardait le silence sur cette question du logement des professeurs ; mais celle du 7 ventôse an III le leur accordait. En sorte qu'il y avait controverse sur ce point. C'est pour remédier à cet état de choses que le Directoire fit voter la loi du 25 messidor an IV.

³ Titre V, article 9. — « Les instituteurs et les professeurs publics établis par la présente loi, qui auront rempli leurs fonctions durant 25 années, recevront une pension de retraite égale à leur traitement fixe ».

⁴ Ils touchaient 166 fr. 87 par mois.

truction publique, et après avoir été entendus ; encore fallait-il pour que la destitution eût son effet que l'arrêté fût confirmé par le Directoire exécutif¹. En somme, à moins d'inconduite notoire, les professeurs pouvaient presque se considérer comme inamovibles. Car s'ils perdaient leur cause au premier degré de juridiction, ils pouvaient la gagner au second ou au troisième. Il est évident que ces sages précautions donnaient au corps enseignant une grande sécurité et rehaussaient sa considération.

Enfin les législateurs avaient surtout eu une heureuse idée en assimilant le traitement des professeurs des écoles centrales à celui des administrateurs du département ; rien n'était plus capable de relever leur condition aux yeux du public.

D'ailleurs le jury d'instruction publique de Gap nous semble avoir été très heureux dans le choix des professeurs de l'école centrale ; tous jouissaient au plus haut degré de l'estime publique, tous étaient par leur science à la hauteur de leur mission. Sur neuf, quatre étaient prêtres : c'étaient Martin, professeur de mathématiques, Carlhian, professeur de langues anciennes, Rolland, professeur de grammaire générale, et Bonthoux, professeur d'histoire. Voici, du reste, quelques détails sur chacun d'eux.

LABASTIE (Jean-Jacques), professeur de législation, appartenait à une des familles depuis longtemps les plus estimées, les plus respectables et les plus influentes de Gap. Il avait exercé les fonctions de procureur de la ville depuis le mois de février 1790 jusqu'au mois d'août 1791, époque où l'assemblée électorale le nomma, par 197 voix sur 211, député à l'assemblée législative. Il s'acquitta si

¹ Loi du 3 brumaire an IV ; titre II, art. 6. — « Les professeurs des écoles centrales ne pourront être destitués que par un arrêté de la même administration, de l'avis du jury d'instruction, et après avoir été entendus. L'arrêté de destitution n'aura son effet qu'après avoir été confirmé par le Directoire exécutif ».

² Le personnel enseignant des écoles centrales avait été recruté en grande partie parmi le personnel des anciens collèges composé, à peu près exclusivement, d'ecclésiastiques.

bien de son mandat et sut si bien défendre les intérêts de la ville que le conseil municipal lui vota une adresse de remerciements. En l'an VII il avait 45 ans. Enfin, dès 1785, nous le trouvons inscrit au nombre des avocats de Gap et, bien qu'il n'eût jamais été dans l'enseignement, on ne saurait lui dénier une grande compétence en matière de législation.

BONTROUX (François), professeur d'histoire, était le doyen des professeurs de l'école centrale, il avait 67 ans (an VII). Il était bachelier en droit canon. Nous le trouvons en 1760 curé de Chechiliane (ancien diocèse de Die), en 1787 curé de Nyons (ancien diocèse de Nyons). Un de ses frères était commissaire du Directoire près l'administration centrale, un autre était président du tribunal civil. Peut-être est-ce, de tous les professeurs, celui à qui on aurait pu, à plus juste titre, reprocher son inexpérience; il se reconnaît lui-même au-dessous de sa tâche, mais il rachetait cela, par beaucoup d'ardeur au travail, de zèle et de dévouement.

BURLE (Henri), professeur de belles-lettres, âgé de 45 ans (an VII), n'avait jamais été auparavant instituteur public, mais il avait été pendant quatre ans instituteur privé à Paris, où il enseignait à ses deux élèves la grammaire française, la grammaire latine, la rhétorique, l'histoire et la géographie. Il avait publié quelques poésies qui avaient été insérées au *Mercur* de France.

ROLLAND (Jean-Michel), professeur de grammaire générale, né à Gap le 13 février 1745, était fils de forgeron et l'ainé d'une nombreuse famille¹. Après avoir fait ses études au collège de cette ville, il y fut nommé professeur de rhétorique et acquit bientôt la réputation d'un homme érudit. Il fut ensuite appelé à Lyon pour être le précepteur des enfants d'une famille riche, et de là fut nommé pro-

¹ Voici ce que raconte à son sujet Farnaud, son ami et son biographe.
« M. de Condorcet, évêque de Gap, portait le St-Sacrement à la procession de la Fête-Dieu. Non loin de la maison de Rolland père, une chapelle fut élevée dans la rue pour servir de point de repos. A peine le cortège religieux y fut arrivé qu'un dragon allumé à une fenêtre part, siffle et dépose une couronne de fleurs sur la croix de l'ostensoir. De retour chez lui, M. de Condorcet se fait dire le nom de celui qui a préparé l'artifice;

fesseur au collège de Beaujeu. Revenu à Gap, il y acheva ses études théologiques et fut ordonné prêtre ; après quoi M. D'Hugues lui confia d'abord l'éducation de ses enfants, puis le fit placer vicaire à la Motte Basses-Alpes, et enfin curé du Caire (Basse-Alpes). L'assemblée de Forcalquier le nomma député du clergé aux États généraux de 1789¹. Son mandat terminé il fut nommé commissaire du Directoire dans le canton de la Motte ; il n'abandonna ses fonctions que pour être nommé professeur à l'école centrale (an V). Ses contemporains vantaient la solidité de son jugement, l'étendue de ses connaissances, les qualités brillantes de son esprit, son civisme et son patriotisme, la douceur et la pureté de ses mœurs.

MICHEL (Jean-Jacques-Marie), professeur de physique et de chimie expérimentales, avait 33 ans (an VII). Il était docteur en médecine et avait été, pendant six ans, professeur à l'hôpital militaire de Grenoble, où il enseignait l'anatomie, la physiologie et les éléments de chirurgie.

MARTIN (Jean-Baptiste), professeur de mathématiques, était originaire de St-Eusèbe-en-Champsaur ; il était âgé (en l'an VII) de 50 ans. Il n'avait jamais été instituteur public, mais il avait été instituteur privé pendant 20 ans, et il enseignait à ses élèves les mathématiques, le français, le latin, l'histoire et la géographie.

CARLHIAN (Simon), professeur de langues anciennes, avait été professeur de belles-lettres au collège de Grenoble jusqu'en 1792, et de cette époque jusqu'au jour où il fut

il apprend que c'est un maréchal presque impotent chargé d'une nombreuse famille. Le lendemain le prélat bienfaisant honore le père Rolland d'une visite et demande à voir ses enfants. L'aîné, alors âgé de 11 ans, fixa particulièrement l'attention de M. l'évêque ; *Voilà, dit-il, une tête qui promet beaucoup...* Rolland, père... plaça son fils au collège de Gap, et là le vigilant pasteur ne tarda pas à remarquer que les progrès du jeune élève confirmaient ses pressentiments ». — Voir, à la bibliothèque de la ville de Gap, *Brochures*, 38.

¹ Une contribution patriotique ayant été votée, les curés en avaient été exemptés. Mais les députés de cet ordre déclarèrent qu'ils ne voulaient ni ne devaient profiter de cette exception. Ce fut Rolland qui fut chargé d'en faire la proposition à la tribune. Voir Farnaud, *opere cit.*

nommé à l'école centrale, il fut précepteur dans une famille. Il avait, en l'an VII, 41 ans.

LAFFREY (Dominique-Joachim), professeur de dessin, était le plus jeune des professeurs de l'école, il n'avait que 29 ans. Il était de Gap, d'une famille où nous trouvons, au cours du XVIII^e siècle, un avocat, conseiller du roi en l'hôtel de ville. Il avait étudié la peinture à Paris, et avait eu David¹ pour maître.

Quant au professeur d'histoire naturelle, GUIBERT, je n'ai trouvé sur lui aucun renseignement biographique. Il n'avait sans doute pas, je le veux bien, l'autorité scientifique qu'aurait eu notre compatriote, le savant botaniste Villars (du Noyer) qui fut professeur d'histoire naturelle à l'école centrale de Grenoble (1795-1802), ou son ami Chaix, le modeste et savant curé des Baux, mais il n'était certainement pas au dessous de sa tâche.

Ainsi les professeurs étaient tous des hommes capables; leur situation matérielle et morale ne laissait rien à désirer. C'est à eux que les administrateurs du département demandent, à cause du « vif et sincère amour de la patrie qui les distingue », de rédiger, pour la cérémonie du 2 pluviôse², des imprécations contre les parjures et une invocation à l'Être suprême ; c'est à eux qu'ils demandent des stances³ et une oraison funèbre pour la cérémonie (20 prairial an VII) en l'honneur de Bonnier et Roberjat, plénipotentiaires français assassinés à Rastadt ; c'est le professeur de dessin qu'ils chargent de faire le croquis des habitations des petits cultivateurs. — Deux des professeurs de l'école centrale, Labastie et Rolland, sont nommés conseillers municipaux de la ville de Gap en l'an VIII.

¹ David (Louis) né à Paris en 1748, peintre célèbre. Pendant la Révolution on lui confia la haute direction des arts ; sous l'Empire il fut le peintre de Napoléon. Il mourut en exil à Bruxelles (1825).

² Voir cette invocation et cette imprécation, à la bibliothèque de la Ville : Les fouillets annexés au procès-verbal de l'inauguration de l'école centrale. — Rolland composa en outre pour cette cérémonie un hymne à l'Être suprême qui fut mis en musique par Bernardy Valernes.

³ Ces stances composées par Rolland, se chantaient sur l'air du Champ du départ.

La surveillance et l'inspection des écoles centrales était dévolue, d'après les lois du 7 ventôse an III et du 3 brumaire an IV, aux administrateurs du département et aux membres du jury d'instruction publique.

Les administrateurs étaient sans doute animés des meilleurs sentiments ; nous les voyons partout désireux de contribuer à la prospérité de l'école centrale ; mais ils étaient trop absorbés de soucis divers pour qu'ils pussent exercer une surveillance efficace. D'ailleurs, quelles que fussent leur intelligence et leurs connaissances, il est permis, je crois, sans leur faire aucune injure, d'élever des doutes sur leur compétence en pareille matière. C'était avant tout des hommes politiques, choisis par les assemblées électorales à cause de leur dévouement bien connu à la République, mais point préparés aux fonctions délicates d'Inspecteurs.

Les membres du jury d'instruction s'occupèrent activement de l'organisation de l'école centrale et apportèrent beaucoup de sagesse et de circonspection au choix des professeurs. Mais là se borna, je crois, leur rôle, et jamais ils ne mirent les pieds à l'école pour inspecter les cours. Auraient-ils eu, du reste, eux aussi, assez de compétence et d'autorité pour juger et diriger les professeurs ?

Le manque de direction, le défaut de rapport et de liaison fut toujours un des principaux vices de l'organisation des écoles centrales. Pour remédier à ce défaut Roger-Martin avait proposé de placer un Inspecteur près de chaque école, et Daunou aurait voulu qu'un des professeurs fut en outre chargé des fonctions d'Inspecteur. Ces modifications ne furent point adoptées.

Nous avons vu¹ que Rolland avait été nommé receveur de l'école. Mais son rôle se bornait à tenir le registre d'inscription des élèves et à percevoir les droits qu'ils devaient acquitter ; il n'exerçait aucune direction sur ses collègues. Personne n'intervenait pour coordonner les différents cours, et indiquer une méthode commune à suivre.

¹ Bulletin du mois de juillet, page 247.

Il y avait bien eu au début¹ cinq représentants du peuple envoyés dans les départements ; mais leur mission consistait uniquement à faire connaître les difficultés rencontrées, les points de détail qu'il fallait retoucher. En somme « chacun pour soi, comme le dit Albert Duruy², et chacun chez soi, telle semble être la devise adoptée par la grande majorité des professeurs. Personne ne s'inquiète du voisin et ne cherche à lui venir en aide. Aucune vue d'ensemble, aucun concert, aucun ordre d'études arrêté en commun ».

L'école centrale de Gap eut à souffrir tout comme les autres de défaut d'entente et d'unité de direction.

III.

PENSIONS TEMPORAIRES ACCORDÉES A VINGT ÉLÈVES. —
REPRISE DU PROJET DE PENSIONNAT. — LE DÉPARTEMENT
MENACÉ D'UNE INVASION. — NOUVELLE CONSTITUTION ;
BONNAIRE, PRÉFET DU DÉPARTEMENT.

La loi du 3 brumaire sur l'organisation des écoles centrales autorisait à désigner des élèves pour 20 pensions temporaires³. Cette disposition de la loi n'avait été remplie jusqu'alors dans aucun département. Mais, vers la fin de l'an VI, la commission des dépenses du corps législatif, jugeant qu'on ne pouvait l'ajourner plus longtemps, prit des mesures pour que ce vœu fut mis à exécution à bref délai. Par une circulaire du 14 fructidor an VI, le Ministre demanda aux administrateurs du département la liste motivée des élèves qu'ils jugeaient dignes de ces pensions temporaires, fixées à 300 fr. Cette liste devait être dressée

¹ Décret du 18 germinal an III ; proposé par Lakanal au nom du comité d'instruction publique.

² *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1881 ; les écoles centrales.

³ Titre V, art. 8. — La nation accorde à vingt élèves dans chacune des écoles mentionnées dans les titres II et III de la présente loi, des pensions temporaires dont le maximum sera déterminé chaque année par le corps législatif. Les élèves auxquels ces pensions devront être appliquées seront nommés par le Directoire exécutif, sur la présentation des professeurs et des administrations de département.

par les professeurs de l'école centrale et soumise à l'approbation des administrateurs; elle devait comprendre 20 élèves choisis parmi les fils de fonctionnaires et de défenseurs de la patrie, ou parmi les enfants de familles nombreuses et indigentes.

Dans le département des Hautes-Alpes, cette liste fut dressée de la manière suivante : l'administration centrale envoya, le 11 pluviôse, aux administrations municipales des chef-lieux de canton, une circulaire les invitant à présenter, après entente avec les administrations municipales des communes, quatre candidats, avec indication des titres qu'ils avaient aux libéralités de la nation. C'est dans ces listes que les administrateurs de concert avec les professeurs devaient choisir ceux qui seraient proposés au Directoire pour participer aux bourses créées par la loi de brumaire.

La plupart des administrateurs mirent peu d'empressement à s'occuper de ce qu'on leur demandait. Un très petit nombre répondirent et envoyèrent leurs listes sans délai. Plusieurs ne donnèrent aucune réponse, et l'administration centrale dut envoyer une seconde circulaire et renouveler ses instructions au mois de germinal. Alors enfin les retardataires répondirent s'excusant de leur négligence. Les administrateurs de Mont-Lyon (Mont-Dauphin) prétendirent n'avoir point reçu la circulaire du 11 pluviôse; ceux de Tallard dirent que le retard provenait du seul désir de faire tomber leur choix sur des sujets capables par leurs connaissances premières de fréquenter avec succès l'école centrale. Mais le nombre des candidats était très restreint et ils ne pouvaient présenter qu'un seul sujet, Daniel Faure. Cette disette de candidats s'était du reste fait sentir dans plusieurs cantons. A Briançon, malgré la plus grande publicité donnée à la circulaire de l'administration centrale, une seule demande s'était produite. La principale raison en était que le secours accordé n'était pas suffisant pour le complet entretien d'un élève près de l'école centrale; et la famille devait prendre l'engagement de subvenir au surplus de la dépense.

Quand les administrateurs eurent reçu les propositions

des différents cantons, ils arrêterent la liste définitive des 20 futurs boursiers de la nation¹.

Des 38 cantons dont se composait alors le département des Hautes-Alpes, 19 seulement avaient présenté des candidats; les administrateurs d'Aspres, Chabottes, la Bâtie-Neuve, Lagrave, La Roche, Montmorin, Orcière, Ribiers, St-Clément, St-Etienne, St-Eusèbe, St-Julien, Savines, Val-des-Prés, Villard-St-Pancrace et Ville-Vieille n'avaient rien envoyé. Le canton de Gap ne comprenait que la ville et on avait pensé que les enfants de ce canton pouvaient toujours suivre les cours, s'ils le voulaient.

Quand la liste définitive fut arrêtée, on invita les 20 jeunes gens choisis, à se munir d'un matelas, de drap de lits, d'un couvert, de 4 serviettes, d'un habillement décent et propre mais sans luxe, et à se rendre à Gap.

L'admission de ces élèves impliquait l'organisation d'un pensionnat. Nous avons vu que le Ministre conseillait beaucoup cette création²; nous savons que trois professeurs, à la fin de l'an V, avaient pris l'initiative d'en ouvrir un dans l'école centrale même, et que leur projet avait échoué à cause de l'état de délabrement où était le bâtiment. Quand on crut l'avenir de l'école assuré et sa création définitive, quand on la vit prospérer, on reprit l'idée de ces professeurs, et on commença les travaux de réparation nécessaires. Les administrateurs du département avaient demandé et obtenu la somme de 6.000 fr. pour frais de premier établissement et 700 fr. pour réparations urgentes³.

¹ Voir à la fin de cet article la liste des candidats présentés par les divers cantons.

² « Je vous invite à continuer de montrer, de concert avec les professeurs, le même zèle et la même activité pour les progrès de l'instruction et surtout à vous occuper de l'établissement d'un pensionnat près de votre école centrale ». — Lettre du 30 frimaire an VII.

³ Le projet de l'école proposé par l'administration pour l'an VII, s'élevait à 34.900 fr. se décomposant ainsi qu'il suit : traitement des professeurs et du bibliothécaire 20.000 fr.; réparation des locaux 700 fr.; dépenses du premier établissement 6.000 fr.; menues dépenses 600 fr.; salaires des employés 1.000 fr.; pension de 20 élèves à 300 fr. chacun, 6.000 francs, distribution des prix 600 francs.

L'école centrale allait donc enfin fonctionner d'une manière régulière et complète. Les administrateurs se félicitaient de voir leurs efforts couronnés de succès; les professeurs se réjouissaient à la pensée de voir le nombre de leurs élèves doublé. Les demandes d'inscription pour les pensionnaires étaient arrivées nombreuses des divers points du département; le jour avait été fixé pour la rentrée des pensionnaires; les boursiers avaient déjà été appelés à Gap, et, en attendant que le local fut complètement réparé, on les avait logés chez des particuliers.

Tout à coup la nouvelle se répandit que l'armée d'Italie, vaincue, battait en retraite et se repliait vers Briançon. De nombreux déserteurs entraient chaque jour dans le département; le 12 floréal, un arrêté de l'administration centrale mit sur pied la garde nationale des cantons de Guillestre, d'Abriès, de Ville-Vieille, du Villard-St-Pancrace, du Val-des-Près, du Monétier et de la Salle pour les arrêter à la frontière.

Bientôt ce ne fut plus aux déserteurs qu'il fallut barrer le passage, mais bien aux armées ennemies. Le département courait grand danger d'être envahi; Briançon, Mont-Lyon, le fort Queyras étaient dépourvus de canons, de munitions, de subsistances¹. L'administration centrale se déclare en permanence; délègue un de ses membres, Rossignol, et son secrétaire, Farnaud, à Briançon, pour faire des réquisitions de blé, de farine, de fourrages, de chevaux; ordonne aux administrations municipales de fournir des charrettes pour les transports; organise la garde nationale dans tous les cantons, tire des gendarmes du bas du département pour assurer le service des correspondances avec Briançon; envoie Romane à Grenoble pour demander des instructions et des secours; lance une proclamation pour rassurer les populations sur la retraite de l'armée d'Italie, les engage à s'abstenir de tout affolement, mais à se tenir prêts à marcher. Le 21 floréal, à 2 heures du matin, en apprenant que l'ennemi est sur le point d'entamer la frontière, elle ordonne la levée en

¹ Arrêtés de l'administration centrale du 16 et du 17 floréal.

masse de tous les hommes non mariés de 18 à 36 ans; adresse un chaleureux appel à tous les anciens soldats; requiert 7.000 quintaux de grains, 2.000 de foin et 2.400 boisseaux d'avoine. Heureusement une lettre du général Ledoyen vint annoncer quelques jours après¹ que les austro-russes avaient été repoussés, et l'on respira.

Mais le 12 prairial, nouvelle alerte; le danger est plus pressant que jamais; l'ennemi est au Mont-Genèvre; la Durance emporte la route entre Chorges et Savines; les ennemis de la République parlent de lettres à ouvrir partout à jour fixe et contenant de graves nouvelles; tout le département est dans l'inquiétude et l'agitation; l'administration redouble d'activité; toutes les municipalités sont déclarées en permanence; toutes les gardes nationales sont en activité; de nouvelles réquisitions de blé, de vin, d'eau-de-vie, de fourrages sont faites; des relais de mulets et de chevaux sont organisés, ainsi que des postes de gardes nationaux pour assurer les communications avec Grenoble et Briançon; sur l'ordre de Moreau des soldats occupent le fort de Tournoux et s'assurent les communications par le col de Vars; Labastie, puis Maigre courent à Grenoble dépeindre l'état critique où se trouve le département; l'ingénieur Janson fait en toute hâte réparer les dégâts causés par la Durance.

L'hôpital de Gap était bondé de blessés; bientôt à toutes ces alarmes, vinrent s'ajouter des bruits d'épidémie causés par l'affluence des malades. Pendant les 5 derniers mois de l'an VII et les 3 premiers de l'an VIII, tout le département resta ainsi debout, les yeux fixés sur la frontière; tout ce qu'il y avait de valide était occupé les uns à garder la frontière et les places, les autres à monter des canons dans les forts; ceux-ci à réparer les routes, ceux-là à transporter des vivres et des munitions. Et lorsqu'enfin tous les périls furent conjurés, on put féliciter les administrateurs d'avoir montré une activité infatigable et le département entier d'avoir fait preuve du plus ardent

¹ Le 30 floréal.

patriotisme¹ ; mais au milieu de ce va-et-vient continuel de mulets, de chevaux, de charrettes, de fuyards, de blessés, de conscrits, de gendarmes, d'artilleurs, de terrassiers, qu'était devenue l'école centrale?

Un grand nombre d'élèves avaient quitté l'école pour la caserne, et les livres pour les armes ; les autres s'attendant de jour en jour à être appelés à leur tour, négligeaient leurs études. D'ailleurs, l'administration départementale, tout entière aux difficultés de la guerre, ne put s'occuper de l'examen de fin d'année ; toutes ses ressources étaient épuisées, toutes les caisses à sec ; plus d'argent pour acheter des prix ; les élèves sachant qu'il n'y aurait pas d'examen, ne vinrent plus aux cours.

Les professeurs eurent beaucoup à souffrir de l'état de détresse où se trouvait le département. Jusque là ils avaient été payés régulièrement, mais à partir du jour où la guerre vint absorber toutes les ressources, ils restèrent plusieurs mois sans toucher de traitement. A toutes leurs demandes l'administration centrale et le Receveur général répondaient qu'ils étaient sans argent, que les caisses étaient vides, épuisées par les passages de troupes. Le 13 fructidor ils s'adressèrent directement au Ministre, ils n'obtinrent qu'en partie satisfaction. Le 20 vendémiaire Rolland, dans une lettre adressée au Ministre, dit que leur situation n'a pas changé. A la fin du mois de frimaire an VIII, ils adressèrent une nouvelle plainte au Ministre ; il leur était dû presque tout le traitement d'une année.

Cette situation était certes peu favorable à la prospérité de l'école centrale. A la rentrée de l'an VIII, il ne se présenta pas d'élèves. Les esprits étaient, comme nous l'avons

¹ « A partir du 16 floréal où on apprit les revers de l'armée d'Italie, ce département si petit et si pauvre a fourni pour l'approvisionnement du siège des places fortes du département et de Fénestrelles, exécuté le service journalier des fournitures nombreuses portées sur la frontière, maintenu celui des étapes, payé de ses denrées, souscrit volontairement à un emprunt en numéraire proposé par l'administration centrale pour secourir le service des étapes et exécuter les transports sur les frontières... etc. ». Annuaire de l'an VIII pour le département des Hautes-Alpes.

vu, préoccupés de trop graves questions, pour songer à l'instruction.

Cependant à Paris s'étaient produits des événements qui devaient exercer une grande influence sur les destinées des écoles centrales. Bonaparte, revenu d'Egypte, avait fait le coup d'Etat du 18 brumaire, et quelques jours après la Constitution de l'an VIII concentrait tous les pouvoirs entre les mains des consuls et plaçait à la tête de chaque département un préfet. Le 11 ventôse, Bonnaire (du Cher), ex-législateur, fut nommé préfet des Hautes-Alpes, et le 11 germinal, il prenait possession de son poste.

Avec les hommes nouveaux qui arrivaient au pouvoir, nous voyons apparaître aussi de nouvelles idées sur l'enseignement, de nouveaux plans d'instruction. Une circulaire ministérielle du 29 germinal autorisa les préfets à liquider avec les centimes additionnels les dépenses faites pendant l'an VII et l'an VIII pour l'entretien aux frais de l'État de vingt pensionnaires auprès des écoles centrales, mais en même temps on les prévenait qu'à partir de l'an IX cette autorisation cesserait. On comptait prendre avant cette époque des mesures, « plus justes et plus conformes au bien général de l'instruction publique ».

A cette circulaire Bonnaire répondit que le vœu de la loi du 3 brumaire an IV, relativement au pensionnat à établir près des écoles centrales, n'avait point été rempli dans le département; que l'administration centrale s'en occupait, lorsque les revers de l'armée d'Italie l'avaient jetée dans des embarras qui ne lui avaient plus permis de suivre cet important objet; que d'ailleurs un obstacle presque invincible se serait opposé à sa bonne volonté, c'était l'insuffisance des centimes additionnels qui n'avaient pas même permis de payer aux fonctionnaires publics un traitement qu'ils réclamaient pour plus de 15 mois.

La situation faite à l'instruction dans le département avait attiré son attention dès son arrivée et il voyait avec peine la jeunesse livrée à l'oisiveté. Mais il ne crut pas pouvoir rouvrir l'école avant l'an IX.

IV.

RÉOUVERTURE DE L'ÉCOLE CENTRALE EN L'AN IX. — LES CONSEILS GÉNÉRAUX ET LES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT CONSULTÉS SUR LES RÉFORMES PROJÉTÉES. — RENTRÉE DE L'AN X. — LOI DU 11 FLORÉAL AN X SUPPRIMANT LES ÉCOLES CENTRALES.

Le premier soin du nouvel administrateur fut de réorganiser le jury d'instruction publique. Nous avons vu que l'administration centrale, contrairement aux dispositions de la loi du 3 brumaire, l'avait composé de six membres au lieu de trois. Le 6 brumaire an IX, Bonnaire prit l'arrêté suivant :

« Vu l'article 2 du titre I de la loi du 3 brumaire an IV sur l'organisation de l'instruction publique ;

« Considérant que ce ne fut que par erreur que l'administration centrale en nommant le jury le composa de six membres au lieu de trois ;

« Considérant d'ailleurs qu'il importe au bon ordre, à l'exactitude de la surveillance dans la tenue de l'école centrale, que les membres du jury soient choisis parmi les citoyens qui habitent la commune dans laquelle est fixée cette école ;

« Le Préfet des Hautes-Alpes arrête :

« Le jury d'instruction publique est composé des citoyens Blanc, juge au tribunal civil de première instance de Gap, Moynier-Dubourg et Romane, hommes de loi, demeurant dans la même commune ».

Il avait déjà rédigé une proclamation destinée à être affichée dans toutes les communes du département. Dans cette proclamation il exprimait le regret de voir l'école centrale déserte, montrait en termes très vifs les inconvénients de l'ignorance et invitait fortement les pères de familles à mieux veiller aux intérêts de leurs enfants. Le 3 brumaire en même temps qu'il envoyait plusieurs exemplaires de sa proclamation pour la soumettre à l'approbation du gouvernement, il adressait au Ministre une lettre ainsi conçue : « J'ai vu avec peine que, tandis que le gou-

vernement fait des sacrifices pour réparer l'instruction publique dans tous les départements, les pères de famille de celui que je suis chargé d'administrer méconnaissent en général ce bienfait et montrent une insouciance qui ne peut qu'être infiniment funeste à eux et à leurs enfants.

« C'est à cela qu'il faut attribuer le petit nombre d'écoliers qui fréquentent l'école centrale et la dissipation à laquelle ils sont constamment livrés, lorsqu'ils pourraient employer leur temps d'une manière bien plus utile.

« J'ai pensé que la rentrée prochaine me fournirait une occasion de rappeler les pères de famille à leurs devoirs, en même temps qu'elle devait m'engager à tenter de nouveaux efforts pour rendre les écoles plus fréquentées. . .

« Les professeurs se proposent d'établir un pensionnat. J'ai reconnu effectivement que sans cet établissement, l'école centrale ne pouvait avoir qu'une faible consistance dans un pays où la jeunesse livrée dès l'enfance à l'oisiveté a besoin d'être contenue et surveillée par des hommes aussi éclairés qu'ils sont attachés à leurs devoirs. Je me propose de l'encourager autant qu'il me sera possible, persuadé que le gouvernement verra avec plaisir des efforts qui n'ont pour but que de procurer à la patrie des citoyens dignes de ses grandes destinées ».

La réouverture de l'école centrale eut lieu le 5 frimaire. A 10 heures du matin les autorités constituées et les fonctionnaires publics se réunirent en costume dans la grande salle de la préfecture. Le préfet, le secrétaire général et les conseillers de préfecture se joignirent à eux et aussitôt le cortège, précédé de la musique, escorté de la compagnie des vétérans, se rendit dans la salle de la société dramatique préparée et ornée pour la cérémonie.

Le préfet prononça un discours dans lequel il fit sentir les inconvénients qui résultaient du vide qui avait régné dans l'éducation de la jeunesse; il rappella les avantages que présentaient les écoles centrales et se plaignit amèrement de ce que depuis un an celle de Gap était désertée; il attribua cet abandon à l'insouciance des pères de famille qui avaient laissé croupir leurs enfants dans la plus accablante oisiveté, puis leur rappela les avantages de l'édu-

cation et de l'étude des sciences et les invita fortement à stimuler enfin leurs enfants et à les obliger à mettre au nombre de leurs devoirs celui de fréquenter les écoles nationales.

Après ce discours le préfet dit que, Labastie ayant donné sa démission de professeur de législation, le jury central avait nommé à sa place le citoyen Pierre-Jean-Marie Lafont, présent à la séance, et invita celui-ci à faire la déclaration prescrite par la loi du 21 nivôse an VIII. Lafont se leva et dit : « Je promets d'être fidèle à la Constitution ».

Rolland, professeur de grammaire générale, prononça ensuite un discours sur l'enseignement en général et sur l'utilité de l'établissement des écoles centrales. Il déplora l'aveuglement des jeunes gens qui s'en éloignaient et des pères de famille qui ne sentaient pas qu'il était de leur devoir d'obliger leurs enfants à les fréquenter. Après cela, il lut le programme du cours d'enseignement de cette année. Tous les professeurs prononcèrent à leur tour un discours sur la partie qu'ils devaient enseigner et en donnèrent le programme.

Le 11 du même mois, Bonnaire écrivit au Ministre de l'intérieur la lettre suivante : « J'ai pensé que le nouveau plan projeté pour l'organisation de l'instruction publique, ne devait point empêcher la rentrée de l'école centrale de ce département. L'année dernière tous les cours avaient été déserts et je voyais avec peine les jeunes gens livrés à l'oisiveté, à l'ignorance et négligeant les sources d'instruction que la loi avait mises à leur portée. J'ai donc cru devoir donner un peu d'apparat à la rentrée. Je l'avais fait précéder d'une proclamation adressée aux pères de famille à qui je reprochais leur indifférence sur le sort futur de leurs enfants. Toutes les autorités constituées ont assisté à la cérémonie ; j'y ai prononcé un discours analogue à la circonstance ; chaque professeur a donné le programme de son cours, et des morceaux de musique exécutés par des jeunes gens ont achevé de donner à cette rentrée un caractère de solennité. J'espère, au moyen de cet appel public aux pères de famille et à la jeunesse, que les cours

seront plus fréquentés que par le passé et n'y eût-il que quelques élèves qui profitassent des leçons des maîtres, ce sera toujours une conquête sur l'ignorance, en attendant les améliorations que vous avez proposées ».

Bonnaire n'eut pas la satisfaction de voir l'effet répondre à ses louables efforts. Peu d'élèves suivirent les cours pendant l'an IX. L'école centrale était condamnée à disparaître ; on le savait, et on s'abstenait, comme on l'avait fait au début, alors que son existence était encore discutée et incertaine.

La réorganisation de l'enseignement dont parle le préfet dans la précédente lettre se préparait du reste à Paris. Le 25 ventose, Chaptal adressa la circulaire suivante aux préfets.

« Monsieur le Préfet,

« Une école centrale par département ne suffit pas à l'instruction publique. Depuis dix ans on réclame de toutes parts le rétablissement de ces collèges florissants, où une jeunesse nombreuse trouvait une instruction facile et suffisante.

« C'est au moment où la paix continentale appelle l'attention gouvernementale sur tous les genres d'amélioration dont nos institutions sont susceptibles qu'il doit porter ses regards sur la première et la plus puissante de toutes, l'instruction publique.

« Mais pour ne plus rien donner à la théorie trompeuse des illusions et assurer à la fois à la jeunesse française une instruction convenable et pourtant appropriée aux moyens, aux besoins, aux convenances, aux localités, je vous invite à me fournir une réponse prompte et exacte aux questions suivantes.

« Vous profiterez de la session actuelle des conseils d'arrondissement pour obtenir des renseignements : 1° sur le nombre des établissements d'instruction publique dans l'arrondissement avant la Révolution ; 2° sur le nombre des élèves et des maîtres ; 3° sur le genre d'instruction ; 4° sur les ressources ou revenus ; 5° existe-t-il encore de dispos ou de non aliénés des bâtiments autrefois consacrés

à l'instruction publique et quel est leur état? 6° existe-t-il encore des revenus? 7° les anciens professeurs ou maitres vivent-ils encore? 8° opinion du conseil d'arrondissement sur les avantages de ces maisons d'éducation ».

Comme on le voit, ce nouveau plan d'instruction n'annonçait rien autre chose qu'un retour aux anciens systèmes des collèges. La République allait disparaître et avec elle les écoles qu'elle avait créées. Le préfet transmit cette circulaire aux sous-préfets de Briançon et d'Embrun. Le 15 floréal, on lui adressait la réponse du conseil d'arrondissement de Briançon; le 2 prairial, celle de celui d'Embrun, et, le 27 du même mois, il les transmettait à Paris avec l'avis de celui de Gap. Tous les arrondissements s'étaient montrés favorables à la réforme et tous avaient émis le vœu que chaque arrondissement fut doté d'un collège.

Le conseil général avait été consulté de son côté; voici sa réponse « En l'an IV une école centrale fut établie à Gap, mais soit défaut de faculté des habitants des parties frontières du département, soit vice de l'institution même de ces sortes d'établissements qui supposaient dans les élèves des connaissances qu'ils n'avaient pu acquérir par l'absence d'autres études préliminaires, l'enseignement a totalement cessé; il est actuellement nul.

« Le rétablissement d'un collège à Embrun et d'un autre à Gap, composés chacun d'un principal ou directeur et de six professeurs, serait l'établissement le plus convenable à l'intérêt des habitants de ce département.

« La somme actuellement accordée à l'école centrale pour le traitement des professeurs ou pour diverses dépenses, et qui est de 26.000 francs, suffirait pour le traitement des professeurs de ces deux collèges, pour les frais d'entretien et autres menus frais de ces nouveaux établissements.

« Le conseil général, convaincu de l'inutilité de l'institution actuelle des écoles centrales et de la nécessité de les remplacer par l'établissement de deux collèges, espère de la sollicitude du gouvernement qu'il voudra bien prendre cette demande en considération et qu'il fera renaître dans

cette contrée malheureuse l'instruction publique sans laquelle il ne peut exister ni moralité ni prospérité publique ».

En même temps qu'il transmettait la réponse des corps élus du département, le préfet adressa au Ministre le rapport suivant : « La Révolution a porté un coup funeste à l'instruction publique dans ce département. Tous les établissements anciens sont détruits et l'école centrale qui les remplace ne compte presque point d'élèves.

« Les écoles centrales ont eu ailleurs de plus heureux résultats ; dans certains départements elles ont avantageusement remplacé, effacé même les anciens collèges ; elles deviennent un foyer de lumières, l'espérance des sciences et des arts ; mais dans d'autres, elles ne sont recommandables que par les lumières et le zèle des professeurs ; les cours désertés ou abandonnés attestent la dissipation des jeunes gens et l'insouciance funeste des pères de famille.

« En vain affecte-t-on de s'élever contre l'organisation de ces écoles, de s'excuser sur les méthodes d'enseignement qui y sont adoptées. La véritable raison de leur abandon, n'est que trop souvent un éloignement marqué pour tout ce qui a tenu et tient au nouvel ordre de choses.

« On avait senti depuis longtemps qu'il y avait un trop grand intervalle entre les écoles primaires et les écoles centrales, et ceux-là même qui rejetaient toute idée des écoles secondaires auraient voulu que les cours des écoles centrales fussent rendus plus élémentaires et dès lors à la portée de ceux qui auraient parfaitement possédé tout ce qu'on devait enseigner dans les écoles primaires.

« D'ailleurs l'enseignement de l'école centrale du département fût-il rendu plus élémentaire, il y aurait toujours cet inconvénient, c'est que son éloignement, dit-on, des villes frontières la rendrait inutile pour la plupart des jeunes gens qui habitent le Briançonnais et l'Embrunais. On est trop pauvre dans ce pays pour subvenir aux frais d'une pension très chère, et on ne se détermine à aller chercher l'instruction qu'autant qu'elle est, pour ainsi dire,

sous la main et qu'elle n'occasionne pas de grandes dépenses.

« Je crois donc qu'indépendamment de l'école centrale, *qui doit être conservée pour l'instruction de ceux qui se sentent appelés vers la haute science*, une école secondaire par arrondissement devient indispensable ».

Ainsi Bonnaire, malgré le vœu exprimé par le conseil général et les conseillers d'arrondissement, demandait le maintien de l'école centrale tout en proposant de créer une école secondaire dans chaque arrondissement. Les causes du peu de succès qu'avait eu l'école centrale de Gap, les besoins du département au point de vue de l'instruction sont analysés avec beaucoup de sagacité dans ce rapport, tout à fait digne de l'ex-législateur qui s'était longtemps occupé des questions relatives à l'enseignement, et qui avait présenté au conseil des Cinq Cents (19 brumaire an VII) un rapport sur les écoles centrales, où il proposait des améliorations notables dans leur organisation¹.

Mais, en attendant que le nouveau plan d'éducation fût élaboré et que les nouveaux établissements d'instruction publique fussent ouverts, l'école centrale poursuivait péniblement son cours. Le 1^{er} brumaire de l'an X, à l'occasion de la rentrée, Bonnaire adressait à ses administrés une nouvelle proclamation encore plus vive et plus pressante que celle de l'an IX.

« Citoyens, dit-il, depuis cinq ans une école centrale est établie dans le chef-lieu du département, et depuis lors, malgré le zèle de vos magistrats, cette école a été déserte. L'espoir du gouvernement a donc été trompé et cependant il fait pour cet objet toutes les années des sacrifices considérables. Une indifférence aussi coupable ne peut être attribuée qu'à l'insouciance des pères de famille trop peu sensibles à ces bienfaits du gouvernement, ils n'ont pas mieux connu ce que leur prescrivaient les devoirs de la postérité et leur propre intérêt. Les habi-

¹ Voir *l'Enseignement supérieur en France, 1789-1889*, par M. Liard; livre II, chap. 7, page 297 et suivantes.

tants de la commune de Gap qui avaient tant de moyens de profiter de l'avantage de l'instruction publique sont surtout bien blâmables ; ils ont laissé écouler les belles années de leurs enfants sans faire attention aux sollicitations pressantes qui leur ont été faites par l'autorité, et ce temps passé dans l'oisiveté ou la dissipation n'est-il pas une perte irréparable ? Désormais où puiseront-ils les principes de l'instruction ? De quoi seront-ils capables le reste de leur vie ? Où trouvera-t-on au milieu de la génération future des magistrats, des juriconsultes, des artistes, des hommes instruits !... Si vous portez, citoyens, vos regards vers l'avenir et cet avenir n'est pas loin, vous y verrez un vide affreux ; l'idée en est déchirante, quand on considère surtout qu'il est le fruit de votre indifférence ou de votre faiblesse.

« Les écoles centrales vont s'ouvrir pour la sixième fois ; je déclare et mon devoir m'y oblige que si les cours ne sont pas mieux suivis que les années précédentes, je ne pourrai me dispenser d'en référer au gouvernement. Si cette mesure prive ce département du bienfait d'une instruction d'un degré supérieur, si elle tend à changer les projets qu'on aurait pu avoir pour cette localité dans le nouveau travail qui se prépare concernant ces sortes d'établissements, ce ne sera qu'à votre insouciance qu'il faudra l'attribuer. Pour moi j'aurai rempli mes obligations, en vous donnant à ce sujet un dernier avis que me dicte l'intérêt que je prends à un pays si disgracié de la nature et qui a besoin sous tant de rapports de fixer la sollicitude du gouvernement ».

Pères de famille et jeunes gens restèrent sourds à ces reproches et à ces menaces, et l'école centrale n'eut, durant le cours de l'an X, qu'un petit nombre d'élèves. On espérait voir s'ouvrir bientôt les collèges dont le conseil général avait demandé la création, et on attendait. Le 26 nivôse, le préfet appelé à Lyon, à l'occasion du passage du premier consul, lui remit un mémoire dont la conclusion était que dans notre département l'instruction publique étant nulle et l'école centrale n'ayant qu'une demi-activité, il importait que les changements projetés

dans l'organisation de l'instruction publique s'opérassent rapidement, afin de fixer les idées et de ne plus laisser de prétexte à la négligence de la plupart des pères de famille.

Une circulaire ministérielle du 19 pluviôse avait invité les préfets à se conformer à un arrêté des consuls du 19 ventose, et à renouveler les jurys d'instruction publique. Le 10 ventose, Bonnaire désigna, pour faire partie du jury central, Farnaud, secrétaire général, Labastie, président du tribunal criminel, et Sigaud, ingénieur en chef.

Les changements annoncés depuis deux ans et attendus avec tant d'impatience arrivèrent enfin. Un discours prononcé, le 30 germinal, au corps législatif par Fourcroy, exposa les bases de la nouvelle organisation. Tout en reconnaissant que les établissements créés par la loi du 3 brumaire, étaient dirigés d'après des vues plus grandes et plus libérales que les anciens collèges et les universités qu'ils avaient remplacés, il avouait qu'elles n'avaient point obtenu tout le succès que le législateur en avait espéré, et il annonçait le dessein de corriger les défauts que six années d'existence avaient montrés dans l'institution des écoles centrales. Le gouvernement, rejetant les formes anciennes des universités dont la philosophie et les lumières appelaient la réformation depuis un demi-siècle, et qui n'étaient plus d'accord avec les progrès de la raison, ne voyant dans les écoles centrales que des institutions trop nombreuses, trop également, trop uniformément organisées pour des départements inégaux ou variés en population, en ressources et en moyens, prenait ce que chacun avait de bon et en faisait disparaître les abus. Pour cela on proposait la création d'écoles secondaires destinées à l'enseignement des connaissances littéraires et des premiers éléments des sciences, et des lycées pour remplacer les écoles centrales, à raison de un par arrondissement de tribunal d'appel.

Dans un rapport présenté au tribunal le 10 floréal, Jard-Pauvillier proposa de considérer comme école secondaire toute école établie par des particuliers ou par des communes où l'on enseignerait le latin, le français, les éléments de la géographie, de l'histoire et des mathématiques.

En outre il jugeait nécessaire d'établir une école secondaire au chef-lieu de chaque arrondissement, car, avec les lycées, les deux tiers des départements auraient été privés des moyens d'instruction et les élèves auraient été obligés d'aller chercher au loin l'enseignement dont auparavant les écoles centrales offraient l'avantage.

Enfin après de nombreux discours prononcés soit au tribunal soit au corps législatif¹, l'ensemble de la nouvelle loi sur l'enseignement fut voté le 11 floréal an X (1^{er} mai 1802). Entre les écoles primaires et les écoles spéciales², elle créait : 1^o *des écoles secondaires* établies soit par les communes soit par des particuliers, où on enseignerait les langues latine et française, les premiers principes de la géographie, de l'histoire et des mathématiques ; 2^o *des lycées*, à raison d'un par arrondissement de tribunal d'appel (29 en tout), où l'on enseignerait les langues anciennes, la rhétorique, la logique, la morale et les éléments des sciences mathématiques et physiques, avec un minimum de 8 professeurs.

Les écoles centrales étaient donc légalement mortes à partir de ce jour, mais elles ne devaient fermer leurs portes qu'à fur et mesure de l'organisation des lycées³. Celle de Gap vécut encore jusqu'à la fin de l'an XII ; quelle fut sa fortune durant ce laps de temps, nous le verrons dans la quatrième et dernière partie de cette notice.

F.-N. NICOLLET,

Professeur au Lycée.

¹ Rapport présenté au tribunal par Jacquemont le 4 floréal ; discours prononcés au tribunal le 6 floréal par Challan et Chassiron, le 7 par Duchesne, le 8 par Siméon, Carret, Duvidal et Daru ; au corps législatif par Siméon le 11 floréal, etc.

² La loi comprend neuf titres : I, division de l'instruction ; II, des écoles primaires ; III, des écoles secondaires ; IV, des lycées ; V, des écoles spéciales ; VI, de l'école spéciale militaire ; VII, des élèves nationaux ; VIII, des pensions nationales ; IX, dispositions générales.

³ « Les lycées correspondant aux arrondissements des tribunaux d'appel devront être entièrement organisés dans le cours de l'an XIII de la République. A mesure que les lycées seront organisés le gouvernement déterminera celles des écoles centrales qui devront cesser leurs fonctions ».

— Titre IV, art. 22.

TABEAU DES CANDIDATS PRÉSENTÉS
POUR OBTENIR UNE PENSION TEMPORAIRE DE 300 FRANCS.

CANTONS	CANDIDATS PROPOSÉS	ADMIS
Abriès.	Chaffrey Merle, d'Abriès. Pierre Richard, id. André Chasse, d'Aiguilles. François Brun, de Ristolas.	Chaffrey Merle.
Baratier.	Joseph Bertrand, de St-André. Théodore Tholozan, des Orres. Laurent Lagier, de St-Sauveur. Marcellin Michel, de St-André.	Joseph Bertrand. Théodore Tholozan.
Briançon.	Joseph - Antoine Ollagnier, de Briançon.	Joseph-Antoine Ollagnier.
Chorges.	Nicolas Troussel, de Chorges.	Nicolas Troussel.
Embrun.	Joseph - Alexandre - Benoît Ardoin, d'Embrun. Jacques Jacquier, d'Embrun. Mathieu-Michel Blanc, Jacques-Hyacinthe Pellissier.	Jacquier ¹ .
Guillestre.	Guillaume Robert, de Guillestre. Louis Pons, de Vars. Jean-Baptiste Pons, de Vars. Jacques Garnier, de Risoul.	Robert ² .
L'Argentière.	Étienne Vial, de la Bessée.	Vial.
La Saulce.	Joseph-François Chevalier, de La Saulce. Jean-Bernard Rambaud, de Sigoyer. François Rostaing, Joseph Rambaud, de Fouillouse.	Chevalier.

¹ Voici les titres que ce jeune homme, âgé de 14 ans, avait aux libéralités de la nation. Son père était mort, lui étant encore au berceau, et avait laissé, avec une fortune au-dessous du médiocre, 6 enfants, dont 4 garçons et 2 filles. Des 4 garçons, les deux aînés, entrés dès le début de la révolution dans le 1^{er} bataillon des volontaires des Hautes-Alpes, moururent tous les deux pour la défense de la patrie à l'armée des Pyrénées-Orientales; — le troisième, dès l'âge de la conscription entra dans le bataillon des tirailleurs de la frontière; après avoir été à l'armée du nord, il passa à l'armée d'Italie, puis alla en Corse, et enfin à Malte, lorsque cette île fut prise par les Français. — Sa mère était la sœur de Blanc (Jean-Louis), commissaire au directoire près le tribunal correctionnel d'Embrun.

² Son père était instituteur, et il se destinait lui-même à l'enseignement.

CANTONS	CANDIDATS PROPOSÉS	ADMIS
Le Monétier.	Brun, Barrelle, Claude-Bernard Bompard, de La Salle.	Bompard.
Mont-Lyon.	François-Antoine Duffour, de Mont-Lyon. Reymond Reymond, François Brun, Pierre Gouirand,	Duffour.
Orpierre.	Alphonse Touil, d'Orpierre. Jean-François Michel, id. Joseph Hugues, de Lagrand. Balthasar Bontoux, de Tres- cléoux.	Bontoux.
Remollon (en remplace- ment de Tallard).	Joseph-Étienne Blanchard, de Remollon.	Blanchard.
St-André-de- Rosans (et Laragne).	Hippolythe, Montlahuc, de Serres.	Montlahuc.
St-Bonnet.	Jacques Gaillaud, de St-Bonnet. Jean-Pierre Chaix, id. Jean Faure, de Poligny. Joseph Escallon, de la Fare.	Faure.
St-Firmin.	Jean-Pierre Prel, d'Aspres. Alexandre Nebon, de St-Firmin. Timothée Lagier, de St-Jacques. Jean Guibert, de Guillaume Pé- rouse.	Prel.
Sorres.	Pierre Jonc, de La Bâtie-Mont- saléon. François Corréard, de Serres. Etienne Blaisot, id. François Ponco, de Peyre.	Corréard ¹ .
Vallouise.	Honoré Roux, de Ville-Vallouise. Sébastien Roux, id. Jean-Pierre Lagier, du Villard. Pierre-Étienne Allicy, de La Pisse.	Honoré Roux. Lagier.
Veynos.	Jean-Joseph Fiard, de Veynos. Jacques Arnoux, id. Jean-Jacques Roux, id. Pierre-Pierre Callandro, id.	Fiard.

¹ Une lettre de Bastide, membre du jury d'instruction de Serres, présentait Corréard comme le candidat le plus méritant, sachant bien lire et écrire, et connaissant à peu près les quatre règles d'arithmétique.

GEORGES ROUX-LA-CROIX

L'auteur du mémoire statistique sur le Briançonnais, en 1747, que vient de publier M. J. Roman, dans les deux derniers numéros du *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, est certainement inconnu du plus grand nombre des lecteurs du *Bulletin*. C'est pourquoi, nous avons pensé qu'il y aurait quelque utilité à le leur faire connaître, en leur communiquant les notes que nous possédons sur ce compatriote et que nous avons puisées dans les archives municipales de Briançon.

Georges Roux-la-Croix appartenait à une ancienne et honorable famille de la bourgeoisie de Briançon, originaire de Vallouise, et qui dès le XVI^e siècle jouait un rôle important dans cette ville, à côté de celles des Fantin et des Ferrus.

Il était fils de Jean-Antoine Roux-la-Croix, président-juge des traites¹ du département des montagnes du Haut-Dauphiné, et de Madeleine Prat². Peu de temps avant sa mort, arrivée en 1734, Jean-Antoine Roux avait acheté de François Prat ou Duprat, correcteur de la Chambre des Comptes, et de Claudine Duprat, veuve de M. Montey-

¹ Les tribunaux des *Traites* connaissaient uniquement des affaires concernant les traites, les employés et les commis des Fermes, les fraudeurs et les faux sauniers. Ils étaient composés d'un président, d'un conseiller assesseur, d'un procureur du Roi et d'un greffier. Il y en avait un à Grenoble, un à Valence, un à Briançon et un au Buis. (Pitot, *invent. des archives de l'Isère*).

² Les Prat de Briançon étaient deux frères, Jean et Antoine, admis à la combourgeoisie de cette ville en 1633, sous le nom de Prat, ils se firent appeler plus tard Duprat et Du Prat. Jean Prat, avocat, fut receveur des tailles du Briançonnais, lieutenant particulier du bailliage de Briançon. Il acheta, en 1641, la seigneurie de la Bâtie des Vigneaux de noble Honoré du Bonnet, vibailli de l'Embrunais. A cette date, le château ou maison-forte de la Bâtie n'existait plus, il avait été ruiné, en 1587, par les troupes de Lesdiguières. Jean Prat reçut, en 1645, des lettres de noblesse auxquelles les Briançonnais, qui ne voulaient pas de nobles chez eux, le forcèrent à renoncer. (Voyez ma notice : *La noblesse et la bourgeoisie, à Briançon, avant 1789*. Jouglard, Gap, 1884).

nard, président de la même Chambre des Comptes de Grenoble, sa terre et seigneurie de la Bâtie-des-Vigneaux, appelée anciennement *Bastie de Vallouise*.

Georges Roux-la-Croix succéda à son père dans les fonctions de président-juge des traites, et le 14 juillet 1738, il acquitta le droit d'hommage (35 livres, 5 sous, 9 deniers) pour cette seigneurie, acquise par son père. A dater de ce jour, il prit le titre de seigneur de la Bâtie-des-Vigneaux. Le 3 mai 1739, il fit sommation au sieur Albert, régisseur des consorts Duprat, d'avoir à délaisser la seigneurie. Il ne la conserva pas longtemps, car il la rendit, en 1766, à Claude-Joseph de Pons, mari de Madeleine Roux-la-Croix, sa sœur. Le dernier seigneur de La Bâtie-des-Vigneaux fut Louis Bonaventure de Pons, fils du précédent et premier consul de Briançon, en 1787.

Georges Roux-la-Croix fut premier consul de Briançon en 1741 et en 1758. C'est durant le dernier consulat, qu'il fut chargé par les communautés briançonnaises d'une mission importante auprès de l'Intendant du Dauphiné, au sujet de l'exemption des jeunes garçons de ce pays du tirage pour la milice.

Tous les Briançonnais étaient exempts de ce tirage, à cause des services qu'ils rendaient, en temps de guerre, pour la défense de leur frontière. Mais, comme ils avaient coutume d'émigrer tous les ans et de passer l'hiver dans d'autres pays du Dauphiné ou de la France, il arrivait souvent que dans ces divers pays on voulait les soumettre au tirage. Cela donna lieu à des plaintes et détermina les communautés à se réunir à Briançon, en assemblée du grand escarton pour délibérer sur les moyens à prendre pour éviter ces vexations. L'assemblée décida qu'on adresserait une requête à l'Intendant, demandant que l'exemption du tirage pour la milice suivrait les jeunes Briançonnais partout où ils se trouveraient.

La requête présentée par Georges Roux-la-Croix fut accueillie favorablement par l'Intendant, M. de la Porte, qui, le 23 juin 1758, rendit une ordonnance faisant « expresses inhibitions et défenses aux consuls des communautés de la province d'inquiéter lesdits Briançonnais,

ni permettre qu'ils soient inquiétés, pour raison du tirage de la milice », à condition qu'ils seront munis du certificat de leurs consuls, visé par le sub-délégué de l'Intendant, attestant qu'ils sont natifs et habitants du bailliage de Briançon.

Un frère de Georges Roux-la-Croix, du nom de François, était capitaine au régiment de Nice et chevalier de St-Louis. Deux de ses sœurs avaient épousé, l'une, Pierre de Boutteville, capitaine au régiment de La Marche ; l'autre, Pierre de Bailly de la Courcelle, lieutenant du Roi à Embrun.

Le fils de Georges Roux-la-Croix, Joseph, était juge au tribunal du district de Briançon en 1791.

La famille Roux-la-Croix est encore représentée aujourd'hui : 1^o par les enfants, par la veuve et la sœur de M. Louis Roux-la-Croix, mort prématurément à Grenoble il y a peu d'années ; 2^o par M. Paul Roux-la-Croix, receveur d'enregistrement à Marseille, et par sa sœur, M^{me} Repelin, de Serres.

Grenoble, le 1^{er} mars 1893.

Le Dr J.-A. C.

LE DUEL DE CHÉRINES ET DE BEAUMONT

8 Septembre 1607.

Au mois d'août 1607, Lesdiguières était dans son château de Puymaure près de Gap ; sa compagnie de gardes l'avait accompagné. Un grand nombre de jeunes gens des plus nobles familles du Dauphiné en faisaient partie, désireux d'apprendre le métier des armes sous ce grand capitaine, et comme la paix n'était point menacée ni à l'intérieur ni aux frontières, Lesdiguières avait permis à ceux qui n'étaient point de service auprès de sa personne de loger en ville. Cette brillante et turbulente jeunesse tachait d'y passer son temps le plus agréablement possible.

Quelques maisons étaient ouvertes à Gap à cette époque, entre autres celle de Mérande de Chapponay, veuve du trésorier Arnoulx Lagier surnommé M. de Gangaille. Cette dame, qui paraît avoir été une femme à la mode, appartenait à une noble famille du Dauphiné qui n'est point encore éteinte ; elle habitait sur la place St-Etienne, alors le plus beau quartier de la ville.

Un soir, Etienne de Bonne d'Auriac, vicomte de Tallard et seigneur de la Bâtie-Neuve, Claude de Gruel, seigneur du Saix et de Sigoyer, Jean Flotte, de la Bâtie-Mont-Saléon, chevalier de Malte, s'y trouvaient réunis avec Antoine de la Font, sieur de Chérines, et Alexandre de Comboursier, sieur de Beaumont. De ces deux derniers, qui tiendront une grande place dans ce récit, le premier était fils de Roux de la Font, seigneur de Savines, et âgé de vingt-deux ans. Le second n'avait que vingt ans.

Se disputaient-ils les bonnes grâces de la maîtresse de maison, je l'ignore, mais il est certain qu'ils étaient jaloux l'un de l'autre : ils passèrent toute la soirée à se cribler réciproquement d'épigrammes et de mots piquants, de sorte que, sans qu'une querelle eût éclaté, ils étaient fort surexcités et dans des dispositions fort agressives.

Quand vint le moment de se retirer, ils trouvèrent dans la rue leurs laquais portant leurs épées ; ces serviteurs se mirent en devoir d'accompagner leurs maîtres. Beaumont logeait à l'auberge des Trois rois, située à l'endroit où est ouverte aujourd'hui la rue Elysée, et il se préparait à y entrer, lorsqu'il fit un faux pas en trébuchant sur le pavé inégal. Comme il se plaignait de l'obscurité, car à cette époque Gap n'était point éclairé la nuit, Chérines lui repartit en riant : « Vous avez un avantage par-dessus nous, c'est d'y voir aussi bien la nuit que le jour ; » faisant une allusion désobligeante à la faiblesse de sa vue.

Beaumont, peu endurant, ne se prêta pas à une plaisanterie d'aussi mauvais goût, et s'approchant de Chérines il lui dit en le poussant : « Vous venez de faire une sottise raillerie ». Chérines, peu flatté de s'entendre qualifier de sot, saisit dans un mouvement de colère l'épée que portait son laquais, dégaina, et appliqua deux ou trois coups du plat de sa lame sur le dos de son adversaire. Beaumont, furieux de ce honteux traitement, arracha, à son tour, son épée des mains de son laquais et il l'aurait, sans doute, passée au travers du corps de Chérines si les assistants ne se fussent interposés.

Quand il eut repris possession de lui-même, Beaumont s'avança vers son adversaire et lui frappant dans la main : « Chérines, lui dit-il, touche là, tu t'en souviendras demain ». Puis il rentra chez lui.

Lesdiguières, informé de cette querelle, prononça qu'un duel était nécessaire ; un gentilhomme ne pouvant avoir reçu des coups de plat d'épée sans en tirer satisfaction.

Dès le lendemain, Beaumont envoya donc appeler Chérines au combat par un de ses laquais, mais il était absent ; la nuit même il était parti sans dire où il allait. Beaumont le supposa retiré à Savines auprès de son père ; il monta aussitôt à cheval accompagné de Charles Martin, seigneur de Champoléon, d'Henri de Philibert, seigneur de l'Argentièrre, et de Daniel de Fasson, seigneur de Montchal, et avança jusqu'à Rochebrune. Il y fit préparer un champ de combat et envoya un laquais prévenir le seigneur de Savines qu'il attendait son fils ; on ne lui rapporta aucune

réponse. Un autre laquais fut aussitôt expédié chez M. de Gaillard, seigneur de Bellaffaire et oncle de Chérines, pour s'informer si son neveu n'était point chez lui ; on ne l'avait pas vu.

Beaumont, ses témoins et leurs laquais revinrent donc à Gap, où ils firent des gorges chaudes sur la lâcheté de Chérines ; ils annoncèrent hautement leur intention, s'ils n'avaient pas bientôt de ses nouvelles, de placarder leur défi à tous les coins de mur et de le faire crier par la ville à son de trompe et de tambour.

En présence du bruit et du scandale que faisait cette affaire, la famille de Savines s'émut et força Chérines à faire une démarche décisive. Il envoya donc à Beaumont un laquais porteur de la lettre suivante :

« Monsieur, j'avais prié un mien ami de s'entendre avec vous sur l'heure, le jour et le lieu de la satisfaction que vous me demandez, et je vous ai envoyé un laquais pour vous faire savoir que, si je ne veux accepter Rochebrune pour vous y rencontrer, comme étant en Dauphiné où vous avez trop de parents et d'amis, je me trouverai le huitième de septembre à vos ordres à Valernes en Provence, avec un seul laquais, prêt à vous donner toutes les satisfactions que vous désirez ».

Le 7 septembre au soir Beaumont prit à part Pierre de Montfort, des Echelles, son camarade dans les gardes de Lesdiguières, lui demanda s'il pouvait compter sur son amitié et, comme il répondit affirmativement, il le pria de se tenir prêt à l'accompagner le lendemain ; il ne voulut pas lui dire, malgré son insistance, où ils devaient aller.

Ils partirent, accompagnés d'un laquais, le 8 septembre de très grand matin. Arrivés à l'auberge de la Queylane un peu avant Ventavon, ils rencontrèrent Pierre Parvisel, chirurgien assez renommé alors à Gap, car il avait fait ses études à la célèbre université de Montpellier ; ce médecin avait été appelé par son collègue maître Balthazard, chirurgien d'Upaix, en consultation auprès d'une malheureuse femme atteinte d'un ulcère à la face. Il cheminait paisiblement sur sa mule, lorsque Beaumont le pria de

rebrousser chemin et de l'accompagner jusques sur le terrain de combat. Il ne crut pas devoir refuser.

A peine avaient-ils dépassé Ventavon qu'ils rencontrèrent un laquais de Chérines envoyé pour les guider auprès de son maître. Sous sa conduite, ils passèrent à gué la Durance près du moulin du seigneur du Poët ; arrivés sur l'autre bord le laquais les quitta pour aller prévenir son maître.

Cependant le bruit qu'une rencontre allait avoir lieu s'était répandu ; Claude de Comboursier, seigneur du Roison, frère de Beaumont, qui habitait Upaix, apprit que son frère y était mêlé et sautant rapidement à cheval, il se dirigea, suivi de quelques amis, vers les bords de la Durance desquels il put être témoin du combat qui eut lieu sur la rive opposée ; fidèle aux lois du duel il ne crut pas devoir s'approcher davantage des combattants et encore moins intervenir.

Cependant Beaumont, accompagné de son témoin Pierre de Montfort et du chirurgien Pierre Parvisel était arrivé à la métairie du Planet ; ils demandèrent à boire et à manger ; on leur servit du pain et des raisins, on envoya quérir du vin au village de Thése, car il n'y en avait point au logis, et on fit donner en abondance de l'avoine aux chevaux.

Marin Châtillon, baile de Valernes, vint à passer ; Beaumont craignant qu'il n'allât prévenir la maréchaussée dont l'arrivée eût rendu le duel impossible, le pria de n'aller plus outre et de demeurer près de lui. « Monsieur, dit le soupçonneux Marin, je crois que vous avez quelque querelle ; les épées que vous portez me le prouvent, ainsi que les regards que vous jetez sur les gens à cheval qui, depuis ce matin, sont dans la plaine de Vaumeil ». Beaumont voulut d'abord nier, mais l'autre insistant, il finit par avouer qu'en effet il allait se couper la gorge avec M. de Chérines, mais il était superflu, ajouta-t-il, de chercher à les réconcilier. « Cependant, dit Marin, nous avons dans le pays de très honorables gentilshommes qui se feraient fort d'accommoder une querelle. — Non, c'est inutile, répliqua Beaumont avec impatience, ne cherchez

pas à nous arrêter, car il faut que cela soit ; si on nous arrêtaient aujourd'hui, nous recommencerions demain ».

Comme il prononçait ces mots, un laquais de Chérines s'approcha et dit que son maître attendait. Tirant un billet de la poche de son pourpoint, Beaumont le remit à Pierre de Montfort, son témoin, pour le porter à son adversaire. Voici ce cartel ; c'est la réponse à la lettre de Chérines qu'on a lue plus haut.

« Monsieur, votre ami s'est si mal acquitté de sa charge qu'il ne m'a osé rien dire, quoique je l'en eusse plusieurs fois prié. Votre laquais que vous m'avez, dites-vous, envoyé, s'est évadé. Je ne veux autre chose pour mon contentement sinon de vous voir tout seul en lieu que vous m'avez mandé, et je vous vais trouver, menant pour tout compagnon un laquais qui portera deux épées et deux poignards, pour vous en donner le choix et vous visiter. J'espère vous trouver seul aussi, et, s'il en était autrement, je vous publierais par tout le monde le plus lâche que la terre porte ».

Montfort remit ce cartel à Chérines qui le lut et dit : « Où est Beaumont ? — Tout près, il vous attend. — Allez donc le quérir, » dit Chérines en présentant Marcel Blain, seigneur de Saint-Andéol, son témoin. Celui-ci prit deux épées et deux poignards et joignit Beaumont auquel il dit : « Monsieur de Chérines vous attend et vous envoie ces épées, choisissez celle qui vous plaira. Il est au lieu assigné. » Beaumont soupesa les épées et les trouva trop longues et trop lourdes pour son bras ; il en présenta à Saint-Andéol deux autres qu'il avait apportées, en lui disant : « Porte celles-ci à Chérines et rapporte-moi celle qu'il refusera, car de ce pas je vais le joindre ». Peu à peu les deux adversaires se rapprochaient.

Cependant Marin Châtillon, baile de Valernes, qui n'avait pas quitté les environs, voyant venir l'écuyer Moyse de Rive, et deux autres notables du pays, s'approcha et leur dit : « Voilà deux braves gens qui vont se tuer ; ne pourrait-on rien tenter pour les accommoder ? » Moyse de Rive était un vieillard et un ancien militaire ; il crut que son intervention pourrait être utile, et s'avancant,

vers Beaumont, le chapeau à la main. il lui dit : « Monsieur, je crois que votre seigneurie a quelque querelle. je vous supplie de nous le dire, car, quoique nous n'ayons point d'armes, nous vous assisterons au péril de notre vie. — Je vous remercie bien humblement, Messieurs. » répondit Beaumont, et vous ai beaucoup d'obligation. Je vous dirai que j'ai querelle avec M. de Chérines qui, je crois, est là-bas dans la plaine qui m'attend, et je vous prie de vous retirer, car j'attends ici un signal. — Monsieur, insista le vieux gentilhomme, n'y aurait-il pas moyen de vous appointer. Ce serait grand dommage si vous ou votre partie vous perdiez faute de témoins. — Oh ! rien, rien, il n'y a moyen ; il faut que cela ait lieu et si on nous arrêtait ici nous saurions bien nous retrouver ailleurs et un autre jour, car M. de Lesdiguières le veut. »

Voyant leur intervention inutile ces honnêtes gens se retirèrent et les deux adversaires continuèrent à se rapprocher l'un de l'autre.

Lorsqu'ils ne furent pas éloignés de plus de trois cents mètres environ, le laquais de Chérines vint rendre à Beaumont l'épée et le poignard que son maître n'avait pas choisis et il lui dit : « Mon maître m'a ordonné de vous visiter pour m'assurer si vous n'aviez sur vous ni cuirasse ni sortilège. — Faites » répondit Beaumont. Le laquais le dépouilla de ses vêtements jusqu'à la chemise et constata qu'il ne portait ni cotte de mailles, ni reliques, ni amulettes d'aucune sorte. Pendant ce temps le laquais de Beaumont faisait subir le même examen à Chérines.

Les deux adversaires se rapprochèrent jusqu'à cinquante pas l'un de l'autre. « Monsieur, voulez-vous prier ? » cria Chérines à Beaumont. — Je le veux bien » répondit Beaumont. Ils s'agenouillèrent l'épée nue à la main et demeurèrent quelques minutes en prières.

Au moment où Beaumont se relevait le laquais de Chérines se présenta de nouveau et demanda à le visiter encore ; il y consentit. Quand ce fut fini, il cria à son tour : « Monsieur, voulez-vous prier ? » Chérines ayant répondu affirmativement, ils restèrent encore un instant en prières l'épée nue en main, puis, se redressant ils se joignirent.

L'endroit où ils se rencontrèrent se nommait le Thor ; il pouvait être quatre heures et demie du soir.

Le combat ne dura pas plus de cinq minutes. A la première passe Beaumont atteignit Chérines au flanc gauche et le blessa grièvement ; il voulut lui porter un second coup, mais son épée fut relevée par son adversaire qui riposta par une botte à fond et le perça de part en part au côté gauche sous la deuxième vertèbre. Chérines fit un bond en arrière puis revenant sur Beaumont, lui fit une nouvelle et profonde blessure au côté droit près de la clavicule.

Beaumont leva d'une main défaillante son épée pour riposter, mais ses yeux étaient déjà obscurcis par les ombres de la mort ; il pirouetta sur le pied gauche et tomba de toute sa longueur, la tête près du pied de son adversaire.

« Monsieur, cria Pierre de Montfort, donnez-lui la vie, je vous la demande pour lui ». Mais sans l'entendre et sans même avoir conscience de ses actes, Chérines porta au malheureux qui gisait à ses pieds un troisième coup d'épée qui, pénétrant à côté du cou, traversa le corps en écharpe et alla sortir dans le flanc droit.

Revenu à lui après ce bel exploit, il monta péniblement sur le cheval que tenait Saint-Andéol et, perdant beaucoup de sang, il piqua des deux. Il put atteindre une métairie appartenant à un nommé Paret ; là il s'évanouit, on dut le placer sur un matelas qu'on étendit sur une échelle et quatre hommes le transportèrent jusqu'au château de M. de Fombeton au bord de la Durance. Il s'y tint caché quelques heures, puis pendant la nuit on l'amena à Sистерon, où il put se soustraire aux recherches de la justice, fut pensé, soigné et enfin guéri.

Cependant lorsqu'il eut vu tomber son frère pour ne plus se relever, Claude de Comboursier du Royson traversa la Durance avec une quinzaine de cavaliers qui l'accompagnaient. Il trouva le chirurgien Parvisel dépouillant Beaumont de son pourpoint en lui criant : « M. de Beaumont, ne me voulez vous point parler ». Mais il n'eut aucune réponse. Le malheureux jeune homme avait mur-

muré en tombant : « Dieu aie mon âme ! » et depuis il ne parla plus.

Ceux qui l'entouraient étaient pénétrés de douleur : « Mon cousin, mon cousin de Beaumont, dit l'un d'eux en pleurant, ne me reconnaissez vous point ? » Mais il parlait à un cadavre dont les trois horribles blessures répandaient le sang à flots.

On héla quelques bergers qui de loin regardaient : « Mes amis, venez nous aider ». Ils accoururent. On rhabilla le mort, on le coucha et on le lia sur son cheval et on le fit traverser à gué la Durance près du moulin du seigneur du Poët.

Comme le corps était inondé de sang François de Périssol, fils du seigneur du Poët, entra dans la première maison qu'il rencontra, se fit donner un drap blanc par une femme et en couvrit la civière sur laquelle Beaumont fut étendu. On le porta jusqu'à Upaix et, quoique protestant, on l'ensevelit, le lendemain 9 septembre, dans l'église du village, dans la chapelle des seigneurs du Royson.

Le jour même Honoré Guion, juge ordinaire de Valernes, apprit par la voix publique le meurtre commis, et commença une enquête dans laquelle il entendit de nombreux témoins. Le juge de Sisteron à son tour, fit une instruction et les pièces furent envoyées au Parlement de Provence.

Cependant la famille du mort s'était émue, et le 18 janvier 1608 elle déposa une plainte entre les mains de Jérôme Bernard, lieutenant du prévôt des maréchaux au siège des montagnes ; une deuxième enquête fut ainsi commencée.

Un fait, paraissant attesté par plusieurs témoins, était surtout d'une extrême gravité, c'était le coup d'épée porté par Chérines à son malheureux adversaire, lorsque déjà étendu sur le sol il ne pouvait se défendre, et qui transformait en assassinat un duel jusqu'alors loyal.

Au mois de juillet le parlement de Grenoble décréta Chérines de prise de corps ; mais il s'était caché et ne put être saisi. Le 19 du même mois son père présenta au

vibailli de Gap une requête tendant à déclarer cette procédure irrégulière, l'affaire étant déjà entamée au parlement de Provence. En même temps il faisait agir les amis qu'il avait à la cour et obtenait des lettres royales de rémission datées de Fontainebleau et de la fin du mois de juillet.

La famille de Comboursier les attaqua comme rendues sur un faux exposé et demanda que, le défunt étant protestant, l'affaire fut soumise à la Chambre de l'édit de Grenoble. La famille de Savines tenait au contraire pour le parlement de Provence, le défunt ayant beaucoup de parents et d'amis dans celui de Grenoble.

Cette instance en règlement de juges fut portée devant le conseil du roi qui, par un arrêt du 13 février 1609, renvoya les parties à se pourvoir devant la Chambre de l'édit de Nérac. Chérines se constitua volontairement prisonnier à la conciergerie du parlement de Guienne.

L'affaire traîna jusqu'au 3 avril 1610 ; alors la chambre de l'édit de Nérac rendit un arrêt par lequel elle entérina les lettres de rémission, le crime de Chérines n'étant pas absolument démontré, et les transforma en lettres définitives d'abolition ; mais elle condamna l'absous à tous les frais du procès, à 150 livres d'amende pour les œuvres pies, à mille livres d'amende envers le roi et à une pareille somme de dommages intérêts envers les héritiers du défunt. Toutes ces sommes réunies formaient un total assez important ; leur payement gêna la famille de Savines pendant de longues années.

Trois ans après cet arrêt qui le déclarait innocent, Chérines épousa Marie de Gérard de Saint-Paul. La famille de La Font de Savines, après avoir donné à l'armée et au clergé quelques hommes assez remarquables, s'est éteinte vers 1830 sans laisser aucun parent de son nom.

Le récit de ce duel tragique est consigné mot pour mot dans les procédures faites à son occasion avec une abondance et une précision extraordinaires. Tous ces documents sont entre mes mains et m'appartiennent.

J. ROMAN.

LE
BASSIN DU PIGNON
ET SA FAUNE

En 1875 les travaux de construction du chemin de fer de Grenoble à Gap mirent à jour dans la tranchée des argiles fluvio-lacustres du marais du Pignon, mieux connu sous celui du Laus, près d'Aspres-sur-Buëch, un certain nombre d'ossements d'animaux disparus du pays et divers débris humains qui furent donnés à la Société d'Études des Hautes-Alpes, en 1883, par M^{me} veuve Jaubert.

Lors de l'élargissement de la tranchée pour le doublement de la voie, en 1887, d'autres ossements recueillis sur le même point furent également donnés à la Société par M. Masson, chef de section.

Ces ossements, pour la plupart, faisaient partie de squelettes complets appartenant à des animaux qui avaient dû se noyer ou s'enlizer dans des argiles visqueuses dont nous étudierons plus loin l'âge et le mode de formation.

Dans une note insérée au *Bulletin de la Société d'Études* de janvier 1884, M. Honnorat, conducteur de travaux au chemin de fer, décrit les difficultés que rencontra l'établissement de la voie pour traverser les argiles visqueuses du bassin du Pignon, ainsi que les divers objets qui y furent trouvés. Dans cette note aussi consciencieuse qu'intéressante, M. Honnorat exprimait le vœu que ces ossements, auxquels il attribuait une haute antiquité, pussent être classés par un homme compétent.

M. le docteur Boule, agrégé de l'Université, a bien voulu, sur notre prière, se charger de cette délicate mission dont nous donnons ici, sur ses précieuses indications, le résultat :

1° *Jumentés*. — *Equus caballus*, L. — Le cheval est représenté par une vertèbre cervicale dont les dimensions

indiquent un sujet de haute stature. Cette vertèbre signalée dans le travail de M. Honnorat sous le numéro III, mesure 10 sur 10 et sur 7 centimètres, et son canal vertébral a 2 centimètres et demi de diamètre.

2° *Bovidés*. — *Bison priscus* probablement. — En 1875 on recueillit une omoplate de grande taille que M. Honnorat décrit sous le numéro II, et sur le même point, en 1887, on découvrit la seconde omoplate du même animal dont les terrassiers dédaignèrent les autres ossements. Bien que les extrémités des spatules manquent, elles n'en mesurent pas moins encore 0^m 45 de longueur. Les bases qui sont intactes ont 0^m 11 sur 0^m 08. M. le docteur Boule attribue ces omoplates à un bovidé de forte taille probablement l'auroch (*Bison priscus*).

3° *Cervidés*. — *Cervus elaphus*, L. — Le cerf commun est représenté par beaucoup d'ossements qui appartiennent au moins à 4 ou 5 individus de divers âges ; les radius ont des longueurs de 0^m 22 à 0^m 24, et les tibias de 0^m 28 à 0^m 32. Nombre de bois ont été recueillis, mais les belles pièces furent cédées par les ouvriers à des amateurs et le musée ne possède que deux bases de bois, cassés par la pioche du terrassier vers le cercle de pierrure ; ils portent un fragment du crâne prouvant ainsi que l'animal s'est noyé ou enlisé. Un troisième fragment de bois s'est naturellement détaché à l'époque de la mue. Le cercle de pierrure et la section sont très bien conservés. Le merrain compris entre le premier et le deuxième andouiller a 0^m 20 de longueur et 0^m 035 de plus grande épaisseur avec une dague au deuxième andouiller de 0^m 12 de longueur.

4° *Cervus canadensis*, Gml. Briss. — ou *Wapiti*. — Une variété de cerf, le wapiti ou cerf du Canada, est représenté par quelques ossements et surtout par une perche portant une portion du crâne que M. Honnorat (numéro VII) attribue à tort à l'élan. Ce fragment brisé au-dessus du deuxième maître andouiller a une longueur de 0^m 55, le merrain, entre le premier et le deuxième andouiller qui sont brisés, a une longueur de 0,23 centimètres d'axe en axe avec des épaisseurs de 0^m 055 et 0^m 04.

5° *Cervus dama*, Linn. — ou *daim*.¹ — Le daim est également représenté par beaucoup d'ossements, les fragments de bois indiquent au moins trois individus. Grâce aux soins de M. Masson on put recueillir, en place, à 3^m 50 de profondeur, dans les argiles, un squelette presque complet ; malheureusement les petits os et les os plats étaient décomposés. La mâchoire inférieure a une longueur de 0^m 23, les radius 0^m 22 et les tibias 0^m 29. La perche qu'on a pu trouver presque entière est remarquable par son élargissement au-dessus du deuxième andouiller. Bien que brisée à l'extrémité, cette lame dentelée, sur les bords externes du croissant, de petites dagues irrégulières, mesure encore 0^m 46 de longueur et 0^m 21 de largeur. Le merrain un peu flexueux, compris entre l'andouiller basilaire et le deuxième andouiller qui sont brisés, a une longueur de 0^m 23 d'axe en axe.

Au sujet de ce bois, M. le docteur Boule fait les réflexions suivantes : « J'attribue au daim, après réflexion, la grande perche aplatie.

« Elle s'écarte bien, par quelques caractères, des bois de daim que j'ai vus dans les galeries d'anatomie composée du Muséum, mais ces caractères sont secondaires et les bois de cervidés sont très polymorphes. La présence d'un andouiller basilaire et la forme générale de l'empau-mure empêchent que ce soit un élan. Le daim est aujourd'hui un animal rabougri qui était autrefois plus robuste et pouvait avoir des bois plus volumineux.

« D'ailleurs j'ai retrouvé d'autres pièces du daim, notamment des métatarsiens des métacarpiens, des bois de jeunes individus, tandis que je n'ai rien vu qui puisse se rapporter à l'élan ».

¹ La tradition n'a gardé aucun souvenir de la présence, dans le pays, de l'auroch, du wapiti et du daim. Mais le *cervus elaphus* ou cerf commun habitait encore nos vallées au XII^e siècle ainsi qu'en témoignent, paraît-il, des ordonnances qui en prohibaient la chasse, sans doute dans un but de protection. Le petit lac morainique du Villardon, près de Saint-Bonnet, renferme beaucoup de bois de cerf dans ses tourbes, et non loin de là, dans le torrent du Merdarel des Infournas on recueillit, il y a quelques années, un fragment de bois de cerf élaphe qui fut donné à la Société d'Études, en 1883, par M. l'abbé Grimaud, curé de Guillestre.

Nous pouvons ajouter à ces considérations qui nous paraissent très justes, que l'animal auquel appartenait cette perche, ne devait pas atteindre tout à fait un mètre de taille au garrot d'après l'examen des pièces du squelette.

Quel est l'âge de la faunule de mammifères du bassin du Laus d'Aspres ? Elle ne renferme aucune des espèces éteintes du quaternaire, elle n'a donc pas la haute antiquité qu'on lui avait attribuée tout d'abord, et nous nous rallions volontiers aux conclusions suivantes de M. le docteur Boule : « En résumé la faune du bassin du Pignon n'offre aucun caractère quaternaire, et malgré le peu de variété de ses éléments, si j'avais à formuler une opinion sur son âge, je n'hésiterais pas à la regarder comme tout au plus néolithique ».

Ces conclusions semblent en parfaite harmonie avec d'autres faits révélés par les fouilles de la tranchée du chemin de fer. Dans le lehm de pente qui recouvre les argiles à mammifères, on a rencontré deux sépultures dont l'une appartenait à l'âge du bronze, car le squelette portait encore à ses bras une quarantaine d'anneaux en bronze.

La faune néolithique serait-elle la faune quaternaire la plus ancienne de la haute vallée de la Durance ? Dans une étude présentée au congrès de Grenoble de 1889 : « *Le Dauphiné préhistorique* », M. Chantre ne signale aucune trace de l'âge *paléolithique* dans les vallées de l'Isère et de la Durance. Pour expliquer cette absence, l'éminent archéologue suppose que pendant l'âge de la *pierre éclatée* ces vallées étaient encore occupées par les grands glaciers quaternaires.

Nous ne nous attarderons pas sur la question des glaciers que nous aborderons dans une autre étude, mais nous ferons remarquer que les Hautes-Alpes ne sont pas complètement dépourvues de vestiges de la période paléolithique. Nous avons, en effet, trouvé quelques silex éclatés : à St-Pierre-d'Argençon en 1883, à Bayard, près Gap, en 1885, et à la Freyssinouse en 1891 ; et M. Roman nous en a signalé deux soit à Ribiers soit à Rosans.

Il est vrai que ces silex étaient très isolés et très rares, et n'étaient accompagnés d'aucun reste qui indiquât une station paléolithique.

Quoi qu'il en soit de cette question encore obscure, les faits révélés par les fouilles du bassin du Pignon sembleraient justifier les suppositions de M. Chantre.

Examinons à cet effet la coupe suivante :

Coupe du quaternaire du Pignon. — Les terrains quaternaires du Pignon présentent de bas en haut la coupe suivante :

1° Substratum du bassin : schistes noirs oxfordiens.

2° Poudingues post-glaciaires en couches inclinées de 45° et passant insensiblement dans le haut à l'horizontale ainsi qu'aux sables et aux argiles.

3° Argiles fluvio-lacustres ayant plus de 10 mètres d'épaisseur sur la plupart des points.

4° Lehm des pentes de 0^m 20 à 3^m 50 d'épaisseur.

Dans les argiles profondes sur les 6 à 7 mètres que la tranchée a coupés sur plusieurs centaines de mètres d'étendue ou que les puits ont atteint, on n'a pas trouvé la moindre trace d'organismes. Et ce n'est que dans les 3^m 50 des argiles lacustres très fétides de la surface qu'on a recueilli des ossements de la faune néolithique, ainsi qu'un fragment de bois de peuplier (*populus alba* Lin.), un fragment de bois de mélèze (*abies larix*, Lam.)¹ et sur une certaine étendue du fond du bassin occupée par une prairie marécageuse, reste d'un ancien lac, désignée dans le pays sous le nom de Laus, des millions de coquilles d'un petit bivalve d'eau douce, le *pisidium pulchellum*, Jen².

Les faunes antérieures à la faune néolithique ne sont donc pas représentées dans les assises profondes des argiles du Pignon.

¹ Le mélèze a complètement disparu de la vallée du Buëch où il était autrefois très abondant ainsi que le prouvent les troncs entiers que l'on trouve dans le lehm d'Oze sur les pentes de la montagne de l'Oule (communication orale de M. Itier, conseiller général de Veynes), ainsi que les nombreux débris que l'on en trouve dans les tourbes de la Freysinouse.

² Vit encore aux environs de Gap.

En est-il de même sur les autres points de nos vallées ? L'avenir le dira, car jusqu'ici, ces sortes de recherches ont été bien négligées dans les Hautes-Alpes. Les argiles du Pignon sont en effet le seul point où des limons anciens aient été fouillés.

Et, d'autre part, l'attention est si peu éveillée à l'égard des restes archaïques de l'humanité, qu'on ne recueille que ce qui a de l'éclat et une valeur vénale. Comment les terrassiers pourraient-ils soupçonner l'intérêt que présentent de simples éclats de silex quand ils ne recueillent même pas de belles hâches en pierre polie !

Des centaines de sépultures préhistoriques qui ont été détruites dans le pays, soit par les cultivateurs, soit par les travaux publics, une seule a pu être examinée et exhumée avec soin à Peyre-Haute près de Guillestre, par M. Chantre, sous-directeur du musée de Lyon.

Nous devons cependant signaler dans la grotte la plus septentrionale de Pont-la-Dame, en amont d'Aspres, la découverte faite par M. Brenac, ingénieur du P.-L.-M., d'une canine d'ours¹ que M. le docteur Boule considère comme appartenant probablement à l'*Ursus spelæus*. Or cette grotte paraît être de même âge que le bassin du Pignon puisque son ouverture est à peu près à la même hauteur au-dessus du lit du Buëch que le seuil du bassin du Pignon.

Si des fouilles ultérieures parvenaient à établir d'une manière certaine la présence de l'*ursus spelæus* dans la grotte de Pont-la-Dame on reculerait d'un pas dans le passé, nous semble-t-il, l'âge de la faune quaternaire de la haute Durance puisque l'*ursus spelæus* appartient à la faune quaternaire éteinte.

Mais l'examen de la faune malacologique du lehm et surtout celle des tufs quaternaires des Hautes-Alpes que nous publierons sous peu, reportera, croyons-nous, bien au-delà de la période néolithique, la prise de possession du pays par la flore et la faune.

¹ a. Renseignement déjà donné par M. Roman dans une de ses brochures. — b. Cette canine se trouvait dans le voisinage d'un fragment de mandibule de vieux cheval.

Examinons maintenant la formation du bassin du Laus dit du Pignon, et celle de ses argiles.

BASSIN DE CHABESTAN ET D'ASPRES.

Entre Veynes et le Pas-la-Ruelle ou Cluse de Serres se trouve un vaste bassin de 13 kilomètres de long. sur 9 de largeur, limité tout autour par de puissants escarpements calcaires du jurassique supérieur, et n'ayant d'issue que par des cluses étroites ou par des cols assez élevés.

Au commencement de l'époque quaternaire tout ce bassin fut comblé et nivelé par une nappe de galets dont la plus grande partie appartient au diluvium briançonnais.

Les rivières diluviennes, aidées par les puissantes érosions de la période glaciaire, découpèrent ensuite cette vaste terrasse en cinq couloirs principaux au fond desquels coulent aujourd'hui les deux Buëch, Maraize, Riotord et la Chaurane.

Les longues et étroites presqu'îles qui séparent aujourd'hui ces cours d'eau sont pour la plupart encore coiffées par le poudingue diluvien.

Ces terrasses élevées au maximum de 180 mètres au-dessus du fond des vallées et battues par les vents, sont de vraies craus stériles, grâce à l'excessive perméabilité des poudingues et au drainage qui, y ont pratiqué les rivières en excavant leurs couloirs jusque bien avant dans les marnes callovo-oxfordiennes qui portent les poudingues.

En parcourant ces plateaux, surtout celui des Égaux, on rencontre, sur divers points de leur surface, des tentatives d'érosion. Ce sont des lits de rivières mortes, comme on en trouve fréquemment sur les délaissées de nos rivières actuelles.

Quelques-uns de ces lits sont à peine marqués, d'autres sont de petits vallonnets profonds de la taille d'un homme. Le plus remarquable est celui d'Aiguebelle, qui a 1.500 mètres de longueur, 800 mètres de largeur, sur une profondeur de 50 mètres et où passe un sentier raccourci pour aller de Veynes à Aspres par Saint-Marcellin.

D'autres lits morts plus difficiles à interpréter coupent ces terrasses en travers, comme celui du Laus, sous le col du Pignon, entre Serre-la-Croix et Aspres, et celui de la Sagne entre la gare de Chabestan et Aspremont, l'un et l'autre perpendiculaires aux deux Buëch.

BASSIN DU LAUS.

C'est dans un de ces bassins, celui du Laus dit du Pignon, qu'a été trouvée la faune dont il a été question au début de cette note.

Ce petit bassin, d'une longueur d'un kilomètre, s'ouvre en face d'Aspres, où il débouche dans le Grand-Buëch, par un seuil de schistes élevé de 7 mètres au-dessus de la rivière¹. Le sol du bassin s'élève insensiblement sur une longueur de 980 mètres jusqu'à l'entrée du tunnel; d'où le sol s'élève brusquement jusqu'au col du Pignon à l'altitude de 825 mètres¹. A l'Est, le bassin du Laus est limité par des pentes schisteuses que couronnent les 20 à 40 mètres de poudingues qui forment le plateau des Égaux élevé de 932 mètres. A l'Ouest est la colline en schistes oxfordiens de l'Ubac, 912 mètres, dont les alluvions anciennes ont été balayées et remplacées par des placages de dépôts glaciaires.

Le chemin de fer coupe ce vallonnet dans toute sa longueur par une tranchée de 3 à 7 mètres de profondeur. La coupe révèle la constitution du sous-sol. A l'entrée du bassin, un seuil schisteux de quelques mètres d'épaisseur semble avoir dû servir, à un moment donné, de barrage à un petit lac. Sur ces schistes portent des couches de graviers qui s'inclinent dans le bassin, d'abord sous un angle de 45°. Puis l'inclinaison s'adoucit jusqu'à devenir insensible. A mesure que les couches se rapprochent de l'horizontale, les matériaux qui étaient d'abord très grossiers, puisque des galets dépassaient 0^m 30 d'axe, deviennent de

¹ Alt. du Buëch, 751^m 12; alt. du seuil schisteux, 757^m 52; alt. du sol au débouché du vallon, 764^m 92; alt. du sol à l'entrée du tunnel, 793^m 68; alt. du col d'après le nivellement du chemin de fer, 831, et de 825 d'après la cart. d'Ét. maj.

plus en plus menus et passent au sable puis au limon argileux qui remplit la plus grande étendue du bassin.

Des puits de sonde creusés à 258 : 310 ; et à 600 et 800 mètres de l'entrée du bassin, étaient entièrement établis dans l'argile pure, bien qu'ils fussent poussés à une profondeur de 12 à 15 mètres. Tandis que ceux creusés entre 340 et 440 mètres rencontrèrent des nappes de graviers affectant la forme d'un cône de déjection qui venait presque affleurer au tablier de la voie à 380 mètres. Ces derniers graviers ne devaient pas provenir du Buëch, mais d'un ravin latéral descendant du plateau des Égaux, antérieurement au dépôt des argiles.

Ces argiles d'un noir bleuâtre sont très plastiques et fétides. Elles forment des couches très homogènes de un à vingt centimètres d'épaisseur ; elles sont séparées par des lits de sable très fin, micacé, de moins de un millimètre et qui facilitent le clivage de l'argile.

Les couches d'argile sont, surtout vers le milieu du bassin, très ondulées, et leur niveau diffère souvent de un à 3 mètres sur des distances horizontales de 8 à 12 mètres. Leur profil en long présente les mêmes plissements, mais les argiles sont plus élevées vers le fond du bassin qu'à la sortie et dans cette région les couches s'infléchissent vers l'aval. M. Honnorat donne à ce sujet des détails très précis sur l'allure de ces argiles qu'il considère comme provenant du ruissellement des pentes voisines et déposées dans un petit lac formé par le barrage des schistes et des poudingues du seuil sur le Grand-Buëch.

Nous nous permettons de contredire les hypothèses de notre excellent ami M. Honnorat, ce qui n'enlèvera rien au mérite de son intéressant travail. En 1887, lors des travaux pour l'établissement d'une double voie de Veynes à Aspres, nous avons pu constater sans peine que les argiles s'inclinaient très sensiblement du seuil, sur le Grand-Buëch jusque vers 300 mètres où les ondulations s'accroissaient. Ces couches d'argile épousaient donc l'inclinaison des poudingues du seuil ; les unes et les autres nous paraissent donc avoir été déposés dans un lac par le Grand-Buech, à un moment, que nous étudierons tout à

l'heure, où ses eaux ont pu atteindre le seuil formant le barrage du lac.

Mais quelle était l'origine et l'âge de ce lac? Il ne pouvait être antérieur au diluvium, ni même à la période glaciaire dont les dépôts n'auraient pas manqué de le combler, vu sa position et son exiguité.

Il ne doit donc son origine qu'à des érosions plus récentes, car l'état des lieux et des roches en place qui l'enserrent ne permettent pas d'admettre un instant une origine par affaissement et encore moins par explosion, comme pour le lac Pavin.

Creusement du bassin du Laus. — L'examen des lieux et des environs nous a fourni une interprétation qui nous paraît très vraisemblable et que nous soumettons volontiers à la critique des hommes compétents.

Nous admettons que ce bassin a été creusé vers la fin de la période glaciaire, alors que les deux vallées étant creusées à peu près au point où nous les voyons, le glacier de la Durance occupait encore la vallée de Veynes.

Cette vallée a, à l'aval de Veynes, une direction rectiligne N.-O.-S.-E. Tout à coup, sous le col du Pignon même, elle tourne et prend la direction Est. Ce changement de direction est déterminé par une colline qui, se détachant du pic de l'Oule (alt. 1609 m.) et du Serre-de-l'Aigle (alt. 1037 m.), se dirige perpendiculairement sur le Buëch, à l'Ouest d'Oze, et rétrécit la vallée sous le col du Pignon.

Cette colline d'Oze, en déviant le glacier de Veynes, et le repoussant dans l'étroit couloir de la Beaumette, comme elle y dévie aujourd'hui le Petit-Buëch, a ainsi déterminé, d'abord, l'enlèvement des poudingues diluviens qui devaient se prolonger au-dessus du bassin du Laus, puis provoqué l'érosion des schistes incohérents callovo-oxfordiens.

Cette érosion glaciaire a pu se produire à partir de la surface du plateau des Égaux (alt. 932 m.) jusqu'à la profondeur du col du Pignon (alt. 825 m.). Mais il est peu probable que l'action directe du glacier ait eu quelque action sur le creusement du vallon qui s'étend du col au Grand-Buëch, sur une longueur de un kilomètre. Ce fut l'œuvre des cours d'eau superficiels tombant soit par des

crevasses, soit des bords du glacier de Veynes alors que celui du Grand-Buëch était éteint. Ces eaux en se précipitant d'une hauteur minimum de 62 mètres devaient corroder les marnes sous-jacentes avec une énergie qu'il nous est difficile d'apprécier. Elles durent ainsi creuser une marmite des géants qui s'allongeait de plus en plus par suite du recul de la falaise d'où se précipitait la masse des eaux.

Origine des poudingues inclinés du seuil du Laus sur le Grand-Buëch. — Il nous reste à dire quelques mots de la délicate question des poudingues en couches inclinées qui portent les argiles lacustres du bassin du Laus.

Divers gisements de poudingues inclinés que nous avons remarqués dans les vallées du Buëch étaient depuis longtemps, pour nous, une énigme indéchiffrable au point de vue de leur âge et de leur formation. En septembre 1890, en explorant la colline de la Casse, à laquelle est adossée la gare de Laragne et qui domine le Buëch de 187 mètres, je constatai que depuis la gare (alt. 573 m.) jusqu'au sommet (alt. 750 m.) la colline était tout entière constituée par des poudingues inclinés de 20 à 45°.

Sur le versant Nord, en face d'Arzeliers, une berge profonde et très nette de torrent récent, me permit de constater, avec toute l'évidence désirable, que les couches des poudingues inclinés venaient toutes buter sur une nappe fondamentale de glaciaire bien défini.

Le doute n'était plus possible; les poudingues de Laragne sont post-glaciaires.

Quant à leur mode de formation, nous proposons l'hypothèse suivante qui nous satisfait à souhait et qui explique du même coup la formation des poudingues inclinés du Laus d'Aspres.

Notre interprétation résulte de l'étude détaillée des manifestations glaciaires dans tout le bassin de la Durance et s'appuie sur les trois faits suivants que nous énonçons simplement, réservant les preuves et discussions pour une étude ultérieure.

1° Le glacier de la Durance envoyait par Gap et par le col de la Freyssinouse, dans la vallée du Buëch, une

branche qui eut à l'origine une épaisseur de mille mètres.

2° Les 17 glaciers affluents de la vallée du Buëch s'éteignirent au moment où la branche du glacier de la Durance fondit complètement de Laragne à la cluse de Serre et à Montmaur où elle fit une station, marquée par de belles moraines frontales.

3° Et, par conséquent, à ce moment, le glacier principal de la Durance avait encore, à Tallard, une puissance de 800 à 1.000 mètres qui pouvaient se réduire à 500 ou 600 mètres à la cluse de Sisteron.

Or, au printemps, au moment des pluies et de la fusion des neiges superficielles, la masse considérable des eaux des deux Buëch, trouvant la cluse de Sisteron complètement obstruée par le glacier encore adhérent, par la gelée, à ses parois, s'accumulaient en amont et constituaient un lac temporaire à partir de Mison où se trouvent les moraines les plus occidentales du glacier de la Durance proprement dite.

A en juger par l'altitude de 750 mètres du sommet des poudingues de la Casse, ce lac temporaire s'étendait jusque vers Veynes et Pont-la-Dame en amont d'Aspres, et par conséquent les eaux du Buëch purent ainsi déverser des graviers sous forme de cône de déjection dans le bassin du Pignon dont le seuil rocheux est à 758 mètres d'altitude seulement¹.

Le barrage, par le glacier, de la cluse de Sisteron dut déterminer, plusieurs années de suite, la formation d'un lac temporaire, et la présence du glacier, gênant l'écoulement des eaux des Buëch, ceux-ci durent recombler

¹ Au sujet des poudingues en couches inclinées du bassin du Pignon, notre ami M. Honnorat met en conflit, par méprise, dans une note de la page 59 de son intéressant travail, les éminents géologues Lory et Jaubert; M. Lory considérait les poudingues de la vallée du Buëch comme très anciens, tandis que M. Jaubert considérait, avec raison, ceux du bassin du Pignon comme récents. M. Lory ne considérait dans sa géologie du Dauphiné que les poudingues qui coiffent les hautes terrasses de la vallée du Buëch et il avait raison de les considérer comme très anciens puisqu'ils sont antéglaciaires, tandis que ceux du Pignon sont, comme le pensait M. Jaubert, plus récents puisqu'ils ont été formés à la fin de la période glaciaire.

jusqu'à une certaine hauteur, leur thalweg, peut-être jusqu'aux terrasses moyennes et surélever ainsi considérablement le fond de leur lit et sans doute jusqu'à la hauteur des collines schisteuses qui prolongent la Casse en amont de Laragne, pour que, au moment où le glacier de la Durance recula, abandonnant la dépression de Laragne, les graviers du Buëch pussent s'accumuler en cône de déjection à cet emplacement de la Casse.

Le remplissage partiel des vallées des Buëch à la fin de la période glaciaire nous paraît évident. En effet, tandis que dans la vallée de la Durance, à l'aval du Monétier-Allemont, les poudingues des terrasses inférieures et supérieures nous semblent en général présenter les mêmes caractères, ceux des terrasses de la vallée du Buëch, au contraire, sont tout à fait différents.

Ainsi les hautes terrasses des Buëch sont formées par le cailloutis grossier à éléments du briançonnais fortement cimentés en poudingue.

On trouve, au contraire, dans les moyennes terrasses, surtout les éléments calcaires locaux. Ces graviers moyens sont une masse confuse de sables plus ou moins grossiers ou de menus graviers avec galets disséminés et peu volumineux à peine agglutinés.

Après la retraite du glacier de la Durance en amont de Sisteron, de grandes rivières recreusèrent la deuxième terrasse des Buëch ainsi qu'en témoigne la largeur des thalwegs. Cela se conçoit aisément étant donné la présence des neiges et névés persistants du massif d'Aurouze¹, si considérables encore, à en juger par les moraines locales, aux eaux desquels s'ajoutaient les eaux de fusion de la branche du glacier de la Durance qui s'étendait jusqu'à Montmaur.

Et ce fut sans doute pendant cette phase de hautes eaux que se déposèrent dans le bassin du Laus les argiles profondes et les menus lits de sables fins micacés qui comblèrent en partie le bassin en question. Ces argiles molles

¹ Du Dévoluy, de Durbon, de Lus, etc.

et visqueuses constituèrent ensuite le fond du marais dans lequel s'enlizerent sans doute les animaux quaternaires dont la liste se trouve ci-dessus. Sur ce fond d'argiles déposées par la rivière, dans un remous, s'accumulèrent ensuite les argiles fétides à débris organiques du marais, et celles que le ruissellement des pentes voisines y a accumulées.

Appréciation chronométrique sur l'âge de la fin de la période glaciaire. — A la fin de la période glaciaire le Buëch était-il creusé jusqu'au point où il coule aujourd'hui ou coulait-il à la hauteur du seuil schisteux du bassin du Laus plus élevé de 7 mètres, et dont on peut considérer l'érosion comme nulle ?

L'affouillement effectué par les rivières alpines, depuis la période glaciaire, nous paraît absolument insignifiant à en juger par les surfaces de roches en place polies et striées par les glaciers quaternaires et que lèchent encore aujourd'hui, sur une foule de points, les rivières actuelles dans leurs hautes crues.

Toutefois, supposons un instant comme vraie, l'hypothèse que nombre de géologues admettent, relativement au creusement des vallées, et considérons, d'après ce système, les 7 mètres de dénivèlement qu'il y a entre le seuil schisteux du bassin du Laus et le lit actuel du Buëch, comme ayant été creusé depuis la fin de la période glaciaire et cherchons le temps qu'il aurait fallu, en supposant des conditions analogues aux conditions actuelles, (ce qui pour nous n'est pas exact, car le ruissellement a eu, à l'origine des temps actuels, une énergie bien supérieure à celle qu'il a aujourd'hui).

D'après les expériences et analyses de M. de Gasparin et autres savants, la Durance transporte annuellement au Rhône de cinq à vingt-sept millions de mètres cubes de matériaux solides¹.

Si nous répartissons cette masse sur la surface totale du bassin de la Durance, en tenant compte des parties qui ne sont pas soumises à l'ablation, nous aurions envi-

¹ Élisée Reclus. Géographie de la France.

ron une couche de un millimètre enlevé par an. Et si nous regardons ce taux moyen d'ablation annuelle comme étant l'affouillement opéré chaque année par le Buëch, sur son lit même, nous trouverions qu'il se serait écoulé 7.000 ans depuis la fin du phénomène erratique dans la vallée du Buëch.

David MARTIN.

27 mars 1893.

FAURE DE CHAILLOL

La récente publication d'une nouvelle édition des œuvres choisies de Faure, donne un intérêt d'actualité à la correspondance de ce poète avec l'auteur du *Système du Monde* et de la *Légende des Alpes*, que connaissent les lecteurs du Bulletin.

Nous avons donc cru devoir, mon frère et moi, offrir à la *Société d'Études* la primeur d'une épître adressée par notre père, en 1849, à l'auteur de la *Tallardiade*, ainsi que la réponse de ce dernier.

CÉLESTIN ROCHE.

A MONSIEUR FAURE

A CHAILLOL.

20 Janvier 1849.

Occupé sans relâche à d'utiles travaux,
Et voyant par degrés mes chemins vicinaux,
Développant leur cours sur des pentes plus douces,
Aux pas du voyageur offrir moins de secousses,
Je mets de l'amour-propre à remplir mes devoirs :
Dans le cercle restreint, où roulent mes pouvoirs,
Je tâche d'apporter le plus de bien possible ;
Je prends les habitants par leur côté sensible
Pour faire concorder, malgré tout pronostic,
Les intérêts privés avec le bien public.

Mais, quoiqu'ils soient dictés par un zèle sincère,
 Ces soins n'occupent point mon âme tout entière :
 Soit que l'astre du jour, se levant radieux,
 Verse sur l'horizon un océan de feux,
 Soit qu'un sombre nuage, enflé par les tempêtes,
 S'amoncelle en grondant au-dessus de nos têtes
 Je me sens agité d'indicibles transports,
 D'un luth harmonieux je rêve les accords
 Et je veux, dans l'extase où se plonge mon âme,
 Posséder un rayon de poétique flamme.

Eh ! pourquoi fermerais-je à mon cœur attristé
 Cette source d'amour, ce torrent de clarté
 Qui, de nos facultés exaltant la puissance,
 Semble donner à l'homme une double existence,
 Ouvre tous nos esprits aux instincts généreux
 Et dans notre horizon fait resplendir les cieux !
 Non ! ce ne sont point là choses incompatibles.

Un digne magistrat, dans nos temps si pénibles,
 N'a-t-il pas fait toujours marcher à l'unisson
 Les devoirs de sa charge et les jeux d'Apollon ?
 Celui qui, des abus combattant la puissance,
 De l'ordre et du bon droit fit germer la semence,
 Qui, portant ses regards de la ville aux hameaux,
 Sut, d'une main habile, en soulager les maux,
 Enchanter les esprits par les sons de sa lyre.

Auteur ingénieux, que Polymnie inspire,
 Par vous la poésie a connu nos climats ;

En des lieux variés vous conduisez ses pas
 Et vous faites partout des moissons abondantes.
 Tout s'anime et se peint sous vos mains fécondantes :
 D'un maire et d'un curé les bizarres discords
 Vous fournissent matière à de charmants accords
 Où, sous l'extérieur d'un simple badinage,
 Se cachent force traits d'une morale sage
 Qu'une fine satire assaisonne toujours.

Le *Banc des Officiers*, paré de ses atours,
 Est un digne prélude à la *Tallardiade*.

.

Quelle variété ! quel feu dans l'étalage
 Des gestes du chartreux et de son entourage !
 Que d'aisance et de grâce en vos narrations !
 Et que vous savez bien choisir vos fictions !
 En mots, en traits heureux votre poème abonde ;
 C'est un ruisseau d'argent qui promène son onde
 Dans un large vallon richement tapissé,
 Et qui, dans son canal se trouvant trop pressé,
 Parfois, en jets brillants, s'élance dans l'espace.
 De repasser ces traits jamais on ne se lasse :
 Le grand Raymond de Vars, d'un cœur religieux,
 Ordonne pour sa tante un service pieux ;
 Un prêtre monte en chaire et sa voix éloquente
 Dépeint si bien les traits de l'auguste parente
 Q'avec tout l'auditoire, un moment transporté,
 De Vars, lui-même, crut qu'elle avait existé !
 Pareils traits ne sont point d'une force ordinaire.

Et l'invocation au grand poète Homère,
 A ce père des vers, à ce maître de l'art,
 Qui mourut cependant sans parler de Tallard !
 Et Gap qui, pour franchir sa scabreuse montagne,
 N'a point, comme Tallard, une tante en Bretagne !
 Et les tendres amis du Chartreux morfondu
 Qui disaient : Si du moins son bien était venu !
 Je finirais, je crois, par citer tout le reste.

.

Retiré maintenant au sein de vos foyers
 Vous cueillez dans le calme encor d'autres lauriers :
 D'un instructeur des champs prenant le noble rôle
 Vous faites prospérer la science agricole
 Et dans vos environs, l'essor étant donné,
 La routine fait place au travail raisonné.
 Autre bienfait marquant pour la contrée entière :
 Sur les choses du droit vous portez la lumière,
 Et par vos bons conseils, vos arrêts à huis-clos,
 Bien des procès couvés ne sont jamais éclos.
 Et puis, pour vous guider dans son aimable empire,
 La Muse d'autrefois vient encor vous sourire.
 Fouillant, dans vos loisirs, les fastes du Champsaur
 Vous en faites, soudain, jaillir des filets d'or :
La cloche de Frustelle en est un témoignage,
 Et, dans ce moment même, un important ouvrage
 Reçoit entre vos mains son développement ;
Les Vogues du Champsaur seront, certainement,
 Un tableau vrai des mœurs de vos compatriotes
 Largement enrichi d'anciennes anecdotes.

Heureux qui dans l'étude a cherché ses plaisirs !
 En tout temps, en tous lieux il distrait ses loisirs ;
 Quand l'éternel manteau jeté sur vos montagnes
 S'allonge par degrés jusque dans vos campagnes,
 Que les neiges, comblant vos chemins, vos sentiers,
 Vous tiennent enfermés pendant des mois entiers,
 Que feriez-vous tout seul dans ce désert immense ?
 Mais alors près de vous s'installe en permanence
 Le génie enchanteur des vers et des beaux-arts ;
 Sur le livre du monde il conduit vos regards.
 Des choses du passé mesurant l'étendue
 Sur le présent ensuite on reporte la vue,
 Et l'aspect orageux des révolutions
 Fournit ample matière à nos réflexions.
 Et, quant à l'avenir, l'âme religieuse,
 Respectant du Très-Haut l'œuvre mystérieuse,
 Espère, pour la France, en ses soins paternels
 Et voit venir des jours sereins et solennels.
 La Science, passant par des phases nouvelles,
 Sur le globe étendra ses gigantesques ailes.
 Le peuple, plus instruit, deviendra plus heureux
 Et ne se battra plus pour des ambitieux.
 Peut-être Gap, un jour, pour percer sa montagne,
 Aura l'équivalent d'une tante en Bretagne.
 Dans les Alpes, alors, les beaux-arts fleuriront
 Et vers leurs promoteurs les yeux se fixeront
 Et les noms honorés des Villars et des Faure
 Deviendront plus chéris et plus brillants encore.

« CÉLESTIN ROCHE ».

RÉPONSE DE M. FAURE

Saint-Michel, 25 avril 1849.

Mon cher confrère en Apollon,

Vous m'avez trop loué dans votre aimable épître :

Pour prétendre aux honneurs je n'ai qu'un faible titre,

Ma mitre est aussi de carton ¹.

Je ne savais pas que vous aviez commerce avec les Muses. J'en suis fort aise, et, quand vous reviendrez dans notre montagne, nous en parlerons ensemble. J'aurai le plaisir de vous montrer le *Banc des Officiers* réduit à quatre chants et arrangé d'une autre façon. Je vous montrerai aussi la *Tallardiade*, non augmentée mais heureusement corrigée. L'ordonnance du poème est la même, mais l'exécution est bien différente en plusieurs parties.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

FAURE.

A M. Roche, agent-voyer d'arrondissement à Embrun.

¹ Allusion au curé de Tallard, un des principaux personnages de la *Tallardiade*, à qui le Chartreux avait promis un évêché, mais qui n'eut jamais de l'évêque que la mitre de carton qu'il s'était faite lui-même. M. Faure fait preuve, ici, d'une extrême modestie. — C. R.

CHRONIQUE TRIMESTRIELLE

Dans les premiers jours de janvier, on a appris la nomination de M. Blanc, préfet du département des Hautes-Alpes, à la Préfecture des Landes. Quelques jours après M. Blanc quittait Gap avec sa famille. Tous les chefs de service et les amis de notre Préfet se trouvaient à la gare pour le saluer à son départ.

Les journaux de Gap ont été unanimes sur les qualités administratives de M. Blanc.

Le Préfet du département est membre d'honneur de la *Société d'Études*. Profondément convaincu de l'importance de notre Société au point de vue du progrès et des études, M. Blanc n'a jamais cessé de prendre le plus vif intérêt à tout ce qui la concerne, et n'a rien négligé pour son avenir et sa prospérité.

C'est dire que, tout en félicitant M. Blanc de son avancement, nous le voyons partir à regret.

Son successeur, M. Doux, nous est arrivé dans la première quinzaine de février, précédé d'une réputation très flatteuse et méritée. Sous-Préfet de Milhau, de Saint-Flour; secrétaire général dans l'Isère, puis dans la Seine-et-Marne, il a laissé partout des regrets. Depuis 1888 il était sous-préfet de Bayonne, où il s'était créé de nombreuses et vives sympathies.

Nous souhaitons une sincère et cordiale bienvenue à M. Doux, certains que nous trouverons toujours en lui bienveillance et dévouement à la société.

* * *

Tous nos compatriotes apprendront avec plaisir que le Club-Alpin central a décidé la création de nouveaux refuges dans nos montagnes. Notre département si pittoresque et qui ne le cède en rien, sous ce rapport, aux plus beaux cantons de la Suisse, mérite d'être mieux connu. Tout nous fait espérer que bientôt les touristes trouveront chez nous ce confortable qu'ils aiment à rencontrer ailleurs, et qu'alors ils viendront nous visiter plus volontiers.

Dans le même ordre d'idées, nous devons une mention

particulière à la réunion de la société fraternelle des Hauts-Alpins qui a eu lieu, à Paris, le 25 mars.

M. Doux, a tenu à y assister pour témoigner du vif intérêt qu'il porte à tout ce qui touche le département qu'il est chargé d'administrer.

De nombreux toasts ont été portés, où l'alpinisme a eu sa large part.

* * *

Nous pensions terminer notre chronique trimestrielle sur ces idées agréables pour nous, quand nous avons appris l'incendie du hameau des Vigneaux. Le 14 avril, vers dix heures du soir, le feu a éclaté, et, malgré de prompts secours, s'est rapidement propagé.

Les pertes sont évaluées à 50,000 fr. Les premiers secours n'ont pas manqué aux victimes de ce désastre. La générosité publique, dont nous avons eu des preuves nombreuses ces dernières années, ne sera point en défaut assurément, et bientôt ces malheureux pourront se refaire un abri.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

Assemblée générale annuelle du 11 Mars 1893.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE.

Présents :

MM. GRANDIDIER, président; DUPONT-DELPORTE et GAUTIER, vice-présidents; LEMAITRE; GUILLAUME (abbé); TABOURET (abbé); MARTIN, David; TESSIER, JEAN-Jules; ANDRÉ; TAPIOT; ROCHE Célestin; ROCHE Achille; ROMIEU; LABASTIE; PINET; NICOLLET; SIBOURD; JOUGLARD; PERRIN; CAFFAREL (abbé).

MM. Ferdinand BERTRAND, notaire, et DUMAS, inspecteur des contributions directes en retraite, se font excuser par lettre;

M. OSWAL-EYRIER, homme de lettres à Blidah (Algérie), présenté par MM. MARTIN et MOURRE, est admis comme membre titulaire de la société d'Etudes.

M. le PRÉSIDENT dépose sur le bureau: 1° les lettres de démission de MM. DUMAS, secrétaire; BERTRAND, secrétaire-adjoint; VICTORION, professeur au lycée de Charleville, et JOUGLARD Sosthène, vice-président du tribunal civil de Valence, comme membres titulaires et secrétaires de la société d'Études.

2° Une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique, des beaux arts et des cultes, tendant à ce que la Société lui adresse d'urgence les bulletins, mémoires, etc., qu'elle a fait éditer en 1891.

A l'unanimité l'assemblée donne son entière adhésion à une pétition présentée par la Société d'histoire, d'archéologie et de littérature de Beaune (Côte-d'Or), afin que les sociétés savantes en correspondance avec le Ministre de l'Instruction publique aient dorénavant droit à l'exonération des frais de recherches actuellement perçus par les greffiers, et tous autres détenteurs d'archives, antérieures à 1789.

M. le PRÉSIDENT donne ensuite lecture d'une lettre que lui a adressé M. MARTIN David, professeur au lycée de Gap, par laquelle ce dernier expose sommairement l'état de la question des origines de « *La Mer de pierres de La Crau* » et dit qu'il y aurait grand intérêt à la résoudre; il fait appel au concours pécuniaire de la société d'Études.

M. le Président propose de voter à M. MARTIN, une indemnité de 120 francs nécessaire aux explorations de Saint-Remy et du col de Lamanon, des terrains d'alluvions anciennes qui se rencontre de Grenoble vers Valence, Montélimar et Châteaurenard.

L'excursion projetée aura une durée de 7 à 8 jours et donnera des résultats très intéressants pour la solution de la question.

L'Assemblée, après en avoir délibéré, vote l'indemnité de 120 francs proposée en faveur de M. MARTIN et décide que cette dépense sera imputée sur l'art. 2 du budget; Imprévision.

M. l'abbé GUILLAUME fait don à la société d'Études des Hautes-Alpes, d'un « *Pouillé ou État général des*

Bénéfices séculiers et réguliers du Diocèse de Gap avant 1789 », qu'il vient de faire imprimer.

Il dépose également sur le bureau un ouvrage intitulé « *Pierre Guiffort, drame en neuf tableaux, en vers* » qui lui a été adressé par l'auteur René BLANCHARD, lequel en fait don à la société d'Études ;

M. l'abbé GUILLAUME présente à la réunion un manuscrit de l'histoire des Alpes Maritimes du Père Fornier, dont le tome III vient de paraître tout récemment chez M. JOUGLARD, imprimeur à Gap. Ce manuscrit appartient à la ville de Lyon. M. l'abbé GUILLAUME parle ensuite de la table décennale du bulletin de la société. Cette table sera bientôt achevée et prête à être livrée à l'impression. La dépense s'élèverait à 1.000 francs environ.

Sur ce sujet diverses observations sont présentées tour à tour par MM. LEMAITRE, DUPONT-DELPORTE, TEISSIER et SIBOURD, sur le chiffre de la dépense qui leur paraît trop élevé, en égard à l'importance du travail. M. GRANDIDIER propose de soumettre préalablement les tables à l'appréciation du Comité de publication. Adopté.

M. le PRÉSIDENT propose une souscription à une publication littéraire « *L'Auvergne* » Cette motion n'est pas adoptée.

M. MARTIN dépose sur le bureau, la collection complète de « *La Faune d'Olphe-Galliard* ».

Il est ensuite procédé à la nomination d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint, en remplacement de MM. DUMAS et BERTRAND, démissionnaires.

M. NICOLLET, professeur au lycée de Gap, est nommé à l'unanimité secrétaire en remplacement de M. DUMAS.

M. PERRIN, conducteur des Ponts et chaussées à Gap, est nommé secrétaire-adjoint, en remplacement de M. BERTRAND.

L'ordre du jour étant épuisé et aucun des membres de l'assemblée ne demandant la parole, la séance est levée à six heures du soir.

Le Secrétaire ,

F.-N. NICOLLET.

Le Président ,

GRANDIDIER.

NÉCROLOGIE

M. L'ABBÉ GAILLAUD.

Le dimanche 23 janvier dernier est mort l'abbé Gaillaud (Eucher-Jacques-Joseph-Marie), chanoine, archiprêtre de la cathédrale de Gap.

Il était né à Saint-Bonnet-en-Champsaur, le 9 avril 1819, d'une famille dont un des membres, Jacques Gaillaud, avait mérité par ses aptitudes intellectuelles d'être proposé à l'administration centrale, en 1799, pour obtenir une pension auprès de l'école centrale ¹.

Après avoir fait ses études littéraires au petit séminaire d'Embrun et ses études théologiques au grand séminaire de Gap, il fut successivement professeur au petit séminaire d'Embrun (1843-1853), vicaire à Gap (1853-1863), curé de Rosans (1863-1866), curé de Serres (1866-1867), curé-archiprêtre de Briançon (1867-1876), curé-archiprêtre de la cathédrale de Gap depuis cette époque.

D'autres ont vanté, avec raison, le prêtre pieux et charitable, l'homme digne et grave; il nous appartient surtout de dire un mot du penseur et de l'écrivain.

Son corps amaigri, usé par la pensée, son œil brillant au fond de l'orbite excavée indiquaient, à l'abord, un homme dont toute la vie a été consacrée à l'étude, à la méditation. Il possédait les grands auteurs du XVII^e et du XVIII^e siècle, il avait lu tout ce que notre siècle a produit d'œuvres remarquables, et sa conversation, toujours attrayante, était émaillée de citations empruntées à nos classiques.

Depuis de longues années, il s'était particulièrement occupé de l'histoire des Hautes-Alpes, et il était, sans contredit, une des personnes qui la connaissaient le mieux. On ne pouvait causer une heure avec lui sur ce sujet, sans qu'une anecdote, contée à propos, vous rappelât, en le précisant, quelqu'un des faits importants qui se sont produits dans nos montagnes.

¹ Voir *Notice sur l'école centrale de Gap*, dans le présent Bulletin; tableau des élèves proposés en l'an VII.

Parmi ses publications, nous citerons ses *Recherches historiques sur la Belle Briançonne* (1861), l'*Histoire de Notre-Dame d'Embrun ou la Vierge du Réal* (1862), les *Ephémérides pour servir à l'Histoire des Hautes-Alpes* (1874). Pendant plusieurs années il fut le principal rédacteur des *Annales de Notre-Dame du Laus*. Enfin, il a fait paraître l'année dernière, chez M Richaud, une nouvelle édition des *Œuvres choisies* du poète J. Faure, de Chaillol.

M. l'abbé Gaillaud était un des membres les plus anciens de la *Société d'Études des Hautes-Alpes* et, il y a peu de temps, il avait fait don au musée d'un grand nombre de médailles et à la Société de plusieurs livres.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Sur LÉON OLPHE-GALLIARD¹

Le 2 février 1893, s'éteignait à Hendaye (Basses-Pyrénées), un de nos excellents collègues de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, M. Léon Olphe-Galliard qui a légué, par un acte testamentaire, que nous possédons, du 20 juillet 1891, ses riches collections scientifiques et sa bibliothèque au département des Hautes-Alpes.

Il y a dans cette donation un sentiment de touchante générosité et de piété filiale à l'égard du pays de ses aïeux. Car la famille Olphe-Galliard est originaire des Hautes-Alpes. Ce fut, en effet, vers 1740 que l'arrière grand'père de M. Léon Olphe-Galliard quitta La Bâtie-Neuve (hameau des Brès) pour aller fonder à Lyon une maison de commerce. Mais vers le XII^e siècle divers membres de cette famille, désignés sous le nom de Olphi ou de Olphe, dit Galliard, ont rempli dans l'administration de la cité gapençaise des fonctions honorables ainsi que cela résulte de documents conservés aux archives départementales.

¹ Nous remercions M. Nicollet de l'aimable concours qu'il nous a prêté pour la rédaction de cette note.

Victor-Aimé-Léon Olphe-Galliard naquit à Lyon le 27 octobre 1825. Il était fils unique et ses parents l'entourèrent d'une sollicitude dont il garda toujours un souvenir attendri.

Le jeune Léon, d'une nature douce et réfléchie, montra, dès ses premières études, d'heureuses dispositions. A l'âge de cinq ans il trouvait son principal amusement dans la lecture des livres qu'on mettait à sa disposition.

Ce fut dans ses premières années qu'il éprouva dans les lectures, les conversations, les promenades, un penchant très marqué pour tout ce qui avait rapport à l'histoire naturelle.

Sans doute l'étude de la nature, « avec la nature, et par la nature », suivant le précepte de Rousseau, peut bien exciter la sensibilité et produire une âme contemplative ; mais il y a loin, de cette admiration vague et si souvent inconsciente du sauvage que rêvait l'auteur de l'Emile, à cette observation nette et définie du savant qui a appris à voir, à comparer et à déduire, qui est le fruit de l'expérience des siècles passés et qui ne s'acquiert que par des études sérieuses et sous la direction de maîtres habiles,

Léon Olphe-Galliard eut la bonne fortune de trouver, parmi la société distinguée qui fréquentait le château de la Vourles, où son père allait passer chaque année la belle saison, son grand oncle, M. Duclaux, peintre d'un talent supérieur qui éveilla dans son petit neveu le sentiment du beau et le sens artistique.

Les premières études de Léon avaient été dirigées, de 1833 à 1837, par des précepteurs. Il suivit ensuite, en qualité d'externe, les cours du collège Royal. Dans ses études au collège il fit preuve de remarquables aptitudes à l'étude des langues vivantes ; et ce goût ne fit que se développer dans la suite puisque l'anglais, l'allemand, l'espagnol lui étaient devenus familiers et qu'il traduisait le russe, l'islandais et la plupart des langues du nord.

Toutefois il ne négligea pas ses études préférées ; et l'application qu'il apportait à la physique et à la botanique lui faisait souvent oublier les autres parties du programme qu'il considérait comme inférieures. Mais les tendances à

spécialiser ses études le mirent souvent en butte aux plaisanteries, aux reproches de ses camarades et de plusieurs personnes qui l'entouraient et qui appréciant peu l'étude des sciences naturelles, la comprenaient encore moins chez un enfant.

Léon ne se laissa pas décourager par ces déboires. Ce fut même à cette époque que sa vocation scientifique se dessina nettement. Jusqu'alors, il avait hésité entre la botanique, l'entomologie et les autres branches de l'histoire naturelle ; il se décida pour l'ornithologie qu'il considérait comme une science plus facile à étudier et à approfondir, et il commença sa collection d'oiseaux dans la belle résidence de Montcorin près d'Irigny que son père avait achetée en 1837. Il chassait dans les bois faisant partie de la propriété et rapportait dans sa chambre le produit de sa chasse, qu'il préparait pendant la nuit pour n'être pas dérangé dans ce travail délicat.

De bonne heure il se créa des amitiés et des relations.

En 1843, il se lia avec l'abbé Thibaudier qui devint plus tard évêque de Soissons puis archevêque de Cambrai ; ils suivirent ensemble les cours du collège et restèrent depuis en relations suivies que la mort seule interrompit.

En 1844, il fit la connaissance de M. Mulsant avec lequel il fit, l'année suivante, un voyage accidenté dans le midi. M. Mulsant sembla vouloir le détourner de l'étude qu'il avait entreprise ; cependant, bien qu'il fût toujours parcimonieux d'encouragements, il lui donna d'utiles conseils et lui imprima une bonne direction.

M. Mulsant le fit entrer, en 1846, à la Société Linnéenne et lui proposa d'écrire en collaboration une histoire des oiseaux de France, mais cette offre fut repoussée.

La même année, Olphe-Galliard entra en relations avec l'ornithologiste Caire, curé de Puymoissons (Basses-Alpes), qui, ayant entendu parler de lui, désirait faire sa connaissance. Le jeune naturaliste lyonnais en conçut une grande joie et éprouva le plus vif plaisir à s'entretenir de ses études favorites avec un amateur aussi passionné et aussi savant.

Cependant son père concevant quelques inquiétudes de

le voir négliger ses études classiques pour celles de l'histoire naturelle qu'il considérait comme accessoires, fit avec lui deux séjours à Paris, pensant que son fils y trouverait une meilleure préparation aux examens. Léon fut reçu bachelier ès lettres en 1847. Mais les grandes villes, Paris surtout, lui causaient une répulsion profonde; aussi revint-il avec bonheur à Montcorin, « heureux, — suivant ses propres paroles — d'aller retrouver les bosquets et les prairies qui lui retraçaient en petit les grands spectacles de la nature ».

A son retour, il choisit la carrière de la médecine, comme étant la plus conforme à ses études de prédilection. Mais l'année suivante, les troubles politiques qui éclatèrent avec tant de violence à Lyon, obligèrent sa famille, comme tant de familles lyonnaises, à aller laisser passer l'orage à Genève. Les interruptions de ses études médicales, par suite de ces différents voyages, le découragèrent et le décidèrent à les abandonner.

En 1851, il revit la Suisse où la santé de sa mère l'obligeait à faire une cure. Il profita de ce séjour pour étendre ses investigations, composa un herbier des plantes de ce pays et y découvrit une nouvelle espèce d'oiseau, l'*Eri-thacus Moussieri*.

En 1853 il commença un catalogue dans le genre du « *Conspectus generum avium* » qu'il ne termina qu'en 1885, et qu'il a conservé en manuscrit. En 1855 il publiait dans la *Naumania* le catalogue des oiseaux du Rhône ainsi que plusieurs mémoires. Ainsi il prenait rang déjà parmi les ornithologistes distingués; ses relations scientifiques s'étaient étendues, sa collection s'était notablement augmentée et sa bibliothèque s'enrichissait de livres fort rares.

Olphe-Galliard prit part en 1856, au congrès ornithologique de Cothen, en Allemagne. Depuis longtemps il désirait faire la connaissance de ce peuple chez lequel les sciences naturelles étaient prospères et qui, à cette époque, était plein de prévenances à l'égard de ses voisins. Le jeune ornithologiste n'eut, en effet, qu'à se louer des égards dont il fut l'objet de la part des savants de ce pays,

parmi lesquels se trouvaient le docteur Baldamus et le pasteur Brehm. Il y retrouva aussi un compatriote, le jeune prince Lucien Bonaparte qui lui fit grand éloge sur ses découvertes.

A la suite de ce congrès il entreprit une vaste bibliographie ornithologique terminée en 1865.

C'était un travailleur infatigable : en quelques années il avait parcouru tous les ouvrages formant les bibliothèques de la société d'Agriculture, de la société Linnéenne, de l'Académie de Lyon, du Palais des arts et du Palais St-Pierre ; il avait classé et catalogué lui même les ouvrages d'histoire naturelle de la ville de Lyon. Il traduisit les œuvres de Lemkart, mais les détruisit dans la suite ayant renoncé à faire imprimer cette traduction.

En 1857, son père vendit la propriété de Montcorin, et lui proposa, puisque son plaisir était de rester à la campagne, de se fixer sur la frontière espagnole sur les bords de la Bidassoa ; il se figurait ce pays comme ne le cédant en rien à l'Espagne, au point de vue de la faune et de la flore, et il aurait espéré y trouver lui-même avec un climat doux, un peuple qui, tout en ayant la vivacité de nos voisins, conservait cependant toutes les qualités du peuple français. Mais il hésita à s'établir aussi loin de Lyon et du cercle de ses connaissances et acheta une propriété en Suisse près de Bâle.

Ainsi plusieurs années se passèrent entre ces deux résidences de Lyon et de la Suisse où chaque année Léon venait passer l'été s'occupant de photographie et de recherches scientifiques surtout sous le rapport ornithologique. Ses collections s'augmentèrent de nombreux sujets qu'il rapportait de ses courses dans les montagnes.

Il fut admis, en 1862, à faire partie de la société Helvétique des sciences naturelles. L'année précédente le Directeur du parc de la Tête-d'Or lui avait proposé de constituer un nouveau musée de la ville à la tête duquel il serait placé ; mais sa modestie, — qualité qu'il avait à un rare degré — lui fit refuser cette offre.

Il perdit son père l'année même où il se maria (1864). A

la suite de ces deux événements, il retourna s'établir en Suisse, où il demeura jusqu'en 1876.

Quand il eut achevé sa grande *Bibliographie ornithologique*, il songea à la publier. La société Linnéenne lui avait donné les éloges les plus flatteurs et ne lui ménageait pas les encouragements ; M. Mulsant disait nettement : « C'est un ouvrage qui manque, et qui mérite d'être publié ». Olphe-Galliard envoya son manuscrit, en 1867, à M. Engelmann, éditeur de la *Bibliotheca zoologica*. Mais comme celui-ci avait fait paraître lui-même une semblable bibliographie, — moins complète même, car elle s'arrêtait à 1860, tandis que celle d'Olphe-Galliard allait jusqu'en 1865, — il refusa de se charger de l'édition et retourna le manuscrit à l'auteur, qui, après des démarches infructueuses auprès de divers éditeurs, renonça, pour le moment, à le publier et le fit relier en 15 volumes pour le conserver tel quel. Il augmenta plus tard son travail d'une foule de détails intéressants, sur une observation de M. Deyrolle éditeur, qui l'avait trouvé trop scientifique et d'une lecture trop aride pour le gros public.

Son cousin, M. Testenoire, qui avait à Lyon de nombreuses et influentes relations, lui ayant proposé, en 1872, de le faire nommer conservateur du Muséum d'histoire naturelle, il déclina cet honneur.

Malgré les relations cordiales et intimes qu'il avait nouées en Suisse, notamment avec M. Reichlen, il quittait en 1876 ce pays, dont il ne goûtait guère, d'ailleurs, les institutions. A cette époque, mettant à exécution son projet d'aller s'établir sur les bords de l'Océan, il se dirigea vers Angoulême où il s'éjourna trois ans ; puis en 1882, il se fixa définitivement à Hendaye, près de la frontière espagnole. Dans ses nombreux voyages, il avait remarqué cette rade pittoresque, en toute saison rendez-vous d'une grande variété d'oiseaux. C'est donc pour compléter et enrichir sa collection ornithologique qu'il y fixa sa résidence.

Non seulement il entretenait correspondance avec un grand nombre de naturalistes, mais il reçut à Hendaye la visite de plusieurs d'entre eux. En reconnaissance de l'ac-

cueil bienveillant qu'il avait reçu de Ludwig Brehm, il le fit recevoir de la société Linnéenne, et, après sa mort, publia sa correspondance.

C'est pendant ces dernières années, passées à Hendaye, qu'il publia son ouvrage intitulé *Contributions à la faune ornithologique de l'Europe occidentale*¹.

L'excès de travail que lui causa cette considérable entreprise altéra sa santé.

C'est alors que la crainte de laisser après lui une collection que sa famille eût été dans l'impossibilité d'entretenir et la douleur que le fruit de tant de labeurs serait peut-être dispersé et anéanti, lui firent concevoir la pensée de transmettre sa collection et sa bibliothèque au département d'où sa famille était originaire.

Cette collection comprend, outre une riche bibliothèque, des échantillons de chaque règne et de chaque classe, et notamment plus de 6.000 oiseaux, dont plusieurs des espèces les plus rares.

Il a publié les ouvrages suivants : — *Quelques remarques sur les règles de la nomenclature zoologique*, Bulle, 1871. — *Contributions à la faune ornithologique de l'Europe occidentale*; 40 fascicules publiées séparément jusqu'en 1892. — *Sur l'utilité des oiseaux*, Gap, 1890. — *Faune des vertébrés du Turquestan*, (traduit du russe) de Severtzoff; Budapest, 1888. — *Jonas Hollgrímsson*, sa vie, ses œuvres, Copenhague, 1890. — *Catalogue des oiseaux des environs de Lyon*, Lyon, 1891. — *Lettres de Christian Ludwig Brehm*, Vienne, 1892 — En outre il a laissé un grand nombre de manuscrits, formant une cinquantaine de volumes ou cartons.

Après avoir fait connaître le savant, disons un mot de l'homme. La pensée généreuse qui, au moment de mourir lui a fait tourner les yeux vers ce département d'où sa famille était originaire, nous prouve surabondamment sa bonté, son culte pour les ancêtres, pour le sol natal, pour la patrie enfin. Toute sa vie est celle d'un homme de bien,

¹ Un compte-rendu de ce travail a été donné dans le *Bulletin de la Société d'Études* en 1891 (p. 215).

sincèrement attaché à sa religion. Ses entretiens intimes roulaient sans cesse sur la nature, sur l'Auteur de toutes choses, sur les rapports de l'âme avec le corps. Le passage suivant du cours élémentaire d'histoire naturelle de M. Mulsant, qu'il avait fait imprimer en gros caractères et afficher à la porte de sa collection, montre à quelles hautes pensées l'avait élevé l'étude de la nature. « De toutes les sciences, elle (l'Histoire naturelle) est l'une des plus attrayantes, elle est surtout l'une des plus capables d'élever nos pensées vers le Souverain Auteur de toutes choses, car si les cieux racontent sa gloire, la terre publie sa toute puissance, sa sagesse et sa bonté. A la vue du spectacle harmonieux qui s'offre à ses yeux, l'homme se sent entraîné par un charme souvent irrésistible à en étudier les merveilles ; il ne peut faire un pas dans ce champ de découvertes sans reconnaître son néant et la grandeur infinie de Dieu, et chaque observation lui offre un motif nouveau de le bénir et de l'aimer ».

Atteint depuis plusieurs années d'une cruelle maladie, après de grandes souffrances, il s'est éteint doucement le 2 février, avec une résignation admirable.

Ces dernières années ne furent pas sans amertumes. Il était attristé, — chagrin de naturaliste, — en voyant que tous les oiseaux qui, jadis fréquentaient la rade d'Hendaye, avaient déserté ces parages. Jetant un coup d'œil sur sa vie, il se demandait avec inquiétude si une existence consacrée tout entière à faire des collections et à étudier la nature, était assez bien employée. Ces collections, d'ailleurs, qu'allaient-elles devenir ? Bien des solutions se présentaient à son esprit ; mais renonçant à en faire profiter les riches muséums des grandes villes, il a préféré les donner à notre département, avec cet espoir qu'elles pourraient être utiles et profitables à la jeunesse de nos écoles, et que leur visite contribuerait à nourrir et à développer chez nos compatriotes le goût de l'étude et des choses intellectuelles.

C'est avec une vive satisfaction et une profonde reconnaissance pour M. Olphe-Galliard que, les hommes stu-

dieux et éclairés, les sincères amis de nos Alpes ont appris le legs généreux qui permettra à notre département, — l'unique peut-être qui n'a pas de musée, — d'en avoir un aussi varié qu'intéressant.

Gap, 1^{er} mai 1893.

David MARTIN.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

LES OUVRAGES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ SONT NUMÉROTÉS

30. **Monographie de Veynes**, par M. l'abbé F. ALLEMAND ; plaquette de 28 p. Gap, Richaud, 1890. — **Monographie de Montmaur**, par le même ; plaquette de 24 p. Gap. Jouglard, 1892.

A la Durance, par CÉLESTIN ROCHE ; plaquette de 10 p. éditée par les fils de l'auteur. Forcalquier, A. Crest, 1893.

Le Connétable de Lesdiguières, par M. DUFAYARD, ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé d'histoire, docteur ès-lettres, professeur au lycée Hoche (Versailles). 1 vol. in-8°. Paris, Hachette, 1893.

J. de Strada, le philosophe, le penseur, l'écrivain, l'œuvre, par J. F. MALAN ; plaquette de 32 p. extrait de la *Revue socialiste*, 10, rue Chabanais Paris, 1893.

Histoire générale des Alpes maritimes ou Cottiniennes, par le R. P. MARCELLIN FORNIER, tome III. publiée par M. l'abbé P. GUILLAUME ; Gap, Jouglard, 1893.

31. **Pouillé ou État général des bénéfices séculiers et réguliers du diocèse de Gap avant 1789**, par M. l'abbé GUILLAUME. Gap, Jouglard, 1891.

32. **Pierre Guiffort**, drame en neuf tableaux, en vers, par RENÉ BLANCHARD.

Lou Diaman de San-Maime, par E. PLAUCHUD ; Forcalquier, A. Crest, 1893.

33. **Les Alpes Françaises ; la flore et la faune, le rôle de l'homme dans les Alpes, la transhumance**, par A.

FALSAN; Paris, J.-B. BAILLIÈRE et fils, rue Hauteseuille, 19; 1893 : — prix: 3 francs 40.

M. J. Roman a donné à la bibliothèque de la *Société d'études* les brochures suivantes :

34. Origine et progrès des églises protestantes dans le Languedoc, brochure de 94 p. — **La chambre de l'édit en Languedoc**, plaquette de 32 p. — **Voyage de Catherine de Médicis et exécution de l'édit de Poitiers en Languedoc**, brochure de 38 p. par J. ROMAN. Toulouse, éd. Privat, 1888. — **Les causes du déboisement des montagnes d'après les documents historiques du XIII^e au XVIII^e siècles**, plaquette de 18 p., par le même. Gap, Richaud, 1887. — **La bataille de Mustias-Calmes et la civitas Rotomagensis**, plaquette de 16 p., par le même. Digne, Chaspoul et C^{ie}, 1888. — **Dépouillement du registre des requêtes présentées au roi de France en 1586 et 1587**, plaquette de 23 p., par le même. Paris, E. Plon, Nourrit et C^{ie}, 1885. — **Deux chartes dauphinoises inédites du XI^e siècle**, plaquette de 20 p., par le même, Grenoble, F. Allier, 1886. — **L'exploitation des mines dans les Alpes au moyen-âge**, plaquette de 12 p., par le même. Valence, Jules Céas et fils, 1886. — **Blanc de Charles, duc de Lorraine, seigneur de Florennes**, plaquette de 4 p., par le même. Extrait de la *Revue belge de numismatique*, 1881. — **De l'ancienneté des monnaies des Dauphins du Viennois**, plaquette de 8 p., par A. D'AURE. Extrait des *Mélanges de numismatique*, t. III, 1878.

A la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne, M. J. Roman a lu un travail sur trois peintures décoratives du moyen-âge composées d'écussons armoirés; — M. Prud'homme, archiviste de l'Isère, une dissertation sur l'origine du nom des Dauphins et la transformation de ce nom patronymique en titre honorifique.

La Revue du monde latin, qui paraît déjà depuis plus de dix années, vient d'entrer avec le numéro du 1^{er} mars dernier, dans une voie nouvelle. Sans abandonner l'étude des races latines, elle consacre régulièrement une partie de son recueil aux questions slaves. Le baron A.D'AVRIL et le marquis de BARRAL-MONTFERRAT dirigent ensemble cette publication qui s'appellera désormais « *le Monde latin et le Monde slave.* »





ARNOUX LAFFREY

D'APRÈS LE PORTRAIT PEINT PAR DUPONT EN 1754

L'ABBÉ ARNOUX LAFFREY

LITTÉRATEUR GAPENÇAIS

1735-1794.

Arnoux Laffrey est un oublié. Qui connaît son nom aujourd'hui en dehors de quelques bibliographes obstinés ? Ce fut cependant un homme de beaucoup d'esprit, un écrivain fort bien doué et il a publié un ouvrage dont le succès fut éclatant dans sa nouveauté. La bienveillante communication de sa correspondance qui m'a été faite par les héritiers de la famille Laffrey, me permet d'esquisser avec exactitude la vie de ce Gapençais si peu connu ¹).

Arnoux Laffrey est né à Gap le 19 septembre 1735 ; voici du reste son extrait de baptême : « L'an que dessus « (1735) et le dix neuvième jour de septembre a été baptisé « Arnoux Laffrey, fils de Jean-François, marchand de « cette ville, et de demoiselle Claire Fourra, mariés. Le « parain a été sieur Jean Laffrey fils, assisté de sieur « Pierre Laffrey, son oncle, et la maraine demoiselle « Marie-Rose Laffrey. J. Laffrey, P. Laffrey J. Laffrey, « M.-R. Laffrey, Thomé, curé ». Comme on le voit ses parents étaient de modestes marchands, n'ayant aucune prétention à la noblesse, mais possédant un certain avoir. Ils comptaient céder leur boutique à leur fils aîné et pousser les autres soit dans l'église, soit dans le commerce sur un plus grand théâtre que Gap.

Ces enfants étaient au nombre de trois : Jean, l'aîné qui fut le parrain de son frère Arnoux ; Jean-François, le second, et enfin Arnoux, beaucoup plus jeune que ses frères.

Ce dernier n'avait pas encore trois ans quand il perdit son père. Qu'allait-on faire de lui ? sa mère et ses frères

¹ Cette communication m'a été faite par les familles Chabre et Andréoly, qui voudront bien recevoir ici mes remerciements.

optèrent pour l'église et dès qu'il fut en âge d'apprendre à lire on le mit aux petites écoles de Gap, et non point au collège de cette ville, comme l'écrivent ses biographes, et cela pour une foule de bonnes raisons ; la première, qui me dispense de déduire les autres, c'est que Gap n'avait pas de collège au siècle dernier. Puis on l'envoya étudier le latin sous la direction de l'abbé Astier, curé de Furmeyer, qui jouissait dans la contrée d'une certaine réputation pédagogique.

Cette éducation rustique parut bientôt insuffisante à la famille d'Arnoux Laffrey ; il était le dernier né, le Benjamin de la maison, sa gentillesse, sa facilité à apprendre permettaient d'augurer qu'il ferait son chemin dans le monde ; on se décida à faire un grand sacrifice et à l'envoyer terminer ses études à Lyon. Précisément, à cette époque, son frère aîné Jean-François y était établi ; donc tout était pour le mieux.

C'était un curieux personnage que ce Jean-François ; sans profession bien caractérisée, il faisait cent métiers divers, était du dernier bien avec des grands seigneurs, menait une existence large et correcte, et faisait sonner bien haut son influence et ses belles relations. On eut pu lui appliquer ce que plus tard Beaumarchais devait écrire de Bertrand-Deyrolles : « On sait qu'il y a beaucoup de gens du sud à Paris, dont l'unique métier est d'obliger tout le monde. Y a-t-il un mariage dans une famille ? Ils ont des gants, des cocardes, des odeurs. Un repas ? Des olives, du thon, du marasquin. Un voyage ? des courroies, des malles, des selles, des bottes. Et puis à propos de bottes, ils prétendent à la reconnaissance en présentant leur mémoire ». Jean-François Laffrey fournissait à ses amis des gants de Grenoble, des savons de Marseille, de la pommade de Draguignan, de l'eau de fleurs d'oranger de Nice, de la liqueur de Teisseire, de Voiron, des truffes de Carpentras, de l'eau de lavande des Alpes et même des gelinottes, des bartavelles et autres gibiers des montagnes. Il recevait par la malle poste des caisses pleines de ces divers produits expédiés par son frère chaque semaine, et les écoulait sans bruit parmi ses

connaissances, ne faisant pas plus de commerce que le père du bourgeois gentilhomme, lequel, comme chacun sait, se connaissant admirablement en étoffes s'en procurait de tous cotés et les cédait libéralement à ses amis pour de l'argent. C'était du reste un homme religieux, scrupuleusement honnête, généreux et fort intelligent avec une pointe d'originalité.

Il fit donc venir son jeune frère à Lyon, lui servit de père et paya pendant plusieurs années sa pension au séminaire de Saint-Irénée ; le futur abbé devait en sortir seulement pour prendre la tonsure et le petit collet, acheminement obligé à un bénéfice. Arnoux Laffrey était un esprit éveillé ; il fit rapidement ses études, étonnant ses maîtres par son heureuse facilité à s'assimiler tout ce qu'il entendait ou lisait, mais aussi passablement insubordonné et maniant le sarcasme avec une rare précocité.

Voici une lettre qu'il écrivait le 14 juillet 1749, à moins de quatorze ans, à sa mère l'honnête marchande de Gap ; elle dut être fort désagréablement surprise en la recevant, à moins qu'elle ne l'ait prise au sérieux et ne se soit applaudie de posséder un fils si bon chrétien.

« Mademoiselle et très chère mère, on m'a appris dans mes jeunes années que les pères et les mères doivent veiller sur leurs enfants. C'est pourquoi, pour vous tranquilliser la dessus, je vous écris aujourd'hui cette lettre, pour vous marquer que ma conduite est des plus régulières ; que je suis toujours bien sage comme à l'accoutumée ; que j'assiste presque journellement à la sainte messe et autres offices divins, comme au sermon, à la bénédiction, à vêpres, à complies, au prône et quelquefois au rosaire. Ce doit être pour vous un grand sujet de consolation que d'avoir un enfant qui, quoique attentif à ses affaires domestiques, donne à plein colier dans la dévotion. Je voudrais vous faire comprendre plusieurs autres bonnes œuvres que je pratique d'ailleurs, mais ma modestie m'en empêche. J'ai prié mon frère maintes fois d'avoir la bonté de vous les dire ; s'il y a manqué, je pense que c'est faute de mémoire. Voilà bien des choses spirituelles, parlons un peu des temporelles. Mon frère m'a écrit qu'il m'enverrait au premier

jour une copie de quittance pour retirer ma pension ; si vous vouliez avoir la complaisance de joindre à cette quittance de quoy dévancer d'éteindre une prochaine incendie qui menace de prendre à mon gousset, ce serait une obligation dont je vous aurais la dernière..... édition. Je sais parfaitement que vous craignez trop le feu pour me refuser d'y porter remède ».

A Lyon, Arnoux Laffrey avait su se faire bien venir dans les couvents demi mondains de cette grande ville ; on l'aimait pour sa complaisance et sa gentillesse. M^{me} de Rohan, abbesse de Saint-Pierre, tante de la princesse d'Epinoï et de mademoiselle de Soubise, en avait fait son favori et l'engageait vivement à prendre la tonsure ; elle promettait de lui obtenir ensuite un bénéfice qui le mettrait pour l'avenir à l'abri du besoin. Il obéit, obtint rapidement ses grades et repartit pour Gap, où il fut tonsuré en 1752 par monseigneur de Condorcet.

Sa famille était fort satisfaite de lui ; il promettait d'entrer dans un séminaire pour se préparer à recevoir les ordres majeurs et son frère s'engageait, de son côté, à le défrayer de tout, moyennant une pension annuelle de 700 livres que sa mère consentait à payer. Mais bientôt l'ère des difficultés et des tiraillements commença. La dévotion du jeune Arnoux, si tant est qu'elle eut jamais été bien sérieuse, tiédit ; il paraît moins sûr de sa vocation ecclésiastique, et s'il retourne à Lyon, il ne se presse pas d'interposer entre le monde et lui les murailles sévères d'un séminaire. Son frère Jean-François le met cependant en demeure au mois de novembre 1754, de tenir ses promesses ; mais il supplie qu'on ne le contraigne pas d'entrer au séminaire au milieu d'un hiver rigoureux, jurant de se renfermer de lui-même dès que le printemps sera venu attiédir l'atmosphère.

Son frère consent ce délai, mais augure mal de ses dispositions pieuses. Arnoux menait une vie passablement dissipée et dépensait beaucoup trop d'argent au gré de sa famille parcimonieuse par nécessité. Les 700 livres qui devaient suffire à le défrayer de tout, étaient fort dépassées. « La façon de me conduire cette année à son égard sera

bien différente de la précédente, écrivait Jean-François à sa mère, car véritablement il m'a coûté trop grand argent». Arnoux Laffrey n'attendit point que l'économie annoncée se produisît à ses dépens et il s'esquiva. Il partit pour Paris où il baguenauda pendant quelques mois.

A ce moment, c'est-à-dire à l'âge de vingt ans, son portrait peint par Dupont ¹, nous le représente comme un petit homme coquet, soigné de sa personne, les cheveux bien poudrés, avec une figure toute ronde et franchement laide, le nez large et épaté, mais les lèvres railleuses, et les yeux pétillants d'intelligence. Tout à fait le type de l'abbé de l'ancien régime.

En 1756 nous le retrouvons à Ratisbonne. Qu'avait-il été faire chez les allemands? Chercher ce qu'il chercha pendant la moitié de sa vie, un protecteur. Un M. de Koenigsfeld qu'il avait connu à Paris, s'était intéressé à lui et l'avait facilement décidé à l'accompagner en Bavière. Il connaissait l'abbé Lemaire, ministre des bénéfices de l'électeur et se chargeait de recommander chaudement son protégé. Bientôt ces beaux projets s'évanouirent, M. de Koenigsfeld le planta là après l'avoir seulement présenté à l'abbé Lemaire ; cet abbé lui fit l'affront de le considérer comme un simple chevalier d'industrie, et l'espérance d'obtenir un bénéfice fit place à une situation pénible, émaillée de lettres de change impayées et d'expédients fâcheux pour vivre. Le pauvre abbé s'en prend à sa famille qu'il accuse de le laisser sans ressources, sans soutien et de ne lui écrire que des lettres absurdes qu'il ne peut montrer. « Il faut, écrit-il le 18 novembre 1756 à son frère Jean, que vous ayez juré ma perte, que vous avez déjà commencée Vos lettres sont, comme vous le savez, d'un style qui mérite peu le jour. Le ministre m'a demandé communication de votre dernière et comme vous savez combien elle est flatteuse, je laisse à juger de ma confusion de ne pouvoir seulement pas la lui ouvrir. Il m'a répondu que ses soupçons se trouvaient à son grand regret, confirmés, et qu'il

¹ On trouvera la reproduction en tête de la présente notice. L'original appartient aux héritiers de la famille Laffrey.

jugeait par mon silence, que je n'avais ni sanction ni approbation de ma famille ». Et la dessus il fut congédié sans espoir de retour.

Arnoux Laffrey n'avait plus rien à faire à Ratisbonne ; il en partit le 10 décembre pour Vienne espérant obtenir plus facilement un bénéfice en Autriche qu'en Bavière.

Cependant ses frères le supplient de revenir en France, d'entrer enfin dans un séminaire et d'y terminer ses études théologiques. Jean-François, alors fixé à Paris, se fait fort, à cette condition, de lui procurer un bénéfice important ; fallut-il obtenir l'agrément du cardinal de Fleury lui-même, il se vante que rien ne lui est plus facile au moyen de belles connaissances qu'il possède à la Cour.

L'abbé fait la sourde oreille. Voyant que le terrain n'est pas plus favorable à Vienne qu'à Ratisbonne pour y improviser des protecteurs et y emporter les bénéfices ecclésiastiques d'assaut, il se souvient avoir lu dans un ancien auteur que les voyages forment la jeunesse, et part en touriste pour la Hongrie. Il vient enfin se fixer à Rome à la fin de 1757 ; là il étudie les antiquités, fréquente beaucoup plus les sociétés littéraires que les cours de théologie, vivant au jour le jour, un peu de quelque argent que sa famille lui fait passer en rechignant, beaucoup d'emprunts variés ; bientôt les dettes même criardes, s'accumulent et la situation commence à devenir embarrassante.

Ses frères offrent de désintéresser ses créanciers s'il veut quitter Rome ; il ne refuse pas positivement, mais on sent que sa résolution est irrévocable. Rentrer végétér à Gap, quand on a visité des capitales et vécu dans le plus grand monde ? Allons donc. Il préfère jouer à ses frères un tour d'étudiant, se fait envoyer successivement d'assez fortes sommes en promettant de partir aussitôt, et se garde bien de se mettre en route pour la France. Cela dure trois ans entiers. « Je ne saurais comprendre, écrit Jean-François le 12 janvier 1760, quelle est la manie de M. l'abbé de ne vouloir pas absolument nous donner de ses nouvelles. Je tenterai de nouveau de me servir de quelque ami pour tacher de le faire revenir. Que si cette

démarche, vos lettres et les miennes n'aboutissent encore à rien, je vous conseille de vous en tenir là » C'est à dire de lui couper absolument les vivres.

Fut-on obligé d'en venir à cette dure extrémité, je l'ignore. Je constate seulement qu'au milieu de l'année 1760 l'abbé avait enfin quitté Rome ou pendant trois belles années il avait vécu misérable, mais libre. Ce ne fut point pour revenir à Gap ; le 20 août il était à Bâle, parcourant la Suisse en touriste. « Voilà cinquante lieues et plus, écrit-il à son frère avec une étonnante désinvolture, faites avec la santé la plus robuste (et probablement à pied). Dans tous les pays où j'ai voyagé, j'ai toujours facilement adopté la manière de vivre de la nation. En Allemagne je vivais aisément à l'allemande, en Hongrie à la hongroise, à Rome à la romaine ; maintenant, parmi les Suisses, je vis sans peine en Suisse, c'est-à-dire que je fume et me grise comme eux ».

Mais voici que tout à coup sa bonne étoile lui fait rencontrer une nuée de protecteurs, le comte et la comtesse de Graffenegg, le chevalier de Cérés et l'abbé de Fages. Le comte se disait grand seigneur allemand, la comtesse sœur du marquis de Saint-Simon, et l'abbé de Fages intimement lié avec l'illustre Dupleix, ancien vice-roi des Indes. Ces nouveaux amis connus par hasard autour d'une table d'hôte de Bâle, offrent à Arnoux Laffrey de l'associer à une grande entreprise commerciale qu'ils méditent d'organiser à Saint-Domingue sous les auspices de Dupleix et pour commencer lui proposent de les accompagner en Flandre. L'abbé accepte avec enthousiasme et annonce à sa famille cette bonne fortune.

Plus circonspect Jean-François va aux informations : « Prenez garde, lui écrit-il le 13 septembre 1760, M^{me} de Graffenegg ne peut être la sœur du marquis de Saint-Simon, que j'ai l'honneur de connaître, car il m'a dit lui-même n'avoir jamais eu de sœur ; de plus cette dite comtesse et l'abbé de Fages ne sont pas connus de M. Dupleix, d'où il est évident que cette prétendue société ne ressemble rien tant qu'à une pure histoire ».

Non seulement les yeux de l'abbé, encore dans toute

la candeur de la jeunesse, ne se désillent pas, mais sa famille et Jean-François tout le premier, reviennent sur leurs premières préventions, tout en conservant un certain doute, et avouent que l'affaire proposée peut être sérieuse. « Nos liaisons avec M. l'abbé de Fages et M^{me} la baronne de Gaffenegg ne sauraient bientôt être plus étroites ; je ne vois cependant ni clair ni trouble dans leurs affaires », écrit Jean-François. L'abbé exulte et ne doute pas du succès : « M. de Fages, écrit-il, est à la veille d'un grand coup dont nous nous ressentirons pour toujours. J'espère de jour en jour de partir pour Paris ; M. de Fages s'y arrêtera une partie de l'hiver afin que nous nous arrêtions moins ensuite à Saint-Domingue. Les affaires sont en train ; il vise un grand coup du côté de M. Dupleix et d'un autre, de sorte que si dans deux ans au plus nous ne vivons ensemble avec une fortune assez honnête, il faudra renoncer à toute la prudence humaine. Sans me faire la moindre illusion, je puis compter sur une fortune ».

Le grand coup qu'attendait l'abbé Laffrey fut frappé en effet, mais tout autrement qu'il ne le prévoyait. A peine débarqué à Paris l'abbé de Fages fut appréhendé au corps et incarcéré comme escroc, puis relâché au mois de mai 1761 avec ordre de ne s'approcher de plus de cent lieues de la capitale. Les Graffenegg et Cérés, s'étaient esquivés prudemment. « C'est un dangereux sujet, écrivait Jean-François, et toute sa clique ».

Heureusement pour lui, Arnoux Laffrey n'avaient pas accompagné cet intrigant à Paris, car quoi qu'innocent il eût probablement partagé son sort. « L'abbé est toujours dans un état misérable à Bruxelles, écrit Jean-François, d'où je vous garantis qu'en y allant ou en n'y allant point je l'en tirerai dans peu. Quel fâcheux contretemps ! il n'y aura que demain huit jours, s'il était resté dans son premier état, j'aurais pu lui procurer sans beaucoup de peine trois chapelles d'un revenu de 550 livres ». Il était trop tard.

Cependant que faisait à Bruxelles, qu'il n'avait garde de quitter pour Paris, le jeune abbé encore tout meurtri de la chute de ses illusions ? Il demandait quelque argent à sa famille et s'ingéniait à gagner sa vie dans des travaux

littéraires ; aux gages d'un libraire, il collaborait au journal de Bouillon. Après deux ou trois ans de cet obscur labeur, tout à coup il disparaît ; plus de nouvelles à ses parents. Son frère Jean-François s'inquiète et s'informe auprès d'un négociant de sa connaissance qui lui répond le 20 octobre 1721 en style commercial. « Monsieur, pour répondre à l'honneur de votre lettre du 17 de ce mois, j'ai celui de vous dire que M. votre frère est parti depuis deux jours pour la Hollande. On dit qu'il va se faire auteur. Son adresse est chez M. Boitte et C^{ie}, libraires, Amsterdam ». En effet l'abbé Laffrey allait être auteur, il allait fabriquer de la littérature comme d'autres des chaussures ou des vêtements.

La Hollande à cette époque inondait l'Europe du produit des commerces les plus variés ; elle procurait au plus juste prix des denrées coloniales, des poissons salés ou fumés et aussi des livres, des journaux et des pamphlets qu'une grande liberté de penser et d'écrire faisait éclore en abondance sous son ciel brumeux et inclément. L'abbé Laffrey pressé par le besoin, déjà habitué aux travaux littéraires, doué d'une rare faculté d'assimilation, se mit sans peine à cette besogne aride que d'autres, mieux doués que lui, l'abbé Prévost par exemple, n'avaient point dédaignée. Il se consacra aux traductions, aux corrections d'épreuves, à la chasse aux nouvelles, aux compte-rendus des nouveautés, qui lui permirent de vivre ou à peu près, d'un salaire quotidien. De ce fastidieux et anonyme travail il ne reste rien que quelques rares mentions dans ses lettres. Il vécut ainsi durant quatre ans, partageant son temps entre Bruxelles et Amsterdam, amassant des livres, des brochures, demandant constamment de l'argent à sa famille, et quoique vivement pressé par elle, se refusant obstinément à rentrer en France et surtout à revenir à Gap et à se préparer à la prêtrise. Pour ce dernier point, du moins, il avait raison.

Nous touchons à l'événement capital de sa vie, à celui qui va enfin le fixer, le dispenser de songer au lendemain.

A la fin de 1768 il fit connaissance dans les environs de

Bruxelles d'un jeune prince, Frédéric de Salm-Kirburg, qui appartenait à une des plus illustres familles d'Allemagne, possédait en Westphalie une petite principauté souveraine et devait, après la mort de ses parents, jouir de six cent mille livres de rente.

Né vers 1742, venu presque enfant à Paris, le prince de Salm y mena d'abord la vie d'un jeune débauché; il eut des aventures scandaleuses, des duels équivoques et sans gloire. Honteux de ces piètres débuts, il se mit à parcourir le monde pour les faire oublier; c'est alors qu'il rencontra Arnoux Laffrey, qui trainait à Bruxelles une existence de forçat littéraire; l'abbé gapençais le séduisit par sa verve et son esprit, et depuis ce jour ils furent inséparables.

La famille Laffrey ne savait rien de tout cela; un an plus tard seulement elle fut mise au courant par une lettre de Jean-François. Après avoir perdu absolument les traces de son frère, il avait appris par hasard que celui-ci était encore en vie et même en passe de se créer une situation. « Je vous apprends avec un très grand plaisir, écrivait-il le 10 février 1770, que j'ai retrouvé notre frère, et que depuis douze ou quinze mois il est le secrétaire ou le factotum de M. le prince de Salm, dont la résidence ordinaire est à Bruxelles. Si notre frère, qui a furieusement souffert auparavant, en était moins aimé, il me serait aussi facile que d'en parler, de lui procurer dans le moment, les recommandations les plus fortes, attendu que depuis un temps bientôt immémorial, je suis précisément dans presque toute sa parenté, j'ose dire dans la plus grande faveur ». Toujours le bout de l'oreille qui perce, ainsi que la rage de se poser en homme à grandes relations, et d'offrir des recommandations qu'on ne lui demande pas et qu'il sait même inutiles

L'abbé s'était insinué dans l'intimité et la confiance du jeune prince de sorte qu'il paraissait n'avoir plus rien à souhaiter. « Résolu, écrit-il le 10 mai 1770, de percer dans le monde en dépit de tous les obstacles et de toutes les peines, pourvu que la probité la plus sévère pût avouer mes efforts, après bien des traverses, bien des entreprises, beaucoup de travail, après une multitude d'aven-

tures de toute espèce, agréables, désagréables, bizarres, singulières, qui feront un jour le sujet de nos conversations, je me trouve aujourd'hui attaché à un jeune prince d'une des plus illustres maisons d'Allemagne, allié à tout ce qu'il y a de grand en Europe. Ce jeune seigneur, l'ainé de sa maison, jouira un jour de six cent mille livres de rentes, et il m'honore, je ne dis pas seulement de ses bontés, mais d'une amitié toute particulière. Je vous laisse à penser si j'en saurai tirer parti et si, avec mes connaissances, mon expérience et mon attention continuelle à suivre tous les événements, je laisserai rien échapper de ce qui pourra vous convenir, à vous, s'il est possible, et à moi. Je ne vous parle point du genre de vie que je me propose de mener quand mon petit sort sera fait, je suis persuadé que vous le devinez du reste. Attaché à mon illustre protecteur par devoir, par reconnaissance et encore plus par inclination, je passerai six mois de l'année avec lui et six autres avec vous ».

Sa situation n'était, du reste, pas nettement définie ; quelles étaient au juste ses fonctions auprès du prince ? Il s'indigne qu'on puisse le qualifier de secrétaire. « Je suis chez le prince, écrit-il à son frère, sur un pied au dessus de celui de secrétaire. Règle générale pour l'avenir, c'est de ne parler de mon état à personne avant de me l'avoir communiqué, par ce que malgré tout votre jugement et toute votre bonne volonté, le défaut de connaissance que vous pouvez avoir, peut vous faire donner dans une erreur qui me serait nuisible, et vous savez que de l'observation ou de l'inobservation de certaines petites nuances, dépend souvent la considération dont on a besoin et après laquelle on court. Le prince m'aime, m'estime, trouve ma tournure agréable, et je soutiens tout cela par ma bonne conduite ». Au reste il ne cherche pas à trancher de l'important et du nécessaire. « Jamais la gloriole, écrit-il encore, ni la petite vanité ne me feront faire un faux pas. Je vis avec les grands familièrement et joyeusement, mais décemment, c'est à dire en observant avec dignité et avec noblesse les distances et les distinctions établies. Ces distinctions, inutiles peut-être aux yeux

d'un philosophe, nécessaires à ceux d'un politique, sont inévitables dans la société, et je serais, d'honneur, en état de faire un traité sur leur utilité et leur nécessité ».

L'intime conviction que ces distinctions sociales étaient une nécessité contre laquelle il était inutile de se raidir, l'engagea à s'anoblir, pour ne pas faire trop mauvaise figure dans le monde élégant et relevé qu'il devait fréquenter désormais. Il commença par obtenir de M. l'abbé de Renard de Valgaudemar, dont il était allié, une attestation portant que la famille Laffrey avait toujours vécu noblement (malgré le commerce que ses membres faisaient à Gap de père en fils), mais que ses titres nobiliaires avaient été détruits en 1692 par le funeste incendie qui anéantit alors presque toute la ville de Gap ! Voila un incendie venu bien à propos. Cependant ce certificat, visiblement par trop de complaisance, parut insuffisant, mais à quoi bon aller chercher midi à quatorze heures, le nom seul de Laffrey n'était-il pas un témoignage de l'antiquité de cette famille ? Il ne dérivait pas, comme on aurait pu le croire (et comme je le crois encore) du village de Laffrey dans la Matésine, loin de là. « Dans dix mille ans, écrit l'abbé, vous ne vous seriez pas douté que nos ancêtres étaient arabes ; d'après ce que nous savons à cet égard il ne nous est pas plus permis d'en douter que de douter de notre existence. Il ne fut et ne sera jamais de plus beau nom que le nôtre. Laffrey en langue arabe ne signifie autre chose que *Paradis terrestre* »¹.

A une famille aussi antique, puisqu'elle remontait au X^e siècle, des armoiries étaient indispensables. L'abbé pensa d'abord s'emparer simplement de celles de la famille Lanfrey, de Grenoble, puis il se ravisa. « Faites attention, écrit-il à son frère le 4 janvier 1777, au cachet de la première lettre que vous recevrez de moi, car ce sera le nôtre, qu'on grave en ce moment. Je n'ai pas choisi les armes des Lanfrey de Grenoble, j'ai préféré des armes parlantes. Vous savez qu'on dit indifféremment le *frai* ou

¹ En arabe paradis terrestre se dit *Firdauson*, si Laffrey vient de a il a un peu changé en route.

la *fraye* des poissons ; voila d'où je suis parti. Notre cachet représente donc une mer, sur laquelle surnagent des œufs de poissons, sur lesquels passe un mâle pour les féconder, avec cette devise : *Semen cum semine*. Comme je n'ai point sous les yeux les termes justes des couleurs en stile de blason, je vous les expliquerai dans une première¹.

Mon rôle d'historien véridique me forçait à ne point passer sous silence ces petites choses si excusables dans l'abbé Laffrey ; il ne faisait que sacrifice à une faiblesse bien commune de son temps et de tous les temps.

Il menait du reste avec le prince de Salm une existence des plus agréables. Durant dix ans il se promena confortablement pendant six mois de l'année dans la plus grande partie de l'Europe. Au mois de mai 1770 il assiste à Strasbourg à l'entrée de la Dauphine en France², au mois d'avril 1771 il parcourt la Belgique, le Luxembourg et la Hollande, au mois d'octobre 1772, il retourne en Hollande, visite tout le midi de la France en août 1776, au mois d'octobre de la même année passe les Pyrénées et voyage en Espagne, au mois de juin 1777 arpente en touriste les Pyrénées et se promène en Allemagne au mois de juin 1779. Il partage le surplus de son temps entre Paris, le Leau château d'Isque près Bruxelles, Compiègne ou quelques autres résidences des environs de Paris, bien accueilli partout, divertissant les grands seigneurs par ses saillies, défrayé de tout et trouvant facilement le temps de se livrer à ses goûts littéraires.

Sa réputation de savant et d'homme influent était arrivée jusqu'à Gap, sans doute passablement grossie en chemin. En 1774 l'avocat Vallon-Corse qui s'occupait de l'histoire du Dauphiné, lui fait demander s'il ne pourrait pas lui procurer un exemplaire de la carte de Peutinger. « Je

¹ Ces armoiries doivent se lire : d'argent à une mer d'azur sur laquelle surnage un poisson de..., posé sur des œufs de..., à un chef de gueules chargé d'un croissant d'argent entre deux étoiles d'or.

² Il lui arriva à cette occasion une mésaventure. Arrêté faute de papiers, en l'absence du prince, il fut emprisonné et ne dut la liberté qu'à un prompt retour de son protecteur.

suis on ne peut plus sensible au souvenir de M. Vallon, répond-il, mais je vous prie de lui dire que je n'ai ouï parler à personne d'une nouvelle édition de la carte ou table de Peutinger. Tout ce que je sais c'est qu'à la mort de ce savant bavarois, à la fin du XVI^e siècle, un curieux fit l'acquisition de tous ses papiers et manuscrits qui passèrent ensuite à la bibliothèque du prince Eugène et qu'en 1753 on en retira cette fameuse table qui donne de grands éclaircissements sur les routes des anciens Romains et qu'elle fut imprimée à Vienne la même année avec beaucoup de soins ; j'en ai vu et consulté un exemplaire à la bibliothèque impériale. Cette table est devenue fort rare, mais si la nouvelle édition, dont je m'informerai, n'a point lieu, et que M. Vallon soit bien curieux de posséder l'ancienne, j'ai tant de connaissances dans ce pays que j'ose me flatter que quelqu'un voudra bien me la procurer et même m'en faire la galanterie ». On ne lui demandait pas une dissertation aussi proluxe, mais seulement un exemplaire de la carte de Peutinger.

A la fin de 1774 l'exemplaire demandé n'était point encore parvenu à Gap. « Quant à la nouvelle édition de de l'itinéraire d'Antonin, écrit l'abbé le 19 novembre, à laquelle je n'ai fait aucune attention dans le temps, j'écrirai tout de suite à Vienne pour m'en faire envoyer un exemplaire par le canal de l'ambassadeur, vous pouvez compter la dessus. Si vous voulez, en attendant, me faire part des connaissances que vous espérez en retirer, je pourrai, peut-être, par mes lumières, vous donner de plus grands éclaircissements que cette carte ne peut vous en procurer. Vous devez comprendre que je n'ai pas consacré avec ardeur plus de trois années entières à l'étude des antiquités, sans être en état de pouvoir donner des mémoires sur cette matière ». Tout cela est bel et bon, mais c'est la carte de Peutinger que Vallon-Corse demande.

En 1776 elle n'est pas encore entre ses mains. « Je n'ai rien négligé, écrit l'abbé le 12 janvier de cette année, pour la carte de Peutinger que j'attends de Leipsick. Il semble qu'il y ait un sort jeté sur mes correspondances d'Allemagne, je ne reçois aucune réponse ». Cinq ans plus

tard c'est absolument la même chose. « Soyez sûr, écrit Arnoux Laffrey, le 10 novembre 1781, que vous ne tarderez pas à recevoir enfin la carte de Peulinger ».

Rien n'indique qu'elle ait été jamais reçue. J'ai insisté sur cet incident insignifiant pour faire toucher du doigt les difficultés qu'avaient, au siècle dernier, les savants de province pour se procurer les livres les plus indispensables. Il faut donc être indulgent pour les lacunes et les erreurs que nous constatons dans leurs ouvrages.

D'autres fois il avait à s'occuper d'affaires toutes différentes. En 1774, pour n'en citer qu'un exemple, il est mêlé aux intrigues municipales de Gap. La mairie et l'échevinage de cette ville avaient été donnés à je ne sais qui, tandis que messieurs Rochas, Arthaud et Blanc en avaient fort envie. Leur intérêt n'était pas douteux, car la mairie des villes principales anoblissait au bout de quelques années d'exercice et les roturiers à leur aise se disputaient cette savonnette à vilain. Les trois évincés s'adressent à l'abbé Laffrey pour obtenir du ministre qu'il revint sur sa décision. « J'ai mis en mouvement, répond-il, tout ce que j'ai pu rassembler de forces pour servir de mon mieux messieurs Rochas, Arthaud et Blanc, mais je n'ose me promettre encore de faire tomber la nomination de la place de maire sur M. Rochas. Tel est en ce charmant pays l'empire de l'amour propre sur les grands et sur presque tous les gens en place, que le simple aveu d'avoir pu seulement être surpris est de tous les aveux le plus pénible. Cette surprise se présente à leur esprit sous une idée de duperie dont il ne leur est pas possible de digérer la honte, quelque fréquente et quelque imaginaire qu'elle soit ». Ne croirait-on pas cela écrit d'hier ?

Les dauphinois de passage à Paris vont le voir ; il reçoit la visite de MM. de Gruel, seigneur de Sigoyer, et de Revillasc, seigneur d'Aspres. Il est présenté à M. de Montaynard, ministre de la guerre, qui fait son éloge et l'engage à venir lerevoir en qualité de compatriote et d'homme d'esprit.

Rien ne semblait donc manquer à la prospérité de l'abbé Laffrey, rien excepté la fortune. Le prince le défra-

yait de tout, mais il ne paraît pas lui avoir donné des appointements qui sans doute n'auraient point été acceptés, car l'abbé avait beaucoup d'amour propre et un sentiment peut être exagéré de sa valeur; une domesticité même déguisée ne pouvait lui convenir. Aussi au milieu du luxe dont l'entourait son protecteur était-il souvent à court d'argent et réduit aux expédients. En voici une preuve : deux princes allemands avaient récompensé je ne sais quel service qu'il leur avait rendu, par le don de deux bagues de prix, elles ne durèrent pas longtemps dans leurs écrins et le pauvre abbé les fit vendre secrètement à Marseille par l'entremise de son frère, un jour où sa bourse était encore plus plate que de coutume.

Pendant des années il sollicita des bénéfices sans les obtenir; un malin génie venait sans cesse traverser ses combinaisons les mieux ourdies. Ce fut seulement à la veille de la révolution, le 19 décembre 1785, qu'il obtint le petit prieuré de Saint-Sébastien au diocèse de Die, à la suite de la résignation qu'un abbé de Saint-Simon en fit en sa faveur.

Je n'entreprendrai pas le récit fastidieux de toutes les démarches qu'il dut entreprendre pour entrer en possession de ce mince bénéfice. Il lui fallut obtenir la résignation du titulaire, l'approbation de l'évêque de Die qui ne lui était point favorable, le soupçonnant de jansénisme. « J'ai signé le formulaire, écrivait-il, en 1750, 51 ou 52 (il n'était pas bien fixé) lorsque je pris la tonsure sous Mgr de Condorcet. Vous pouvez assurer d'ailleurs, et lever la main, que sans être un homme fort célèbre, je suis très connu pour n'être point du tout janséniste. Ce n'est pas qu'il me tarde d'être plus prieur que je ne le suis en ce moment, mais c'est que je suis occupé d'une affaire qui m'intéresse infiniment depuis longtemps, et pour laquelle j'ai nécessairement besoin qu'on me connaisse en possession. Faites expédier l'arrêt d'exequatur de Grenoble et cirer les bottes du notaire apostolique. »

Bref quand, après des difficultés inouïes, il peut entrer en possession et commencer à toucher ses revenus, la révolution survint, qui supprima les bénéfices et vendit les biens ecclésiastiques. C'était jouer de malheur.

Aussi avait-il une autre corde à son arc, un grand projet qu'il caressa pendant des années et sur lequel il fondait toutes ses espérances d'avenir. Il garde à cet égard le secret le plus obstiné même vis-à-vis de sa famille. « Il est bien agréable, écrit-il à son frère le 1^{er} décembre 1770, de toucher enfin à cet avenir tranquille que j'ai toujours été impatient et avide de partager avec vous. Je pourrais vous mettre au fait dans quatre lignes, mais je ne puis dire un mot sans découvrir mon affaire dans toute son étendue, c'est à dire sans m'exposer aux curieux, auxquels il est essentiel d'en dérober la connaissance. » — « Soyez très assuré, écrit-il encore le 3 janvier 1772, que je n'ai parlé de mes affaires à qui que ce soit, elles sont de nature à garder la dessus le silence le plus rigoureux. On ne se trouve pas deux fois dans la vie dans les circonstances où je me trouve et dont je veux tirer parti ». — « Quand à l'affaire dont j'attends la décision vers la fin du mois, ajoute-t-il le 22 janvier 1774, il s'agit d'un sort libre, honnête, indépendant, que je veux me procurer et que je poursuis avec des expériences bien fondées. Quant ce cher et unique objet de mon ambition sera rempli, vous en serez instruit, je ne puis vous détailler les moyens que j'emploie pour y parvenir » — Enfin le 12 août 1776 il continue sur le même ton : « Je suis intimement lié avec le prince et puis compter entièrement sur lui, mais ce n'est ni son un crédit ni sur son pouvoir que je fonde les grandes espérances dont je vous entretiens depuis si longtemps sans vous en éclaircir. Ne me forcez pas à rompre le silence ; je souffre plus que vous d'être obligé de le garder, mais il ne m'est pas permis encore de vous dire le mot de l'énigme. Réjouissez-vous cependant et partagez ma joie ; l'objet que je poursuis et qui seul peut combler mes vœux est de très grande importance pour vous, pour notre frère, et pour moi ». Il termine sa lettre en demandant à son frère de lui envoyer cent louis, non pour les dépenser follement, mais pour pouvoir en faire étalage à l'occasion.

Quel était donc ce grand projet ? Sans doute l'achat d'une feuille périodique et d'une imprimerie à l'étranger. Il ne

voulait pas l'ébruiter de peur d'avoir des concurrents sérieux, il ne pouvait pas le conclure par ce qu'il manquait d'argent comptant (les cent louis empruntés à son frère étaient un moyen d'hypnotiser les vendeurs). Il y travailla six ans avec acharnement, sans que sa confiance se soit démentie un seul jour, mais ce projet échoua, comme tant d'autres qu'il avait passé sa vie à caresser, et engloutit à la fois et ses espérances et probablement les cent louis qu'on avait consenti à lui envoyer à la condition de les montrer seulement.

A partir de 1780 le prince de Salm-Kirburg, dont le père était mort le 7 juin de l'année précédente en lui laissant une colossale fortune, vint se fixer à Paris pour ne le plus quitter que pendant quelques mois de villégiature dans ses domaines d'Allemagne ou de Belgique. Il habitait rue de Bourbon (maintenant rue de Lille), un hôtel somptueux qui existe encore, c'est aujourd'hui le palais de la Légion d'honneur. L'abbé Laffrey ne le quittait pas, partageant son temps entre ses relations mondaines et ses travaux littéraires.

A défaut de la fortune qu'il voyait s'évanouir devant ses yeux comme un mirage, chaque fois qu'il redoublait d'efforts pour l'atteindre, il ambitionnait, en effet, la gloire littéraire. Il avait déjà beaucoup écrit dans les recueils périodiques étrangers sans que son nom eut surnagé ; il avait composé un long ouvrage intitulé les *Annales de la monarchie française* depuis son origine jusqu'à la mort de Louis XV, mais il ne le jugea pas digne de voir le jour et son manuscrit est aujourd'hui perdu. En 1774 il pensa qu'un tableau rapide et piquant du long règne de Louis XV serait un sujet fait pour plaire au public blasé de son temps. A partir de la mort du roi, il travailla à cette histoire et y mit tout ce qu'il avait à son service de savoir, d'esprit et d'anecdotes. Une première rédaction lui ayant paru insuffisante, il la remit sur le métier, la condensa, l'améliora et l'envoya enfin à l'imprimeur.

Cet important ouvrage parut à Londres en 1781 chez Peter Lyton, en quatre volumes in-12 sous le titre de *Vie privée de Louis XV ou principaux événements, parti-*

cularités et anecdotes de son règne ¹. Le prince dont il s'agissait d'apprécier le règne était mort depuis sept ans,

Le succès fut retentissant ; l'histoire de l'abbé Laffrey, traduite dans presque toute les langues, fut contrefaite par tous les forbans littéraires de Hollande et d'Allemagne. Mais c'est ici qu'il y a lieu de constater une fois de plus la malchance qui poursuivait le pauvre abbé dans toutes ses combinaisons de gloire et de fortune ; la seule fois qu'il réussit à faire du bruit dans le monde comme écrivain, il dut garder l'anonyme de peur de la Bastille, et assister impassible au pillage organisé dont son œuvre était l'objet, de sorte qu'en résumé, il ne travailla ni pour la gloire ni pour le gain, mais pour les autres.

Il y a plus encore et des bibliographes modernes ont été jusqu'à lui contester la paternité de cet enfant tardif et anonyme et l'ont attribué à l'avocat Moufle d'Angerville. Cette opinion ne peut résister à un examen attentif du style de la *Vie privée de Louis XV*, il a une analogie évidente, une parenté indéniable avec celui des lettres de l'abbé Laffrey. C'est la même phrase alerte et piquante dans le récit des anecdotes, la même affectation de gravité sententieuse dans l'exposé des événements politiques et des intrigues de cour, la même prétention de paraître bien informé et en relations d'intimité avec les gens de haut rang. Il n'y a pas à s'y tromper.

Au reste s'il pouvait subsister un doute, il devrait disparaître devant la considération suivante. Une première rédaction de la *Vie privée de Louis XV* fut trouvée après la mort de l'abbé Laffrey dans ses papiers, et donnée ou vendue par ses neveux à Louis Maton de la Varenne, qui la publia à Paris en 1796, sous le titre de *Siècle de Louis XV contenant les événements qui ont eu lieu en France et dans le reste de l'Europe pendant les cinquante-neuf*

¹ Voici l'indication bibliographique de ces volumes. T. 1^{er}. VIII et 398 pages. Orné de portraits, avec l'épigraphe : *Videò meliora probò que deteriora sequor*. Sur le titre l'écu de Franco supporté par deux anges. Il fut remplacé dans les volumes suivants par dix fleurettes en triangle. — T. 2. 403 pages. — T. 3. 399 pages. — T. 4. 331 pages

ans du règne de ce monarque. Or ce *Siècle de Louis XV* et la *Vie privée de Louis XV* ne sont évidemment qu'un seul et même ouvrage dans deux rédactions différentes ; le premier en date, la *Vie privée de Louis XV*, est bien mieux composé que le second, moins diffus, plus piquant, plus travaillé. Le second n'est qu'une ébauche antérieure et inférieure mise de côté par son auteur. Puisque l'abbé Laffrey a, cela est certain, la préface de Maton de la Varrenne en fait foi, composé cette première ébauche, il est évidemment aussi l'auteur de l'ouvrage terminé, définitif, paru à Londres en 1781.

La *Vie privée de Louis XV* a perdu aujourd'hui toute valeur historique ; les anecdotes que l'on ne pouvait faire courir en 1774 que sous le manteau, courent les rues aujourd'hui ; les faits qu'on ne pouvait dévoiler alors qu'en ayant recours à l'anonyme, à la presse étrangère ou clandestine, sont tombés maintenant dans le domaine public de l'histoire. Cependant ce livre peut se lire encore avec plaisir, car il est bien écrit et la phrase en est lestement tournée.

En effet l'abbé Laffrey est un écrivain agréable, il y a de l'imprévu dans son style et de la finesse dans ses aperçus, même dans ses lettres écrites au courant de la plume et sans prétention. En voici quelques exemples tirés de sa correspondance qui a tout le charme de l'inédit.

Veut-on une méchanceté bien aiguisée ? En voici un spécimen : « J'apprends avec joie que l'aimable abbé de Moptal illustre toujours le chapitre de la Sainte-Chapelle. Je voudrais bien le voir à la tête de ses chanoines, il m'édifierait. Je ne connais pas d'ecclésiastique, après moi, qui sut mieux que lui dépenser chrétiennement le revenu de deux ou trois saints évêques ».

Un exemple de style plaisant et facétieux ? « Vous savez, mon frère, tous les vœux que je forme en tout temps pour vous et pour la chère famille. Que je sois au Nord, au Midi, à l'Est ou à l'Ouest, en bottes ou en souliers, dans le grand ou le petit monde, sur les grands chemins ou au coin de mon feu, à la ville ou à la campagne, car, hélas ! voilà ma vie, je n'en suis pas moins toujours à vous ».

Un modèle de sarcasme froid et piquant ? « Passons, puisque vous le voulez, mon frère, passons à l'article du petit Joachin mon neveu. Je ne puis comprendre le plaisir que vous trouvez à m'écrire toujours à son sujet sur un ton de lamentation et de supplique, comme si je mettais obstacle à vos projets. Il me paraît indifférent qu'il soit tondu quelques jours plus tôt ou quelques jours plus tard. Vous m'écrivez quatre pages sur cette tonsure et glissez légèrement sur l'article le plus intéressant pour nous. Je ne me suis chargé ni du séminaire ni de la tonsure de mon neveu Joachin, savez-vous pourquoi ? C'est parce qu'un ecclésiastique comme moi, qui ne sert point l'église, ne peut se présenter à l'archevêché qu'avec une autre caution ecclésiastique et je n'en ai point dans ce moment ».

L'abbé Laffrey au milieu du tourbillon mondain dans lequel il vivait, conserva toujours pour sa famille une vraie et profonde affection. Quelquefois il querelle son frère Jean de ses provincialismes, mais il l'aime. Il lui prodigue ses lettres, lui fait part des événements importants de la politique, lui donne des conseils, des encouragements, lui envoie des livres et assagi par une dure expérience, n'aspire à une aisance modeste, à une situation indépendante, que pour rentrer dans sa ville natale et y goûter la paix du foyer paternel. Ce désir ne fut pas exaucé, il revint à Gap une seule fois en 1786, et à peine eut-il le temps d'embrasser ses parents avant de repartir.

Le prince qui voulait connaître la famille de son, comment dirais-je ? de son inséparable, projeta, à plusieurs reprises un voyage en Dauphiné dans lequel il eut poussé jusqu'à Gap et demandé l'hospitalité aux Laffrey, mais l'abbé qui savait combien une pareille visite générerait et obérerait ses parents, éluda toujours sous divers prétextes ce dangereux honneur. « Le prince, pour varier ses courses, écrit-il à son frère le 12 août 1776, voulait me conduire tout droit chez vous, mais comme j'ai senti que ce moment n'était pas favorable pour sa visite, je l'en ai détourné et l'en détournerai encore. Nous partirons donc d'Aix pour gagner Lyon par le Rhône, c'est-à-dire que je serais à votre porte sans oser y frapper et monter au moins pour

vous embrasser. Jugez de mes regrets. Vous pouvez les diminuer en vous rendant dans l'une ou l'autre de ces villes lors de notre passage ».

En 1773 Jean Laffrey, qui commerçait avec l'Espagne, se vit tout à coup sur le point de perdre une somme considérable qui représentait le plus clair de sa fortune, à la suite de la saisie opérée par le gouvernement Espagnol d'un important chargement de marchandises. Il annonça cette fâcheuse nouvelle à son frère l'abbé qui n'épargna rien pour tirer sa famille de ce mauvais pas : « Votre affaire d'Espagne, lui écrit-il, me paraît assez bonne ; envoyez-moi un mémoire laconique ou vos droits et les engagements de la cour d'Espagne soient solidement et lumineusement exposés. Je les communiquerai ici aux cordons bleus de ces sortes d'opérations et s'il ne faut ensuite que des lettres majeures pour emporter l'affaire d'emblée, vous serez servi sur les toits. J'en aurai du prince de Ligne, de Bruxelles, qui a beaucoup de parents de première classe dans ce pays là, du prince de Salm qui est dans le même cas, et du duc de Berwick qui est actuellement ici, et dont le fils, le marquis de la Jamaïque, a épousé l'année dernière la cousine de mon prince. S'il le fallait même je partirais pour Madrid, recommandé du ministère et j'irais pousser moi-même les protections ». Il n'en eut pas besoin et après de nombreuses démarches son frère obtint gain de cause.

Il s'inquiète de la santé de son frère Jean, lui envoie des consultations et des remèdes : « Nous connaissons, je ne dirai pas des médecins, dont nous faisons fort peu de cas et encore moins d'usage, mais le Dieu même de la santé ». Ce Dieu était un abominable charlatan comme il en pullulait à la fin du XVIII^e siècle, époque où l'on croyait peu en Dieu, mais fermement en Mesmer et son baquet magnétique, en Cagliostro et sa transmutation des métaux. Pour guérir Jean Laffrey d'un asthme invétéré, il lui recommande de la part de son Dieu de la santé de faire usage des sachets renfermant du sang de chamois et du sel ; il s'agissait de les porter sur la poitrine aussi longtemps que le sel ne se serait pas fondu de lui-même. Le sel fondu le malade était guéri ou du moins devait l'être.

Heureusement il fit mieux que de lui prodiguer des consultations baroques, il appela auprès de lui successivement son neveu Joachim Laffrey et son frère cadet. Au premier il fait donner une bonne éducation, le destine à la carrière ecclésiastique et se flatte de lui procurer, quand il en sera temps quelque bénéfice. Il favorise même les goûts artistiques de ce jeune homme, assez bien doué pour la peinture, et le fait entrer dans l'atelier du célèbre David. Son frère Jean s'en étonne et trouve que c'est, en vérité, perdre son temps. L'abbé n'est pas tendre dans sa réponse (1^{er} mai 1787). « Ce n'est pas moi, écrit-il, qui lui ai donné le goût de la peinture ; au reste, si on me demandait mon sentiment sur ce point, je dirais qu'on n'a point mal fait, par ce que c'est un des plus gracieux talents qu'on puisse avoir et qu'il entre aujourd'hui dans la plus haute éducation. Aussi le ton de pitié ironique qui vous fait dire : « S'il plaît à Dieu, il n'aura besoin de personne », porte à faux, car, s'il plaît à Dieu, le prince, par exemple, aura toujours de quoi vivre, cependant son serenissime père lui a fait apprendre à dessiner et même à graver ; la princesse sa sœur aura, s'il plaît à Dieu, de quoi subsister toute sa vie, cependant elle peint tous les matins ; M^{me} la marquise de Jaucourt en fait de même. Le duc de Virtemberg qui a douze millions de florins de revenu et quinze mille hommes de troupes, pourra, s'il plaît à Dieu, donner de quoi vivre à son fils, cependant ce fils apprend à dessiner avec Joachim lui-même. Je ne finirais point si je voulais énumérer les autres enfants de seigneurs qui ont le pinceau à la main. Au reste, quoique ce soit là mon sentiment, je ne cherche pas que ce soit le vôtre ; la tolérance est encore un de mes principes et je souscris entièrement à la liberté des autres, trop heureux qu'on veuille, à ce prix, me laisser un peu la mienne ». La révolution arrêta la vocation religieuse du jeune Joachim, qui continua à fréquenter l'atelier de David jusqu'après la terreur, puis revint à Gap, s'y maria et se consacra à la culture de ses terres, coupant ainsi court à deux vocations, religieuse et artistique, qui ne paraissaient pas avoir eu de bien profondes racines.

Jean-François Laffrey, ce frère aîné de l'abbé qui lui avait servi de père, mourut à Paris le 13 décembre 1788, laissant une fille unique et peu de bien ; Arnoux Laffrey adopta cette jeune fille, qui ne le quitta plus. Ce fut au résumé un excellent parent, plein de cœur et de désintéressement sous des apparences frivoles, et faisant son devoir sans bruit et sans ostentation.

C'est ici que commence la plus douloureuse période de la vie de l'abbé Laffrey.

Il avait usé avec succès de son influence sur l'esprit du prince de Salm-Kirburg, pour l'engager à quitter le service de l'Autriche, ou il commandait un régiment de cavalerie, et à passer à celui du roi de France. Le prince débuta comme colonel, et fut fait maréchal de camp en 1787. Ce fut précisément cette année là qu'éclata la révolution des Pays-Bas. Des dissentiments qui depuis trois ans s'étaient produits entre le stathouder et la bourgeoisie Hollandaise, aboutirent à un soulèvement général; la France intervint pour soutenir les patriotes insurgés, la Prusse pour soutenir le stathouder.

Le prince de Salm que ses nombreuses relations en Hollande, sa connaissance de la langue et du pays, désignaient pour faire partie de cette expédition, reçut le commandement de huit mille hommes, entra en Hollande aux acclamations des patriotes, mais se contenta, sans essayer un coup de main, de masser ses troupes autour d'Utrecht, et à la première nouvelle de l'arrivée d'un corps d'armée prussien, saisi d'un vertige inexplicable, il abandonna sans coup férir Utrecht et ses soldats, et revint précipitamment à Paris. Je ne sais ce que l'abbé Laffrey pensa de cette façon de faire la guerre, il n'en dit mot dans ses lettres.

Renonçant à la gloire militaire, le prince de Salm-Kirburg vint s'enfermer dans son hôtel de la rue de Bourbon. Lorsqu'éclata la révolution il applaudit à un mouvement dont il ne mesurait pas sans doute, la portée. Il se fit élire chef de bataillon de la garde nationale parisienne, joua au démocrate, et sans renoncer à ses titres et à son existence

fastueuse, il caressa la popularité. Entre temps il s'était marié et un fils lui était né en 1789.

Son engouement pour la révolution ne fut pas refroidi par la journée du 10 août et l'emprisonnement de la famille royale ; le 1^{er} novembre 1792 il remit à son représentant à la diète de l'Empire, à laquelle il était convoqué en sa qualité de prince souverain, une lettre, qui fut rendue publique, et dans laquelle il protestait avec vivacité contre tout projet de rupture entre la république française et l'Empire, préconisant au contraire une alliance entre ces deux pays et prédisant (l'avenir lui donna raison) qu'une guerre entre la France et l'Allemagne serait fatale à la seconde.

Les gages qu'il avait donnés à la Révolution n'étaient cependant pas suffisants et ses antécédents devaient le conduire à l'échaffaud. Arrêté comme suspect d'aristocratie, il eut la tête tranchée le 23 juillet 1794.

Il fut enseveli dans le cimetière de l'ancien couvent de Picpus près de la barrière du trône avec 1305 autres malheureux, guillotines du 14 juin au 27 juillet 1794. Sa sœur, la princesse d'Hohenzollern-Sigmaringen acheta ce cimetière comme bien national en 1793; d'autres familles, dont des membres avaient été également victimes de la terreur et ensevelis à cet endroit, les Noailles, les la Fayette, les Montaigu, les Beauharnais, s'unirent à elle dans cette œuvre pieuse. Une chapelle fut construite dans le cimetière où des plaques de marbre rappellent encore aujourd'hui les noms des malheureux qui y reposent. On y lit ceux des poètes André Chénier et Roucher, de l'intendant Trudaine du général de Beauharnais, etc.

Othon-Ernest-Frédéric de Salm-Kirburg, fils unique de l'infortuné protecteur de l'abbé Laffrey, fut élevé par la princesse de Hohenzollern, sa tante; il prit du service sous l'empire dans l'armée française, se fit remarquer par plusieurs actions d'éclat en Espagne et en Pologne, épousa la baronne Cécile Pavelot, de Bordeaux, et mourut en 1859 seulement. Il laissa lui-même un fils qui, retournant à l'ancienne nationalité de sa race, se fixa en Allemagne et prit du service dans l'armée prussienne.

Au milieu de ces tragiques événements que devint l'ab-

bé Laffrey ? Par la suppression des bénéfices et la vente des biens ecclésiastiques, il avait perdu le prieuré de Saint-Sébastien, son unique ressource; on avait bien promis aux bénéficiers dépouillés un traitement équivalent, mais ils n'en touchèrent jamais le premier sou. « Monsieur, écrivait à l'abbé Laffrey le 13 juillet 1791, Gaudin, le futur duc de Gaëte, d'après l'avis qui nous a été adressé par le directoire du district de Grenoble concernant la fixation de votre traitement provisoire, et pour parvenir à effectuer le paiement, il est nécessaire que vous rapportiez certificats que les revenus du prieuré dont vous étiez titulaire ont été versés à la caisse de la direction de l'arrondissement duquel (sic) il était situé ». Or comme un certificat pareil était impossible à se procurer, car les revenus du prieuré de Saint-Sébastien, comme ceux de la plupart des autres bénéfices, loin d'avoir été versés dans les caisses de l'Etat avaient été volés et dilapidés, l'abbé fut dépouillé sans aucune compensation.

A partir de ce moment ses lettres à sa famille se font rares et brèves.

Son protecteur périt sous l'échaffaud, lui même est expulsé de l'hôtel Salm et trouve un refuge, avec ses neveux, chez Caillard, libraire, rue de la Harpe, 35. Il est obligé à des démarches multipliées pour obtenir la restitution de ses effets confondus sous les scellés avec ceux du prince. « Avant hier, écrit-il à son frère le 13 septembre 1794, les agents des biens nationaux sont venus pour mettre les scellés sur cette triste maison de la victime la plus pure qui soit tombée sous les tyrans. Ces séances auxquelles je suis obligé d'assister pour sauver mes propres effets, ces cruelles séances durent encore, de manière que je n'ai que le temps de vous donner cet avis et de vous embrasser, vous et toute la chère famille, écrivez-moi toujours chez le citoyen Caillard libraire, mais observez bien que ce soit sous enveloppe, sans quoi, mon nom n'étant pas connu dans cette section, vos lettres ne me parviendraient point, et cela jusqu'à nouvel ordre ».

Cette lettre est peut être la dernière qu'il ait écrite; la mort tragique de son protecteur et de son ami l'avait frappé

au cœur, et les soins dont l'entouraient sa nièce et son neveu ne purent le sauver. Le 18 septembre il disait à ce dernier, en rentrant harassé d'une visite à l'hôtel de Salm : « Je crois, mon enfant, que nous touchons au dénouement ». Le lendemain il était mort.

Sa nièce annonce cette triste nouvelle en ces termes à son cousin germain : « Le coup dont nous sommes frappés a été si imprévu et si prompt que l'abattement où il nous a jetés dure encore. Oui, notre douleur, notre affliction, sont bien grandes ; nous l'avons perdu la troisième sans-culotide, cet oncle, cet ami, ce père. Notre perte est grande ou pour mieux dire irréparable, et si quelque chose peut nous en dédommager, il n'y a que lui-même, je veux dire ses principes, ses sentiments, sa philosophie, qui nous ont préparés de tout temps à tous les coups de la fortune ».

Par une singulière coïncidence, il mourut le 19 septembre, jour anniversaire de celui de sa naissance, âgé de 59 ans.

En 1793 la publication par Maton de la Varenne du *Siècle de Louis XV ouvrage posthume d'Arnoux Laffrey*, avec une courte préface biographique, rappela un instant l'attention sur son auteur, puis l'oubli irréparable et définitif se fit.

Et maintenant arrivé au terme de cette biographie nous pouvons nous demander ce que fut l'abbé Laffrey.

Il avait infiniment d'esprit naturel, cela n'est pas douteux et écrivait purement sa langue, malheureusement ces qualités sont insuffisantes pour faire vivre bien longtemps des ouvrages historiques. On peut lire ceux de l'abbé Laffrey sans fatigue et même avec un certain plaisir, par curiosité pure, mais il leur manque deux choses qui seules font les livres classiques : la hauteur des vues et une qualité supérieure de style.

Son tempérament était, sans doute, fort peu ecclésiastique ; il était frivole, mondain, impatient de toute règle, aussi doit-on l'approuver de s'être obstinément refusé à entrer dans les ordres pour lesquels il ne se sentait point fait et de s'en être tenu au costume et à la tonsure. Ses mœurs furent honnêtes ; il demeura toujours, malgré ses

allures philosophiques toutes à la surface, fermement attaché à sa religion et à plus d'une reprise il se prononce vivement dans sa correspondance contre un scepticisme et une incrédulité qu'il était, de son temps, à la mode d'affecter.

Il a des allures de Gil Blas et de chevalier d'industrie, elles étaient fort communes au siècle dernier ou bien des gens comptaient pour réussir, non sur leur travail, mais sur une heureuse chance et la protection des grands. Il affirme cependant que la plus sévère probité a toujours été la première règle de ses actions et qu'il a le mensonge en exécution et rien ne nous autorise à en douter. Il vécut avec les grands seigneurs sur un pied de respectueuse familiarité; ses allures sont fort éloignées de celles d'un bouffon ou d'un parasite. Il fut absolument dévoué à son protecteur et son amitié l'aveuglait au point de transformer, à ses yeux, en homme supérieur ce médiocre personnage. Il aida sa famille autant que ses faibles ressources le lui permirent.

On peut lui reprocher un esprit engoué de chimère, des projets sans cesse conçus et échouant sans cesse, son affectation à se poser en personnage influent auprès des gens haut placés. Toute sa vie il aspira à l'indépendance que procure la fortune et sans les liens qui l'attachaient à un grand seigneur, il serait peut-être mort à l'hôpital.

Personne ne lit plus aujourd'hui la *Vie privée de Louis XV*, mais si par hasard, dans un moment de désœuvrement, ces quatre petits volumes vous tombent sous la main, exhumés de quelque recoin poudreux et oublié de votre bibliothèque, ne les rejetez pas avec dédain, lisez-en au contraire quelques pages. Ils ne vous instruiront pas, mais vous intéresseront et certaines anecdotes joliment contées vous feront sourire. Combien d'auteurs plus modernes n'auraient pas ce pouvoir ?

J. ROMAN.

APPENDICE

L'abbé Laffrey était fort lié avec la marquise de Jaucourt, belle-sœur du chevalier de Jaucourt, l'un des plus féconds collaborateurs de l'Encyclopédie. Voici une petite pièce de vers qu'Adeline de Jaucourt, fille de la marquise, décocha, en 1786, au comte de Tilly qui lui faisait la cour. Tilly, homme de beaucoup d'esprit, mais d'un caractère du reste peu estimable, avait alors vingt-deux ans ; il a laissé des mémoires fort curieux, mais aussi fort lestes, sur les dernières années de l'ancien régime et le commencement de la révolution. La notoriété des personnages mis en scène m'engage à publier, comme appendice à cette esquisse de la vie de l'abbé Laffrey, ces quelques vers assez bien tournés et qui n'ont jamais été, que je sache, publiés. Ils nous feront connaître quels jeux d'esprit occupaient la société que fréquentait notre compatriote. Je les trouve dans une lettre adressée à l'abbé, en 1786.

Réponse de M^{lle} Adeline à M. le comte de Tilly, qui lui a adressé une déclaration d'amour ampoulée.

D'où vous vient donc cette folie
De vouloir être aimé de moi,
Mon cher Tilly ? Je suis de bonne foi
Et n'eus jamais semblable fantaisie.
Je l'avouerai, j'ai la manie
De vouloir un amant que je puisse citer.
Je veux qu'il ait de l'esprit sans jactance
Et sans audace, une noble assurance ;
Qu'il parle peu mais qu'il sache écouter.
De mon amant je ne veux pas qu'on dise
Qu'il a parlé pour dire une sottise ;
Un bel esprit court souvent ce danger.
Je veux qu'il ait beaucoup de modestie,
Qu'en oraclo jamais il n'ose s'ériger,
Car des productions qu'enfante le génie
Rien n'est si sot que de vouloir juger.
Je veux sur ses ayeux qu'il garde le silence ;

Les gens d'une haute naissance,
Laissant se pavaner les nouveaux parvenus,
N'en parlent point, ils sont assez connus.
Je consens qu'il soit beau, mais je veux qu'il l'ignore.
Je voudrais qu'il fut brave encore
Et que, sans les citer, il eut eu des combats.
Je veux surtout que jamais il ne mente ;
C'est un vice commun, mais ce vice est si bas !
Mon cher Tilly, je suis trop exigeante,
Cherchez ailleurs, je ne vous conviens pas.

INVENTAIRE

DE LA

DONATION FAITE A LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

PAR BÉNONI-BLANC

1	Cartable contenant 72 feuilles numérotées			
2	Cartable	—	74	—
3	Cartable	—	61	—
4	Cartable	—	95	—
5	Cartable	—	48	—
6	Cartable	—	69	—
7	Carton	—	136	—
8	Cartable	—	53	—
9	Cartable	—	37	—
10	Carton	—	92	—
11	Cartable	—	42	—
12	Cartable	—	50	—
13	Cahier	—	6 feuilles	
14	Album	—	41 feuillets	
15	Album	—	52	—
16	Carnet	—	79	—
17	Carnet	—	138 pages	
18	Carnet	—	105	—
19	Carnet	—	95	—
20	Carnet	—	89	—
21	Carnet	—	97 pages et une pièce détachée	
22	Carnet	—	95 pages	
23	Carnet	—	37 feuillets utiles	
24	Carnet	—	40 feuillets utilisés	
25	Carnet	—	86	—
26	Carnet	—	80	—
27	Carnet	—	43	—
28	Carnet	—	12	—
29	Carnet	—	140 pages	
30	Paquet de 17 petits carnets, cartes, etc.			
31	Paquet de 6 journaux			
32	Boite contenant une lettre autographe			

- 33 Boîte contenant une médaille bronze
- 34 Un portefeuille contenant 79 pièces ou liasses
- 35 Un portefeuille contenant 30 dessins ou cartes
- 36 Un portefeuille contenant 53 --
- 37 Un portefeuille contenant 89 --
- 38 Un portefeuille feuilles blanches
- 57 dessins encadrés placés dans diverses salles de la Préfecture.

DÉTAIL DES PIÈCES INVENTORIÉES

N° 1. — CARTABLE contenant 72 pièces, dont les titres principaux sont :

- 1 Sur les vestiges d'anciens glaciers au Brésil.
- 9 Égypte
- 16 Accumulation des couches alluviales en Égypte.
- 23 Tout fluide plongé dans un autre, se concentre en masse sphérique.
- 30 Hypothèse d'une pyramide.
- 41 Constitution des corps.
- 42 Le fluide universel.
- 43 Centre de gravité de la terre.
- 48 Le vide.
- 52 Amoncellement de glaces.
- 54 Géologie des anciens.
- 55 Déchets de terrains inondés.
- 56 Cosmogonie de Moïse.
- 57 Sur la Genèse.
- 63 Région glaciaire de l'atmosphère.
- 65 Dunes de sables.
- 66 Embouchure à estuaire.

N° 2. — CARTABLE contenant 74 pièces.

- 1 Antiques vestiges en Océanie.
- 2 Vestiges, Eliponton (Italie).
- 5 Couche de neige sur un toit.
- 6 Plissement de terrains.
- 8 Plissement des terrains stratifiés.

- 14 Liquéfaction du gaz.
- 15 Le tas de sable.
- 16 Matériaux alluvien.
- 18 Vaucluse.
- 19 Débit des fleuves.
- 20 Les digues de Venise.
- 21 Action de l'atmosphère et de l'eau.
- 23 Sphérule magnétique.
- 26 L'infini.
- 31 Plissement des terrains.
- 35 Le Ho-Hango en Chine.
- 40 Récifs de coraux.
- 46 Au Sujet de glaciers.
- 67 Etat actuel du Sahara.

N° 3. — CARTABLE contenant 61 pièces.

- 1 Position qu'occuperait l'eau sur un ellipsoïde.
- 2 Effet de tremblement de terre.
- 3 Extrait de voyage au Brésil (Tombeaux).
- 11 Tremblement de terre (Etudes).
- 12 Vallée de Faioun (Egypte).
- 15 Vestiges d'anciens glaciers au Brésil.
- 22 Profondeur des mers et altitudes.
- 23 La chaleur.
- 24 Delta.
- 26 Monuments dans les alluvions.
- 35 Tour St-Genis en Camargue.

N° 4. — CARTABLE contenant 95 pièces dont les principales sont :

- 1 Dispositions en cas de mon décès.
- 9 De Clément Marot.
- 13 De la République en France.
- 14 Le revers de médaille du siècle de Louis XIV.
- 23 Il pescatore dell'Onda.
- 40 à 47 Provence (Notes).
- 48 à 76 Gap et le Département (glaciers, etc., etc.)
- 81 Mort du publiciste révolutionnaire Louis Blanc.
- 82 à 93 Extraits de journaux, etc., etc.
- 95 et 95 Notes diverses.

N° 5. — CARTABLE contenant 48 pièces dont les principales sont :

- 1 Lettres au congrès d'Aix (1866).
- 20 Existence du fluide universel.
- 22 Effets de l'atmosphère sur l'eau.
- 26 Dessèchement des marais salins.

N° 6. — CARTABLE contenant 69 pièces diverses.

N° 7 — CARTON avec 136 pièces.

D'après une note de la main de Benoni-Blanc, écrite sur le dedans du carton, les pièces qu'il renferme contiennent des idées écrites à la hâte, souvent avec mauvaise humeur et d'une manière plus ou moins hasardée, relatives au congrès d'Aix.

N° 8. — CARTON contenant des dessins, esquisses, portraits, etc., etc., en tout 53 pièces très intéressantes dont les principales sont :

- 1 Dessin d'une belle statue.
- 2 Son lit.
- 4 Arlésienne.
- 5 Joseph Porte.
- 6 Chasseur de Camargue.
- 15 Crâne de pélis.
- 31 Portrait Blanc.
- 33 Crâne de Raphaël.
- 40 Un pont.
- 51 Liseron.

N° 9. — CARTABLE contenant 37 pièces dont les principales sont :

- 1 Bloc erratique de Puy-Sonier.
- 3 Bloc quartzeux, près Châteauroux.
- 4 Mesola.
- 6 Bloc de grès (Sens).
- 9 Le Cortelas.
- 10 Outils préhistoriques.
- 12 Ravinement du sol.
- 19 Chemins de fer. — Mines de charbon de Velonne.

- 21 Vallée de Roque-Haute.
- 23 Cap Canaille près de Cassis.
- 28 Berquis de Fiéraquet, près Toulon.
- 30 Chêne de Haut-le-Pied (Yonne).
- 31 Plateau de Richonne (Rhône).
- 32 Vallée de Beaumun .
- 33 Ravin de St-Pons.
- 35 Vallée de Beaurecueil, près Aix.
- 36 — —
- 37 Les Reynauds, dans la vallée de Vauvenargues.

N° 10. — CARTON contenant 92 pièces dont les principales :

- 1 à 3 Poissons de la Chine.
- 6 Plantes de Sens.
- 7 à 17 Lettres de M. de Pannisse.
- 18 à 51 Souvenirs de Rome relatifs à M. Adolphe de Fontenis.
- 52 à 67 Brouillons relatifs à la carte de France pendant la guerre 1870-71.

N° 11. — CARTABLE renfermant 42 pièces dont les plus remarquables :

- 3 Notes relatives à l'Église de Venise.
- 4 — — aux cailloux de la Crau.
- 5 — — aux fruits du désert.
- 8 Correspondance de M. Sibour.
- 12 Les cataractes du Nil.
- 13 Plissement des terrains stratifiés.
- 20 Carte géologique de Paris.

N° 12. — CARTABLE renfermant 50 pièces dont les principales sont des dessins :

- 2 La Penelle, près Marseille.
- 3 Conseils de M. Blanc relatifs à la destination et la haute valeur de ses dessins géologiques,
- 8 Bords de l'Yonne.
- 10 Vases.
- 14 et 15 Menhir (Seine-et-Marne).
- 19 Dolmen (Nogent-sur-Seine).

- 21 à 27 Dolmens.
- 28 Ville de Sens.
- 34 Vase cinéraire au musée d'Aix.
- 25 à 37 Vases divers.
- 38 Camp de Montaigu près Troyes.
- 39 Pont près de Sens.
- 40 Camp d'Ollioules.
- 41 à 43 —
- 44 La barre du Figuier (Var).
- 45 Comachio (Italie).
- 46 Sculpture sur bois sur la porte de l'église de St-Maximin.
- 47 Vue près de Salon.
- 50 Passerelle sur le torrent de Nervi.
- N° 13. — CHEMISE comprenant 6 pièces. — Notes sur la période glaciaire,
- N° 14. — Album de 41 feuillets. — Croquis de paysages faits de 1826 à 1827.
- N° 15. — Album de 52 feuillets. — Croquis.
- N° 16. — CARNET. Notes, croquis, inscriptions, détails archéologiques 1856 à 1857 (79 feuillets),
- N° 17. — CARNET. — 138 pages. — Dolmens, Menhirs, février 1858 à mai 1861.
- N° 18. — CARNET. — 105 pages. — Notes, croquis, haches préhistoriques. — Juin 1867 à 1868.
- N° 19. — CARNET. — 95 pages. — Notes sur voyages dans le Nord de l'Italie, Venise, etc., etc.
- N° 20. — CARNET. — 89 pages. — Alpes et Provence. Notes et croquis, 12 août 1870 à 1^{er} octobre 1874.
- N° 21. — CARNET. — 97 pages. — Gap et Gènes. — d'août 1877 à juin 1882.
- N° 22. — CARNET. — 95 pages. — Notes diverses. — Un croquis. — Glaizette, cabane près de Veynes.
- N° 23. — CARNET. — 37 feuillets. — Croquis de jeunesse page 5: Gérard professeur de dessin à Marseille; page 15: Château-Gombert, etc., etc.

N° 24. — CARNET. — 40 feuillets. — Croquis des environs de Rome, 1833 et 1834.

N° 25. — CARNET. — 86 feuillets. — Notes et croquis d'Italie. Août 1833 à 1835 : Femme pleurant, Eliézer, Horace Vernet, Dormeur au pied d'une colonne, Fortunata Subiaco, Villa d'Estée, Horace Vernet, une Femme romaine, Bénoni-Blanc, le Dante, Santa-Maria, etc.

N° 26. — CARNET. — 80 feuillets. — Notes et croquis de 1837 à 1839 : Dessins d'anatomie, géométrie, etc.

N° 27. — CARNET. — 43 feuillets. 1836 à 1839 : Cap Pinède, Fontaine de Vaucluse, Gémenos, Avignon ; Dominique Papéti, dessin ; Rose d'Anga (Paris).

N° 28. — CARNET. — 12 feuillets. — Excursions à Fos, Gémenos, etc.

N° 29. — CARNET. — 140 pages. — Notes relatives à diverses localités de la Provence : Ollioules, Simiane, etc.

N° 30. — PAQUET de 17 petits carnets. — Cartes, etc.

1 Notes de voyages. — Ecole buissonnière.

2 Notes, 2^e supplément au n° 13.

3 Notes sur l'Italie.

4 Environs de Venise.

5 Plan de Multon.

6 Notes de voyage (Italie).

7 Carte de Florence.

8 Carte de Padoue.

9 Cours du Pô.

10 Melamacro. — Venise.

11 —

12 Notes.

13 Revigo.

14 Camachio.

15 Bouches du Pô.

16 et 17 Croquis.

N° 31. — 6 JOURNAUX : Petit Marseillais, 13 juin 1884, 11 février 1884, 22 juin 1886, 21 juin 1886, 25 juillet 1876. — L'Union 16 juillet 1867.

- N° 32. — BOITE contenant une lettre adressée par Sauvage de Solette à son père, le 3 messidor an IV, au moment d'aller à la mort.
- N° 33. — BOITE contenant une médaille en bronze décernée par l'école de dessin de Marseille, à M Blanc, en 1828.
- N° 34. — GRAND PORTEFEUILLE contenant 77 pièces ou liasses dont les principales :
- 1 Société artistique du Var.
 - 27 Liste des portraits faits par Bénoni-Blanc, de 1829 à 1832.
 - 50 Souvenirs de la révolution de 1848.
 - 71 Lettres de Sens.
 - 72 A M. Horace Vernet. — Correspondance.
 - 76 Lettres.
 - 79 Passeport de Blanc.
 - 78 Extrait de naissance de Blanc.
 - Nombre de petits croquis.
- N° 35. — PORTEFEUILLE contenant 30 dessins ou cartes :
- 2 Carte des atterrages des côtes méridionales de France éditée en 1850 par le dépôt général de la marine.
 - 3 — — — — —
 - 5 Profils des Deltas fluviaux de la Hollande (dessin à la mine de plomb).
 - 9 — — — — —
 - 11 Montagne de la Tour, près de Puyloubier (B.-du-R.) (fusain, février 1868).
 - 12 Rochers aux environs d'Ollioules (crayon).
 - 13 — — — — —
 - 20 Essai d'étude graphique sur les effets de la pesanteur de l'atmosphère et de l'eau de la mécanique terrestre.
 - 24 Portrait de Jeanne (crayon).
 - 25 Carte au 1/80.000*, feuille de Draguignan.
 - 26 Torse d'une statue du fronton du Parthénon.
 - 27 Lit de M. Blanc (crayon).

30 Coupe d'une tranchée vers l'arc de Triomphe de l'Étoile (juillet 1857).

N° 36. — Un PORTEFEUILLE contenant 53 dessins et cartes :

- 1 Plan de la baie de Pouzzole ; Rade de Castellamare ; Rade de Naples. — Carte.
- 3 et 4 St-Pierre et Miquelon. — Carte.
- 5 Glacier du Rhône, St-Gothard. — Photographies.
- 6 Surface du glacier du Lauter-Aar. — Photographies
- 8 Cadix et ses atterages. — Carte.
- 10 et 11 Rade de Caen et l'entrée de l'Orne. — Carte.
- 12 Grand-duché de Toscane. — Carte.
- 13 Côtes de France entre l'île de Bon et Bec au Fry (Morlaix).
- 16 Rade de Morlaix.
- 24 Côtes de France entre Gravelines et Zuidcoote.
- 25 Porto d'Anzio. — Carte.
- 27 New-York. — Carte. 1854.
- 29 Baie de Navarin. — Carte 186.
- 30 Côtes d'Italie, Porto d'Anzio, 1856-1857.
- 33 à 36 États Romains. — Embouchure du Tibre, 1853.
- 37 Plan de Mantoue, an VIII.
- 41 Côtes de France, Bec au Fry.
- 45 Rade de Villefranche, 1845.
- 52 Nouvelle Galles du Sud, 1835.

N° 37. — PORTEFEUILLE contenant 89 pièces dont les principales :

- 4 Le Colisée (crayon).
- 3 à 6 Portraits de femme (crayon).
- 7 Enfant mort sur son berceau (aux 2 crayon).
- 8 Cinq petits portraits d'enfants.
- 9 Ruines du château de Montargis (gravure).
- 10 Figure tirée du tombeau de (lithographie).
- 10 11 12 Académies d'hommes.
- 13 à 15 Subdivision d'Oran. — Carte, 1853.
- 17 Coupe verticale du Delta du Nil.
- 18 Plissement des neiges sur la pente d'un toit (crayon).

- 19 - 20 Étude géologique, 1864 : argiles rouges près de Tholonet (Aix).
- 22 Notes pour les exemples des mouvements anciens, ablation des proéminences terrestres.
- 25 à 27 Environs de Serres, dessins géologiques.
- 31 Vue générale de Carnac (lithographie).
- 38 Villa Nervi près Gènes.
- 42 Arc de triomphe sur le pont de Saintes (lithogr.).
- 43 M. Gallois doyen de Danmartin. — Portrait (lith.).
- 44 à 47 Gravures. — Scènes militaires, 1848.
- 48 Portrait d'homme.
- 49 Gravure d'après Delacroix. : Buveur d'eau.
- 50 Gravure : les trois Conspirateurs.
- 51 Tête de petite fille (dessin au crayon sur calque).
- 52 - 53 Portraits. : Femme et enfant (crayon).
- 54 à 56 Portraits de femme (crayon).
- 57 - 59 Têtes de femme (crayon).
- 60 Tête de femme morte.
- 61-63bis Portraits de femmes et d'enfants..
- 63terà65 Lits au crayon.
- 69 Portrait de femme.
- 72 à 76 Portrait d'une famille.
- 77 Portrait de femme.
- 78 - 80 — (sur calque.)
- 83 Portrait de Bénoni-Blanc, 1842.
- 84 — de Pierre Blanc, père de Bénoni, 1849.
- 86 Carte de Malte.
- 85et87 Vue de Pouzzoles (gravure).
- 88 Plan de Florence.
- 89 Carted'état-major, de Reims et Épernay, au 1/80.000^e.
- N° 38. — 1 CARTABLE ne contenant que des feuilles blanches.

DESSINS ENCADRÉS.

1° *Dans la salle des réunions de la Société*

- 1 Portrait de M. Bénoni-Blanc (crayon). Don de M. Sibour.

- 2 Dessin d'après nature de la ferme de St-Pons Puylobier (Provence, 1866).
- 3 Grotte de Cordes près Montmajour. — Environs d'Arles, 1867.
- 4 Accidents du grès de Fontainebleau, 1860.
- 5 Roche calcaire sur argiles rouges de Beaurecueil (Aix-Provence, 1867).
- 6 Deux Dolmens en grès, près de Trancoult-le-Repos (Marsilly-le-Hayer), (Aude, 1859).
- 7 Argile Rouge. — Moulin-la-Tour, près Puylobier (B.-du-R., 1868).
- 8 Paysage.
- 9 Aspect de la lune 14 et 15 octobre 1856.
- 10 Deux phases de l'éclipse de lune du 14 au 15 octobre 1856.

2^e Salle des roches et fossiles du musée:

- 11 Bénoni-Blanc gravissant un glacier.
- 12 Roches calcaires attaquées dans une faille par l'acide carbonique.
- 13 Dolmen en grès, vallée d'Ardin entre Marsilly-le-Hayer et (Aude, 1859).
- 14 Dessus d'un Dolmen, Costavant N.-E. de Nogent-s/Seine, 1859.
- 15 Bloc de grès errant sur la craie, Ville-le-Cerf, 1859.
- 16 Dolmen de grès sur la craie,, Marsilly-le-Hayer (Aude, 1859).
- 17 Dolmen de grès, vallée d'Ardin, entre Marsilly-le-Hayer et Vercengny (Aude).
- 18 Dessus d'un Dolmen, ferme Frécu, N.-E. de Nogent-s/Seine, 1859.
- 19 Dessus d'un dolmen, ferme de Frécu, Costavant. N.-E. de Nogent-s-Seine, 1859.
- 20 Bloc sur des marnes grises, près Cassis (Provence). 1856.
- 21 Partie amphithéâtre, Fréjus 1863.
- 22 Coupe de tombe gauloise, 1867.
- 23 Intérieur amphithéâtre, Fréjus, 1863.

- 24 Bloc sur argiles rouges, Beaurecueil (Provence), 1867.
- 25 Aqueduc de Fréjus.
- 26 Menhir de grès dans la craie blanche (Dran, Seine-et-Marne, 1860).
- 27 Dolmen en grès sur la craie blanche, Marsilly-le-Hayer (Aude, 1859).
- 28 Reste de grès de Fontainebleau, Roche du-Saut, près Villecerf, 1858 (Seine-et-Marne).
- 29 — — —
- 30 Glacier des Bossons (photographie).
- 31 Bloc de grès sur la craie, Villecerf (Seine-et-Marne, 1858).
- 32 Reste de grès de Fontainebleau (Yonne, 1857).
- 33 Grès de Fontainebleau, (Montuxy, 1857).
- 34 Glacier de Schewekhorn (Berne) (photographie).
- 35 Ablation continue du sol.
- 36 Grès de Fontainebleau, près St-Martin (Yonne 1858).
- 37 Grès sur la craie blanche près St-Martin (Yonne, 1858).
- 38 Ablation continue du sol.
- 39 Sol de la ferme St-Pons (Aix-Provence, 1866).
- 40 Argiles rouges entre Tholonet et St-Antoine (Aix-Provence, 1866).
- 41 Action erosive sur les rochers près Mérindol (Provence).
- 42 Argiles rouges, Ouest du Moulin-la-Tour, près de Puylobier (B.-du-R.), 1868.
- 43 Argiles de Beaurecueil, Aix (B.-du-R., 1857).
- 44 Rochers calcaires sur les argiles rouges, près Beaurecueil. Aix (B.-du-R., 1868).
- 45 Marne rouge, près Beaurecueil (Aix, 1868).
- 46 Colline près la Chapelle-s/Aureuse (Yonne, 1858)
- 47 Marne grise de Vauvenargues, 1867.
- 48 Coupe et plan de dolmen, 1866.
- 49 Argiles rouges près Beaurecueil. Aix 1856.

3^e Salle des oiseaux :

- 50 Marne grise de Vauvenargues, 1867.

- 51 Marne rouge à l'Est d'Aix (Provence, 1866).
- 52 Grès altéré errant sur la craie blanche à la Chapelle-s/Dreux, près Sens, 1857.
- 53 Tour de St-Genest (1855. Emboûchure du vieux Rhône près Arles, 1866).

4° *Salle du Conseil-Général :*

- 54 Terrain, la ferme de St-Pons, près Puyloubier (Provence, 1856).
- 55 Effets de la pluie sur un terrain meuble, 1866.
- 56 Alluvions du Rhône attaqués par la mer entre le petit Rhône et les Saintes-Maries, 1866.
- 57 Argiles rouges de Beaurecueil. (Aix-Provence 1866).

A la suite de l'inventaire des livres, des écrits et des dessins artistiques et scientifiques légués à notre Société par M. Benoit Blanc, nous donnons ci-joint une lettre de M. de Jessé-Charleval, président de la *Revue de Marseille et de Provence*, et membre honoraire de notre *Société d'Études*. Elle fut adressée à notre confrère M. E. Sibour, à l'occasion de la petite notice biographique que nous avons publiée sur ce généreux donataire. Elle est, comme on le verra, soncomplément tout naturel et très intéressant.

Marseille, 45 décembre 1891.

TRÈS CHER MONSIEUR,

« Vous me permettrez de vous féliciter de tout ce que vous avez dit de juste et de bien senti, dans le 40^e Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes, au sujet de la précieuse mémoire de Benoit Blanc, peintre et érudit de grand mérite. — Oui, vous serez assez bienveillant pour vouloir trouver bon que je m'associe à un tel acte d'équité, car, comme vous, j'ai aimé d'estime Benoit Blanc. Seulement plus favorisé de la Providence, j'ai assisté aux débuts et à

l'apogée de son existence artistique et scientifique, à Marseille d'abord et finalement à Aix. — J'ai même connu d'une manière favorable le père de Benoit Blanc à l'occasion des minoteries que j'avais établies à Arles et sur d'autres points du département des Bouches-du-Rhône. C'était un homme connaissant bien l'industrie de la meunerie, mais possédant, par atavisme, un bon sens parfait, si bien que tout en regrettant de ne pouvoir faire de son troisième enfant un meunier, à cause de sa faible conformation corporelle, il ne désespéra jamais de pouvoir lui trouver un emploi de son temps, capable de le faire vivre.

« Ainsi, ayant eu pour lui-même la bonne chance, après avoir été bien apprécié comme employé dans diverses minoteries de la vallée de l'Huveaune, d'entrer, en qualité de contremaître dans le moulin à vapeur Marliani, près la place Castellane, à Marseille même, il en profita pour faire admettre Benoit Blanc à l'école gratuite communale de *dessin* dirigée alors d'une manière si distinguée par le peintre Auber.

« La reine du commerce de la Méditerranée entra dans cette période de prospérité brillante de 1826 à 1828 ; les vastes salons de la marquise de Pontevès regorgeaient de personnes distinguées, les amateurs des beaux-arts n'y manquaient pas et l'un d'eux, qui s'annonçait toujours d'une façon des plus gracieuses, eut occasion de raconter la visite faite le matin même à l'école publique de dessin, où il avait admiré le « travail d'un *petit nain*, à tête d'une grosseur démesurée, *mais non sans cervelle* ». Ce récit était à peine achevé qu'un des Marliani ou du Torlonnet s'approcha de la marquise de Pontevès pour déclarer que le petit nain *au cap gros*, dont il s'agissait, était le fils du contremaître du moulin à vapeur du quartier Castellane et qu'il avait eu occasion de voir de lui des portraits, faits à l'estompe, d'un modèle des plus corrects. — Il n'en fallut pas davantage pour mettre le *petit Blanc* en vogue comme peintre de portraits, et le faire demander de tous les points de la ville, pour exécuter des portraits *par douzaines*. — La famille de Benoit Blanc intervint pour fixer le prix des œuvres du jeune peintre, et plus encore

pour stipuler que les séances pour portraits ne sauraient jamais être prises sur les heures du cours public de dessin de M. Auber. Il ne fut jamais manqué à l'accomplissement de cette dernière condition, ni d'une part ni de l'autre. Le petit Blanc était d'une exactitude parfaite dans l'emploi de son temps et tout rendez-vous pris par lui était sévèrement tenu.

« Il était dans ses habitudes de ne travailler à un portrait qu'en présence de son modèle, et de ne tenir que peu de compte des observations des personnes formant galerie autour de celui qui posait... Soit dit sans application rétrospective, il aurait été encore plus recherché comme peintre de portraits, s'il avait consenti à diminuer la laideur de certains types juifs tunisiens qui abondaient, à cette époque, à Marseille. — Benoit Blanc travaillant en blouse d'écolier était facilement pris pour un enfant d'une douzaine d'années, tandis qu'il en avait seize au moins, et qu'à la suite de lectures des plus sérieuses, ses idées étaient déjà arrêtées autant qu'à sa majorité. — Jamais il ne parlait à son modèle, à moins d'y être provoqué. Ses réponses étaient toujours de bon ton, et il savait les varier avec *tact*, d'après ce que la réflexion lui permettait de savoir des goûts et des idées de son interlocuteur.

« Il vous eût fallu, très cher Monsieur, l'entendre, comme moi, causer d'esthétique avec une dame de Marseille des plus belles et des plus spirituelles, pour en venir à conclure avec elle que le sourire était un désordre plastique de la beauté humaine...

« Dans l'intimité, Benoit Blanc, d'une bonhomie parfaite convenait de sa fâcheuse conformation, et allait jusqu'à provoquer un sourire à cette occasion, en crayonnant l'image d'un enfant, à tête des plus exagérées, qui aurait été plus petit de taille que son cartable et aurait pu se servir de son porte-crayon pour bâton de voyage.

« Notre ami excellait pour les portraits des personnages de 8 ou 10 ans. J'ai de lui le *portrait* de mon plus jeune beau-frère qui sera toujours apprécié comme expression de la vie et de l'intelligence, *quoique ne souriant pas*. On sent que l'auteur a pris plaisir à reproduire son modèle !

En présence d'un tel portrait il est même permis de supposer que les traits réguliers de l'enfant intelligent se trouvent d'autant mieux reproduits qu'il était captivé par quelque petit récit en rapport avec son âge ! Au reste il n'était pas rare que Benoit Blanc donnât naïvement des détails intimes de sa vie de famille. C'est ainsi que nous savons *de auditu*, qu'il remettait à sa mère *très exactement* tout l'argent produit de son travail, recevant en retour la nourriture, des vêtements bien entretenus, quelques écus pour acheter de beaux et bons livres, « mais point de petits sous pour payer des sucreries qui l'auraient empêché de grandir ».

« Une telle manière d'être et d'agir durait depuis plusieurs années déjà, en 1832. Le petit Blanc n'eût voulu de lui-même y rien changer, ses parents encore moins ; les amis seuls du jeune dessinateur observaient que son talent subissait un temps d'arrêt, et que le moment était venu d'entrer dans l'atelier de quelque peintre distingué, afin d'ajouter *l'étude du coloris* vrai au jeu de la lumière et des ombres, dont il connaissait déjà si bien le mécanisme avec la seule assistance de l'estompe et du crayon noir, plus ou moins mât ou brillant.

« En première ligne des personnes souhaitant depuis longtemps que Benoit Blanc fût mis en mesure de compléter *ses études*, comme peintre, se trouvait un mien parent, le comte de Panisse-Passy, ancien pair de France, un ami des beaux-arts, le plus dévoué, le plus généreux ! Il offrait de le prendre avec lui dans un de ses fréquents voyages à Paris, de le faire admettre dans les ateliers du si bon peintre de batailles, Horace Vernet, finalement de le gratifier de mois en mois d'une petite somme d'argent jusqu'au moment où il pourrait vivre du produit de ses petits travaux exécutés en dehors des ateliers de son maître. — Les parents de Benoit Blanc ne tardèrent pas davantage de le laisser partir pour la capitale avec son protecteur. Et comme vous le dites si bien, très cher Monsieur, notre jeune artiste Marseillais agréé et apprécié par Horace Vernet, avait atteint le comble du bonheur ! Il ne jurait plus que par son maître, il le suivit à Rome, lors-

qu'il eut la direction de l'*Ecole Française* à la villa Medici. Benoit Blanc était satisfait de son sort à Rome encore plus qu'à Paris. Malheureusement le comte de Panisse-Passy vint à mourir alors dans un âge peu avancé et ses allocations providentielles finirent avec lui.

« En vain notre ami essayait de vivre sur le sol italien du fruit de son travail, après s'être imposé les plus grandes privations et avoir supporté les plus terribles souffrances de la faim, il dût rentrer en France pour pouvoir continuer ses études comme peintre d'histoire. A Paris, Paul Delaroche, le gendre d'Horace Vernet, lui ouvrit son atelier et lui permit d'y travailler pendant deux années, tout en lui laissant tout le temps voulu pour exécuter journellement des portraits ou tableaux de famille qui lui étaient bien payés ! Paul Delaroche était à cette époque dans la seconde période de ses plus belles inspirations, celles que réglait le sentiment religieux. Benoit Blanc eut ainsi à recevoir les plus douces, les plus savantes confidences dont il n'oublia jamais le prix durant le reste de sa vie. — Après deux ans passés chez Paul Delaroche, notre ami, se trouvant dans toute la plénitude du développement de son beau talent comme peintre, voulut-il ouvrir à Paris un atelier pour son compte ou se marier, faudrait-il trouver dans le défaut de réussite de l'un ou de l'autre de ces projets les désillusions cruelles que vous énoncez dans sa biographie sans leur assigner de cause autre que les défauts de structure corporelle pouvant empêcher de reconnaître en lui à première vue un chef d'école où un mari sérieux ? *Je m'abstiens de prononcer.* — Il faut même à ce sujet, très cher Monsieur, qu'ayant eu de 1865 à 1866 la douce jouissance de reprendre à Aix mes relations avec Benoit Blanc, *je vous avoue* avoir toujours refusé de recevoir des confidences relatives aux épreuves du dernier temps de son séjour à Paris. Il me suffisait de le revoir en Provence, en présence du meilleur avenir possible comme peintre. En effet, dans ce moment, il était appelé par les familles les plus distinguées et avait à exécuter pour elles journellement de grands et beaux portraits. Je le voyais surtout travailler chez les Castillon et les Forbin, ce qui me per-

mit d'admirer souvent combien il savait désormais faire bon emploi du coloris ou procurer à ses modèles *l'attitude voulue* ! — Benoit Blanc ne manqua point de me montrer ses relevés artistiques des phénomènes géologiques observés dans les environs d'Aix. Je dus en louer l'exactitude et la précision, ce qui me conduisit à lui conseiller encore comme j'avais cru devoir le faire souvent trente années en arrière, de moins distraire sa pensée sur diverses sciences ayant peu de relation avec la peinture, et de s'occuper encore de géologie seulement comme emploi du temps à perdre. — De 1865 à 1866, dans mes rapports intimes avec notre ami, je crus pouvoir lui recommander de moins craindre de s'imposer aux personnes honorables portées vers lui par la sympathie la plus sincère, de *moins douter* de son mérite personnel, et enfin je lui conseillais de mettre de côté *quelques écus*, non point pour acheter de nouveaux livres d'étude, mais bien pour aviser aux besoins de la vieillesse. — Benoit Blanc tenant compte des avis émanés d'un ami de la première heure, ne pouvait suivre désormais qu'une ligne de conduite capable de lui assurer jusqu'à la fin de ses jours une modeste existence. — Telle était au moins mon espérance de cœur en lui disant « adieu » à Aix en 1868 !!

« Peu de mois après je devais me laisser aller volontiers à l'idée que mes désirs à cet égard étaient devenus la réalité, car les deuils de famille les plus grands, les plus nombreux, les plus cruels m'affligeaient tellement qu'il m'eût été impossible d'ajouter à mes souffrances la seule crainte de nouvelles épreuves atteignant le cher Benoit Blanc, en *Provence* surtout !! — Imaginez-vous, bien cher Monsieur, relativement à mes douleurs personnelles et particulières, que je perdais successivement deux de mes fils au début de leur brillante carrière dans le monde, ma femme après 54 ans de mariage, mon beau-père, mon frère aîné, ma sœur qui avait été pour moi une seconde mère, mes belles-sœurs, mes beaux-frères, des neveux et des nièces élevés en même temps que mes enfants et affectionnés dès lors au delà de toute expression. Parmi les neveux défaillant autour de moi je compte un des martyrs de

Sedan en 1870, le fils aîné de mon frère. Il a payé le tribut pour tous ceux des miens qui furent engagés dans cette affreuse guerre. J'ai dû prendre des habits de deuil depuis plus de vingt ans et me résigner à ne les quitter jamais !! — Des portraits de chers et bien aimés défunts sont là près de moi, je lève les yeux vers eux lorsque je sens en moi assez de courage pour ne verser aucune larme. Plusieurs de ces portraits sont signés, B. B., et datés de 1828 à 1832 ; ils sont exécutés au crayon avec soin et un fini ne laissant rien à désirer. Seulement quelques uns de ces derniers manquent d'inspiration, ce qui résulterait de la fatigue du dessinateur ou bien de son modèle. — Si je me laisse aller à cette remarque, c'est afin qu'un choix ait lieu de la part de mes survivants, dans le cas où leur concours serait réclamé pour une exposition rétrospective de *l'œuvre* la plus étendue de notre ami. — Comme vous avez pu le reconnaître en lisant à travers les lignes de mon trop long verbiage, je partage tout vos sentiments bienveillants pour la mémoire de M. Benoit Blanc, je serais même autant jaloux que vous d'aider à des publications capable de la perpétuer, de la faire bien apprécier ; malheureusement ma position de fortune actuelle ne saurait me permettre aucun sacrifice d'argent pour y contribuer suivant mon cœur. — Du moins, sachez très formellement toujours que mes relations avec une âme aussi belle, aussi vertueuse que celle du peintre B. B. ont pu être suspendues plusieurs fois et longtemps par des circonstances les plus involontaires de ma part et sans porter atteinte à des souvenirs très doux, très précieux, restés les plus vifs... Pour les réveiller au besoin il me suffirait de lever les yeux sur tant de portraits les plus chers que je tiens de la main de notre bienfaisant ami. — Si je n'avais été moi-même, en 1870, encore plus éprouvé que B. Blanc, je m'en voudrais beaucoup rétrospectivement de ne m'être aperçu qu'il quitta alors la *Provence*, faute d'y trouver un travail rémunérateur. — C'est seulement par votre touchante notice biographique qu'il m'a été donné, très cher Monsieur, de connaître le coup de tête qui consista, de la part de M. Benoit Blanc, à *errer* après

la guerre, pendant deux ans le long des côtes orientales de l'inclémente Italie ! et cela avant d'avoir la bonne pensée de se retirer dans une contrée aussi hospitalière que nos Alpes françaises pour y terminer sa douloureuse vie dans les conditions les plus acceptables.

« Avant de déposer ma plume, je vous prierai, très cher Monsieur, de trouver bon que j'envie votre sort, consistant à avoir pu adoucir la rigueur des derniers instants de celui que je pleure si volontiers avec vous !

« En d'autres temps, un des fils qui me restent étant Maire de Marseille, j'aurais pu avoir la consolation de vous adresser, ainsi qu'à la Société d'Études qui l'a secouru, au nom de notre Capitale Méridionale, les remerciements les plus grands de ce que vous et les vôtres aviez bien voulu faire pour un de ses plus dignes enfants.

Tout à vous,

M^{is} DE JESSÉ-CHARLEVAL.

DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE

DES

HAUTES-ALPES

Nous publierons sous ce titre une série de documents curieux et intéressants, ayant rapport à l'histoire de notre pays. Nous prions les lecteurs du Bulletin qui trouveraient des documents de ce genre de nous en envoyer copie, nous les publierons. Nous commençons aujourd'hui par un arrêté concernant le mobilier des églises et un autre relatif à la monnaie de billon provenue de la vente des cloches.

LE COMITÉ DE PUBLICATION.

ARRÊTÉ concernant les cloches, les vases d'or et d'argent qui se trouvaient dans les églises à la Révolution.

(Communiqué par M. Nicolle)

M. Joseph Roman dans un article inséré au bulletin de la *Société d'Études* du mois de juillet 1892, a donné des documents, extraits des archives du district de Serres, contenant la liste des objets d'or et d'argent qui avaient été remis, en l'an III, par les diverses communes de ce district. Nous pensons qu'on lira avec plaisir l'arrêté du directoire du département en vertu duquel ces objets furent retirés des églises.

Il est extrait du registre des arrêtés du directoire du département (archives départementales, série L., n° 13). Outre ce qui concerne le mobilier des églises, il contient, ainsi qu'on le verra, différentes dispositions ; nous le publions en entier.

Du quinze frimaire l'an 2^e de la république française une et indivisible, dans la salle des séances de l'administration du département des Hautes-Alpes, où se sont trouvés les citoyens Meigret, vice-président, Richard, Bontoux fils,

Lachau, Champsaur, Bonnardel-Argenty, Martel, Tarascon, Bertrand Brutus, administrateurs, Antoine, procureur-général syndic, et Farnaud, secrétaire.

Les administrateurs considérant que les besoins de la patrie exigent de la part des communes des sacrifices ;

Considérant qu'il existe dans les temples du culte catholique des vases de matière d'or et d'argent, qui sont des objets de luxe pour la divinité sans aucun objet d'utilité pour elle ;

Considérant que ces matières réduites en monnaie républicaine seront plus utiles à la patrie que dans des temples où elles n'ont été façonnées que pour l'orgueil des prêtres,

Considérant qu'un très grand nombre de communes de la république, pénétrées de cette vérité se sont empressées de verser dans le trésor public tous les métaux précieux qui étaient à sa disposition comme un nouveau témoignage d'attachement à la liberté et à la patrie ;

Considérant que les habitants des Hautes-Alpes toujours fidèles à leurs principes ne voudront pas mépriser ces exemples salutaires et qu'ils ne verront dans leurs frères des autres départements que des républicains austères qui accordent avec la morale politique celle de la divinité ;

Après avoir ouï le procureur-général syndic, arrêtent :

ART. 1. — Les communes du département seront invitées à déposer sur l'autel de la patrie, l'or et l'argent qu'elles possèdent dans leurs temples.

ART. 2. — Il sera nommé des commissaires qui se transporteront dans chaque district pour y surveiller et requérir l'exécution du présent arrêté.

ART. 3. — Les commissaires qui seront nommés se transporteront dans les temples ; ils y dresseront procès-verbal de l'état et du poids des différentes matières d'or et d'argent qu'ils y trouveront ; ils en feront de suite faire le transport dans la caisse du district de Gap, en présence des officiers municipaux qui seront appelés à cet effet.

ART. 4. — Tout officier municipal, tout prêtre, tout citoyen qui déroberait aux recherches des commissaires du département des objets d'or ou d'argent sera traité

comme suspect, et en outre responsable de la valeur des effets enlevés ou recelés.

ART. 5. — L'opération ci-dessus achevée, les commissaires, après s'être fait représenter au directoire du district les états des cloches descendues, et le produit métallique provenu des maisons nationales ou de celles des émigrés, auront le soin de s'assurer dans chaque commune, s'il y existe plus d'une cloche.

ART. 6. — Ils se feront représenter en outre dans chaque district, la liste des émigrés, les procès-verbaux d'estimation des biens sequestrés et ils en presseront la vente.

ART. 7. — Ils auront l'attention de faire ouvrir un registre dans chaque commune, où seront inscrits la date de réception des lois, et des arrêtés des administrations supérieures; ils recommanderont aux officiers municipaux, sous peine de responsabilité, d'envoyer tous les mois un état certifié au directoire du district, qui l'adressera de suite au département.

ART. 8. — Dans le cas où il n'y aurait pas de comité de surveillance dans toutes les communes, ils les feront établir.

ART. 9. — Ils exciteront en outre, le zèle des municipalités pour la fourniture des couvertures destinées au service des armées.

ART. 10. — Les commissaires se feront rendre compte dans chaque district de l'assiette des contributions foncière et mobilière des années 1791, 92 et 93 (v. s.) du recouvrement fait sur chaque exercice, des moyens de l'accélérer, et des causes du retard ; ils se feront livrer dans les communes les fonds provenus des ventes de grains qui seront opérées sur les marchés publics, et ils se feront représenter l'état des distributions faites, par le conseil général de la commune, des blés de secours envoyés dans chaque canton depuis 2 ans.

ART. 11. — Ils s'informeront du nom et du nombre de cordonniers qui existent dans chaque commune, et ils les mettront sur le champ en réquisition pour fournir, ainsi que chacun de leurs ouvriers, 5 paires de souliers toutes les décades.

ART. 12. — Il sera procédé, sans aucun retard, à un recensement de grains prescrit par la loi du 11 septembre (v. s.) et ce sous la surveillance des commissaires nommés à cet effet par les sociétés populaires, les comités de surveillance, ou le conseil général de chaque commune ; les commissaires nommés par le présent arrêté auront le soin de faire commencer ledit recensement en leur présence.

ART. 13. — Les commissaires destinés pour le district d'Embrun, assistés d'un ingénieur, procéderont à la division du ci-devant palais épiscopal et du jardin y attenant de la ville de ce nom, pour qu'ils puissent être de suite mis en vente.

ART. 14. — Ces commissaires sont ; pour le district de Gap, les citoyens Lachau et Bertrand Brutus, administrateurs ; pour ceux d'Embrun et de Briançon, B. Richard et Bonnardel-Argenty, administrateurs ; et pour celui de Serres, les citoyens Astoin, procureur-général syndic, et Tarascon, administrateur du conseil de ce département.

ART. 15. — Lesdits commissaires pourront pour la prompte exécution du présent, s'adjoindre autant de commissaires pris dans les corps administratifs ou sociétés républicaines, qu'ils jugeront convenable et leur donner le pouvoir de remplir dans les communes du ressort qui leur est désigné, les mêmes fonctions dont ils sont chargés par le présent arrêté ; ils auront tous le soin de tenir note de leurs opérations d'une manière claire et précise, et ils l'adresseront sans perte de temps, au directoire du département. Tous les citoyens sont invités à les aider de leurs soins et de leurs lumières.

Fait au département en présence du citoyen Beauchamp, représentant du peuple qui l'a approuvé en tout son contenu et signé avec nous, le procureur-général syndic et le secrétaire.

Signé : Beauchamp, Meigret, Bonnardel-Argenty, Champ-saur, Lachau, Richard, Bontoux, Martel, Farnaud, secrétaire-général, Astoin, p. g. s.

ARRÊTÉ concernant la distribution aux districts et aux communes de la monnaie de billon provenant de la fonte des cloches.

On a vu que l'art. 5 du précédent arrêté prescrivait aux commissaires nommés pour se rendre dans les différentes communes de se faire présenter l'état des cloches descendues. L'arrêté suivant renseignera le lecteur sur la monnaie de billon provenant des cloches fondues, pour le compte du département, à l'hôtel des monnaies de Montpellier, vers la fin de 1791.

Du 11 mai mil sept cent quatre-vingt-douze, dans la principale salle du département des Hautes-Alpes, où se sont trouvés MM. Dhéralde, président, Fantin, Melquiond, Robin, Bontoux, administrateurs, Sainte-Guitte, suppléant du procureur-général syndic et le secrétaire.

Le suppléant du proc.-gén. synd. a dit qu'en suite de la loi du 6 août 1791 relative à la distribution de la monnaie de cuivre et de celle qui proviendra de la fonte des cloches, il a été retiré pour le compte du département de l'hôtel de la monnaie de Montpellier, une somme de trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq livres en monnaie de billon qui ont été déposées chez le sieur Pinet, receveur du district de Gap, qu'en conséquence il serait à propos de faire la répartition du contingent de chaque directoire du district pour que ceux-ci fussent en même de faire la répartition du contingent de chaque municipalité de leur ressort.

Où le suppléant du proc. gén. synd. ;

Vu la lettre de voiture expédiée de Montpellier le 12 avril dernier aux s^{rs} Gayde frères, de six barils contenant ensemble 3585 l. monnaie de billon pour le compte du département, pesant brut 20 qx 75 l., ; vu aussi la quittance du sieur Gayde du 4 courant, de la somme de deux cent quarante-neuf livres payée par le sieur Blanc, secrétaire-général du département, pour le transport desdits six barils de Montpellier à Gap, à raison de 12 l. le quintal, poids de marc.

Les administrateurs composant le directoire du département des Hautes-Alpes arrêtent que de ladite somme de 3 585 l. il en sera reparti aux 4 districts celle de 3.040 l. en proportion du nombre des citoyens actifs de chaque municipalité dans toute l'étendue du département et du ressort des 4 districts, qu'en conséquence il en revient, savoir :

Au district de Gap.....	950 l.
— d'Embrun.....	770 l.
— de Briançon.....	735 l.
— de Serres.....	585 l.
Total.....	3040 l.

Qu'à cet effet, il sera donné avis au directoire des 4 districts de faire prendre, chacun en droit soi et en échange d'assignats chez le sieur Pinet, receveur du district de Gap, dépositaire de ladite somme, le contingent de la somme pour laquelle il est compris dans la répartition ci-dessus, à la charge pour les directoires de district de distribuer sur la même base et à toutes les municipalités de leur ressort, en échange d'assignats, le montant de la monnaie de billon qui leur est assignée, et d'informer aussi chacun en droit soi le directoire du département de la distribution qu'ils en auront faite aux municipalités, pour que le directoire du département soit en même d'en rendre compte au ministre ; que les 545 l. du surplus resteront en dépôt chez le sieur Pinet, pour être employées s'il y échoit aux besoins urgents du département et à ce défaut pour être jointes aux premiers envois qui seront faits au directoire du département de la même monnaie, à l'effet d'être ensuite distribuée suivant les proportions ci-dessus établies ; que néanmoins le remboursement des 249 l. pour frais de transport sera fait au sieur Blanc, secrétaire-général en assignats et sur les fonds du département, que collationné du présent arrêté sera envoyé aux quatre directeurs de districts, et ont les administrateurs signé avec le suppléant du proc.-gén. synd. et le secrétaire.

Signé : Dhéralde, prés., Robin, Bontoux fils, Fantin, Melquiond, Sainte-Guite, supp. du proc.-gén. synd., Blanc, sec^{re}.

TOPOGRAPHIE ET ARCHÉOLOGIE

DU CANTON DE VEYNES

A TOUTES LES ÉPOQUES

I. — *Aperçu général . — Époque préhistorique.*

Un certain nombre des descriptions qui vont suivre ont déjà trouvé leur place dans mes autres publications sur la vallée d'Oze et le canton de Veynes ¹. Mais il importait de les grouper en un seul faisceau, et surtout de les compléter par la description des nouvelles découvertes qui ont été faites. Je vais donc, dans cette étude, donner pour l'ensemble du canton de Veynes, un exposé aussi complet que je le puis, de sa topographie et de son archéologie à toutes les époques. Quant à son histoire, je prie le lecteur de se reporter simplement aux ouvrages que j'ai indiqués dans la note ci-dessus.

Le canton de Veynes s'étend, en forme de croissant, dans la vallée du Petit-Buëch, depuis la Roche-des-Arnauds jusqu'à Serres. Le cours de cette rivière le divise en deux parties bien distinctes : l'une située sur la rive droite et comprenant l'ancienne baronnie de Montmaur et la seigneurie de Veynes ; l'autre située sur la rive gauche et contenant une partie de l'ancienne baronnie de la Val-d'Oze, savoir : Oze dans le bassin de la Bachassette, St-Auband'Oze, Clausonne, le Saix et Chabestan dans le bassin de Maraise, Châteauneuf d'Oze, Châtillon-le-Désert et Furmeyer dans le bassin du Drouzet.

La première forme un bas fonds qui s'allonge en courbe régulière et possède un sol généralement productif. On y remarque les plaines de Veynes et de Montmaur, les collines, en forme de cônes, de Chaperus, de Trésobenc et

¹ *Monographie de la Val.-d'Oze, 1^{re} partie, 1884 ; Monographie de la Val-d'Oze, 2^{me} partie, 1888 ; Monographie de Veynes, 1890 ; Monographie de Montmaur, 1893 ; La vallée d'Oze avant le XI^e siècle, 1892 ; Note sur la bataille de Montseleucus et le prétendu lac de Chabestan, 1893.*

du Châtel, le vallon du Laus, le plateau des Egaux et le col de la Beaumette. La seconde est plus accidentée et présente, avec ses schistes en décomposition, un aspect triste et désolé. On y trouve les montagnes d'Oules, de Céuse et d'Ajure, le bassin pittoresque de Clausonne, la gorge austère du Gouraou et, aux environs de Chabestan, quelques sites plus agréables à l'œil.

A l'époque de la pierre polie, le canton de Veynes fut sûrement habité dans toutes ses parties ; c'est ce que viennent attester les nombreuses hachettes celtiques découvertes sur le territoire et jusque sur le sommet des monts. Quatre ont été trouvées à St-Auban, trois à Véras, une au Saix et une à Clausonne. Trois sont conservées au château de Véras, une au musée des Hautes-Alpes et les autres font partie de ma collection. Toutes sont en euphotide, de couleur et de dimensions diverses et polies avec soin.

Au début de l'époque historique, nous pouvons commencer à reconnaître les emplacements des villages primitifs, et nous allons, à partir de ces temps reculés, refaire la topographie des diverses communes et donner tout ensemble un exposé de ce qui peut, dans leur territoire, intéresser l'archéologie.

II. — VEYNES.

La commune de Veynes est adossée au massif du Dévoluy, au nord, et a, au devant d'elle, les sept communes de la vallée d'Oze, et, à ses côtés, celles de Montmaur et d'Aspres. Elle comprend le bourg de Veynes, chef-lieu, construit sur le torrent de Glaizette et divisé en six quartiers: Surville, Sous-le-Barri, le Bourg, le Temple, le Jeu de Paume et la Cité ; les sept hameaux de St-Marcellin, de Châteaueux, de Glaize, de Vaux, d'Oriol, de la Magdeleine, des Paroires et d'Enserre, ainsi que les fermes de la Morelle, de Berthaud et quelques autres. La population est de 2.003 habitants, dont 554 électeurs, et la superficie, de 4253 hectares.

Le territoire forme, dans les bas fonds, une plaine d'une certaine étendue et en partie conquise sur le Buëch. Dans

cette plaine croissent de nombreux arbres à fruits et, vers le bas, jaillit une source au débit de 500 litres par seconde. Aux environs, se dressent en amphithéâtre, une série de côteaux couverts de vignobles maintenant dévastés. Au nombre des lieux remarquables, citons la colline de Chaperus, le plateau des Egaux, les champs de la Magdeleine, les environs de St-Marcellin et le vallon solitaire du Laus, qui fut le lit d'une rivière des temps glaciaires maintenant éteinte.

A l'époque de la pierre polie, Veynes fut habité, témoins les hachettes précitées trouvées dans le voisinage. A l'époque gauloise, Veynes se trouvait compris dans la peuplade des *Voconces*. Comme se rapportant à cet âge, nous avons à signaler les antiques qui vont suivre. En 1877, des ouvriers trouvèrent dans le torrent de Glaizette, sous un bloc erratique, les objets gaulois suivants : un grand bouton plat ; quatre autres plus petits, mamelonnés, avec anneaux soudés par une goutte d'étain ; trois annelets ayant peut-être fait partie d'une chaînette ; trois petits fers en forme de lance, dont l'un avec manche mince fermé par un anneau, l'autre avec manche plus épais et fermé par deux anneaux superposés, et le troisième orné de stries géométriques, avec manche double et anneau. Ces derniers sont des *tentinnabula* ¹. Un dessin de ces objets encore inédit, m'ayant été communiqué par M. J. Roman, je crois intéressant d'en donner la reproduction dans la planche ci-contre. En 1889, M. Martin, professeur de sciences au lycée de Gap, découvrit sur le plateau des Egaux, à l'est, une pierre dressée, de 3 mètres de hauteur, et dans laquelle il a cru reconnaître un menhir ². Une tradition relate l'existence d'un bois sacré au *Champ de Die* ³, près Oriol, et, d'un second sur les bords de Glaizette appelé *Bois de l'Aurore*.

¹ *Répert. archéol. des Hautes-Alpes*, par M. J. Roman ; *Sépolit. préhist. des Hautes-Alpes*, par M. F. Valentin.

² Voir son ouvrage *Conservation des blocs erratiques*, 1889.

³ Ce nom de Die paraît-être, en effet, de même étymologie que celui de la ville de Die, consacrée, comme on sait, à la déesse Ibis.

A l'époque romaine, Veynes portait le nom de *Davianum* inscrit dans les itinéraires. Il formait, sur la voie du mont Genève au col de Cabre, une station qualifiée de *mutatio*, relais. Il se trouvait alors emplanté au quartier du Bourg, où se trouve maintenant l'église. L'église, ainsi qu'il sera dit, a existé à l'endroit actuel, depuis le XII^e siècle au moins. Elle n'avait donc point suivi la destinée du bourg, quand il fut reconstruit sur la hauteur, mais elle était restée sur l'emplacement primitif. Elle marque, par conséquent, l'endroit où se trouva Veynes avant le moyen-âge et, par suite, aux époques romaine et franque.

La voie romaine y aboutissait. Cette voie faisait son entrée sur le territoire, à la Magdeleine, où on a tout récemment mis à jour son passage. Elle n'avait qu'un mètre et demi de large et était pavée en pierres de diverses dimensions. Sur ses bords, a été exhumé un squelette dont le mode de sépulture n'a pas pu être constaté avant sa destruction. Après la Magdeleine, elle s'engageait à travers les pentes de Chaperus, où son tracé, sous le nom de *chemin de Gap*, est visible encore. Puis elle entrait dans le bourg un peu au dessus de la route actuelle. Elle suivait ensuite, jusqu'à St-Marcellin, le bas du coteau de Notre-Dame, en passant dans un lieu appelé, en 1633, chemin de *Via-Croza* et maintenant *Champ-Croze*. De là, elle s'alignait vers le Sud, sur les pentes de Parassac, pour aboutir à la mansion de Montseleueus à la Beaumette.

Outre le nom de *Davianum*, nous trouvons encore, comme étant d'origine gallo-romaine, ou tout au moins, du haut moyen-âge, ceux d'*Oriol*, de *Vaux*, de *Laus*, de *Col-de-la-Selle*, d'*Aye*, de *Touisse*. *Oriol*, comme *Auriac*, *Aurius*, est un nom d'homme qui désigne très probablement un antique possesseur du hameau ainsi dénommé. *Vaux* de *Valles*, les vallons, est le nom de deux petits hameaux situés au fond d'étroits bassins. Le *Laus*, le *Cros-du-Laus*, de *Lacus*, lac, rappellent d'anciens étangs qui ne sont point entièrement desséchés. Le *Col de la Selle*, *L'Aye*, la *Touisse* de *Seilla*, *Aya*, *Toschia*, forêt (*Basse latinité*), marquent la place d'anciens bois maintenant disparus.

Pour l'époque qui nous occupe, nous avons à mentionner

les découvertes suivantes : En 1891, dans la fouille des fondations du pont de la Bastionne, à 4 mètres de profondeur, les ouvriers mirent à jour un sabre romain à deux tranchants, de 0,90 c. de longueur, avec garde et pommeau en fer, ainsi qu'une épingle en cuivre, et une monnaie fruste dont l'effigie et l'inscription sont devenues illisibles. Lors de la construction du chemin de fer, beaucoup de monnaies ont été trouvées, notamment de Gallien, d'Albin et de Constance ; vers le hameau des Paroires on en a recueilli une de Gordien et une autre de Maxime. Près de Châteaueux, au quartier de *l'Aire-du-Col*, ont été trouvés des fragments de tuiles à rebord, restes d'une maison ou d'un tombeau. Enfin en 1890, à la ferme de la Morelle, a été exhumé un squelette gisant sans dalle, dans la terre ; plusieurs autres, ensevelis dans les mêmes conditions, avaient été précédemment découverts ; toutefois ces sépultures pourraient être postérieures aux temps dont il s'agit.

A l'époque du moyen-âge, vers le XI^e siècle, Veynes quitta son nom de *Davianum*, pour prendre peu à peu celui de *Vènes*, *Vènes*, *Veynetum*, qu'on trouve dans les chartes de Durbon. Ce nom a été fait de *Vianum*, dérivé lui-même de *Davianum*. Il n'est pas le nom du premier seigneur du lieu, comme l'a écrit Guy-Allard.

Veynes, à cette même époque, c'est-à-dire vers le XI^e siècle, quand partout les populations construisirent sur les hauteurs des villages fortifiés, sans doute, pour se mettre à l'abri des invasions, quitta le quartier du Bourg et vint s'emplacer à Surville sur la rive gauche de Glaizette, au pied d'une roche escarpée et formant comme un retranchement. Là le bourg se ceignit de murailles et devint une place susceptible de défense. Le nom de *Barri*, qui veut dire rempart, nous apprend quel était l'emplacement de ces vieilles fortifications. Renforcées à la fin du XIII^e siècle, elles furent détruites, en 1363, par les armées de la reine Jeanne, comtesse de Provence, qui envahirent alors le Dauphiné. Elle furent relevées en 1392. Veynes était alors fermé par deux portes, au moins : l'une, au couchant, encore intacte, en pierres de taille appareillées avec soin, à arc brisé et attenant au château de la Villette ; l'autre, au

levant, dont il ne subsiste plus qu'un reste de machicoulis à trois ressauts. Veynes se trouva bientôt gêné dans cette étroite ceinture ; il émigra au dehors et forma peu-à-peu les nouveaux quartiers : *Sous-le-Barri*, ou sous les remparts ; le *Bourg*, l'antique Davianum où l'église était restée ; le *Temple*, ainsi nommé du temple protestant qui exista de 1591 à 1681 ; le *Jeu-de-Paume*, où avaient lieu probablement les jeux publics ; la *Cité* construite, de nos jours, par la compagnie P.-L.-M. Quant au quartier situé au dessus de la rue Sous-le-Barri, il prit le nom de *Surville* et nous marque encore l'emplacement de Veynes au moyen-âge. L'émigration eut lieu dès la fin du XIV^e siècle, ainsi qu'en témoignent les anciennes maisons dont nous parlons plus bas.

La constitution de la féodalité coïncida à peu près avec la reconstruction de nos villages sur les hauteurs. Veynes formait un alleu, c'est-à-dire un fief franc de toute redevance et indépendant de tous, sauf du pape et de l'empereur. Un seigneur majeur, c'est-à-dire ayant droit de haute justice, était en tête, et, au dessous de lui, se trouvaient plusieurs seigneurs *pariers*. La seigneurie majeure se divise en deux au XII^e siècle, en quatre au XIV^e et revient à deux au XVIII^e ; les seigneurs pariers virent leur nombre monter jusqu'à trente environ, pour descendre jusqu'à six en 1775. Les seigneurs ou coseigneurs possédaient à Veynes plus de vingt-cinq maisons qualifiées nobles dans le cadastre de 1580.

Les deux principales sont les châteaux de *Révilliasc* et de la *Villette*. Le premier est situé au dessus du portail de l'ancien bourg ; il date du XV^e siècle, mais il a été restauré à plusieurs reprises ; il est accosté d'une tour ronde diminuée de la moitié dans sa hauteur, et possède deux portes en accolade avec arcatures élégantes, ainsi qu'une pièce où sont conservées d'assez belles boiseries du XVIII^e siècle. Le second est attenant au portail de ville et sert aujourd'hui de caserne, de justice de paix et de mairie ; il est de la même époque que les fortifications, c'est-à-dire du XIV^e siècle ; il est cantonné d'une belle tour ronde à

toiture à poivrière, au haut de laquelle a été placée une ancienne horloge provenant de la Chartreuse de Durbon.

Pour les autres maisons, on trouve : dans la rue de la Côte, n° 8, une belle porte à arc brisé du XIII^e siècle ; dans la rue de Surville, n°s 46 et 47, deux portes à ressauts, et, n°s 30 et 32, deux portes à arc brisé, ainsi qu'un autre de même dans la rue du Bourg, n° 24, lesquelles sont comme les remparts, du XIV^e siècle ; dans divers quartiers, cinq portes en accolade, dont l'une au linteau soutenant un écusson, et l'autre portant un écu au chef cantonné de deux bessants dont l'un chargé d'un oiseau ; elles sont du XV^e siècle ; enfin trois autres portant les dates 1561, 1563 et 1571.

Sur la rive gauche du Buëch, au haut d'un mamelon, près de la ferme de la *Bastionne*, sont les ruines d'une tour carrée dont il ne reste plus qu'un angle ; le revêtement est en petites pierres de taille d'un appareil soigné ; dans l'intérieur, on constate les amorces de deux voûtes. Cette tour, comme celle d'Oze, sa voisine, est du XII^e siècle. En 1279, elle est acquise de Falcon-le-Doux, coseigneur de Veynes, par Anne, sœur du Dauphin, qui la rétrocède à quatorze coseigneurs à charge d'hommage. Cette tour portait le nom de *Tour de l'Echarène*¹. Tout près, était une pierre, maintenant encastrée dans un mur de la maison fermière, et portant la date de 1690 ; elle servait de limite aux territoires d'Oze et de Veynes.

Veynes forma, au moyen-âge, trois paroisses. Celle de Veynes fut donnée, en 1090, à Cluny par Isoard, évêque de Gap, et se trouvait alors sous le vocable de Notre-Dame. Elle appartint aux moines de Chardavon en 1250, à ceux de St-Antoine en 1312, et à ceux de St-Jean depuis 1778, et fut toujours, à ces époques, sous le vocable de la Transfiguration. L'église forma originairement une croix latine ; les deux nefs latérales sont des ajouts postérieurs à l'édifice. La grande nef, ainsi que les chapelles et l'abside, sont voûtées en berceau et à plein cintre, mais le transept est voûté d'arête. Les murs et les piliers sont très massifs. Le

¹ *Répert. Archéol. des Hautes Alpes par J. Roman.*

chœur, à l'extérieur, a son revêtement en pierres de taille disposées en appareil régulier, avec contreforts de même. Il y avait un porche à l'édifice. Cette église, de style roman, doit remonter, au moins, au XII^e siècle. Sur la chapelle de droite, était construit le clocher qui vient d'être refait, parce qu'il menaçait ruine. Il datait au moins du XIII^e siècle¹. Il était percé de fenêtres géminées dont les deux baies se trouvaient séparées par des colonnettes, avec chapiteaux ornés de feuillages à crochets et à pommes de pin ; la flèche était couverte en dalles de tuf placées de champ ; sur une pierre en grès encastree dans le mur, on voyait sculpté un écusson devenu méconnaissable. A l'entrée de Veynes, au couchant, est la chapelle de *Notre-Dame-des-Miracles*, sous le vocable des Sept-Douleurs ; bâtie en 1633, elle avait succédé à une autre sous le vocable de *Notre-Dame-de-Pitié*. La voûte est à plein cintre avec chœur en cul de four et sans caractère. Au devant de la porte, était une croix en pierre, datée de 1640, dont le fût sert de piédestal à une croix de 1824. D'après la tradition, des faits miraculeux se seraient produits à cette chapelle, qui devint le but d'un pèlerinage maintenant dégénéré en foire. Au hameau des Paroires, est une chapelle de Ste-Anne, sans caractère, possédant un élégant campanile en bois. Sur la place du Marché-Vil, il existe une croix en pierre de 1677. Quant au presbytère, il date, comme tel, de 1719 environ, et n'est qu'une simple maison achetée alors pour remplacer l'ancienne cure, laquelle, en 1613, ne possédait qu'une chambre à peine habitable.

La paroisse de St-Marcellin est connue, sous ce vocable, depuis 1150. Les moines de Chardavon, puis ceux de St-Antoine et enfin les chevaliers de St-Jean en furent les collateurs. L'église est d'une architecture lourde et originale ; les murs ont près de 2 mètres d'épaisseur ; la nef a trois travées dont l'une voûtée en berceau et les deux autres voûtées d'arête ; l'abside est demi-circulaire avec une voûte d'arête. Cette voûte dépasse en hauteur celle de la nef, et une fenêtre est percée dans l'arc doubleau. L'autel à 2 m.26 c. de longueur et, quatre statuettes en bois s'y

¹ 1 idem.

trouvent encastrées ; les gradins affectent une courbe légère. Cette église date au moins du XIII^e siècle. La paroisse a été supprimée par le concordat.

La paroisse de Châteaueux, *Castel Vieil*, nom qui remonte à l'origine de la féodalité, a été connue, de tout temps, sous le vocable de St-Jean-Baptiste. Elle suivit les destinées de celles de Veynes et de St-Marcellin. L'église fut démolie par les réformés vers 1580 et ne fut relevée qu'en 1778. Cette église, avec voûte à plein cintre et abside en cul de four, est sans style.

Une chapelle existant à Glaize, sous le vocable de St-Jacques et St-Philippe, et une autre à Oriol, sous celui de St-Esprit, en dépendaient.

La paroisse a été érigée de nouveau en 1848.

Il y avait, à Veynes, un prieuré sous le vocable du St-Sauveur. Il appartient, comme les églises, aux moines de Chardavon, de St-Antoine et aux chevaliers de St-Jean, et il avait le juspatronnat, la collation et les dîmes des trois paroisses. Il figurait au rôle des décimes en 1516, pour 25 florins ; le domaine rendait 20 charges de blé et les dîmes 50 et 15 agneaux. Ses armoiries étaient, quand il dépendait de l'ordre des Antonins : *d'argent à un St-Antoine au naturel vêtu de sable tenant un bâton en tau de gueules et une clochette d'or, le tout dans une bordure de gueules*. La maison prieurale est située au quartier du Bourg, et construite en pierres de taille ; le linteau de la porte est surmonté d'un écusson ; l'escalier à vis est contenu dans une tourelle ronde ; les fenêtres sont solidement protégées par des barreaux de fer. Cette maison est de la fin du xv^e siècle. Le prieuré possédait une terre appelée *champ de Clastre* de *Campus claustris*, champ du cloître, et une autre appelée *condamine*, *condominium* co-propriété.

Sur les confins de Veynes, à l'est, et sur la voie romaine, se trouvait l'hôpital de la Magdeleine, dont l'existence est constatée depuis 1377. Les bâtiments ont été transformés en ferme, et ne conservent plus rien de remarquable, hors quelques pierres de taille dispersées.

Quand aux digues sur le Buëch, trois datent de 1773, 1785 et 1786. Avant leur construction, la rivière partageait dans une longueur considérable la plaine de Veynes.

III. — MONTMAUR

La commune de Montmaur est contiguë à la précédente. Elle comprend le hameau de Montmaur, chef-lieu, et ceux de Villard, de Vaux, de Sauvas, de la Frédière, de la Montagne, de Brunsel, des Turris et des Bernards, ainsi que diverses fermes. La population est de 596 habitants, dont 185 électeurs, et la superficie de 4.886 hectares.

Le territoire forme dans le bas une plaine assez étendue, en forme de triangle, arrosée par le Buëch et découpée par les trois torrents de la Béous, du Louzon et de la Sigouste. On y remarque la source de Reyssent au débit de 800 litres par seconde.

Aux environs, se dressent en forme de bastions, des collines couvertes de pins. Le mont Aurouze, à l'est, d'une altitude de 3.600 mètres, domine au loin la contrée.

Montmaur est traversé par la route nationale, numéro 75, bordée de peupliers, et par la voie ferrée, dont la gare dessert, outre la commune, le canton de St-Etienne-en-Dévoluy.

Le nom de Montmaur remonte à l'époque gallo-romaine, et j'ai expliqué dans ma *monographie de Montmaur*, publiée dans le *Bulletin de la Société d'Études*, qu'il signifiait montagne noire ou montagne de Maurus.

Le village primitif se trouvait très probablement à Sept-Fons, et, dans ce quartier, il aurait occupé les champs appelés *Charrière* et *Entre-Charrière*.

Il était situé à égale distance des stations de *Davianum*, Veynes, et de *Fines*, la Roche; là était la butte de sainte Philomène où exista, pendant tout le moyen-âge, une église dont la présence en ce lieu ne saurait s'expliquer, si cet édifice n'avait succédé à un autre, lequel aurait été l'église de cet ancien village disparu; là des fragments de tuiles à rebord ont été trouvés; là enfin passait la voie romaine.

Cette voie, qui, depuis la Roche, suivait la racine de la

montagne, venait, après avoir dépassé la colline de Vènes et en décrivant une courbe légère, atteindre au pied de la butte ; le tracé en est demeuré ouvert et, sous le nom de *vieux chemin*, sert encore aux habitants. De là, elle allait se perdre à travers les graviers de la Béous, pour réapparaître sur les confins du territoire au hameau de la Magdeleine.

Outre le nom de Montmaur, nous avons encore, comme venant de l'époque romaine ou du haut moyen-âge, ceux de *Villard* et de *Villaret*. Le nom de Villard, de *villa*, village, désigne un second hameau ayant existé, à la même époque, au midi du territoire, sur la rive gauche du Buëch, dans le quartier appelé encore aujourd'hui de ce nom. Ce quartier, resserré entre la montagne et le torrent du Rif, est arrosé par une source, et c'est près de cette source que ce serait trouvé le hameau antique. Le terroir était alors plus étendu qu'à notre époque, car le Buëch coulait plus haut, et son lit occupait moins d'espace. Au *x^e* siècle, les habitants vinrent se fixer sur une petite plate-forme appelée encore les *Chazals*, maisons en ruines, c'est-à-dire celles du *x^e* siècle. Plus tard, on vint éparpiller les nouvelles demeures dans la plaine comme on les voit aujourd'hui. Le nom de *Villaret* indique un troisième hameau situé au nord dans le champ qui porte encore ce nom. Ce champ se trouve tout près du hameau actuel de Vaux, lequel a très probablement succédé au hameau antique. Ainsi les villages de Montmaur, aux époques romaines et franques, ont eu pour emplacements la Charrière le Villard et Villaret.

Au *x^e* siècle, la population, quittant la plaine, vint se fixer, à l'abri de nouvelles invasions possibles, sur la colline du *Châtel*. Les habitations furent construites à l'endroit de la pente où jaillit une belle source et appelé *Vières*, nom qui a son origine dans le bas moyen-âge et veut dire village. Quand au château, il fut élevé sur le sommet du monticule et dominait au loin sur la plaine. Enfin, au *xiv^e* siècle, on émigra de nouveau et on construisit les maisons actuelles à *Sous-Vières*, ou sous le village. C'est là qu'on bâtit le château moderne et l'église qui, comme

nous le dirons, sont bien de cette époque et donnent ainsi la date de l'émigration. Montmaur eut donc pour emplacement, dans le moyen-âge, *Vières* au *xi^e* siècle, et *Sous-Vières* au *xiv^e*.

Dès le début de la féodalité, Montmaur forma une baronnie, qui avait le quatrième rang parmi celles du Dauphiné; elle conférait au baron le privilège de siéger aux Etats provinciaux, à la tête du corps de la noblesse, et le titre de grand veneur du Dauphiné. Le vieux château-fort, nommé dans les documents, la *Bâtie-sur-Montmaur*, *Bastida Montis Mauri*, était construit, ainsi que nous avons dit, sur le point culminant de la colline, appelée de son nom le *Châtel*. D'un accès presque impossible, au midi, il était protégé, aux autres points, par des fossés profonds et des talus à larges rebords. Les murs formaient un quadrilatère de 15 mètres de longueur sur 8 de largeur. Ce qu'il en reste est bâti en cailloux roulés; la partie inférieure est en assise en forme d'arêtes de poisson et date du *xi^e* siècle; la partie supérieure est disposée en assises horizontales régulières et date du *xii^e* siècle; la porte, en bloc de grès, est à plein cintre. A gauche de la porte, était la chapelle dont on voit quelques restes à peine saillants au milieu des décombres; elle avait 8 mètres de long sur 5 de large; elle était sous le vocable de St-Sulpice, et c'était là, selon la tradition, que les jeunes seigneurs étaient armés chevaliers. Ce château, d'après M. J. Roman, est l'un des rares spécimen de l'architecture militaire au *xi^e* siècle ¹.

Au dessous du château, à l'est du village, s'élevait une tour; elle était carrée au midi, ovale au nord, et percée de petites fenêtres en forme de meurtrières; à l'intérieur on remarque l'amorce d'un escalier. Construite en même appareil que celle d'Oze et de la Bastionne, elle doit être, comme ces dernières, du *xii^e* siècle.

Le nouveau château qualifié en 1387 de maison forte, *domus fortis Montis Mauri*, date du *xiv^e* siècle, mais il a été depuis considérablement remanié. Il était cantonné de quatre tours rondes, dont deux sont intactes, une autre a

¹ Répert. arch. des Hautes-Alpes.

été mutilée et la quatrième démolie. Au nord, une vaste cour, et, au midi, une terrasse ont été ajoutées après coup. A l'intérieur, les deux étages comprennent chacun deux vastes pièces de dimensions inégales, dont l'une mesurant 20 mètres de long sur 10 de large, et ajourée par de grandes fenêtres à croisillons. Le plafond se compose de poutres et de poutrelles énormes. L'une des cheminées porte sculpté sur la pierre un tau et une fleur de lys. Les autres ont été refaites au xvi^e siècle ; l'une de ces dernières porte gravée en creux la date de 1593, et une autre, le nom des d'Agoult en monogramme ; la plupart sont ornées de bas-reliefs en plâtre modelé soutenus par des cariatides féminines. Les murs sont décorés de peintures à la détrempe du xviii^e siècle. La chapelle se trouvait dans l'une des tours ; elle était voûtée sur croisée d'ogive. Des caveaux souterrains communiquaient au dehors par des issues maintenant murées. En 1387, d'après un acte, la porte était en fer, *juxta portam ferream*.

Quant à la maison forte du Devès, qualifiée, dans les documents, de ferme du seigneur, elle existait en 1325 et date, en effet, du xiv^e siècle. Les murs d'une épaisseur de 1 m. 60 c. forment un quadrilatère de 30 mètres de long sur 15 de large. La porte est à arc brisé. Dans l'enceinte, qui a pris le nom de *Chazal*, une nouvelle ferme a été bâtie et s'y trouve à l'aise.

La paroisse de Montmaur est connue depuis le xii^e siècle par les chartes de Durbon ; elle est sous le vocable de St-Pierre-aux-liens. L'église date du xiv^e siècle. Elle a 33 mètres de longueur sur 8 de largeur ; les murs ont une épaisseur de 1 m. 20 c. ; la voûte est en berceau et à arc surbaissé, avec abside en cul de four. Cette abside formait, avant 1830, une chapelle du St-Rosaire. Une autre chapelle, maintenant démolie, était attenante à l'église du côté du midi. Des deux cloches, l'une porte la date de 1720 ainsi que l'inscription suivante : *Petre, pelle necem rabidam, vinclis solve tuis vincula peccati ; pelle tempora mala*. Ce qui explique ces mots : *necem rabidam*, au lieu du mot *subitam*, mis par erreur dans ma *Monographie de Montmaur*, est qu'une pieuse croyance attribuait aux clefs de

l'église la vertu de guérir de la rage. D'après la tradition, une cloche antérieure aurait été enfouie, pendant les guerres de religion, dans le champ des *Chaumas*. Des traditions analogues, mais peu sûres, existent pour beaucoup d'autres paroisses.

Dès une époque reculée du moyen-âge, une église, sous le vocable des Sept Fons, s'élevait sur la butte de Ste Philomène. En 1198, d'après une bulle d'Innocent III, elle appartenait au prieuré de St-Géraud-d'Aspres. En 1258, elle est vendue à Durbon ¹. Entre 1516 et 1616, elle forme paroisse sous le vocable du St-Esprit. En 1708, elle n'est plus que chapelle. En 1838, elle est restaurée et consacrée à Ste Philomène. Le monument antérieur dessinait sur le sol une croix latine et mesurait 24 mètres de longueur sur 8 de largeur. La voûte de la nef était en berceau et à plein cintre, et l'abside, qui a été conservée, en cul-de-four. Les chapelles latérales, maintenant murées, avaient 2 mètres avec voûtes d'arêtes et petites absides en cul-de-four. Les murs du chœur et des chapelles étaient ornées extérieurement d'une série d'arcatures à plein cintre. Les murs, épais de 0,90 c., étaient en assises irrégulières, mais d'appareil assez soigné. Près des fondations, se trouvaient deux tombes en dalles maçonnées. Cette église, évidemment ancienne, avait dû succéder à une église du village antérieur au XI^e siècle ².

Une autre église, sous le nom de N.-D. des Prats, existait en 1340, au hameau de la Montagne. Elle était desservie par un chapelain et possédait un cimetière. D'abord fort longue, elle fut ensuite diminuée. Comme celle du chef-lieu, elle est voûtée en berceau, à arc surbaissé, avec chœur en cul de four, et remonte sans doute à la même époque.

Il y avait, en outre, une chapelle à Sauvas, sous le titre de la Transfiguration, et une autre à Vaux, sous le vocable de St-Bruno, et maintenant, sous celui de St-Arnoux ; elles ne présentent aucun caractère.

Le prieuré de Montmaur, sous le vocable de St-Pierre-

¹ Voir *Dict. des Hautes-Alpes I^e et II^e partie*, par M. J. Roman.

² Voir ma *Monographie de Montmaur*.

aux-liens, comme l'église, dépendait de la prévôté de Char-davon. Il retirait de sa dime environ 100 charges de blé, et 22 de son domaine. La demeure prieurale était jointe à l'église et existe encore. Les murs ont leur revêtement en pierres de taille grossières en assises régulières de 0 m. 30 c. de haut. Elle paraît être du xiv^e siècle.

IV. — LA BEAUMETTE.

La Beaumette est un petit territoire situé sur les confins des trois communes d'Oze, de Veynes et d'Aspres, et chacune de ces communes en possède une part. Ce territoire comprend la Beaumette, proprement dite, le Serre-la-Croix et une partie du plateau des Egaux. Il forme un col datant de l'époque glaciaire et faisant communiquer entre elles les vallées des deux Buëch. Sur la pente, sont assises neuf maisons dont l'une est la ferme du Serre-la-Croix, ancienne propriété du prieuré de St-Géraud-d'Aspres.

A l'époque gauloise, la Beaumette était habitée. Tout près, en creusant la tranchée du chemin de fer, on mit à jour deux squelettes, dont l'un portant au bras quarante anneaux de bronze desquels deux ovales et ouverts, ainsi qu'une spatule de même métal de 0 m. 10 c. de longueur avec manche triangulaire. Au Serre-la-Croix, ont été trouvées des poteries noires et grises, une fibule en cuivre, deux boutons sphéroïdes, deux monnaies, dont l'une des *Carnutes* portant l'effigie d'une femme et la légende *col-tiasctis*. et l'autre des *Volsques arécomiques* portant l'effigie d'une femme et d'un aigle et la légende *vol*. Enfin, sur les Egaux, un *oppidum* gaulois a dû précéder un camp romain dont nous parlons plus bas.

A l'époque romaine, La Beaumette portait le même nom que la ville de La Bâtie-Montsaléon, c'est-à-dire, *Mont Seleucus*, ou plutôt *Mons Seleuci*, comme on lit dans l'itinéraire de Bordeaux à Jérusalem.

En effet, la Beaumette était une simple dépendance de la ville de la Bâtie-Montsaléon et formait alors sur la voie romaine d'Italie à Lyon, une station qualifiée de *mansio*, séjour, tandis que les stations voisines étaient seulement appelées *mutatio*, relais. Cette station était située à 79

mille de la *civitas* de Valence et à 31 de la *mansio* de Gap.

La voie romaine y arrivait de Veynes et s'y bifurquait. Une branche allait vers Die en passant le grand Buëch là où est le pont actuel ; l'autre vers Sisteron en traversant les territoires de La Bâtie-Montsaléon et de Savournon. Outre ces deux branches, deux routes dérivèrent encore : l'une montant vers La Croix-Haute en suivant la rive gauche du grand Buëch ; l'autre descendant sur Oze, alors situé au hameau des Charrières ; leur tracé est encore apparent. Au dessous, deux chemins se détachaient, l'un allant sur Aspremont, l'autre sur Serres.

A la Baumette, ont été trouvés de nombreux restes antiques. Au-dessus du Serre-la-Croix et sur le plateau des Égaux, gisent les ruines d'un camp retranché. Ce camp forme un parallélogramme régulier de 125 mètres de longueur sur 115 de largeur. Il est entouré, sauf du côté de la colline, d'un *vallum* de 2 mètres de profondeur, et d'un *agger* de 1 mètre de hauteur au-dessus de l'aire. Aux angles, sont des retranchements demi-circulaires en terre et en maçonnerie. L'aire, maintenant recouverte d'arbustes, est parfaitement aplaniée. Au milieu, on ne distingue point la butte formant le *pretorium*. Ce camp devait se trouver sur l'emplacement d'un *oppidum* gaulois, les romains choisissant souvent, pour camper, ces antiques refuges. Ce n'était point un camp permanent, *castra stativa* ; il eut été trop exigü, mais une de ces fortifications en forme de camp, comme on en construisit beaucoup dans les Gaules au IV^e siècle, à cause des invasions des barbares et des guerres civiles alors nombreuses.

Au-dessus et à côté de la ferme, existent diverses constructions : quatre murs parallèles de 250 mètres, séparés entr'eux par une espace de 2 m. 50 c. et coupés de distance en distance par des murs transversaux ; à l'extrémité de ce mur, une tour ronde, et à côté, un bassin pavé en mosaïque ; deux aqueducs recouverts en plaques de schistes et conduisant à une salle de bains, laquelle contenait six baignoires en ciment ; trois portes ouvrant dans deux salles, dont l'une divisée en deux par un mur à hauteur d'appui

servant de support à une colonne en briques ; sur ce mur et sur les précédents, des enduits peints de larges bandes verticales entremêlés de guirlandes ; dans l'intérieur de l'habitation fermière, des restes de fondations en appareil carré et d'une épaisseur de 2 m. 40 c. ¹

Partout, sur le sol antique, ont été trouvées des poteries blanches, grises et rouges avec les noms des potiers suivants : sur une amphore blanche DOMITIAN; sur un fragment de grès, GEVVO - FEC.; sur de la terre rouge G. SENTI — FELIX FEC. — HERO — OP. COCI — COC. P. — OP. RVSTI — L. GELLI. — QVADR — ATI — VIBIDIOME — A. DECIVS ALBINVS ; un grand nombre de monnaies en or, en argent et en bronze, appartenant à la plupart des empereurs, depuis Auguste jusqu'à Victor, fils de Maxime, en 383 ; enfin une foule d'objets variés, tel qu'un buste de Mercure en bronze, une lampe représentant Arion assis sur un dauphin, une autre ornée d'emblèmes cordiformes, vingt-quatre fragments de verriers dont l'un multicolore, des tuyaux de plomb servant aux bains, des stylets, des fioles lacrimatoires, des tombes renfermant des vases de terre, du charbon et de la terre brûlée. En 1804, on avait déjà trouvé une auge sépulcrale, un autel, trois piédestaux, un doigt en marbre, un fragment de corniche, des tuiles rouges, des anneaux et des médailles. Quelques-unes de ces antiques, faisant partie de la collection Jourdan, sont au Musée des Hautes-Alpes. De plus, deux lampes ornées de masques tragiques et portant des sceaux de potiers, appartiennent à M. J. Roman. Enfin M. C. Jourdan, propriétaire du Serre-la-Croix, a bien voulu me communiquer les nouvelles découvertes suivantes encore inédites : amphore de 1 mètre de longueur sur 0 m. 25 c. de diamètre ; poteries noires, grises, blanches et rouges avec inscriptions sur ces dernières : A. A. — OF. ON. — MVRRI.; poteries samiennes avec emblèmes et personnages en haut relief ; lampe en terre avec figure humaine ; objet en terre représentant

¹ Cet appareil portait le nom d'*opus quadratum* par opposition à *opus reticulatum* dont les assises étaient en diagonale.

une tête de taureau; fragments de marbre rouge, de marbre blanc, de corniches, de mosaïques; fragment d'un vase en vert; vitre bleue avec stries; couteau à lame triangulaire; masse de plomb fondu; coquillages marins.

Tous ces restes démontrent amplement que la mansion de Monseleucus se trouvait à la Beaumette; qu'elle se composait au moins d'un *armamentarium* ou magasin arsenal à l'usage des troupes, de quelques maisonnettes pour loger les officiers et les vivandiers trafiquant avec les soldats, de salles de bains et très probablement de quelques habitations pour la culture du territoire; qu'au-dessus existait un camp retranché formant, avec le plateau des Egaux, un poste d'observation et une ligne de défense; que la était le point d'intersection de cinq routes, savoir: celles de Gap, Savournon, le col de Cabre, la Croix-Haute et Serres.

La mansion de Montseleucus était ainsi une position stratégique fort importante. C'est dans ses environs et non dans la plaine de la Bâtie qu'a été livrée la célèbre bataille qui porte son nom, entre Constance et Magnence, en 353, ainsi que je l'ai démontré dans un récent *Mémoire*.¹

La station romaine de Montseleucus fut détruite par un incendie; c'est ce qu'attestent l'état des ruines, et surtout le charbon mêlé aux décombres. Cette destruction eut lieu à l'époque des invasions des barbares entre les années 406 et 476; ce qui le prouve jusqu'à l'évidence, ce sont les monnaies dont aucune n'est postérieure au v^e siècle.

Au xi^e siècle, quand les populations se fixèrent sur les hauteurs, la station antique quitta le nom de Montseleucus et prit celui de Beaumette, de *Balma*, (bas latin), creux de roche ou de terrain. Les habitants du territoire construisirent alors des maisons éparses et une église pour les desservir. D'après un document, les populations, au moyen âge, venaient entendre la messe à cette église. En 1297, Georges Augers, baron de la Val-d'Oze, y payait certaines redevances. En 1690, d'après un cadastre d'Oze, elle était encore debout.

¹ Note sur la bataille de Monseleucus, 1893.

Cette église appartenait à un prieuré sous le titre du St-Sépulcre et sous la règle de St-Benoit. Ce prieuré appartenait au prieuré de Romette, dans le xiii^e siècle, et fut vendu, au xiv^e, à celui de St-Géraud-d'Aspres. Il était imposé au rôle des décimes, en 1516, de 5 florins. Le domaine était en deux tènements, la Beaumette et le St-Sépulcre, et avait une contenance totale de 30 charges. La maison prieurale, existant jadis sur le bord du Buëch, n'est plus depuis longtemps qu'un monceau de décombres. Un hôpital était joint à ce prieuré et il en suivit la destinée. Au moyen âge, toutes les anciennes voies étaient dotées d'hôpitaux.

Le Serre-la-Croix, *serrum crucis*, d'après un concordat de 1268, était ainsi appelé d'un rocher marquée d'une croix *quemdam rochassium cruce signatum*, délimitant les territoires d'Aspres et de Veynes. Ce territoire était une ferme appartenant au prieuré de St-Géraud. Il possédait un *devès*, *defensum*, ou bois mis en défens, qui fut cause de longs démêlés entre les prieurés d'Aspres et de Vêras

V. — OZE

La commune d'Oze est située au sud-ouest de la montagne d'Oules et sur le bord du Buëch. Elle comprend le hameau chef-lieu d'Oze et celui de la Charrière, l'ancien prieuré de Vêras, la ferme de la Bastionne et quelques autres sises à La Beaumette. Le territoire est circonscrit dans un petit bassin raviné au sol marneux. Les côteaux, aux environs, formés de schistes dénudés, ont un aspect de dévastation. Au nord, entre une colline et la montagne d'Orres, serpente le torrent de la Bachassette, le long duquel s'échelonne la route de même nom conduisant au Saix et à St-Auban. La population d'Oze est de 152 habitants dont 42 électeurs, et la superficie de 1.221 hectares.

Le nom d'Oze, *de Oza*, se trouve en d'autres territoires; dans celui du Saix : *Oze la Vieille*, en 1613, et *Sous-Oze*, de nos jours; dans celui de Gap : *Combe d'Oze*.

A l'époque gallo-romaine, Oze était situé en tête d'un enclos appelé *Pré-Davin*, et tout proche du hameau actuel de la *Charrière*. Ce nom de Charrière, qui signifie rue, en

est une preuve, et, de plus, on trouve encore les fondations des maisons, ainsi que des fragments de poteries, de tuiles à rebord et même de maçonnerie. Une route, partant de la station de Montseleucus, traversait le Buëch et aboutissait au village ; le tracé de cette route se distingue encore en temps de sécheresse, les récoltes étant plus maigres et plus clair semées sur son parcours qu'ailleurs ; une seconde y arrivait de La Bâtie-Montsaléon, en suivant en partie le tracé du chemin actuel ; enfin une troisième s'y rendait du Saix, et une quatrième de Veynes, en passant par Véras.

Au XI^e siècle et quand la féodalité fut établie, Oze donna son nom à la baronnie de la Val-d'Oze, ce qui témoigne de son importance à cette époque. Cette baronnie, comme le fief de Veynes, était de franc-alleu, mais elle reconnut plus tard la suzeraineté du Dauphin. Il y avait en tête le baron, ou *seigneur majeur*, et au-dessous, les seigneurs des communautés, ou *seigneurs pariers*. Le seigneur majeur avait le droit de haute justice, tandis que les seigneurs pariers avaient celui de moyenne et basse justice. Ce droit s'exerçait, dans les communautés, par des juges particuliers appelés *bailes*, mais à partir du XVII^e siècle le juge de la baronnie tint ses audiences à Veynes. Oze, à cette époque quitta la *Charrière* pour venir s'implacer sur la colline de St-Laurent. De ce site élevé, la vue s'étend au loin sur un vaste giron compris entre les monts de la Drôme, du Serrois et du Bauchaine. Oze était alors un village fortifié, qualifié de *Castrum* dans plusieurs chartes.

Au point culminant, se dressait une tour. La tradition rapporte qu'au moment de sa construction, on faisait la chaîne du torrent de la Bachassette pour le transport des pierres. Les effritements du rocher n'en ont plus laissé subsister qu'un angle. Elle était carrée et percée d'une porte et de deux petites fenêtres à plein cintre. Les angles étaient en pierres de taille disposées en petit appareil. A l'intérieur, on remarque les vestiges d'un escalier et les amorces de deux voûtes en tuf superposées. Cette tour est du XII^e siècle,

Au-dessous, est le champ du *Barri*, ou des remparts ; il forme un quadrilatère de 52 mètres de long sur 20 de large ; il est entouré de restes de murs affleurant le sol et ayant une épaisseur de 1 m. 20 c. ; c'était les fortifications. Dans leur enceinte, on remarque le tracé de deux pièces de 11 mètres de longueur sur 7 de largeur, et de beaucoup d'autres de moindres dimensions ; c'était la partie du village formant le *castrum* proprement dit. Au-dessous est le champ de *Vières*, ou du village ; c'est là qu'étaient emplacements les autres habitations. Sur le col se trouvait l'église dont on peut distinguer encore le tracé dans les décombres ; elle s'orientait au midi et avait 12 mètres de long sur 8 de large, avec abside circulaire et chapelle du côté gauche. Dans les ruines est une pierre rectangulaire de 0 m. 80 c. sur 0 m. 60 c., percée de trous carrés sur deux faces. Les deux pierres formant le retable de l'autel se trouvant l'une à Véras, l'autre aux Moyniers ; la porte à arc brisé a été utilisée dans une maison à St-Auban ; elle devait dater du XIII^e siècle. Un document de 1708 dit que cette église fut démolie par les réformés, et une tradition ajoute que la cloche fut enterrée au *Pré-la-Cure*. Le cimetière se trouvait au côté au opposé, au nord, où l'on ne cesse de découvrir de nombreux ossements. Ce fait semble prouver que là fut l'église avant d'être sur le col, les églises devant, d'après le pontifical romain, être au milieu du cimetière. Dans les ravins d'alentours on, remarque trois pierres percées de trous en forme de pied et appelées *pierres de Pilate* ; c'était des contrepoids de pressoirs. De ce village, partaient trois chemins allant sur Veynes, la Charrière et St-Auban ; on en distingue encore des traces.

En 1472, d'après un document, cet ancien *castrum* fut détruit par un incendie. Les habitants, sur la permission accordée par la baronne Alix de Saporis, construisirent, les uns, le nouveau village d'Oze, et les autres celui de St-Auban. Le seigneur bâtit, à l'entrée de l'Oze nouveau, une demeure avec porte en accolade ; elle fut incendiée, en 1692, par le duc de Savoie. L'église exista cent ans encore sur la colline. Après sa destruction par les réformés, vers

1580, la chapelle du prieuré de Véras servit quelques temps d'église paroissiale à Oze, et ses caveaux de cimetière. En 1585, on construisit une nouvelle église de 15 mètres de longueur sur 8 de largeur avec voûte en berceau, à arc surbaissé et abside en cul de four. Elle a été remplacée, en 1856, par l'église actuelle, construite sur le même plan que la précédente. Quant au presbytère, l'ancienne porte en accolade, encastrée au mur du jardin, dit qu'il était en partie du xvi^e siècle. La cure possédait un domaine du revenu de 3 charges de blé. En 1613, il est dit qu'il n'y avait plus eu à Oze de curé depuis 20 ans, sans doute à cause des récentes guerres de religion.

(A suivre).

NOTICE HISTORIQUE
SUR
L'ÉCOLE CENTRALE DE GAP
(1796 - 1804).
(*Fin*¹).

I.

CHANGEMENTS INTRODUITS DANS L'ORGANISATION
DE L'ÉCOLE CENTRALE
PAR LE PRÉFET LADOUCKETTE.

Par arrêté du premier consul en date du 23 germinal an X, Ladoucette fut nommé préfet des Hautes-Alpes, en remplacement de Bonnaire, qui passait dans la Charente ; il fut installé le 4 prairial suivant. Son administration fut une période de transformation et d'amélioration pour le département et pour son chef-lieu. Généreux et dévoué pour ses administrés, il n'épargna ni sa peine, ni son crédit, ni son argent pour contribuer à la prospérité de notre département, et en lui élevant une statue sur une des places de la ville de Gap, on n'a fait que lui payer un juste tribut de reconnaissance.

L'école centrale attira dès l'abord son attention, son zèle et son activité tentèrent de donner une nouvelle impulsion aux études, de ressusciter, de galvaniser ce corps condamné à disparaître et déjà à moitié décomposé.

Un certain nombre de lycées furent organisés aussitôt après la promulgation de la loi du 11 floréal. Rœderer, conseiller d'Etat chargé de la direction de l'instruction publique, par circulaire du 30 fructidor, demanda la liste des élèves qui avaient remporté des prix à l'école centrale, afin que le gouvernement pût savoir quels élèves se distinguaient dans chaque département et choisir parmi

¹ Voir Bulletin de la *Société d'Études des Hautes-Alpes* de juillet et octobre 1892 et d'avril 1893.

eux des boursiers pour les nouveaux établissements d'instruction publique. A Gap, on croyait l'école centrale condamnée à disparaître dès la rentrée de l'an XI.

Les élèves en profitèrent pour désertar les cours dès les premiers jours de fructidor. Pour cette année donc pas d'examen de fin d'année ni de distribution de prix possible. Les professeurs, par lettre du 13 fructidor, demandèrent au préfet de renvoyer cette cérémonie à la fin de germinal an XI, espérant qu'à cette époque, qui partageait l'année scolaire en deux parties égales, les élèves seraient plus nombreux et que ceux qui se seraient le plus distingués par leur application et leurs progrès seraient présents.

Le conseil municipal de Gap, de son côté, impatient de voir les effets du nouveau système d'instruction, prit une délibération demandant l'établissement immédiat d'une école secondaire et, comme on n'avait d'autre local où l'installer que le séminaire, elle demanda en même temps la suppression de l'école centrale. Ce fut Rolland, conseiller municipal et professeur à l'école centrale, qui fut chargé de rédiger un rapport sur les avantages des futurs établissements d'instruction. Singulière destinée que celle de cet homme que nous avons vu célébrer les écoles centrales à leur origine, et qui maintenant demande leur suppression et le rétablissement des collèges.

Le préfet prit, le 17 thermidor, un arrêté, dans ce sens. Mais le 12 messidor, Røederer, avait envoyé une circulaire sur l'application de la loi du 11 floréal et avait précisé les conditions dans lesquelles on pouvait supprimer les écoles centrales. Il fallut s'y conformer.

Ne pouvant la supprimer, on la transforma, et, si, à partir de ce jour, elle conserve le nom qu'elle avait, elle ressemble, par l'enseignement qu'on y donne, plutôt à un collège qu'à une école centrale, car des modifications essentielles sont apportées à son organisation.

La division en sections disparut et on revint à la division par classes. Les conditions d'âge cessèrent d'être exigées. Nous savons d'ailleurs qu'on ne s'y était jamais conformé strictement. Le dessin qui d'après la loi du 3 brumaire an IV était un des cours de la première section, destiné aux

enfants de 12 à 14 ans, fut ouvert, à tous les élèves sans distinction d'âge.

Les cours d'histoire naturelle, de physique et chimie, de grammaire générale, de législation disparurent.

En revanche on ajouta un cours de morale et de religion, et un cours, que l'on sera peut-être étonné de rencontrer ici, un cours d'accouchement.

L'enseignement de la morale et de la religion, dans les anciens collèges, occupait une place importante et on le considérait comme une partie essentielle de l'éducation. Henri IV recommandait qu'on apprît aux enfants « le culte religieux et sincère que Dieu exige d'eux, l'attachement inviolable qu'ils doivent à leurs pères et mères et à leur patrie, le respect et l'obéissance qu'ils sont obligés de rendre aux princes et aux magistrats ». Rollin, Condillac, Diderot et la plupart des pédagogues du XVIII^e siècle avaient conservé tout entier ce programme et, sans vouloir faire de leurs élèves des dévots « occupés à des petites pratiques », ils avaient cependant réservé dans leurs programmes une part à la religion. Mais Rousseau, malgré ses tendances spiritualistes et déistes, veut qu'on ne parle point de Dieu à *Emile* avant que « son entendement puisse le concevoir ». C'est ce plan d'éducation que les premiers organisateurs des écoles centrales semblent surtout s'être proposé pour modèle. Désireux d'assurer la neutralité de l'école, ils voulurent que tout enseignement religieux en fut banni, et réduisirent l'enseignement de la morale à l'étude des devoirs civiques ¹.

Le Ministre, écrivant aux professeurs dans le courant de l'an VII, les blâmait « d'entrer dans des détails sur les perfections de l'Être suprême », d'insister sur « l'immor-

¹ Les créateurs des lycées et collèges observèrent la même neutralité. « Quant à l'étude de la religion... comme elle ne peut-être la même pour tous dans un pays où l'on ne connaît point de religion exclusive, elle ne peut être non plus un objet d'enseignement dans les écoles où doivent être admis indistinctement les enfants de tous les citoyens quelles que soient leurs opinions religieuses ». Rapport présenté au corps législatif par Jard-Panvillier le 10 floréal an X.

talité de l'âme et sur les peines et les récompenses de la vie future » comme étant « choses qui dépassent nos moyens de connaître et qui ne pourront jamais être susceptibles de bonnes démonstrations ».

C'était rompre trop complètement et trop brusquement avec les traditions pour ne pas froisser les consciences et susciter des résistances. Nous avons vu que les professeurs de l'école centrale de Gap avaient toujours considéré comme un de leurs premiers devoirs d'enseigner la morale à leurs élèves, bien qu'elle ne figurât point au programme. Le préfet Ladoucette, pour rassurer les pères de famille que ce silence des programmes aurait pu effrayer, voulut que la religion et la morale fussent enseignées par un professeur déterminé à des heures déterminées.

Quant aux cours d'accouchement, ils n'étaient pas chose absolument nouvelle ni dans les départements, ni dans les écoles centrales.

Le conseil général du département avait décidé dans sa séance du 29 décembre 1790, la création d'un cours de cette nature. Le 31 du même mois le directoire du département avait arrêté, que ce cours serait professé par le chirurgien Eyméoud de Saint-Bonnet à partir du 1^{er} avril 1791 : un second arrêté du 8 mars en fixa l'organisation définitive de la manière suivante.

Le professeur devait se rendre successivement dans tous les chefs-lieux de district du département et y enseigner pendant deux mois. Son cours commencerait à Serres le 1^{er} avril ; à Briançon le 1^{er} juin ; à Embrun le 1^{er} août ; à Gap le 1^{er} novembre. Ses appointements étaient fixés à 1.200 livres par an. Les municipalités devaient lui fournir un logement convenable, composé d'une chambre à coucher et d'une autre chambre pour le cours.

Douze élèves devaient y être admises, choisies dans les cantons de chaque district, parmi les personnes de 25 à 30 ans, autant que possible, sachant lire et écrire. On allouait à chacune de celles qui n'étaient pas domiciliées au chef-lieu du district une indemnité de 15 sous par jour pour frais de déplacement, payable sur un certificat d'assiduité délivré par le professeur.

Mais au mois de juillet 1792 le directoire du district de Serres et la municipalité de la même ville représentèrent que cette indemnité devenait insuffisante, vu la cherté des vivres, et que d'ailleurs, en refusant toute indemnité aux élèves domiciliées au chef-lieu, on s'exposait à exclure des personnes de peu de ressources et vivant de leur travail journalier. Faisant droit à leur réclamation les administrateurs du département accordèrent 20 sous à chaque élève non domiciliée et 10 sous à toute élève domiciliée, mais avec cette restriction qu'il ne pourrait y avoir plus de deux élèves prises dans le chef-lieu, à moins que les cantons ne fournissent point le contingent voulu.

Ce cours avait eu d'abord un certain succès, mais je n'en trouve plus de trace à partir de 1793. Il est probable que les difficultés budgétaires, créées par les mauvaises récoltes et par les fréquents passages de troupes, furent cause de sa suppression.

Dès l'an VII des cours d'accouchement étaient organisés dans les écoles centrales de plusieurs départements (Hérault, Indre-et-Loire, Manche, Gers, Creuse, etc.). Cette même année, l'administration du département des Hautes-Alpes, tenta d'en adjoindre un à son école centrale. Elle adressa, le 29 ventose, une circulaire aux administrations municipales et leur annonça l'établissement d'un cours d'accouchement. On appellerait de chaque canton une citoyenne pour suivre ce cours pendant deux mois de l'année, on donnerait à chacune, pendant ce temps, une indemnité d'un franc par jour, et on distribuerait des prix aux plus méritantes. Mais les municipalités se montrèrent si négligentes que, le 4 floréal, l'administration centrale, n'ayant reçu aucune réponse, dut envoyer une seconde circulaire. Nous savons quels événements vinrent tout à coup empêcher la réalisation de ce projet.

En l'an XI ce cours fut définitivement organisé par Ladoucette qui, le 4 vendémiaire, prit l'arrêté suivant :

« Considérant que l'ignorance des personnes qui s'ingèrent d'accoucher sans études préliminaires est funeste dans le département, qu'elle fait souvent contracter aux

mères des maladies affreuses, coûte la vie à des enfants ou les condamne à des infirmités corporelles ;

« Qu'il importe d'avoir dans chaque partie du département des Hautes-Alpes des personnes qui entendent l'art d'accouchement, et auxquelles on puisse s'adresser avec confiance ;

« Qu'un cours annuel fait pendant quelques mois de l'année doit amener ce résultat, mais qu'il faut empêcher que la pauvreté n'exclue de l'admission à ces cours le mérite et le zèle ;

« Le Préfet des Hautes-Alpes arrête :

ART. I. — Un cours gratuit d'accouchement fait par le citoyen Michel s'ouvrira le premier nivose prochain ;

ART. II. — Y seront admis tous les élèves des deux sexes, porteurs d'un certificat de moralité, qui sauront lire, et s'il se peut écrire ;

« ART. III. — Il sera accordé un secours de 1 franc par jour à chaque élève déclaré dans l'indigence par le maire du lieu de son domicile, le maire de son canton ou, dans tous les cas, par le juge de paix. Dans les arrondissements d'Embrun et de Briançon, il sera soumis au visa du sous-préfet qui ne pourra désigner au-delà d'un élève par canton ; dans l'arrondissement de Gap, cette désignation est conférée aux juges de paix.

« ART. IV. — Le maire de la ville de Gap procurera aux élèves des facilités pour le logement et la nourriture.

« ART. 5. — On ne pourra s'absenter pendant la durée des cours. A la fin de germinal il y aura un examen et le Préfet distribuera des prix et des récompenses aux élèves qui les auront mérités et leur accordera des prérogatives notamment pour le cours de l'an XII, dont un arrêté de notre part déterminera l'ouverture.

« ART. VI. — Tous les élèves devront apporter une attestation de leurs connaissances et de bonne conduite signée par le professeur Michel, certifiée pour le dernier point par le maire de Gap et visée par nous.

« ART. VII. — Il sera pris des mesures contre les personnes qui sans études et sans connaissances se mêle-

raient de l'art d'accoucher. Tous les fonctionnaires publics sont invités à nous les signaler ».

Grâce à l'active persévérance de Ladoucette, cette fois, le cours d'accouchement fut organisé, on l'installa dans l'ancienne chapelle du séminaire.

Avant d'introduire dans l'école centrale les changements dont nous venons de parler, le Préfet réunit (2 frimaire), les professeurs pour leur exposer ses vues sur la réorganisation de l'enseignement. Tous étaient présents à cette réunion, sauf Burle, qui était malade en ce moment et qui déclara par lettre qu'il s'en rapportait à ce que décideraient ses collègues.

Les conclusions auxquelles ont s'arrêta sont les suivantes :

« Nous soussignés, professeurs et bibliothécaire de l'école centrale, profondément affectés de voir que malgré nos efforts et notre zèle, l'instruction publique reste paralysée dans les Hautes-Alpes ;

« Mettant au nombre des principales causes de cette nullité tant le préjugé local contre l'instruction même que l'impossibilité où se trouve la jeunesse d'atteindre, sans préparation, à des études relevées, et l'état affreux de dégradation où se trouve le bâtiment de l'école.

« Ayant réfléchi mûrement sur les moyens de fonder au chef-lieu du département une institution appropriée à la localité, aux circonstances, utile et agréable au public ;

« Ne voulant pas toucher un traitement pour des cours sans élèves, et déterminés à des sacrifices personnels que nous croyons devoir à notre loyauté et à notre amour du bien général ;

« Sous les auspices du Préfet des Hautes-Alpes, avons déterminé individuellement et collectivement ce qui suit :

« ART. I. — Les cours se réduiront pour l'an XI à quatre, savoir : 1° éléments de langues latine et française, professeur le citoyen Carlhian ; — 2° Continuation des mêmes études, professeur le citoyen Rolland ; — 3° Religion, morale, histoire et géographie, professeur le citoyen Bontoux ; — 4° Mathématiques, professeur, le citoyen Martin. — Le citoyen Bontoux sera de plus directeur d'études

et regardé comme chef de l'établissement ; il proposera dans huit jours au Préfet un règlement d'organisation.

« ART. II. — Dans une salle du bâtiment destiné à l'école centrale sera fait, notamment dans les mois d'hiver, un cours journalier d'accouchement qui aura ses règlements particuliers ; professeur le citoyen Michel.

« ART. III. — Dans une autre salle sera fait un cours journalier de dessin qui aura ses règlements particuliers ; professeur le citoyen Laffrey.

« ART. IV. — Seront suspendus tous les autres cours.

« ART. V. — Les citoyens Bontoux, Carlhian, Rolland et Martin, se réduisent à un traitement calculé à raison de 1.650 fr. par an ; les citoyens Michel et Laffrey sur le pied de 1.300 fr. ; le citoyen Dhéralde donnera ses soins à l'arrangement et à la tenue de la bibliothèque. Il déclare se contenter ainsi que les citoyens Delafont, Guibert, et Burle-Jarsal, d'une indemnité à raison de 1.000 fr. par an. Ces derniers promettent de consacrer des recherches à réunir, pour l'usage de l'école, divers objets d'antiquité et des règnes végétaux et minéraux.

« ART. VI. — Nous quittancerons les ordonnances 166 fr. 66 par mois, en qualité de professeurs et de bibliothécaire de l'école centrale. Nos susdits traitements et indemnités déduits, ce qui restera dudit fonds sera laissé chez le payeur, à l'effet de servir soit à des réparations aux bâtiments de l'école, soit à des dépenses ayant trait à l'instruction publique, soit à l'acquisition d'objets de minéralogie, d'histoire naturelle, etc.

ART. VII. — Le préfet ordonnancera ces dépenses et il est prié d'en donner connaissance au Directeur des études.

ART. VIII. — La présente déclaration ne nuit nullement à l'exécution de notre lettre du 16 fructidor an X, relative aux sommes que nous versons individuellement au bureau de bienfaisance de Gap, sur notre arriéré dont le surplus nous sera remis par ordonnance du Préfet.

« Le présent fait à Gap, le 18 fructidor an XI, de la République française, »

Signé : Bonthoux, Delafont, Guibert, Rolland, Laffrey, Michel, Carlhian, Martin, Burle, Dhéralde.

Bien que cette pièce soit datée du dernier mois de l'an XI, j'ai cru devoir la donner ici, car toutes les dispositions qu'elle contient avaient été arrêtées verbalement à la réunion du 2 frimaire et c'est d'après ces principes que l'enseignement fut organisé dès le début de cette même année.

Un programme, daté du 5 frimaire an XI, fut publié et affiché dans toutes les communes du département pour annoncer aux parents la nouvelle organisation de l'école centrale. En voici la teneur.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ENSEIGNEMENT ET DES ETUDES, ET NOMS DES PROFESSEURS DE CHAQUE CLASSE

ART. I. — Les études consistent en six classes : première classe, éléments de langue latine et grammaire française, professeur Carlhian ; — deuxième classe, continuation des mêmes études et principes de belles-lettres, professeur Rolland ; — troisième classe, mathématiques, professeur Martin ; — quatrième classe, religion, morale, histoire et géographie, professeur Bonthoux ; — cinquième classe, cours d'accouchement, professeur Michel ; — sixième classe, dessin, professeur Laffrey.

ART. II. — Les professeurs de ces six classes donneront leurs leçons tous les jours, excepté le dimanche et le jeudi ; celui de la première classe, de 8 heures à 10 heures ; celui de la deuxième, idem ; celui de la troisième et celui de la sixième de 1 heure et demie à 3 heures, en hiver, et de 2 heures à 4 heures, après l'équinoxe du printemps ; celui de la quatrième, de 10 heures et demie à midi, ainsi que celui de la cinquième.

ART. III. — La religion et la morale ne pouvant être considérées comme matière classique, il y en aura pour tous les élèves, chaque dimanche, une instruction qui

sera faite par le professeur de la quatrième classe, immédiatement à l'issue de la messe paroissiale.

ART. IV. — Les élèves qui désirent fréquenter les classes, seront obligés de s'inscrire chez le citoyen Bontoux, directeur des études.

ART. V. — Ils ne pourront s'inscrire que pour deux cours, ou trois au plus.

CHAPITRE II

DE LA DISCIPLINE DE L'ÉCOLE

ART. I. — Au directeur des études appartiennent l'ordre et la discipline intérieure de l'école.

ART. II. — Les leçons commenceront le 15 frimaire.

ART. III. — Si quelque élève se conduisait mal, soit dans l'intérieur de l'école, soit au dehors, et qu'étant averti il ne se corrigeât pas, le directeur des études pourra l'expulser, du consentement néanmoins des professeurs dont il fréquente les cours.

ART. IV. — Il y aura, à la fin de germinal et dans les derniers jours de l'année scolaire, un examen public de tous les élèves et une distribution de prix. Ceux qui se seront le plus distingués par leur sagesse et leur progrès seront couronnés par le premier magistrat du département dans une assemblée à laquelle seront invités tous les citoyens et spécialement les autorités constituées. On se flatte que Monseigneur l'Évêque, quoiqu'il réside à Digne, honorera ce couronnement de sa présence ».

Ce programme, arrêté par le Directeur des études après avoir pris l'avis des professeurs, fut approuvé par Ladoucette qui, en même temps, engagea les chefs de famille à ne pas oublier que des enfants sans instruction sont la honte des pères et mères, et à profiter au plus tôt d'un enseignement public, gratuit et bien organisé.

Cette organisation nouvelle était un compromis entre le plan d'études des anciens collèges et celui des écoles centrales. Abandonnant la division en sections, on revenait à

la division en classes, mais ces classes avaient ceci de commun avec les sections, qu'elles étaient parallèles, sauf les deux premières, et qu'un élève pouvait se faire inscrire pour suivre plusieurs cours à la fois. Les études littéraires étaient réduites à deux ans, plus courtes encore par conséquent qu'elles ne l'étaient, à l'Ecole centrale, où l'on y consacrait deux ans dans la première section et deux ans dans la troisième. Etait-il possible que ces études fussent complètes ?

On ne tarda pas à reconnaître les vices de ce système et, dès l'an XI, le professeur chargé d'enseigner aux élèves la langue latine et la grammaire française, divisa sa classe en deux sections ; la première réservée aux débutants et correspondant à notre sixième actuelle, la seconde pour ceux qui étaient plus avancés et correspondant à notre cinquième.

Les élèves qui sortaient de l'Ecole centrale étaient donc à peu près de la force de nos élèves de quatrième. Trois ans peuvent suffire pour l'étude des langues anciennes à des esprits d'élite, bien doués et bien préparés, — on en a fait l'essai ces dernières années, — mais ce n'est pas assez pour le plus grand nombre.

En somme ce programme n'était qu'un retrécissement, un rattachement de l'enseignement tel qu'il était pratiqué dans les anciens collèges et tel que l'avaient compris les fondateurs des Ecoles centrales. Moins de langues anciennes que dans ceux-là, moins de sciences que dans celles-ci.

Chaque cours avait lieu chaque jour, mais ils n'avaient pas tous lieu simultanément ; on voulait que les élèves pussent suivre deux ou trois cours en même temps. Remarquons toutefois que le cours de mathématiques et celui d'histoire ayant lieu aux mêmes heures, le même élève ne pouvait les suivre la même année et qu'il devait consacrer une année à l'étude des mathématiques et une année à l'étude de l'histoire et de la géographie. Les trois cours pour lesquels on pouvait se faire inscrire simultanément étaient donc : lettres, mathématiques ou histoire et dessin.

La durée de l'année scolaire était de neuf mois et demi. Vendémiaire, brumaire et la moitié de frimaire étaient consacrés au repos. On voit que les longues vacances dont on se plaint quelquefois de nos jours ne sont pas une invention d'aujourd'hui ; on avait compris dès alors que le travail intellectuel n'est réellement profitable et fructueux qu'à condition de laisser à l'esprit de longues périodes de repos pour reprendre de nouvelles forces.

Une innovation remarquable et dont il n'est pas fait mention dans les pièces que nous venons de reproduire, ce fut l'admission des jeunes filles au cours de dessin. Avant la Révolution, les Visitandines à Embrun, les Ursulines à Gap et à Briançon se consacraient à l'éducation des jeunes personnes et dirigeaient des pensionnats où les familles aisées du département pouvaient faire élever leurs enfants. Mais ces établissements avaient disparu, sans avoir été remplacés. En sorte que depuis plus de dix ans les parents étaient fort embarrassés, ne voyant plus d'autre ressource pour l'instruction de leurs filles que de prendre une institutrice privée. Encore fallait-il en trouver de capables. Lorsque l'Ecole centrale fut réorganisée, on songea à l'utiliser pour remplacer les anciens pensionnats. L'essai commença par le cours de dessin ; il vint d'abord une élève, puis deux, puis trois ; enfin nous verrons en l'an XII les jeunes filles admises aussi au cours d'histoire et de géographie.

Signalons encore une autre modification dans le fonctionnement de l'Ecole. Persuadé que le manque de direction avait nui jusqu'alors à son succès, le Préfet se faisait rendre chaque mois un compte exact du travail, de l'assiduité, des progrès des élèves, et se tenait en rapport constants avec les professeurs et le directeur de l'établissement, s'intéressant à tout ce qui concernait les études, remplissant, pour ainsi dire, les fonctions d'inspecteur.

II

LE BATIMENT DE L'ÉCOLE CENTRALE ENFIN RÉPARÉ.
EXAMENS ET DISTRIBUTIONS DE PRIX.

Diminuer le nombre des cours, remanier le plan d'études n'était pas l'affaire principale. Le plus important était de mettre le local en état de recevoir les élèves. Depuis huit ans que l'École centrale est créée, on parle des réparations à y faire, les professeurs se plaignent que le local est inhabitable et que, pour peu qu'on tarde à le réparer, il tombera en ruines. Plusieurs fois déjà on a dressé des devis, on a mis la main à l'œuvre même ; chaque fois il est survenu quelque difficulté qui a empêché de mener à bien l'entreprise. Toutes ces tentatives avortées font songer à la chanson citée par Daudet à propos du départ toujours différé de Tartarin :

Lou fusiou de mestre Gervai
Toujou lou cargoun, toujou lou cargoun,
Lou fusiou de mestre Gervai
Toujou lou cargoun, parte jamai.

Voulez-vous vous rendre compte de l'état déplorable où se trouve le local ? Suivez-moi ; nous allons, rapidement, le parcourir de la cave au galetas. On y entre par deux portes, l'une en face de la rue du Séminaire, elle est fermée aujourd'hui et remplacée par une fenêtre ; l'autre en face de la rue de la Cathédrale, c'est la porte principale, c'est celle qui subsiste encore aujourd'hui, c'est par où nous entrerons. Pouvons la porte et entrons ; on ne ferme plus la porte à clef, il n'y a pas de gache ; économie de temps pour le concierge qui n'a pas à se déranger pour ouvrir aux arrivants. Nous voilà dans le vestibule. Je ne crois pas inutile de vous en avertir, car à voir ces murs non blanchis, non crépis, vous pourriez vous figurer que nous arrivons dans une remise ou un hangar.

Prenez maintenant le corridor à gauche. Les murs sont dans le même état que ceux du vestibule : inutile de nous y arrêter longtemps ; passons, et passons vite, car on

récolte ici force rhumes et bronchites ; les fenêtres ne se ferment plus, faute de ferrures : d'ailleurs les fermerait-on que cela n'empêcherait ni la bise ni le froid d'entrer, car il n'y a plus un seul carreau d'entier.

Voyez cette autre porte d'entrée au bas de l'escalier. Deux ou trois morceaux de fer qui pendent par-ci par-là rappellent qu'autrefois, soutenue par des pentures, elle pouvait tourner sur ses gonds, et qu'on pouvait la fermer avec une serrure, mais aujourd'hui tout cela ressemble à *l'Infortiat* dont parle Boileau :

Ou pendait à trois clous un reste de fermoir.

En montant au premier étage, prenez garde de ne point trébucher, car les degrés usés et désunis n'offrent plus au pied qu'un appui inégal et peu sûr. Ici encore il serait imprudent de s'arrêter trop longtemps, car l'air pénètre librement ; plus un seul carreau aux fenêtres. Partant il n'était plus utile de les fermer, voilà sans doute pourquoi on a ôté les verrous. En voici même une dont le châssis git à terre.

Seriez-vous curieux de visiter une des chambres destinées aux professeurs ? Voici celle de Rolland ; entrons. Il fait froid, dites-vous ; pourquoi ne ferme-t-il pas plus soigneusement ses fenêtres ? C'est qu'il n'y a pas de targette. Vous regardez ces carreaux qui vous paraissent peu transparents et vous vous demandez quelle est cette espèce de verre. C'est du papier imbibé d'huile que l'on a collé là pour remplacer les vitres entièrement brisées.

Vous plaigniez le professeur, vous ne plaindrez pas moins les élèves quand vous aurez visité une salle de classe, et vous comprendrez le peu d'enthousiasme que la jeunesse met à venir assister aux cours. Le mobilier en est très simple. Quatre murs décrépis, gris et sombres ; dans un coin une vieille chaise boiteuse servant au professeur ; pour les élèves des bancs en aussi mauvais état. En revanche l'air et la lumière entrent à foison par les fenêtres veuves de leurs vitres.

Il y aurait imprudence à pénétrer dans le galetas ; nous nous en abstiendrons. La pluie et le soleil ont détrem pé,

désagrége la maçonnerie, si bien que le plancher menace de s'écrouler à chaque instant. Puis, nous courons encore un autre danger ; maîtresses pièces, chevrons, voliges, tout est pourri et risque de tomber à la moindre secousse.

Descendons promptement et prudemment. Voici la terrasse ; les voisins y pénètrent à volonté ; ni portes ni clôture. Voilà le jardin ; les buissons et les chardons y remplacent les rosiers et les dahlias.

Je vous vois silencieux et rêveur. Vous êtes précisément dans le même état d'étonnement où se trouvait Ladoucette quand il revint de visiter pour la première fois l'École centrale. Il se demandait comment on avait pu si longtemps, se contenter d'un local aussi mal entretenu.

Aussitôt il manda l'ingénieur Janson et lui ordonna de dresser sans retard un devis des réparations urgentes. Le devis dressé et approuvé par le Préfet, les travaux furent adjugés le 11 frimaire, à Pierre Queyrel, au prix de 1,781 francs ; ils devaient être terminés, d'après le cahier des charges, le 1^{er} nivôse.

La chapelle, recrépie et blanchie, fut aménagée pour servir aux cours d'accouchement. Un fauteuil, trois chaises, des bancs autour de la salle, un poêle, une table en sapin en composèrent tout le mobilier. Des étagères en sapin dans un cabinet contigu ; un tambour à la porte d'entrée donnant sur la rue.

La salle de l'ancien réfectoire fut appropriée pour les cours de langues et de mathématiques ; on y plaça dix-huit chaises, une table, une armoire, avec étagères, dans l'embrasure du fond de la pièce.

La salle d'études réparée, garnie de quatre bancs à dossier, d'un placard avec étagères, servit pour les cours de belles-lettres et d'histoire.

On refit la partie du toit qui était hors d'usage et on mit des pièces de bois pour soutenir provisoirement les parties qui, bien que menaçant ruine, pouvaient cependant durer encore quelque temps.

Ces travaux furent achevés dans le délai voulu, mais,

en les exécutant, on s'était aperçu que d'autres étaient non moins indispensables. Un second devis dressé par l'ingénieur le 23 nivôse et approuvé par le Préfet le 27, se montait à 552 fr, 20 c. On mit aussitôt la main à l'œuvre, et le 27 ventôse tous les travaux étaient terminés, les portes et les fenêtres réparées, le vestibule et les corridors recrépis et blanchis. Les cours purent être repris.

Là ne se borna pas la sollicitude du nouveau préfet; il s'efforça aussi de procurer aux professeurs le matériel nécessaire pour rendre leur enseignement plus facile et plus fructueux. Le Directeur des études lui écrivait, le 12 frimaire : « Monsieur le Préfet, le professeur de mathématiques m'a chargé de vous demander, comme lui étant indispensable, un étui complet de mathématiques et un graphomètre. Je prends aussi la liberté de vous représenter que j'ai vainement sollicité auprès de l'ancienne administration et successivement auprès de votre prédécesseur, une sphère armillaire, une autre d'après le système de Copernic, un globe terrestre et un atlas. Jusqu'à présent une dame de la ville avait eu la bonté de me prêter une sphère armillaire et un globe terrestre, et un citoyen m'avait aussi prêté un atlas. La dame a disposé de ses globes et le citoyen a quelque répugnance à me prêter de nouveau son atlas. Vous sentez combien il est urgent que je sois pourvu de ces divers objets. Je vous supplie de me les procurer, s'il est possible, de Grenoble ou de Paris ».

Ladoucette s'empessa de demander au gouvernement ce que réclamait le Directeur et s'adressa en même temps au Muséum d'histoire naturelle pour solliciter des collections, — qui ne devaient pas servir à grand'chose, pour le moment du moins, puisque le cours d'histoire naturelle était supprimé. — Ces collections lui furent accordées dans le courant de l'an XII, et il les enrichit lui-même par diverses acquisitions. Mais tout cela vint trop tard pour que l'École centrale pût en profiter.

Les élèves furent un peu plus nombreux que les deux années précédentes. Neuf étaient inscrits pour la première

classe; trois pour la deuxième; vingt-sept pour la troisième; treize pour la quatrième; deux seulement pour le dessin. Nous parlerons plus loin du cours d'accouchement.

Parmiles neuf élèves inscrits pour la première classe, six sont inscrits en même temps pour la troisième (mathématiques), deux pour la quatrième (histoire), deux pour le dessin; un seul suit à la fois trois cours : lettres, mathématiques et dessin. — Des trois élèves inscrits pour la deuxième classe, un est inscrit également pour la troisième (mathématiques), les deux autres étaient inscrits pour la deuxième, la troisième (mathématiques) et la quatrième (histoire); mais ces deux derniers cours ayant lieu, ainsi que nous l'avons vu, aux mêmes heures, ils ne pouvaient forcément en suivre qu'un seul. Il en est de même de plusieurs autres, qui n'étaient inscrits que pour ces deux cours. Enfin un certain nombre ne suivaient que le cours de mathématiques.

Mais, il faut compter sur de fréquentes absences; malgré l'attention qu'y portent le Directeur et le Préfet, la fréquentation est loin d'être régulière.

Prenons par exemple la 4^e classe (histoire), sur 13 élèves inscrits, il n'y en a guère que 3 qui assistent régulièrement aux cours. L'un n'avait paru que pour se faire inscrire; un autre ne se montra qu'à la première leçon; d'autres ne revinrent plus au bout de 3 ou 4 jours. Un autre y assistait très irrégulièrement, prétextant que les leçons de Rolland lui prenaient presque tout son temps. En voici un qui était fréquemment malade, et pour cette cause, manquait souvent; encore, lorsqu'il venait, il préparait bien rarement ce qui devait faire le sujet de la classe; il avait du reste si peu de mémoire qu'il ne pouvait retenir, même ce qu'on lui avait plusieurs fois répété. Celui-ci était assidu, mais outre qu'il n'avait commencé à fréquenter l'école que pendant le troisième mois, il venait tard, disant que les leçons que lui donnait son précepteur de latin ne lui laissaient de libre que les moments où il paraissait à la salle d'études; intelligent, mais extrêmement dissipé, il ne préparait jamais ses leçons, et ne s'en

occupait plus une fois sorti de l'école. En voici deux très sages et très appliqués, mais qui ne pouvaient assister que très rarement aux leçons, parce qu'ils étaient presque continuellement occupés auprès de leur oncle, professeur de mathématiques, qui, jaloux qu'ils obtinssent aux examens un brillant succès pour la partie qu'il leur enseignait, ne paraissait pas se soucier qu'ils apprissent autre chose.

Voilà, d'après un rapport adressé par le directeur des études au préfet, ce qu'il en était du cours d'histoire ; les autres n'étaient guère mieux fréquentés. Les élèves cherchaient toutes les occasions, tous les prétextes de s'absenter, et il se trouvait souvent que le professeur parlait à un élève ; parfois même il se taisait faute d'auditeurs.

Nous avons vu que le professeur Bontoux, dans une lettre au Ministre, se plaignait qu'à Gap « en général l'éducation domestique y est vicieuse ». En effet les parents, à ce qu'il semble, se préoccupaient peu de savoir si leurs enfants étaient assidus aux cours et, une fois sortis de classe, travaillaient à leurs devoirs. Et ceux-ci aimaient mieux aller jouer aux barres sur la place Saint-Arnoux, ou même se livrer à des jeux plus dangereux au risque de casser les jambes ou de crever les yeux aux passants, quelquefois de s'estropier eux-mêmes ou de se tuer, comme le raconte T. Gautier dans les *Amusements des gapençais*, publié par M. l'abbé Guillaume, au bulletin de la *Société d'étude* (1885).

La première communion et la confirmation étaient aussi une belle occasion de faire l'école buissonnière ; les élèves n'avaient garde d'y manquer ; et de ce chef, les cours restaient à peu près déserts pendant un mois.

La classe n'était en somme, pour la plupart, qu'un lieu public, une espèce de récréation où l'on allait de temps en temps quand on n'avait rien de mieux à faire. Certains n'étaient entrés que longtemps après les autres ; plusieurs ne parurent plus après le mois de floréal, les uns parce qu'ils étaient allés se fixer à la campagne, les autres parce qu'ils étaient occupés par leurs parents. Il y en avait qui après être venus deux ou trois mois, disparaissaient tout

à coup sans raison, puis sans raison venaient de nouveau se faire inscrire un mois ou deux avant la sortie. On en vit même qui, contrairement au règlement, assistèrent quelques temps au cours sans s'être fait inscrire, puis disparurent, quand on leur rappella que l'inscription était nécessaire.

Quel profit pouvait-on tirer d'études si irrégulières ? Quel goût et quel entrain devaient avoir les professeurs ? Aussi, l'examen qui, d'après le règlement, devait avoir lieu à la fin de germinal dut être renvoyé, sur la demande des professeurs, aux premiers jours de fructidor.

Cependant les élèves studieux et assidus travaillaient et progressaient, car d'autres examens eurent lieu vers cette époque et, s'il faut en croire le procès-verbal adressé au préfet par les examinateurs, les jeunes gens qui furent interrogés firent preuve de connaissances suffisantes et de progrès remarquable.

Une lettre du Ministre du 15 fructidor an X autorisait le préfet à désigner chaque année pour l'école des mines de Pezai (département du Mont-Blanc) deux candidats de bonne conduite et possédant les connaissances requises. Ces connaissances, d'après une lettre écrite à Ladoucette par Schreiber, directeur de l'école, étaient les éléments d'arithmétique, d'algèbre et de géométrie, y compris la trigonométrie rectiligne. L'ouverture de cette école devait avoir lieu le 1^{er} floréal de l'an XI. En conséquence un arrêté du préfet du 1^{er} germinal fixa au jeudi 10 du même mois l'examen public des élèves qui se destinaient à cette école. Cet examen portait sur les matières ci-dessus et cinq questions devaient être adressées à chaque candidat. Les examinateurs étaient Janson, Plagnial et Blanc fils, assistés de Labastie et Farnaud, membres du jury d'instruction publique, et du directeur des études de l'école centrale, qui après l'examen devaient, avec le professeur de mathématiques, se constituer en jury pour désigner les deux candidats méritant d'être nommés à l'école des mines. Quatre candidats se présentèrent, Martin, Queyrel, Blanc et Jouve. Le jury chargea le directeur des études de témoigner au Préfet qu'il avait été satisfait, étonné même

de la précision et de la netteté de leurs réponses. Un de ces élèves, Jouve, n'ayant fréquenté l'école que depuis deux mois, avait montré moins de connaissances, mais il avait fait preuve de beaucoup de progrès. Martin de (Saint-Eusèbe) et Queyrel (de Gap) furent désignés comme les plus méritants et le Préfet, confirmant ce choix, par arrêté du 12 germinal les désigna pour être envoyés à Pezai avec une indemnité annuelle de 500 francs pour nourriture et entretien, payée par le département, à charge à leurs parents de fournir un cautionnement en immeubles de 800 francs en prévision du cas, où, pour inapplication, inconduite ou toute autre raison, ils viendraient à se retirer ou à se faire renvoyer de l'école avant d'avoir terminé leurs études. Hâtons-nous de dire, — encore que ceci sorte du cadre de notre étude, — qu'ils s'y firent estimer par leur travail et leur application.

Le 13 thermidor, le Préfet fut, sur sa demande, autorisé par le Ministre de l'Intérieur à désigner parmi les fils de militaires ou de fonctionnaires publics ayant bien servi la patrie, deux jeunes garçons de 8 à 13 ans, studieux et intelligents, pour être admis gratuitement à l'école des arts mécaniques de Compiègne. Par arrêté du 4 fructidor, Ladoucette fixa l'examen des candidats au lendemain 5. Les conditions et connaissances exigées d'eux étaient de savoir lire et écrire, de posséder les éléments du calcul et d'avoir une bonne constitution. Les examinateurs furent, Blanc, Gautier et Hory. L'examen eut lieu le jour indiqué dans une salle de l'école centrale, en présence de Ladoucette, de plusieurs fonctionnaires, des professeurs et d'un grand nombre de citoyens. Sept candidats furent reconnus avoir les connaissances suffisantes, Alexandre et Jean Corréard, Pierre et Jacques Allemand, Bontoux-Ténory, Lapassat et Jean-Martin Teisseire ; parmi lesquels Pierre Allemand, fils d'un gendarme de la brigade de Chorges, mort d'une épidémie causée par le passage de vagabonds italiens, et Jean Corréard, fils d'un fonctionnaire dévoué, et neveu de Nicolas-Meissas, sous-préfet d'Embrun, furent jugés les plus méritants et proposés au choix du Préfet qui, par arrêté du 30 fructidor les désigna pour être envoyés à l'école

de Compiègne, aux frais de l'Etat avec les mêmes conditions de cautionnement que pour les élèves de Pezai. Alexandre Corréard et Bontoux-Ténory furent envoyés aussi à Compiègne, le premier comme boursier, le second aux frais de sa famille. Mais ce séjour ne semble pas leur avoir souri beaucoup, car dans les premiers jours de ventôse suivant (an XII), par un beau matin, nos gaillards s'évadèrent tous les quatre ensemble. Sur l'intervention de Ladoucette, le Proviseur de l'école usa d'indulgence envers eux et les reprit malgré leur escapade. Les deux frères Corréard et Allemand, rentrés à l'école, ne tardèrent pas à s'habituer aux exercices et au régime de la maison, ne parurent plus disposer à s'échapper et se montrèrent reconnaissants de l'indulgence dont on avait fait preuve à leur égard. Quant à Bontoux-Ténory, son père le retira.

Revenons maintenant à notre école centrale. Le même arrêté du préfet qui nommait des examinateurs pour les candidats à l'école de Compiègne, fixait aussi au 5 fructidor, l'examen de fin d'année et désignait pour examiner les élèves de première classe Blanc, Gautier et Hory ; pour ceux de la deuxième, Labastie et Farnaud ; pour ceux de la troisième (mathématiques), Bertrand et Lebeau, géomètres ; pour la quatrième (histoire et géographie), Farnaud jeune et Gautier. Ces examinateurs de concert avec le directeur et les professeurs, devaient indiquer les élèves, qui, dans chaque classe, mériteraient des récompenses. La distribution des prix était fixée au dimanche suivant, à 2 heures de l'après-midi, dans la salle de la Société d'émulation. Le procès-verbal de l'examen dit que la manière dont les élèves répondirent aux diverses et nombreuses questions qui leur furent posées sur les objets de leurs études, mérita des éloges et fut, pour ceux qui les entendirent, une preuve incontestable de leur application et de leurs progrès. Les examinateurs remarquèrent en outre, que la docilité des élèves et leur sage conduite, attestée par les professeurs, donnait un nouveau prix à leurs succès dans l'étude.

La distribution des prix eut lieu au jour et au lieu fixés

par le préfet. Voici, à titre de curiosité, les noms des lauréats et l'indication des ouvrages qu'ils reçurent en prix.

Première classe ; Première division ; premier prix, Jean Cheradame (L'ami des enfants) ; — Deuxième prix, François Roubaud, (Les fables de Lafontaine) ; — Accessits, Gérard et Leautier ; — Deuxième division, premier prix, Mélite Roubaud, (Eraste) ; — Deuxième prix, Guillaume Chéradame (L'ami de l'adolescence) ; — Accessit, Arnaud.

Deuxième classe ; Premier prix, Blanc jeune (grammaire générale de Sicard) ; — Deuxième prix, André Nicolas (dictionnaire abrégé d'antiquités, de Champré).

Troisième classe ; Premier prix, Bruno Bontoux (L'an 2.440 de Mercier) ; — Deuxième prix, André Nicolas (Les aventures de Télémaque).

Quatrième classe ; — Première division ; Premier prix, Charles Blanc (Logarithmes de Collet) ; — Deuxième prix, André Nicolas et Provensal (Abrégé de Guthéric et trigonométrie de Cagnoli) ; — Troisième prix, Montlahuc (La mécanique de La Caille) ; — Deuxième division, premier prix, Céaly (Statique de Monge) ; — Accessit, Queyrel (Statique de Bezout).

Dessin ; — Classe de demoiselles, prix, Mlle Anastasie Quiquerez, de Porrentruy ; — Classe de jeunes gens ; prix, Jean Chéradame.

III.

L'ÉCOLE CENTRALE DURANT L'AN XII. — OUVERTURE DES ÉCOLES SECONDAIRES. — CHOIX DES BOURSIERS DES LYCÉES. — SUPPRESSION DÉFINITIVE DE L'ÉCOLE CENTRALE DE GAP.

Les professeurs s'attendaient à ce que l'école centrale ne rouvrit point ses portes l'année suivante. Nous en avons une preuve certaine dans la lettre suivante, qu'ils écrivaient au préfet, le 4 messidor.

« Monsieur le Préfet,

« *Comme nous touchons au moment de nous séparer pour ne plus nous réunir*, cette circonstance nous déter-

mine à recourir à vous, pour vous prier d'interposer vos bons offices auprès du Gouvernement, afin d'obtenir le paiement de l'arriéré qui nous est dû. Cet arriéré est de 750 francs du traitement de l'an IX et de 70 fr. 50 de celui du mois de fructidor de l'an X. Pour nous assurer notre médiation, nous ne vous rappellerons point les sacrifices que nous avons faits, nous ne voulons le devoir qu'à votre bienveillance ».

« Signé : Rolland, Carlhian, Bontoux, Michel, Martin, Laffrey. »

On avait demandé des écoles secondaires pour Gap, Embrun et Briançon. Ladoucette aurait voulu pour le département, un lycée et une école spéciale d'histoire naturelle. Il écrivit dans ce but au Ministre, le 30 fructidor. Le conseiller d'État, chargé de l'instruction publique, lui répondit que les titres du département seraient présentés au Gouvernement aussitôt que les circonstances le permettraient. Mais il ne fut jamais donné suite à cette demande, contraire d'ailleurs à la loi du 11 floréal an X, qui n'accordait qu'un lycée par arrondissement de Cour d'Appel.

Le 27 vendémiaire an XII, Gap fut autorisé par arrêté du Gouvernement, à établir une école secondaire dans les batiments du ci-devant séminaire occupé par l'école centrale. Le même décret, autorisait aussi, la création d'une école secondaire à Briançon ; — celle d'Embrun ne sera autorisée que par un décret impérial du 25 thermidor.

En notifiant au préfet (14 brumaire), la création de celle de Gap, le Ministre l'invitait à prendre incessamment, les mesures nécessaires, pour que le local concédé fut en état de recevoir les élèves le plus tôt possible, et lui rappelait qu'il était essentiel qu'il y fût formé un pensionnat. Le même jour Ladoucette prit un arrêté chargeant l'ingénieur en chef et l'inspecteur de l'enregistrement, de se rendre dans le local destiné à l'école secondaire, pour l'examiner et l'estimer

Un arrêté du Gouvernement, du 30 fructidor an XI, avait décrété l'établissement dans la ville d'Avignon, d'un lycée, auquel ressortirait le département des Hautes-Alpes. Mais

ce lycée n'était pas encore ouvert, et, comme les écoles centrales, aux termes de la loi du 11 floréal an X, ne devaient être supprimées qu'à mesure de l'organisation des lycées, Gap conserva encore son école centrale pendant l'an XII.

Professeurs et élèves reprirent donc, le 15 frimaire, le cours de leurs études, à peu près dans les mêmes conditions que durant l'an XI.

Le nombre des élèves s'accrut encore. Le cours des mathématiques fut toujours le plus fréquenté ; l'augmentation fut surtout considérable pour la première classe, où l'on enseignait les éléments de la langue latine, qui offrit assez d'éléments pour deux divisions, celle des débutants et celle des élèves de seconde année.

Nous avons vu que pendant l'an XI, quelques jeunes filles s'étaient fait inscrire pour le cours de dessin. Cet essai avait donné de bons résultats. On organisa pour elles un cours spécial d'histoire et géographie et l'on vit une douzaine de jeunes demoiselles de 10 à 16 ans, des meilleures familles de Gap, fréquenter ces cours avec beaucoup d'assiduité et de régularité.

A signaler aussi quelques changements dans le programme des mathématiques proposés le 8 ventôse par le Préfet, dans le but de rendre ce cours plus pratique, surtout pour la géométrie.

Le cours d'accouchement était régulièrement suivi par une quinzaine d'élèves. Le 22 floréal, an XI, le Conseil général du département, en constatant les bons résultats obtenus, sollicita un secours pour sa continuation. Au commencement de l'an XII, deux élèves, Louise Nicolas et Guignières, furent envoyées à Paris, à l'Hospice de la Maternité, pour se perfectionner dans leur art. Louise Nicolas y obtint le premier prix (médaille d'or), et Guignières le prix d'exactitude et de zèle. A cette occasion le Ministre de l'Intérieur écrivit au Préfet une lettre où il faisait l'éloge de la dextérité, de la prudence, de la fermeté que ces deux élèves avaient mise à exécuter sous ses yeux les différentes manœuvres qu'on leur avaient demandées, et à répondre aux différentes questions théo-

riques qui leur avaient été posées. Le Préfet dans son compte-rendu au Conseil général, disait en l'an XII, que bientôt chaque canton posséderait une ou plusieurs sages-femmes qui auraient de l'habileté. Ce cours survécut à la suppression de l'Ecole centrale et continua encore plusieurs années à rendre de grands services.

En vertu de l'arrêté du Gouvernement du 30 fructidor an XI, relatif à l'établissement d'un lycée dans la ville d'Avignon, un décret du mois de frimaire ordonna que l'Ecole centrale des Hautes-Alpes serait fermée à dater du 1^{er} vendémiaire an XIII. En notifiant cette décision au Préfet, le Ministre l'invitait à mettre les scellés sur la bibliothèque, le cabinet d'histoire naturelle et autres dépôts dépendant de l'Ecole centrale, de manière cependant que les objets les plus nécessaires aux leçons des professeurs leur fussent laissés sur leur reconnaissance. D'après un arrêté du 8 pluviôse an XI, les bibliothèques des Écoles centrales, après l'organisation des Lycées, devaient être confiées aux municipalités. Celle de Gap forma plus tard le noyau de la bibliothèque de la ville. Le peu d'objets qui appartenaient au cabinet d'histoire naturelle fut affecté au musée central de Gap, dont la première pierre venait d'être posée cette même année par Ladoucette.

Le Ministre en annonçant la suppression de l'Ecole centrale engageait le Préfet à s'occuper de dédommager Gap et le département par l'organisation des écoles secondaires et promettait que le Gouvernement, de son côté, ne perdrait pas de vue l'instruction dans les Hautes-Alpes et qu'un assez grand nombre d'élèves seraient choisis pour remplir les places gratuites au lycée d'Avignon. Le nombre de ces boursiers, d'après l'annuaire du département pour l'an XIII, fut fixé à douze.

Des écoles secondaires, celle de Briançon fut organisée la première ; elle fut inaugurée le 6 germinal. Tous les habitants de l'arrondissement, lisons-nous dans l'annuaire déjà cité, avaient voulu concourir par leurs offrandes à la reconstruction du bâtiment national qui avait été concédé à la ville pour son école.

Le bureau d'administration de celle d'Embrun décida le 26 thermidor d'en fixer l'ouverture au 1^{er} fructidor. On avait d'abord parlé de l'installer dans les bâtiments de l'hospice, mais on l'établit dans l'ancien couvent des Visitandines servant aujourd'hui de Petit Séminaire.

Le choix des boursiers qui devaient être envoyés au lycée d'Avignon et dans d'autres lycées fut une des questions qui préoccupèrent le plus le Préfet du département et le Directeur de l'École centrale pendant les derniers mois de l'an XII.

D'après la loi du 11 floréal an X, six mille quatre cents élèves pensionnaires devaient être entretenus, aux frais de la République, dans les Lycées et les écoles spéciales. Sur ces six mille quatre cents pensionnaires, deux mille quatre cents devaient être choisis par le Gouvernement parmi les fils de militaires ou de fonctionnaires civils, judiciaires, administratifs ou municipaux qui avaient bien servi la République, les quatre mille autres devaient être pris dans un nombre double des élèves des écoles secondaires, qui seraient présentés au Gouvernement après un examen et un concours. Le nombre de ces boursiers devait être répartis dans chaque département proportionnellement au chiffre de la population. Nous avons vu que dès la fin de l'an X, le conseiller d'Etat chargé de l'Instruction publique avait demandé la liste des élèves qui s'étaient fait remarquer par leur aptitude et leur application, pour choisir parmi eux les futurs boursiers des lycées. Le 20 frimaire, le Préfet était informé que Gérard, fils du maire de Chabottes, était inscrit pour le Lycée d'Avignon ; le 21 ventôse on apprit aussi que Escallier, des Orres, était porté sur la liste qui serait présentée au premier Consul pour les élèves à envoyer au lycée de Bordeaux. Mais tout cela n'était pas définitif ; il y eut même beaucoup d'incertitude et d'hésitation. Tel élève inscrit d'abord pour un lycée était ensuite désigné à un autre ; il y eut des élèves des Hautes-Alpes inscrits pour les lycées d'Avignon, Cahors, Bordeaux, Montpellier, Grenoble.

Deux inspecteurs généraux, Lefèvre-Gineau et Villard, envoyés dans les départements pour examiner et choisir les

boursiers, écrivirent au Préfet, le 30 thermidor, de Montpellier qu'ils seraient dans les Hautes-Alpes du 8 au 15 fructidor, pour examiner les élèves de l'Ecole centrale et des écoles secondaires qui seraient présentés au concours des places gratuites du lycée d'Avignon. Ces élèves ne pouvaient pas être âgés de moins de 9 ans, ni de plus de 14. Le directeur de l'Ecole centrale fut chargé de dresser la liste des candidats avec leurs noms, prénoms, âge, en indiquant la profession du père, les services rendus par la famille à l'Etat, le nombre des enfants et, autant que possible, le revenu des parents.

Cette liste comprit quinze candidats.

C'étaient Jean-Arnoux Thomé, élève de l'Ecole centrale, né à Gap le 9 octobre 1791, fils d'un ancien capitaine au 5^e bataillon des volontaires des Hautes-Alpes, qui avait été forcé de se retirer pour cause d'infirmités ; — Alphonse Vieux, élève à l'Ecole centrale, né à Remollon, le 18 octobre 1791, fils d'un cultivateur, qui au commencement de la Révolution avait été sur la frontière pour la défense de la Patrie, petit-neveu d'un général de brigade ; — Claude-Bruno-Benoît Bontoux, élève à l'Ecole centrale, né à Vienne, le 19 mars 1792, fils du président du Tribunal civil de Gap, petit-fils de l'ancien commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département ; — François Gérard, élève à l'Ecole centrale, né à Gap, le 22 février 1792, fils d'un ancien juge de paix, maire de Chabottes ; — Jean Marchon, élève à l'Ecole centrale, né à Gap le 24 octobre 1792, fils de l'ancien maire de Gap ; — Jean-Antoine-François Roubaud, élève à l'Ecole centrale, né à Gap, le 10 octobre 1792, fils d'un employé de la Préfecture ; — Pierre-Joseph-Noé-Mélite Roubaud, élève à l'Ecole centrale, né à Gap, le 10 mars 1793, fils d'un ancien administrateur du département, maire de Vals-les-Bains ; — Joseph Blanc, élève à l'Ecole centrale, né à Gap, le 4 ventose an III, fils d'un juge près le Tribunal civil du département ; — Claude-Gaspard-Louis-Etienne Céas, élève à l'Ecole centrale, né à Gap en vendémiaire an III, fils d'un chef de bureau de la Préfecture ; — Louis-Scipion Chaz-Lamotte, n'avait fréquenté que très peu de

temps l'Ecole centrale, né à Gap en juin 1790. fils d'un ancien grenadier au 3^e bataillon des Hautes-Alpes ; — Camille Disdier de Rousset, âgé de 12 ans, élève à l'Ecole centrale de Grenoble; son père, seigneur de Rousset avant 1789, s'était comporté en bon citoyen pendant la Révolution ; — Toscan du Terrail, Richaud, Picot, Bonnafox, qui figurent sur la liste avec cette seule mention qu'ils ne sont pas élèves de l'Ecole centrale.

Nous avons vu que le Gouvernement avait promis de choisir dans le département un assez grand nombre d'élèves pour leur donner des bourses. Promettre fut toujours facile, mais c'est quand il faut tenir les promesses que l'commence la difficulté. Les Inspecteurs généraux lors de leur passage à Gap, firent entendre au Préfet que le Gouvernement n'accorderait pour cette année que la moitié des boursiers promis au département. Le Préfet écrivit plus tard (18 brumaire an XIII) une lettre au Ministre, et lui exposa que, le département ayant été lésé dans la répartition des élèves à fournir aux lycées, il convenait pour le dédommager de lui assigner un plus grand nombre de places parmi les quatre milles boursiers à choisir entre les élèves des écoles secondaires. En tout cas, se basant sur ce que le département devait obtenir, sous plusieurs rapports, quelques-unes des deux mille quatre cents bourses réservées aux fils de militaires ou de fonctionnaires publics ayant bien servi l'Etat, il fit une nouvelle proposition de dix-sept candidats ¹, choisis parmi les élèves des écoles secondaires de Gap et de Briançon ; celle d'Embrun ayant été trop tard autorisée par le Gouverne-

¹ Ce sont : Claude Céas, de Gap (10 ans), Guillaume Chéradame, de Gap (10 ans), Alphonse Vieux, de Remollon (13 ans), Joseph Richaud, de Ventavon (11 ans), François Roubaud, de Gap (10 ans), François Thomé, de Gap (11 ans), Auguste Chancel, de Briançon (10 ans), Joseph Arduin, de La Salle (14 ans), Joseph Silvestre, de Briançon (15 ans), Laurent Eymar, du Grand-Villard (8 ans), Ferdinand Mathéron, de Remollon (12 ans), Pierre Picot, d'Embrun (13 ans), Jean Marchon, de Gap (11 ans), Joseph Blanc, de Gap (10 ans), Pierre Toscan du Terrail, de Gap (11 ans), Antoine Boudier, de Briançon (13 ans), Joseph Kronn, d'Embrun (10 ans).

ment pour qu'on pût y procéder en l'an XII à des exercices publics, on prit dans l'arrondissement les enfants qui montraient le plus d'aptitude ¹.

L'heure approchait où l'école centrale allait disparaître. Nous avons vu que les écoles secondaires de Briançon et d'Embrun avaient été inaugurées dans le courant de l'an XII. Le lycée d'Avignon se préparait aussi à ouvrir ses portes. Le Préfet de Vaucluse écrivit, le 11 fructidor, au Préfet des Hautes-Alpes : « Son excellence le Ministre de la guerre n'ayant donné que récemment l'ordre d'évacuer les bâtiments destinés au lycée d'Avignon servant actuellement de caserne, l'ouverture ne pourra pas avoir lieu au premier vendémiaire. Je ne puis dans ce moment vous dire précisément l'époque à laquelle cette ouverture se fera ; cela dépendra de l'activité qui sera mise à la confection des réparations. J'aurai l'honneur de vous en prévenir, lorsque j'aurai des données plus sûres. Le lycée pourra contenir environ 300 élèves ».

Le 5 vendémiaire an XIII, le Préfet écrivait au Maire de Gap que l'examen de fin d'année pour l'an XII aurait lieu le dimanche 8 du même mois à 1 heure après-midi dans la salle du conseil général du département à l'hôtel de la préfecture, et l'invitait à en faire publier l'avis. Un arrêté du 6 régla le détail de cet examen qui devait être public. Les examinateurs étaient, pour la cinquième et la sixième classe, Gautier et Blanc ; pour la troisième et la quatrième, Farnaud jeune et Hory ; pour les mathématiques, Delbergue-Cormont et Héricart de Thury. Après l'examen, ils devaient se constituer en jury, avec le directeur et les professeurs de l'école pour désigner les élèves qui dans chaque classe leur paraîtraient mériter des prix.

L'examen eut lieu au jour indiqué sous la présidence du Préfet, assisté du premier adjoint faisant fonction de maire, en présence d'un grand nombre de citoyens, dit

¹ Cette liste fut renvoyée le 23 vendémiaire an XIV et remplacée par celle-ci : Hyacinthe Borel, de Briançon ; Blanchard, de Briançon ; Alexandre Meissas, fils du Sous-Préfet d'Embrun ; Alexandre Bonna fous, d'Embrun ; Edouard Allier, de Gap ; Antoine Arnaud, de Gap.

le procès-verbal, empressés de connaître les succès des jeunes gens. Un des professeurs ouvrit la séance par un discours, puis les élèves de chaque classe se présentèrent à tour de rôle devant les examinateurs qui, dit encore le procès-verbal, n'eurent qu'à applaudir à la précision avec laquelle tous répondirent aux questions qui leur furent posées.

Dès le mois de thermidor les professeurs avaient choisi et désigné au Préfet les ouvrages qu'ils désiraient voir donner en prix à leurs élèves. Aussitôt que l'examen fut terminé, les élèves se retirèrent et les examinateurs de concert avec les professeurs dressèrent la liste de ceux qui avaient mérité des récompenses. Les noms des lauréats furent proclamés, séance tenante, mais la distribution des prix n'eut lieu qu'un mois plus tard. Bonaparte, consul à vie, venait d'être proclamé empereur. Le Préfet, « voulant donner au jour où l'empereur devait être couronné à Paris toute la solennité qu'exigeait cette circonstance », avait fixé au 18 brumaire la cérémonie de la distribution des prix et du couronnement des élèves de l'école centrale qui s'étaient signalés par leur travail et leur progrès.

Ainsi finit l'école centrale. L'annuaire du département pour l'an XIII, prononça son oraison funèbre en ces termes. « L'école centrale vient de terminer sa carrière ; mais les professeurs ont prouvé que leur zèle ne s'était point ralenti, et l'on a pu juger de leur talent par la clarté et la précision avec lesquelles ont répondu de nombreux élèves dans un examen public où ils avaient pour examinateurs plusieurs hommes de lettres, membres de la Société d'émulation. — Des demoiselles ont remporté des prix d'histoire, de géographie et de dessin ».

IV

RÉSUMÉ. — CAUSES DU PEU DE SUCCÈS DES ÉCOLES CENTRALES. — CONCLUSION.

Maintenant que nous connaissons les différentes phases par lesquelles a passé l'école centrale de Gap, revenons

un instant sur nos pas, jetons un coup d'œil d'ensemble sur les huit années de son existence et voyons quelles causes empêchèrent son succès.

Après avoir assisté à son organisation laborieuse et lente, à cause de l'incertitude même de son maintien, nous l'avons vue, grâce aux efforts persévérants des administrateurs du département et au zèle des professeurs, arriver à un état de prospérité relative pendant l'an VII ; puis, tout à coup, au moment où elle faisait concevoir les plus belles espérances, elle s'écroule, écrasée par le poids d'une guerre qui pousse aux frontières les élèves ou les disperse, qui absorbe toutes les forces vives du département et prive même pour un temps les professeurs de leur traitement. La tempête s'apaise, mais l'école a peine à se relever du coup qu'elle a reçu. Malgré les pressants appels de Bonnaire, les élèves ne se hâtent point de reprendre le chemin d'un établissement qu'ils savent d'ailleurs condamné à disparaître bientôt. Cependant, sous l'active administration de Ladoucette, nous la voyons renaître et prospérer, avant de céder la place à l'école secondaire ; mais déjà elle est à tel point transformée que, si l'on ne peut pas encore lui donner le nom de collège, on hésite aussi à lui conserver son nom originaire.

En somme c'est un résultat peu satisfaisant et peu en rapport avec les espérances qu'on avait conçues de cette réorganisation de l'enseignement secondaire. Quelles furent les causes de cette langueur, qui pesa toujours sur cet établissement et l'étouffa avant qu'il pût atteindre son entier développement.

Ces causes sont multiples. Il y en a d'abord de générales et qui ont été très nettement démêlées par ceux qui ont étudié cette question si intéressante de l'enseignement pendant la Révolution. Je les trouve en grande partie résumées dans le discours prononcé le 30 germinal an X par Fourcroy, devant le Corps législatif. « Ceux qui sont appelés les premiers, dit-il, à rétablir les institutions renversées par le bouleversement des empires, quel que soit le talent qu'ils y consacrent et le courage qu'ils y portent, ne peuvent pas se flatter de faire un ouvrage

durable. Les oscillations politiques, qui durent encore, impriment à leurs nouvelles créations un caractère de faiblesse qui tend à les détruire dès leur naissance. Il faut que tous les germes de dissension et de discorde soient étouffés, que tous les esprits soient rapprochés par le besoin et le désir du repos, que le calme soit entièrement rétabli, que les malheurs soient oubliés ou près de l'être, que la paix, réparatrice de tant de maux, ait consolé la terre, pour que les institutions puissent prendre la vigueur et la solidité qui en assurent la durée ».

Les difficultés intérieures et extérieures sont bien, en effet, les deux premières causes de l'échec des écoles centrales. Tous les partisans de l'ancien régime opposèrent toujours une résistance opiniâtre à des établissements d'instruction créés par la République et usèrent de tous les moyens pour les discréditer. Quand la France se trouvait avec la coalition sur les bras, quand il fallait entretenir de nombreuses armées sur la frontière, au moment où la dépréciation des assignats venait d'engendrer la gêne partout, il était bien difficile de faire réussir une entreprise, lourde et pénible même pour des temps plus heureux.

M. Gréard compte encore, avec juste raison, au nombre des causes d'insuccès des écoles centrales l'« esprit de chimère » de ses programmes. Il y avait sans doute beaucoup à louer dans ces programmes, mais il est incontestable qu'ils étaient mal digérés, et la preuve c'est qu'à peine arrêtés, on parlait déjà de les modifier. D'ailleurs personne n'ignore combien nous sommes, tous, *laudatores temporis acti*, comme dit Horace, et routiniers ; combien il est difficile de faire passer dans les mœurs les réformes souvent les plus utiles et les plus simples. Comparez les programmes des anciens collèges et ceux des écoles centrales ; faut-il s'étonner qu'un changement aussi complet dans les programmes, dans les méthodes, dans tout ce qui touche à l'éducation ait rencontré de la défiance et de la résistance ? On ne fait pas disparaître sans peine du jour au lendemain des préjugés invétérés. Nous n'avons, pour nous en convaincre, qu'à nous rappé-

ler ce qui s'est passé pendant ces dernières années, à voir avec quelle lenteur ont été acceptées, dans l'organisation des lycées et collèges, quelques réformes, bien sages et bien raisonnables pourtant.

A ces causes générales il s'en ajoute d'autres, toutes particulières, qui rendaient absolument impossible la réussite de l'école centrale de Gap.

En première ligne je placerai l'absence de pensionnat. Dans un département où les communications sont difficiles, où l'on ne trouve aucun centre populeux, où le chef-lieu n'offrait guère qu'une agglomération de 6 à 8.000 habitants, un externat ne pouvait réunir qu'un petit nombre d'élèves. Et, tout bien considéré, je n'hésite même pas à dire, que pendant l'an VII, l'an XI et l'an XII, le nombre des élèves qui fréquentèrent l'école est tout ce qu'on pouvait s'attendre à y voir, dans de pareilles conditions.

L'état de délabrement où était le local de l'école était peu fait aussi pour attirer les élèves et pour inspirer confiance aux parents.

Il faut ne pas oublier encore que l'existence de l'école centrale de Gap fut longtemps incertaine. A peine était-elle ouverte qu'on parlait de sa suppression ; à peine le calme était-il revenu après les difficultés de la fin de l'an VII et de l'an VIII, qu'on annonçait sa fermeture prochaine et une nouvelle organisation de l'enseignement. Aussi les parents à qui leurs ressources permettaient de tenir leurs enfants en pension, les envoyaient à Grenoble, où dans les villes voisines, dont les écoles avaient un avenir assuré.

Du reste, il est rare qu'un établissement se fasse accepter du jour au lendemain. J'espère pouvoir écrire un jour l'histoire du collège d'Embrun et du collège de Gap avant la Révolution, et l'histoire des collèges de Gap, Embrun et Briançon depuis la suppression de l'école centrale. On y verra combien pénibles et précaires furent les premières années de leur existence. Le collège d'Embrun lui-même qui fut très florissant vers la fin du XVII^e siècle et dans la première moitié du XVIII^e, n'arriva qu'après avoir traversé bien des difficultés à cet état de prospérité. En

réalité, l'école centrale ne dura pas assez longtemps pour acquérir un plein développement. Mais, créée par la République, elle devait partager le sort du régime qui l'avait établie et disparaître avec lui.

Ajoutez à cela une espèce d'indolence, d'insouciance de la part de beaucoup de parents. Nous avons vu les administrateurs et le Préfet du département leur adresser souvent des reproches à ce sujet.

Recruter des élèves ne devait pas être, d'ailleurs, chose facile dans l'abandon complet où était l'enseignement primaire. Le goût de l'étude, la légitime curiosité, d'où naît le désir de s'instruire ne vient que par degrés. Si, même dans les départements où l'enseignement primaire était régulièrement organisé, on sentait qu'il y avait une lacune entre les écoles primaires et les écoles centrales auxquelles rien ne préparait, pouvait-on obtenir de bons résultats dans notre département où peu de communes avaient un instituteur, où l'enseignement primaire était *nul*, suivant l'expression de Bonnaire ?

Enfin ce qui arrêta le développement de l'école centrale de Gap, qui l'abattit pour toujours au moment où elle semblait sur le point de prendre son essor, ce furent les revers de l'armée d'Italie. La frontière menacée, l'école centrale reste déserte, tout comme nous avons vu, en 1870, nos lycées et collèges des départements envahis ou menacés rester un moment déserts.

Mais, si l'école centrale de Gap, comme plusieurs autres, fut toujours languissante, ce n'est pas à dire qu'elle n'ait eu aucun résultat heureux, qu'elle n'ait rendu aucun service.

Je n'énumérerai point ici toutes les améliorations que cette période nous a laissées en héritage ; une plus large place donnée dans les programmes aux mathématiques, à la physique, à la chimie, à l'histoire naturelle, aux langues vivantes, à l'histoire, à la géographie ; si bien que l'on peut considérer notre *enseignement moderne* comme un perfectionnement de l'enseignement des écoles centrales. Je renvoie, pour cela, aux ouvrages, déjà plusieurs fois cités, de M. Liard, de M. Gréard, d'Albert

Duruy et de plusieurs autres auteurs qui ont étudié la question dans ses résultats généraux.

Je ne suivrai pas non plus dans toute leur carrière, les jeunes gens qui furent élevés à l'école centrale de Gap, pour montrer que, citoyens utiles et honnêtes, ils firent honneur à leurs maîtres. Mais voici en quels termes notre compatriote, Farnaud, parlait d'eux, en 1811 :

« Déjà ils fournissent d'une manière distinguée la carrière qu'ils ont entreprise. A la rectitude de leur jugement, à leur manière d'écrire, aux grâces qu'ils développent dans le discours, on voit qu'ils ont été formés à une bonne école, et ils nous font connaître que cette lacune, si déplorable, de l'instruction pendant les orages, ... n'a point marqué dans Gap, d'une manière sensible... ».

Reconnaissons donc que si, pareille au soleil d'hiver lent à émerger de nos montagnes, prompt à disparaître à l'horizon, l'école centrale de Gap ne brilla jamais d'un bien vif éclat, elle ne laissa pas d'échauffer et féconder les jeunes intelligences de l'époque.

F.-N. NICOLLET.

CHRONIQUE TRIMESTRIELLE

Quand nous terminions la dernière chronique trimestrielle en signalant l'incendie des Vigneaux, nous ne pensions pas avoir le déplaisir de commencer celle-ci par un sinistre semblable.

Le jeudi soir, 20 avril, le village d'Annelles était la proie des flammes. Le désastre a été considérable, malgré tous les généreux efforts tentés par la population entière et par les habitants des villages voisins.

Les pertes matérielles sont évaluées à près de cent mille francs : vingt-trois maisons ont été détruites.

Des citoyens dévoués, en voulant porter secours à une malheureuse femme tombée dans le brasier, ont reçu de nombreuses brûlures.

Sur la demande de M. le Préfet du département, M. le général baron Berge, commandant du 14^e corps d'armée, a bien voulu envoyer des militaires pour aider à la reconstruction des maisons incendiées.

..

La population de Gap a vu, le 7 mai, s'ouvrir devant elle, pour un jour, les portes de la nouvelle cathédrale.

Les autorités religieuses et municipales avaient demandé que la première communion y fut célébrée.

Une foule considérable circulait à l'aise dans les vastes nefs et l'on a pu admirer le pavé entièrement en mosaïque, la série des trois verrières du rang supérieur de l'abside du chœur, dont la description figure dans la chronique de janvier 1892 et qui a pu être continuée grâce à de généreuses souscriptions particulières.

Les trois baies inférieures, les baies centrales des deux absides latérales, et, enfin, les trois baies de la chapelle de la vierge, sont maintenant garnies de vitraux dont le mérite ne laisse rien à désirer tant pour la délicatesse du dessin que pour l'éclat des couleurs.

L'ouverture définitive de l'édifice est annoncée, d'une manière officielle, pour une époque prochaine. Les jour-

naux de la localité ont donné le chiffre des dépenses prévues au budget de cette année, pour l'achèvement de ce monument.

..

M. le général de Miribel a inspecté, durant le mois de juillet, les travaux exécutés sur la frontière des Alpes.

Il a visité les fortifications de Briançon, Château-Queyras, le fort Tournoux, et a parcouru ces belles routes par lesquelles nos troupes pourront désormais se rendre rapidement d'une vallée à l'autre et escalader les monts les plus escarpés.

Partout sur son passage les habitants de nos montagnes ont donné au chef de notre état-major des témoignages non équivoques de leur sincère patriotisme. A Embrun, les rues étaient ornées de guirlandes aux couleurs nationales.

Partis le 22 juillet de cette ville, M. le général de Miribel et les officiers qui l'accompagnaient, ont pris la route du Parpaillon pour se rendre à Jausiers, où devaient le rejoindre, par le col de Vars, quelques officiers restés à Guillestre. De là M. de Miribel continue sa route et visite les principaux cols des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes.

Au moment où le *Bulletin* était sous presse, nous apprenons le voyage de M. le général Loizillon, ministre de la guerre, dans notre département. Nous parlerons de ce voyage dans le prochain *Bulletin*.

..

Mercredi 2 août, M. Gabriel de Mortillet, professeur à l'école d'anthropologie, ancien conservateur du musée de St-Germain-en-Laye, était de passage à Gap pour examiner l'authenticité des dolmens découverts dans la région par M. David Martin.

Avant de partir pour son excursion, l'éminent anthropologiste a visité le musée archéologique de la préfecture qu'il a trouvé d'un haut intérêt, et il a fait ressortir davantage qu'il y aurait à organiser un musée local. Les dessins géologiques de B. Blanc ont attiré son attention, et il les considère comme fort intéressants au point de vue des

études scientifiques. En sortant du musée, il est allé chez M. Dupont-Delporte, ingénieur des chemins de fer, pour examiner les objets divers qui ont été trouvés dans les tranchées à la Selle, près Gap; objets déjà signalés dans le *Bulletin de la Société* (juillet 1892). L'importance de cette trouvaille a frappé M. de Mortillet qui assigne pour date à ces divers objets la fin du deuxième siècle de notre ère. Cet illustre savant est persuadé que de nouvelles fouilles amèneraient des découvertes encore plus intéressantes.

En sortant de Gap, M. de Mortillet s'est dirigé d'abord vers les blocs erratiques situés entre Romette et le troisième kilomètre de la route d'Embrun. L'un de ces blocs portedes cupules ouécuellesintentionnelles, que M. de Mortillet juge authentiques, datant de l'époque préhistorique des dolmens, mais dont la destination est encore problématique.

De là, M. de Mortillet a pris la route de Savines pour gagner par Pontis le Villard d'Ubaye où se trouve, près de la maison Beraud, un dolmen composé d'une dalle de deux mètres soixante-quinze centimètres, portant sur des pierres dressées et enfoncées dans le sol, formant une chambre de soixante-dix centimètres de hauteur sur un mètre à deux mètres de dimension. On l'appelle dans le pays *Baouma*. M. de Mortillet lui trouve tous les caractères des monuments mégalithiques.

Le temps et les circonstances n'ont pas permis de visiter d'autres dolmens qui se trouvent à l'Est du hameau.

Du Villard, il a gagné les hauteurs de St-Vincent, au col de St-Jean, où se trouve, sur les pentes Nord, dans un fourré de bois de pins séparant les Berlies du Lac de St-Lagier, un bloc de quatre mètres de longueur sur deux de largeur et sur quatre-vingts centimètres à un mètre d'épaisseur, portant sur deux moellons d'un côté et sur la colline de l'autre. Le dolmen paraît n'être qu'un bloc erratique qui aurait été excavé par dessous. Le sol de la chambre intérieure contient des lits de cendre. M. de Mortillet est d'avis, ainsi que M. Martin, que ce n'est qu'un faux dolmen.

Il en est de même de la grande pierre en euphotide qu'on remarque au dessous de St-Martin de Selonnet, dans une vigne au-dessus de la route, et qui est dans les mêmes conditions de position et d'aménagement que la précédente.

Des mesures seront prises, sous peu, pour assurer la conservation du dolmen du Villard et, si possible, des faux dolmens que nous venons de décrire.

En rentrant à Gap, M. de Mortillet s'est rendu chez M. Billecard, inspecteur des forêts, où M. Perrot, inspecteur-adjoint, avait apporté le trésor de l'Orberie qu'il vient de sauver de la destruction. Ce trésor se compose d'objets en bronze comprenant : 1° une superbe ceinture entière, dont on ne connaissait jusqu'ici, en France, qu'un seul spécimen ; 2° dix colliers entiers et un très beau bracelet ornementé ; 3° une foule de boutons et une plaque ayant servi de visière à une bride, etc. M. de Mortillet voit dans ce trésor une cachette de marchands de la fin de l'époque du bronze, c'est-à-dire du commencement de l'époque étrusque, vers 750 avant la fondation de Rome environ 400 ans avant la guerre de Troie. Il serait à souhaiter, à son avis, que le département des Hautes-Alpes pût faire l'acquisition de ce trésor pour enrichir son musée, pour ne pas en laisser profiter les musées étrangers, comme il est arrivé pour un trésor analogue trouvé à Réallon, il y a quelques années.

F.-N. NICOLLET.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

Assemblée trimestrielle du 10 Juin 1893.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE.

Étaient présents :

MM. l'abbé ALLEMAND ; ANDRÉ ; le chanoine Z. BLANCHARD ; GAUTIER, vice-président ; J. JEAN, trésorier ; D. MARTIN ; NICOLLET, secrétaire ; A. ROCHE ; C. ROCHE ; ROMIEU ; SIBOUR ; WILHEM.

M. LEMAÎTRE s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la réunion.

M. GAUTIER, vice-président, ouvre la séance et donne la parole au secrétaire pour l'expédition des affaires courantes.

Celui-ci expose que, conformément à ce qui avait été décidé à la dernière réunion, il a pris livraison des ouvrages et périodiques divers qui étaient encore entre les mains de M. l'abbé Guillaume. La collection est à peu près complète, il n'y manque guère qu'une vingtaine de plaquettes qui ont dû disparaître dans l'incendie qui détruisit une partie de la bibliothèque de M. l'abbé Guillaume.

Maintenant que tout ce qui appartient à la Société est réuni dans ses vitrines, il serait urgent de terminer le classement et de dresser un catalogue. MM. le Secrétaire et le Secrétaire-adjoint sont chargés de ce travail.

Une demande d'indemnité pour travail supplémentaire adressée à M. le Président par M. IMBERT est renvoyée au comité d'administration.

M. BURLE, notaire à Tallard, et M. le docteur EBRARD, médecin à Tallard, présentés par MM. MARTIN et NICOLLET sont nommés membres de la Société.

M. le Trésorier fait part de la démission de M. DULTIER, chevalier de la Légion d'honneur.

La Société d'études des sciences naturelles d'Elbeuf propose l'échange de ses publications avec celles de la Société. — Adopté.

Sur la demande de M. le Président de *l'Union centrale des arts décoratifs*, l'assemblée émet un vœu favorable et

adopte en principe le projet d'un congrès des arts décoratifs qui se tiendrait au printemps de 1894.

L'Académie d'histoire et antiquités de Stokholm réclame les bulletins de la Société d'études de 1889 à 1893. — Renvoyé au comité d'administration.

M. WELTER, libraire, rue Bonaparte, 53, Paris, demande à quel prix on pourrait lui céder une collection complète du bulletin depuis la fondation de la Société. — Renvoyé au comité d'administration.

M. BAILLIÈRE, libraire à Paris, demande qu'il lui soit envoyé une liste des membres de la Société d'études. — Adopté.

M. l'abbé GUILLAUME présente de la part de M. le Dr BLANCHARD, une série de mémoires et bulletins de la *Société zoologique de France*.

M. le Secrétaire propose de réserver dans les bulletins de la Société d'Études, sous une rubrique générale une place aux documents curieux ou intéressants sur l'histoire des Alpes. — Adopté.

M. l'abbé GUILLAUME au sujet de la précédente proposition, présente deux parchemins appartenant aux archives municipales d'Embrun, avec deux sceaux en cire dont un très bien conservé. — Publication adoptée en principe.

M. D. MARTIN donne quelques détails sur une excursion qu'il a faite récemment à la montagne de Céüsette ou petite Céüse, avec deux de ses collègues. Il a surtout remarqué deux grottes appelées *les Gleissettes*, dont une, la plus haute, lui a paru fort curieuse, mais l'accès en est difficile et il serait à désirer que le C. A. F. voulut bien voter une légère somme pour le rendre plus commode. Remarqué encore une pierre, haute de 5 mètres environ, connue dans le pays sous le nom de *pierre de l'homme*, et représentant assez exactement une femme accroupie ; c'est Niobé pleurant ses enfants ou plutôt c'est la fée Céüsette.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

Le Vice-Président,

GAUTIER.

Le Secrétaire,

NICOLLET.

NÉCROLOGIE

Le 20 juin, de nombreux amis, accourus pour rendre ce triste hommage à un homme de bien, accompagnaient à sa dernière demeure M. Nicolas, conseiller général du canton d'Orcières, juge de paix à Marseille (deuxième canton).

Nicolas (Jules-Auguste), était né, le 19 février 1839, à St-Jean-St-Nicolas, d'une des meilleures familles du Haut-Champsaur. Après avoir fait ses études et avoir acquis la pratique des affaires à Gap, il acheta, vers 1864, l'étude de notaire d'Orcières.

Elu conseiller général de ce canton, 4 octobre 1871, en remplacement de M. Baille, il céda son siège à M. Cézane, député des Hautes-Alpes, en 1872. Quand celui-ci mourut, M. Nicolas fut de nouveau nommé conseiller général et il n'a plus cessé de l'être jusqu'à sa mort.

En 1885, il fut nommé juge de paix à Gap. Dans ces nouvelles fonctions il sut se faire apprécier par sa dignité et par la rectitude de son jugement, si bien qu'il passa, peu de temps après, à la justice de paix de Grenoble, puis à celle de Toulon.

Comme récompense et couronnement de sa carrière toute de dévouement et de probité, il aspirait à être nommé à Marseille, — il nous le disait encore au mois d'avril dernier, — et nous fûmes tous heureux de son honneur en apprenant, vers les premiers jours de juin, qu'il venait d'obtenir ce comble de ces vœux. Mais, hélas ! il n'eut pas longtemps à jouir de cette satisfaction. A peine apprîmes-nous qu'il avait prêté serment, le 8 juin, devant la première chambre du tribunal civil de Marseille, que nous apprîmes aussi sa maladie. Quinze jours après il mourait, regretté de tous ceux qui le connurent.

Bon et affable pour tous, il inspirait le respect et l'amitié à tous ceux qui l'approchaient.

Très dévoué à son pays, s'intéressant à tout ce qui tend à faire connaître l'histoire de notre département, M. Nicolas avait été un des premiers membres de la *Société d'Etudes* et n'a jamais cessé de prendre le plus vif intérêt à tous ses travaux.

BIBLIOGRAPHIE

(Les ouvrages offerts à la Société sont numérotés).

35. — **L'insinuation dans la vallée de Barcelonnette**, par M. François Faure, notaire ; plaquette de 10 pages, extraites des *Annales de l'enregistrement* (3^e série, 1893). — Havre, imprimerie Mures, 1893.

36. — **Faure de Chaillol**, par Célestin Roche ; plaquette de 14 pages ; Gap, E. Jouglard, imprimeur de la Société d'Études, 1893. — **A la Durance** (déjà annoncé dans le bulletin du mois d'avril). — **La mission de l'agent-voyer**, par le même ; plaquette de 16 pages ; Forcalquier, A. Crest, imprimeur de l'Athénée, 1893.

37. — M. Célestin Roche a, de plus, donné à la bibliothèque de la Société les trois rapports adressés par lui au conseil général en qualité d'agent-voyer d'arrondissement, en 1888, 1889, 1890 (session d'août) ; Gap, imprimerie Jouglard père et fils.

38. — **Rapport sur les archives des Hautes-Alpes en 1892-1893**, par M. l'abbé P. Guillaume, archiviste ; plaquette de 16 pages ; Gap, imprimerie A. Fillon, 1893.

Renseignements pratiques pour remédier à la disette des Fourrages, par M. Jules Jean ; Gap, imprimerie E. Jouglard, 1893.

Notice historique sur l'École Centrale de Gap, par M. F.-N. Nicollet, professeur au lycée de Gap (3^e partie) ; Gap, imprimerie E. Jouglard, 1893.

39. — **L'Eglise des Marrons**, poème en trois chants, par M. l'abbé F. Allemond ; 1890, Jouglard, Gap.

40. — **Notre-Dame du Laus**, poème en cinq chants, par M. l'abbé F. Allemond ; 1892, Vallier, Grenoble.

MM. les Sociétaires recevront gratuitement un exemplaire des Chartes de Durbon qui doivent paraître prochainement.

GAP, JOUGLARD, imprimeur de la Société d'Études.

TOPOGRAPHIE ET ARCHÉOLOGIE

DU CANTON DE VEYNES

A TOUTES LES ÉPOQUES

VI. — VÉRAS

Sur la commune d'Oze se trouve le petit territoire de Véras, situé sur le bord du Buëch et formant là une plaine où s'élèvent de petits tertres arrondis. Dans cette plaine ont été trouvées, ainsi qu'il a été dit, trois hachettes celtiques, ce qui nous dit que Véras était habité à une époque reculée. Ce nom de Véras, en latin *de Vérano*, *de Véranis*, dérive très-probablement de Véra, non d'homme. Sur le territoire fut un prieuré qui en prit le nom.

Ce prieuré, dans la bulle d'Eugène III, en 1152, est revendiqué comme une ancienne possession de la Novallaise, *in vérano ecclesiam sancti petri*. Son origine première remonterait donc assez loin dans le haut moyen-âge.

En 1184, il appartenait à Cluny et, depuis le XIII^e siècle, il dépendait du prieuré de Romette. Il était sous le vocable de St-Pierre et constituait un bénéfice simple et régulier de l'ordre de St-Benoit. Il possédait quelques droits seigneuriaux sur la Val-d'Oze. De ses dîmes il retirait 59 charges de blé et de son domaine 54.

L'ancien prieuré, vendu comme bien national et qualifié aujourd'hui de château, s'élève au débouché d'une allée en charmille, au pied d'une petite butte complantée de pins. Il forme un quadrilatère avec une cour intérieure le divisant en quatre corps de logis. C'est dans cette cour où on pénètre par une porte cochère voûtée qu'est l'entrée

principale. A l'angle sud, s'élève une tour ronde. Les murs de cette tour et tous ceux du rez-de-chaussée ont une épaisseur de 1 m. 20 c. Ces parties sont fort anciennes et doivent remonter au ^{xii}^e siècle. Les autres parties, telles qu'une tourrelle accostant le mur du sud, et les étages supérieurs sont du siècle dernier. Ce château avait été incendié par le duc de Savoie en 1692, et depuis lors, il a été plusieurs fois restauré.

La chapelle primitive avait au moins 20 mètres de longueur ; il ne reste plus de la nef qu'un mur percé d'une fenêtre à plein cintre et quelques fragments de corniche en pierre.

Le chœur existe encore en partie et est devenu la chapelle actuelle. Cette chapelle a 6 mètres de longueur sur 4 m. 50 de largeur. Elle est cantonnée de deux chapelles latérales ; celle de droite est intacte, et celle de gauche a été murée. L'abside est circulaire et a été percée récemment, d'une fenêtre à arc brisé. Les voûtes sont en berceau, à plein cintre, avec arc-doubleaux ; les retombées de l'arc de la chapelle latérale sont surcorniche dont l'abaque est ornée de méandres sculptés en creux, et dont la gorge présente des larmes fortement détachées et en haut relief. A la retraite du chœur et soutenant l'arc-doubleau sont deux colonnes de 1 m. 80 c. de hauteur et de 0 m. 82 c. de tour. Elles sont surmontées de chapiteaux carrés avec volutes. Sur celui de droite, sont sculptées deux têtes, dont l'une d'évêque avec mitre, et l'autre de moine ornée d'un fleuron ; sur celui de gauche, sont deux têtes d'évêque ; l'une d'elles a au-dessous deux mains tenant des boulettes de coton : c'est un évêque consacrant une église. Aux quatre angles, des feuilles d'acanthé entourent les figures. Au-dessus, les tailloirs sont ornées de perles fouillées à jour. Les fûts avec la plinthe et le tore sont d'une seule pièce ; ils reposent sur de simples dés en pierres. Ces colonnes datent du ^{xii}^e siècle. Aux deux angles du bas de la nef actuelle, sont deux autres colonnes de dimensions plus grandes, avec chapiteaux à palmettes sans figures humaines et différant l'une de l'autre ; l'une en marbre blanc, l'autre en marbre vert, placées du côté

le moins poli, ne supportant pas l'arc-doubleau et, par conséquent, empruntées à un autre édifice. Ces colonnes sont aussi du ^{xii}^e siècle. La pierre d'autel est une monolithe de marbre rose et vert. Le devant de l'autel est en cuir gaufré représentant des fruits dans des feuillages dorés et argentés sur un fond vert foncé. Le tabernacle en noyer sculpté est de l'époque de Louis XIII ; il est orné de statuettes et de têtes d'anges bouffis. Ce tabernacle, ainsi qu'un bras en plâtre formant torchère, sont du siècle dernier.

Le château de Vêras possède un musée où sont réunis des objets rares et variés dont un grand nombre provenant de l'Extrême-Orient ; les riches collections commencées par M. J. Itier, père, sont continuées avec beaucoup d'intelligence et de soins par M. P.-J. Itier, son fils, conseiller général des Hautes-Alpes.

VII. — ST-AUBAN D'OZE.

La commune de St-Auban-d'Oze est située au couchant de celle d'Oze, et n'en est séparée que par la colline de St-Laurent. Elle forme un bassin très-resserré, d'où la vue s'échappe, au sud-ouest, vers la Bâtie-Montsaléon. Le sol arable est fertile, mais fortement exposé aux ravages des eaux. On y trouve beaucoup d'arbres à fruit et surtout de beaux noyers, qui tendent à devenir de jour en jour plus rares. Non loin du village, est une carrière de tuf, ainsi qu'une roche abondante en pyrites. Aux environs se dressent les sommets d'Avette, de Côte-Belle et d'Oules. De ce dernier, la vue est splendide. La commune comprend six hameaux : St-Auban, chef-lieu, les Forestiers, les Richardets, Villoreto, les Sagnères et les Moyniers. La population est de 108 habitants dont 33 électeurs, et la superficie de 1331 hectares.

A l'époque de l'âge de pierre, St-Auban fut habité ; c'est ce qu'attestent quatre hachettes celtiques trouvées sur son territoire.

Aux époques romaine et franque, il exista très probablement un hameau à Champ-Corréard, près des Sagnères.

En 1879 on a trouvé là des substructions antiques, des tuiles à rebord, des fragments de maçonnerie et une monnaie de Domitien. Dans les mêmes temps, le hameau des Richardets se trouvait emplanté dans un quartier voisin appelé *Villoret*, diminutif de *Villa*. Alors aussi existait à la place qu'il occupe encore dans la montagne le hameau de Villoret.

Un chemin, partant du Saix situé à cette époque à St-Vincent, se bifurquait aux Sagnères ; une branche se dirigeait vers le hameau de Champ-Corréard ; l'autre longeant le torrent, passait sous le cimetière, puis prenant le nom de *Chemin-Ferré*, aboutissait aux Richardets ; des tronçons de ce dernier existent encore. Un troisième chemin arrivait du Saix, par les Drayols, au hameau de Villoret, d'où il sortait et, montant par la *Chareirasse*, passait un col et débouchait sur le terroir de Clausonne.

A la même époque, il existait sur le torrent de Roche-Corbière, une fabrique de poterie ; une crue du torrent mit à jour, en 1884, de nombreux fragments de tuiles à rebords joints à des débris de terre cuite. Il y eut aussi au *Clot-la-Selle*, ainsi que le nom l'indique, une antique forêt, maintenant disparue, et une autre, au quartier du *Fai de Fagus*, hêtre. Dans le quartier de *La Condamine* (copropriété), a été exhumée, il y a trente ans, une auge sépulcrale ; elle était en tuf avec couvercle de même, jointoyée avec soin, et contenant deux squelettes que quelques secousses suffirent à faire tomber en poussière ; c'était une tombe de l'époque Franque.

Au XI^e siècle, quand l'ancien village d'Oze fut transféré du pré Davin sur la colline de St-Laurent, les habitants du hameau situé à Champ-Corréard durent y émigrer. Celui des Richardets quitta le champ de Villoret et alla s'implacer où il se trouve aujourd'hui. Ce hameau figure, comme partie contractante, dans la charte des Augers en 1358. St-Auban n'existant point encore, les Richardets devaient s'étendre sur un plus vaste territoire et avoir alors une plus grande importance qu'aujourd'hui. Le hameau de Villoret ne paraît pas avoir changé sensiblement de place ; mais il était également plus considérable et se composait

encore, en 1715, de plus de 15 maisons. Au dessus des habitations, est un quartier appelé St-Martin, où on a découvert des restes de murs et des voûtes, des tombes et des caveaux, divers objets en plomb et en fer. La tradition rapporte qu'il y eut là une maison religieuse; peut-être était-ce la chapelle et le cimetière du hameau. Près des maisons, on a trouvé une épée de 1 m. 10 c. de long avec lame très effilée, datant probablement du XVI^e siècle. Il y eut aussi, à une époque reculée, des habitations foraines aux lieux appelés *Grangeon*, *Grange-des-Ribes*, *Champ-la-Grange*, ainsi que ces noms l'indiquent. Dans ce dernier quartier, on voyait, en 1640, d'après le cadastre, une maison en ruines.

En 1472, après l'incendie de l'ancien *Castrum* d'Oze situé sur St-Laurent, les habitants construisirent, ainsi qu'il a été dit, les uns, le nouveau village d'Oze, et les autres, celui de St-Auban. Oze eut de son côté la seigneurie, la paroisse et la communauté. St-Auban fut réduit à l'état de simple hameau. Son nom commence d'apparaître, en 1525, dans l'hommage de Jeanne de Gasté, *in territorio Sancti Albani*. On trouve ensuite : *Oze St-Auban*, *Oze dit St-Auban*, *St-Auban-les-Oze* et enfin *St-Auban d'Oze*.

C'est entre 1570 et 1616 que la communauté fut constituée. A la première de ces dates, dans le parcellaire d'Oze, il fait encore partie de ce lieu. A la seconde, il a lui-même un parcellaire et porte le titre de communauté.

Pour la paroisse, après la destruction du *Castrum*, l'église de la colline continua de servir à St-Auban et à Oze pendant cent ans encore. Cette église ayant été démolie par les réformés vers 1580, St-Auban eut un secondaire, savoir, le prieur de Véras ou le curé d'Oze qui venaient, de trois en trois dimanches, célébrer la messe dans sa chapelle. Cette chapelle était, sans doute, l'une des deux qui figurent au rôle des décimes, en 1516, comme unies à la cure d'Oze, et dont le titre n'est pas indiqué. Elle était évidemment sous le vocable de St-Alban, martyr, et c'est elle qui a donné son nom au village. Après de longs démêlés avec le prieur de Véras, la chapelle de St-

Alban fut érigée en paroisse, en 1715, sous le vocable de St-Paulin. On construisit, l'année suivante, une maison curiale, en levant une imposition de 300 livres sur l'ensemble de la paroisse. St-Auban eut dès lors des curés résidents, mais les prieurs de Véras, prétendant conserver des droits sur la nouvelle paroisse, des procès se poursuivirent pendant toute la fin du XVIII^e siècle. L'ancienne chapelle de St-Alban, devenue l'église de St-Paulin, fut restaurée en 1817, et a été reconstruite en 1886. Elle est située au centre du village sur une butte dominant le val-lon. Elle a 13 m. de long sur 5,50 de large. La nef a trois travées ; les voûtes sont en arête avec arcs à plein cintre au milieu, et arcs brisés sur les côtés ; les arcs doubleaux les séparant ont leurs retombées sur corniches servant elles-mêmes de chapiteaux aux piliers. L'abside est carrée avec fort pilier et arc doubleau à la retraite, voûte de même que la nef et fenêtres à trois baies au fond. L'église est ornée d'un maître-autel en marbre, de gradins de même servant d'autels suspendus à la Vierge et à St-Joseph, et d'un tableau représentant St-Paulin. En face de l'église, sur la même butte, a été érigée, en 1888, une colonne en pierre blanche, surmontée d'une statue du Sacré-Cœur ; le tout atteint une hauteur de 8 mètres.

En 1844, St-Alban a été substitué à St-Paulin comme patron. Il est question de restituer à l'église ce dernier vocable, qui est celui de la paroisse, tout en laissant subsister le premier, qui fut celui de la chapelle.

VIII. — CHABESTAN.

La commune de Chabestan est située au dessous de celle d'Oze sur la rive gauche du Buëch. Le territoire est semé de petits monticules dénudés, au bas desquels son des prairies et de vergers. On y trouve des quartiers productifs, mais d'autres sont marécageux. La commune comprend le village, chef-lieu, de Chabestan, et les petits hameaux du Pont-de-Chabestan, des Bonet et des Candy, ainsi que le prieuré, les deux châteaux, l'ancien fief de Champcrose,

et diverses fermes. La population est de 217 habitants, et la superficie de 1220 hectares.

Le nom de Chabestan, du latin *Caput-Stagni*, tête, sommet de l'étang, est antérieur au moyen-âge. Il a désigné en principe, non point un village, mais une partie de territoire située au dessus d'un pré marécageux appelé encore aujourd'hui *Pré-l'Etang*. On pourra du reste se reporter à l'article que j'ai publié dans l'avant dernier Bulletin de la Société d'Études sur la *bataille de Montse-leucus et le prétendu lac de Chabestan*, et dans lequel je crois avoir démontré qu'il n'y a jamais eu de lac dans la plaine de Chabestan et de la Bâtie-Mont-Saléon.

Aux époques romaine et franque, il existait un groupe de maisons dans le quartier appelé *le Villard*, comme le nom l'indique.

Au XI^e siècle, quand on quitta la plaine pour se fixer sur les hanteurs, la population, éparse sur le territoire, vint s'établir sur la colline de la *Tour*. C'est alors, à mon avis, que le hameau prit le nom de Chabestan, c'est-à-dire, celui qu'avait déjà le quartier et qu'il tirait du pré marécageux dont on voit encore les restes.

Sur cette colline, Chabestan forma un village avec sa seigneurie et sa paroisse. Là était le champ de Vières, ou du village, et c'est dans son enclos que se trouvaient les habitations. Là était un château-fort ; en 1399, d'après un dénombrement, la tour existait encore et, en 1643, d'après le cadastre, elle était en ruine. Là était l'église. Elle avait pour patron St-Cassien. Pendant les guerres de religion elle fut démolie. En 1643, on voyait encore des restes de murs, ainsi qu'un chemin menant au prieuré.

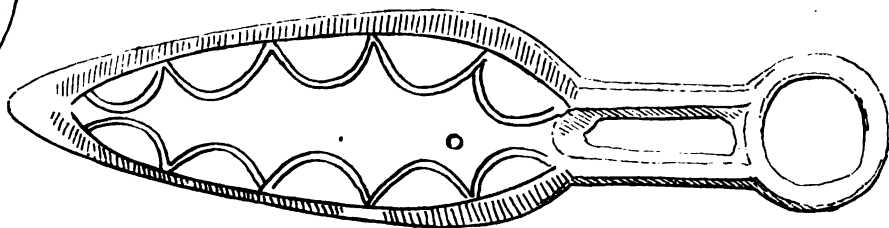
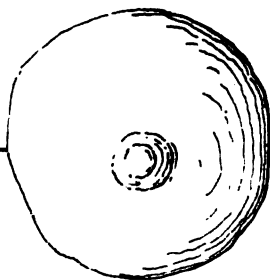
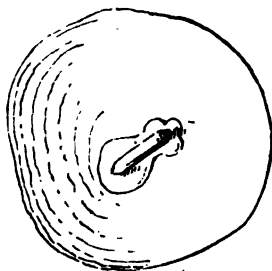
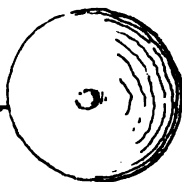
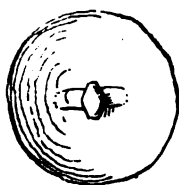
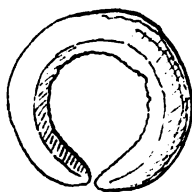
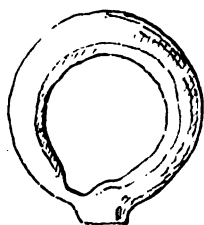
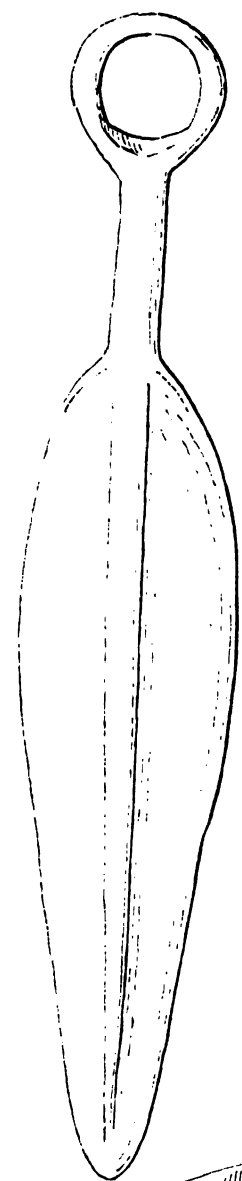
Au XV^e siècle, quand les populations redescendirent dans la plaine, Chabestan quitta la colline de la *Tour*, et vint construire ses nouvelles demeures dans leur lieu actuel. Deux familles, les Bonet et les Candy, fondèrent les hameaux qui ont depuis porté leur nom.

La seigneurie de Chabestan formait au moins cinq coseigneuries ¹. Deux châteaux furent alors construits presque

¹ Voir *Tableau histor. des Hautes-Alpes*, par M. J. Roman.

porte à porte dans le site le mieux choisi de la plaine. Le petit se compose d'un corps de logis cantonné, au sud, de deux tours ; peut-être y en eut-il quatre en principe. Les murs ont été crépis à l'extérieur ; les portes, les fenêtres, l'intérieur, tout a été refait dans un style moderne, et il est difficile de reconnaître aujourd'hui le caractère de l'édifice primitif ; néanmoins on peut juger qu'il est du XIV^e siècle. Une salle porte le nom de *chambre de l'évêque* ; c'était celle réservée à Claude-Marie du Roux de Laric, évêque de St-Flour au siècle dernier. Le grand est formé d'un vaste corps de bâtiment au fond d'une large cour. Il est accosté d'un reste de tour octogone percée de fenêtres en accolade. A côté de la tour on voit une grande fenêtre à croisillons aujourd'hui murée. La chapelle, sous le vocable de St-Antoine-de-Padoue, a été construite, vers 1680, par Jacques Amat, seigneur de Chabestan ; elle servait de lieu de sépulture aux seigneurs. Dans le mobilier, on remarque une belle glace de Venise avec bordure en cuivre repoussé du XVII^e siècle, ainsi qu'un coffre-fort, à serrure compliquée, de la même époque. Ce château datait du XVI^e siècle, mais il a été refait en partie au XVIII^e. Une autre maison seigneuriale, appartenant aujourd'hui à M. Augier, a été possédée par les familles d'Urre, de Glandevès et de Vitrolles ; elle est ornée de reliefs en plâtre du XVII^e siècle et porte à l'intérieur des armoiries inconnues. Dans le hameau des Bouet, une habitation, probablement celle de la famille de ce nom, a une fenêtre en accolade et date du XV^e siècle. En 1778, fut construit un beau pont sur le Buëch par les soins de l'intendant du Dauphiné et sur les sollicitations du seigneur de Chabestan.

Au dessus de Chabestan, sur le bord du Buëch, est l'ancien fief de Champerose, qui fut successivement la propriété des Augers, des Vieux et des Gruel. On y remarque la tour construite en 1358, d'après la charte des Augers, moyennant 200 florins payés au seigneur en échange des libertés accordées. Elle a été depuis diminuée dans sa hauteur. Les murs ont près de 2 mètres d'épaisseur ; une porte et une fenêtre sont en accolade et por-





tent d'élégantes moulures en forme de festons ; au milieu sont les armoiries de la famille Vieux : *d'azur à la ren-contre de cerf d'or*. Diverses parties avaient été ajoutées au XV^e siècle.

L'ancienne église de St-Cassien, sur la colline, ayant été ruinée par les religionnaires, la chapelle du prieuré devint l'église de Chabestan et le sol environnant, son cimetière. Cet état de choses dura jusqu'en 1715. C'est à cette date que fut construite l'église actuelle sous le vocable de St Barthélemy. Elle est à murs massifs, avec voûte en berceau, à arc légèrement surbaissé. Elle possède un tableau de l'ancienne église, représentant St Cassien, et un calice paraissant être du XIII^e siècle portant le nom *F. de Michels*. La petite cloche est le don d'Angélique de Prégentil, femme du seigneur, Jacques Amat.

A un demi kilomètre du chef-lieu, à l'est, on trouve le prieuré. Il est situé au penchant d'un coteau ensoleillé, d'où le regard embrasse au loin le cours du Buëch et les massifs du Serrois. Le domaine, d'une contenance de 23 hectares en un seul tènement, s'étend au tour de la maison prieurale, et, audevant, coule à flots rapides la petite rivière de Maraise. Ce prieuré constituait un bénéfice régulier sous le vocable de Notre-Dame. Il était de l'ordre de St Benoit et dépendait du prieuré de Romette. Le juspatronat des églises du Saix et de Chabestan lui appartenait, et les dîmes qu'il en retirait étaient affermées 37 écus en 1613. Le prieur était coseigneur parier de la Val-d'Oze. Ce prieuré existait déjà en 1268 et il devait avoir été fondé selon toute probabilité, à peu près à la même époque que celui de Vêras.

La maison prieurale ne conserve plus d'intact qu'une grande pièce aux élégantes poutrelles. Le reste a été défait, refait et surtout amoindri. A peu de distance, au dessus, on remarque encore le tracé de la chapelle. Cet édifice avait 12 mètres de longueur sur 6 de largeur avec abside circulaire. Les murs ont une épaisseur de 1 m. 25 c. ; le revêtement est en pierres de taille appareillées avec soin et disposées en assises de 0,20 c. de hauteur. Cette chapelle doit être du XIII^e siècle. On a conservé deux

fragments de colonnettes en marbre blanc praissant anciennes. La chapelle du prieuré a servi de paroisse à Chabestan, ainsi qu'il a été dit, depuis 1580 jusqu'en 1715.

IX. — LE SAIX

La commune du Saix confine à la précédente. Elle se trouve située au point d'intersection de deux montagnes et manque d'horizon. Les deux torrents de Poutelier et de Maraise traversent son territoire. Ce dernier, qui descend de Clausonne, débouche sur le sol du Saix par une gorge pittoresque et sauvage. Le terroir cultivé comprend quelques quartiers fertiles plantés d'arbres à fruits. Au centre s'élève un tertre formant une plate-forme, appelée la *Citadelle*; c'est au pied de cette éminence que le hameau chef-lieu est construit. Avec les deux hameaux de La Péguière et du Sarret, et la commune de Clausonne maintenant réunie au Saix, il donne une population de 363 habitants dont 96 électeurs. La superficie est de 2.115 hectares.

Le Saix fut habité à l'époque de l'âge de pierre, témoin une hachette celtique trouvée sur son territoire.

Le Saix paraît tirer son nom de *Saxum*, le rocher, à cause sans doute, de la roche schisteuse au pied de laquelle il était construit, et ce nom paraît ainsi remonter à l'époque romaine.

Le Saix se trouvait alors au quartier de St-Vincent. Là était le cimetière qui est encore celui d'aujourd'hui. On y a découvert, en 1883, des tombes en maçonnerie contenant jusqu'à cinq squelettes ensemble, et des vases de terre d'une couleur grisâtre. Ces tombes doivent être de l'époque franque. En cet endroit on a mis à jour, à la même date, les fondations de l'ancienne église. Cette église avait 15 mètres de longueur sur 7 de largeur, avec abside circulaire et chapelle du côté gauche; les murs étaient en pierres de taille disposées par assises régulières de 0,20 c. de hauteur et avaient 1 m. 10 c. d'épaisseur; les tuiles du toit étaient à chenal très creuse; une pierre formant le rétable git encore sur le lieu. Cette église devait remonter au XIII^e siècle. Le quartier porte le nom

de St-Vincent ; c'était le vocable de cette église. A côté de St-vincent, est le quartier de *Très-Villard*, c'est-à-dire, au delà du village. Aux alentours du cimetière, ont été trouvés des fragments de maçonnerie et des tuiles à rebord, ainsi que diverses monnaies, notamment de Gallien, de Maximin et de Faustine. Deux chemins aboutissaient au village : l'un, qui porte encore le nom de *chemin ferré*, venait de Chabestan ; l'autre venait de la Charrière, où se trouvait le village primitif d'Oze. Deux autres chemins partaient du Saix, l'un pour monter à Champ-Corréard et aux Richardets, et l'autre à Villoret.

Au XI^e siècle, le Saix, passa de Saint-Vincent à la Citadelle. Là se trouvent les derniers restes d'une tour carrée de 7 mètres de côté ; les murs ont une épaisseur de 2 mètres et constituent un puissant massif de maçonnerie. Cette tour est du XII^e siècle, et c'est d'elle que le monticule a pris le nom de *Citadelle*. Elle formait un donjon qui fut probablement le seul château de cette époque. Audessous sont les ruines d'un château postérieur. Ce dernier a la forme d'un quadrilatère de 33 mètres de côté ; il est cantonné, au sud, de deux tours rondes, et percé d'une porte et de fenêtres à plein cintre ; les murs ont une épaisseur de 1^m20^c. Ce château est du XIV^e siècle. En 1434, d'après un document, il était défendu par un rempart ; ce rempart partait de la vieille tour carrée, suivait la crête de la colline et aboutissait à un corps de bâtiment, où on remarque encore des restes de voûtes et l'entrée d'une galerie souterraine. C'est là aussi que se trouvait la chapelle sous le vocable de Sainte-Catherine. Elle avait 8 mètres de longueur sur 4^m50^c de largeur, avec abside en rond-point ; les murs étaient en pierres de taille appareillées avec soin, et avaient une épaisseur de 1^m10^c. Un chemin, qui existe encore sur les flancs du mamelon, faisait communiquer St-Vincent et la citadelle. Tout près du château, on a trouvé un boulet de canon.

Au XV^e siècle, le village émigra peu à peu dans la plaine, de manière que les maisons les plus élevées furent rebâties au-dessous des plus basses devenues les plus

hautes. Quelques-unes restées sur la pente forment le quartier de *Vières*, c'est-à-dire de l'ancien village.

Le seigneur descendit à son tour dans la plaine et construisit le château moderne. Ce château forme un assez vaste corps de logis rectangulaire. Il est percé d'une porte en accolade double, ce qui nous indique qu'il est du XV^e siècle, et précise en même temps la date de l'émigration. A l'intérieur, il ne présente rien de remarquable. De ce château dépendait trois domaines : la Seigneurie, St-Paul et le Sarret. Les cens et autres droits seigneuriaux étaient affermés, en 1693, au prix de 300 livres. Sur 202 florins que le fonds territorial était allivré au parcellaire, les terres nobles l'étaient pour 70, les terres ecclésiastiques pour 4 et les terres roturières pour 127.

L'ancienne église et le cimetière de St-Vincent continuèrent de servir aux habitants après la translation du village à la *Citadelle*. Il n'existe, en effet, sur cette hauteur, aucun vestige d'église, ni de cimetière ; la chapelle de Ste-Catherine était celle du château, et sa dimension eût été tout à fait insuffisante pour la paroisse. Cette ancienne église fut très probablement détruite par les réformés, comme la plupart de celles des environs¹. On construisit alors, au centre du village nouveau, l'église actuelle sur le même plan que la précédente. Cette église a 15 mètres de longueur sur 7 de largeur avec chapelle du côté droit et abside en cul de four ; la voûte est en berceau et à arc légèrement surbaissé. Elle mériterait d'être restaurée et agrandie. L'une des cloches porte la date de 1697. Le cimetière est encore celui du haut moyen-âge ; il forme un vaste enclos et a été entouré de murs, en 1883. La cure était située au-dessous de l'église. En 1661 et 1672, des arrêts du parlement ordonnent de la rendre « logeable ». En 1710, elle est encore « inhabitable et inhabitée ». A la fin du siècle, elle est échangée contre une autre maison, laquelle a été transformée, en 1883, en la cure actuelle. Le curé prenait le tiers des dîmes ren-

¹ Tous les ans, à l'Ascension, la paroisse fait une procession, devenue traditionnelle, à cette église.

dant 10 charges de blé et 1 charge $1/2$ de vin ; les deux autres tiers étaient perçus par le prieur. En 1613, il est dit qu'il n'y avait plus eu de curé depuis 20 ans.

A quelque distance du Saix, dans la montagne, on trouve un petit enclos portant le nom de *St-Ponson* et une roche creuse appelée *Four des Monges*. La tradition dit qu'il y eut là une maison religieuse sous le vocable de St-Pons, et on y trouve, en effet, des substructions. Peut-être était-ce une ferme appartenant au couvent de Ste-Claire, de Sisteron, qui a possédé différentes propriétés à Upaix, Lagrand et Veynes.

Sur le sol du Saix et se rapportant à l'époque qui nous occupe ont été trouvées des monnaies de Philippe-Anguste, d'Urbain VIII, de Louis XIII, de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI.

X. — CLAUSONNE.

A un demi-kilomètre du Saix, à l'est, on entre par la gorge du Gouraou, dans l'étroit défilé de Maraise. On marche entre deux rochers surplombant un torrent au lit profond. Le site est imposant et austère. On monte. Tout-à-coup le défilé s'élargit et forme au centre de la montagne un petit bassin circulaire. C'est là que Clausonne est située. Au-dessus, s'élève le mont Aujure dont le sommet se dresse à 2.000 mètres d'altitude. La population, avant d'être réunie à celle du Saix, était de 36 habitants, et le territoire avait une superficie de 577 hectares.

Clausonne fut habité à l'époque gauloise, comme l'indique une hachette celtique trouvée près du village, et à l'époque romaine, témoin une monnaie de la colonie de Nîmes, recueillie au même endroit ; cette hachette et cette monnaie se trouvent déposées au musée des Hautes-Alpes.

Le nom de *Clausonne* vient du latin *Clausum* fermé, et le site enclos, de tout côté, au centre de la montagne, justifie bien l'appellation. Ce nom paraît remonter à l'époque romaine, et a dû désigner d'abord le territoire.

A moyen-âge, Clausonne possédait une abbaye et formait, de plus, une paroisse et une communauté.

Cette abbaye était sous le vocable de Notre-Dame. Elle appartenait à l'ordre de Chalais, et suivait la règle de St-Benoît. Sur cette donnée, il est certain qu'elle n'a pas été antérieure à l'an 1000, et, d'autre part, l'existence en est connue, d'une manière authentique, depuis 1200. C'est donc entre ces deux dates qu'elle aurait été fondée.

Elle possédait quelques droits seigneuriaux dans la Val-d'Oze. L'abbé figure comme seigneur parier à un concordat de 1268. De plus, il possédait, d'après le dénombrement de 1399, «*ès territoires du Saix, Chabestan et autres lieux, des métairies, cens et droits, sous la juridiction du seigneur majeur* ».

En principe, l'abbaye eut un certain nombre de religieux formant communauté. En 1570, elle en comptait douze. Peu de temps après, elle subit le vandalisme protestant, qui ruina ses édifices et massacra ses moines. D'après la tradition, une bande de sectaires, conduite par le capitaine Perrinet, venant de Barcillonnette, trouva les religieux dans la chapelle et les égorga sur place. En 1599, l'abbaye gisait encore dans ses ruines, et l'église servait d'étable aux animaux. Elle ne se releva jamais complètement et surtout n'eut plus de religieux, ni d'abbé résident. Elle fut mise en command et réduite à l'état de simple ferme, d'un revenu de 500 livres. En 1791, l'abbaye de Clausonne fut vendue 17.100 assignats, et vint d'être revendue 12.000 francs.

Il ne subsiste plus de l'abbaye primitive que quelques décombres. Elle était construite à une centaine de mètres de l'abbaye actuelle. Cette dernière date du XV^e siècle. Elle a la forme d'un quadrilatère. Les murs sont en pierres de taille appareillées avec soin ; les portes et les fenêtres sont en accolade ; les caves sont voûtées sur ogive, les nervures retombant sur des pilastres adhérent aux murs et sur un pilier trapu placé au milieu. Tous les à-côtés ont été ajoutés depuis les guerres de religion. Le moulin, le four, les écuries et les granges formaient autant de constructions séparées, dont on retrouve encore les fondations. Un souterrain voûté allait, dit-on, de l'abbaye actuelle à l'abbaye ancienne.

Quant à l'église, elle était encore, en 1708, en partie, démolie. C'est donc après cette date qu'elle a été relevée. Elle a 11 mètres de longueur sur 5 de largeur; la voûte est en berceau et à arc brisé avec abside ovale. Deux colonnettes en pierres de taille et reliées entr'elles, servant de support au bénitier, paraissent provenir de l'abbaye ancienne. Un calice en argent, de la renaissance, porte les armoiries suivantes : *de gueules et de sable, l'écu chargé de deux coursiers élançés et de quatre oiseaux de haut vol aux ailes éployées*. Il faut signaler également un assez joli tableau représentant l'Annonciation.

La paroisse était, comme l'abbaye, sous le vocable de Notre-Dame. Elle fut desservie, après les guerres de religion, par les curés dont la plupart étaient ceux de St-Auban-d'Oze, qui venaient célébrer un binage, en traversant la montagne. Elle a été érigée de nouveau, en 1861, sous le vocable de St-Blaise. Quant à la commune, elle vient d'être annexée à celle du Saix.

XI. — CHATEAUNEUF-D'OZE.

La commune de Châteauneuf-d'Oze est limitrophe de celle de St-Auban-d'Oze. Elle est entourée d'une ceinture de montagnes, dont plusieurs sommets, tels que la Chaumette et Bouteleinc, atteignent jusqu'à 1250 mètres d'altitude. Le bas fonds est un petit bassin reserré au sol assez fertile et complanté d'arbres fruitiers. Une route, récemment construite le long du Drouzet, ouvre un débouché sur Veynes. La commune comprend le hameau, chef-lieu, de Châteauneuf, divisé en deux quartiers, les Meyzenc et les Geyrauds, ainsi que les hameaux écartés du Chazal et des Hilaires. La population comprend 96 habitants et 32 électeurs; la superficie est de 133 hectares.

Aux époques romaine et franque, Châteauneuf-d'Oze se trouvait situé dans un quartier appelé le *Villard*. C'est ce que le nom nous indique, et, de plus, il a été trouvé là des restes de fondations, des débris de mortier et divers objets, le tout attestant l'existence, en cet endroit, de mai-

sons antiques. Un chemin, appelé *Via des Marnes*, y aboutissait. En ces mêmes temps, près du hameau actuel des Hilaires, exista également un autre petit village. En 1891, un propriétaire, en défonçant le sol, découvrit une agglomération de tuiles à rebord et de tuiles à chenal étroite, ainsi qu'une quantité de pierres ayant servi à la construction. Un chemin, appelé *Via des Hilaires*, venait passer en cet endroit.

Au XI^e siècle, quand la baronnie de la Val-d'Oze fut constituée, Châteauneuf prit le nom qu'il porte actuellement. Quant au nom appendice d'Oze, il est relativement moderne ; en 1655, on trouve *Châteauneuf-en-Val-d'Oze*. Le nom de *Tune des Sarrasins*, désignant un rocher creux sur la montagne, implique peut-être, un souvenir des barbares du midi. Celui de Devès, *défensum*, indique un ancien bois dont il ne reste plus de trace.

Au XI^e siècle, les populations se réfugièrent sur les hauteurs. Les habitants de Châteauneuf, abandonnant le Villard, vinrent se fixer sur le monticule de St-Beynet. Là est un champ appelé *Vières*, ou fut construit ce nouveau village. Du château et des maisons il ne reste plus aucun vestige appréciable ; mais le tracé de l'église se remarquait encore, il y a quelques années. Cette église avait 12 mètres de long sur 8 de large, avec murs d'une épaisseur de 1^m10^c. La table d'autel était un bloc en grès percé d'un trou carré destiné à contenir des reliques ; cette pierre sert de seuil au presbytère actuel. Le rétable était une pierre en calcaire blanc, taillée avec soin ; on la voit à l'entrée de l'église actuelle. La porte, qui était en ogive, est devenue la porte de l'édifice moderne. Cette église était sous le vocable de St-Benoît, et ce nom a passé au monticule lui-même. Elle devait dater du XIII^e siècle. Audessous de l'église et y attenant, se trouvait le cimetière, où l'on exhume encore de nombreux ossements. Enfin, dans le champ, on a trouvé divers objets, tels que chaînettes, éperons, annelets en cuivre, fragments de fer, charbon, blé calciné. De là partaient deux chemins, dont l'un descendait au midi, et l'autre, tournant la

montagne, longeait le fonds d'un torrent et menait à Veynes.

Au XV^e siècle, les habitants descendirent dans la plaine. Les uns construisirent le hameau actuel de Châteauneuf, et, les autres, tout au-dessous de l'ancien village, un petit hameau qui s'appela du nom même des maisons en ruine, *Chazal*, c'est-à-dire *Masures*. Quant au hameau des Hilaires, on ignore s'il avait fait partie du village situé sur St-Beynet, où s'il était resté aux lieux qu'il occupait à l'époque romaine et franque.

Ce fut au Chazal que le seigneur descendit, et il construisit là le château moderne. Ce château forme un quadrilatère avec grands contreforts en pierres de taille lui servant de soutien. A l'intérieur, on remarque un plafond à poutrelles, ainsi qu'une pièce appelé *chambre de l'évêque*, Dans cette dernière, est une cheminée en plâtre modèle, avec élégantes moulures. Ce château est du XV^e siècle.

Quant à l'église, elle continua d'exister sur la colline, après la destruction de l'ancien village. En effet, on retrouve ses ruines et non celles du château et des habitations; son souvenir s'est conservé dans la tradition locale, tandis que celui du village lui-même s'est tout à fait oblitéré. Comme celles des environs, elle dût subsister jusqu'aux guerres de religion où elle aurait été ruinée par les réformés.

L'église actuelle a dû succéder à cette dernière très peu de temps après. Elle a 12 mètres de longueur sur 6 de largeur: La voûte est en berceau et à plein cintre avec abside carrée; les murs ont une épaisseur de 1^m20^c. Cette église est située à l'écart, sur une petite éminence, en tête d'une terre appelée *Champ l'église*; elle possédait cette terre, et c'est ce qui explique pourquoi elle fut construite en cet endroit. Elle est placée sous le vocable de l'Assomption qu'on voit représentée sur un tableau et sur la petite cloche qui date de 1734. La cure paraît remonter à la même époque que l'église; elle se compose seulement d'un rez-de-chaussée à deux pièces et va être reconstruite. Les terres de la cure étaient sises au mas de Meilhan, à Pra-la-Lauze, à

Pra-Rozan et au Champ de la cure; elles rendaient 6 écus, et les dîmes 30 charges de blé, 16 livres, le tout perçu par le prieur de Véras. En 1613, il n'y avait plus eu de curé depuis 30 ans et, il y avait cinq ans, un prêtre desservait, à la fois, Châtillon, Châteauneuf et St-Auban.

XII. — CHATILLON-LE-DÉSERT.

La commune de Châtillon-le-Désert s'étend sur le flanc occidental de la montagne de Céüse. Cette montagne, qu'on voit couronnée d'une vaste corniche de calcaire, s'élève à une altitude de 2.100 mètres; elle offre au touriste des horizons splendides, et le panorama de la vallée de Gap et de la Durance, jusqu'au delà d'Embrun. On y voit des croupes gazonnées, ainsi qu'une source dégageant de l'acide carbonique, et qu'on appelle *Fontaine lumineuse*. Sur la pente, on trouve d'abord, Châtillon, construit sur un rocher, plus loin le Serre, ancienne ferme des seigneurs, puis le château de Chapain et ses prairies pendantes, ensuite, dans un vallon retiré, le hameau justement appelé le Désert; plus bas celui du Moulin et, dans une gorge extrêmement étroite, au pied d'un roc escarpé, l'ancienne ferme seigneuriale, de la Gorse. Le Drouzet, coule au bas de la côte. La population est de 85 habitants, dont 27 électeurs, et la superficie de 1.490 hectares.

Aux époques romaine et franque, Châtillon existait dans le champ appelé la *Charrière*, c'est-à-dire, la rue. On trouve encore en cet endroit divers indices de maisons antiques, tels que pierres taillées et débris de mortier. Au XI^e siècle, les habitants allèrent se fixer sur le rocher situé au-dessus. Le village nouveau prit le nom de *Châtillon*, c'est-à-dire petit château. Ce nom, comme celui de Châteauneuf, a été imposé, sans doute, lors de l'établissement du fief de la Val-d'Oze. Au XV^e siècle, les habitants ne descendirent point dans un lieu plus bas. Châtillon et le Désert formaient chacun une seigneurie, une paroisse et une communauté.

Le vieux château de Châtillon se trouvait à côté de l'ancienne cure ; ses derniers vestiges ont disparu depuis quelques années. Le nouveau, date du XVI^e siècle. Il est couvert, en chaume et ne présente aucun caractère architectural. Il porte le nom de *Chapan*. Ce nom lui vient de Claude de Chapan, qui de 1576 à 1600, le posséda et peut-être le fit construire, mais non point de ce qu'il *échappa* de l'incendie de 1692, comme l'a prétendu Ladoucette. Au Désert, il n'y avait point de château. Quelques maisons, dans ce hameau, paraissent du XVI^e siècle. En 1414, d'après un document, on voyait, près du torrent du Désert, les ruines d'un moulin. De Châtillon au *Moulin* du Pied de la Poua, est un chemin pavé qui paraît ancien. En 1868, un habitant, démolissant une maison, trouva pour 800 francs de pièces d'or de date et de caractère inconnus.

La paroisse de Châtillon fut, de temps immémorial, sous le vocable de St-Michel et dépendait du prieuré de Véras. qui en percevait les dimes. En 1641, le prieur n'étant pas payé de 10 charges de blé, avait emporté la cloche. En 1664, le curé de Châteaueux desservait par binage. En 1685, il n'y avait que 12 familles. L'église, d'après un pouillé de 1708, fut démolie « par les hérétiques », et, en 1692, elle n'était point encore relevée. C'est donc après cette date, que fut construite une autre église, laquelle fut incendiée, en 1692, par le duc de Savoie, et restaurée ensuite. Elle occupait avec le cimetière le point culminant du rocher. Elle était voûtée en berceau à plein cintre avec abside en rond point, et pavée en dalles grossières, mal appareillées. L'église actuelle a été construite en 1866, à l'entrée du village. Elle a environ 15 mètres de longueur sur 5 m. 50 c. de largeur. Elle forme une croix latine. La nef a trois travées. Les voûtes, celles des chapelles comprises, sont à plein cintre et en arête. L'abside est circulaire. Cette église possède un assez bel ostensor, don de l'Impératrice Eugénie.

La paroisse du Désert était sous le vocable de l'Assomption et, en 1620, sous celui de Notre-Dame de Misère. Elle possédait jadis un prieuré converti dans la suite en simple

cure, et le curé prenait le titre de prieur. L'église fut détruite par les protestants. En 1608, elle était encore démolie et sans curé. En 1621, elle n'était point encore couverte et était desservie par « le s^r Armand, qui n'avait que 5 charges de blé de sa dîme et se tenait à Sigoyer ». En 1708, « l'église et le curé sont interdits pour n'être pas en état ». En 1778, la paroisse du Désert fut réunie à celle de Châtillon par Mgr de Narbonne. Les habitants n'adhérèrent qu'à la condition d'un binage dans leur église, lequel est tombé depuis en désuétude.

XIII. — FURMEYER.

La commune de Furmeyer se trouve située à 4 kilomètres de Veynes, au confluent du Buëch et du Drouzet. Elle est adossée, du côté de l'est à une montagne couverte de pins. Sur le flanc de cette montagne, s'étend un petit plateau où s'élève, au couchant, en forme de tour, la colline appelée le *Cuchon*¹. C'est au centre de ce plateau, qu'est construit le hameau chef-lieu. Dans la plaine, près du Buëch, sont les autres petits hameaux du Villard, des Meules, des Savoyons, ainsi que la ferme de Chaterusse et, sur un mamelon, l'ancien château de Prabaud. La population est de 175 habitants, dont 52 électeurs, et la superficie de 1,422 hectares.

Le nom de Furmeyer paraît venir de *forum*, maison, *Mayerii*, de Meyer, nom d'homme ; celui de *Prabaud*, de *pratum*, pré, *Baldi*, de Baud, nom d'homme ; celui de *Villard*, de *Villa*, village. Ces noms nous ont été transmis tous trois par le haut moyen âge.

A l'époque romaine et franque, il y eut un village au Villard ; c'est ce que le nom même nous indique. Toutefois ce Villard de Furmeyer pouvait être alors le même que celui de Montmaur. Mais où se trouvèrent les autres hameaux du territoire ? C'est ce que rien ne permet de conjecturer encore.

Au XI^e siècle, Furmeyer vint s'établir sur la colline du

¹ Et non la *Pointe* comme j'ai écrit par erreur dans ma *Monographie de la Val-d'Oze*, 1^{re} partie.

Cuchon. Sur le sommet, on trouve encore les derniers vestiges d'une tour carrée, qui étaient probablement, comme celles des alentours, du ^{xii}^e siècle. Il est à supposer aussi qu'elle formait un donjon et était le seul château de cette époque. En 1352, d'après un document, cette tour était protégé par un fort, dont il reste quelques décombres. Au côté nord de la colline, est le quartier de *Tré-Châtel*, c'est-à-dire, au-delà du château. Au côté opposé, se trouve le champ de la *vieille église*. Dans son enclos, on a trouvé des tombes contenant des vases en terre grissâtre et même, s'il fallait croire le dire des habitants, des parchemins écrits. C'est dans ce champ qu'était l'église au milieu du cimetière. Un peu au-dessous, est la *Charrière*. Dans cet endroit on a trouvé des substructions et divers objets. C'est là qu'existaient les maisons anciennes, et le chemin qui les desservait, en montant des bords du Drouzet du côté du midi.

Au ^{xv}^e siècle, les habitants descendirent et vinrent construire dans la plaine les hameaux actuels. Le nouveau château fut élevé au bas de la colline, à l'entrée du plateau. Ce château est depuis longtemps en ruines, et il n'en subsiste plus que quelques voûtes souterraines et des pans de murs isolés. Néanmoins, il paraît dater du ^{xiv}^e siècle. Dans les décombres, a été trouvée une poire à poudre du ^{xvi}^e siècle, en corne de bouquetin. Le château de Prabaud semble plus ancien que le précédent ; mais il a subi à tant de reprises des réparations de toute sorte qu'il ne conserve plus aucun style. Sa situation sur un petit mamelon dominant le cours du Buëch est d'un effet, pittoresque. Les deux domaines étaient allivrés au parcellaire, celui de Furmeyer, 25 livres, plus 7 pour ses fonds rôturiers ; celui de Prabaud 20 livres, tandis que les fonds des habitants l'étaient 129 et ceux d'église 3. Le premier de ces domaines était affermé, en 1641, au prix de 305 livres.

La paroisse fut d'abord sous le vocable de St-Michel, puis sous celui de Notre-Dame de Consolation, pour passer enfin sous celui de St-Grégoire. Il ne reste plus aucun vestige de l'église qui était sur la colline, mais il est à sup-

poser qu'elle aura existé jusqu'aux guerres de religion et qu'elle fut alors détruite. L'église actuelle lui aurait succédé. Cette dernière a 15 mètres de longueur sur 5 de largeur. Elle forme une croix latine avec abside carrée. Les chapelles latérales sont postérieures au reste de l'édifice. Les voûtes de la nef et de l'abside sont à plein cintre et en berceau, celles des chapelles sont en arête. Les murs ont 1 m. 20 c. d'épaisseur, hors ceux des chapelles qui n'en ont que 0,85. La porte est à arc brisé et doit être celle de l'église de la colline, laquelle aurait été, par conséquent, du ^{xiii}^e siècle. Au mur de l'abside, est un bas relief en plâtre modelé, représentant la sainte famille et ayant servi de rétable à l'ancien autel. A côté, on trouve un buste en bronze du patron St-Grégoire, ainsi que les bustes en plâtre de St-Christophe et de Ste-Christine avec leurs reliques, données par Marguerite Baud, veuve d'Albert de la Villette, seigneur de Furmeyer, ancienne protestante convertie.

L'une des cloches porte la date de 1637.

Le curé portait le titre de prieur, preuve qu'il y eut, en principe, un prieuré transformé en simple cure. Le curé avait deux tiers des dîmes qui produisaient 10 charges de blé, et le prévôt de Gap avait l'autre tiers qui en produisait 5. Le domaine de la cure rendait 4 charges.

COUP D'OEIL

SUR LES CANAUX D'IRRIGATION

dans l'arrondissement d'Embrun

Par CÉLESTIN ROCHE

Ancien Agent - Voyer de l'arrondissement d'Embrun,

AVEC AVANT-PROPOS ET NOTES PAR LE FILS DE L'AUTEUR.

AVANT PROPOS

Nous avons récemment donné aux lecteurs du Bulletin l'épître de notre père, Célestin Roche, au poète *Faure de Chaillol*. — Déjà, en 1887, la Société d'Études avait publié, en annexe, son important poème du *Système du Monde*.

Nous pensons être agréable à nos confrères en leur présentant aujourd'hui, du même auteur, un travail d'un genre différent, qui intéressera peut-être encore les littérateurs, mais qui s'adresse spécialement aux économistes et aux agriculteurs. Il s'agit de ces canaux d'irrigation d'ordre secondaire qui ont pour but d'utiliser, en agents de fécondité pour le sol, les eaux trop souvent dévastatrices de nos torrents.

Le mémoire de Célestin Roche a l'avantage de concerner l'arrondissement d'Embrun, c'est-à-dire d'offrir le mérite de s'appliquer à la région des Hautes-Alpes où l'intensité des torrents atteint son maximum, et à un territoire que l'auteur connaissait parfaitement, pour l'avoir parcouru dans tous les sens pendant douze ans.

Il est vrai que quarante ans ont passé sur ces pages, et que, dans cet intervalle, le progrès naturel des choses a pu faire vieillir quelques détails. Nous avons donc cru devoir, avant de livrer ce travail à la Société, le soumettre à l'examen d'un Ingénieur, dont le nom fait autorité parmi nous, et qui a bien voulu nous faire part de ses observations. Ainsi les évaluations de dépenses sont en-dessous

du coût actuel de la main d'œuvre et devront être majorées en proportion ; d'autre part, l'expérience a démontré que le taux de 6 litres d'eau par seconde et par hectare irrigué, est de beaucoup supérieur aux besoins¹, ce qui, suivant les cas, rétablirait presque la balance ; enfin les expériences de Bazin sont venues corriger la formule, alors classique, dite de Prony et d'Eytelwein, du mouvement des eaux dans les canaux, et établir que cette formule conduit à un débit un peu faible².

Au point de vue administratif le progrès a également fait son œuvre. La loi du 21 juin 1865 et celle du 22 décembre 1888 sur les associations syndicales ont procuré à l'initiative des hommes dévoués au bien général des facilités plus grandes et des moyens d'action plus efficaces. Cette initiative nous a déjà donné, avec le concours des pouvoirs publics, les grands canaux de *Gap* et de *Ventavon* et, dans le Champsaur, celui du *Pont-du-Fossé*. Elle a, sans doute, ouvert ou continué dans l'arrondissement d'Embrun quelques uns des canaux énumérés dans le mémoire de Célestin Roche. (3)

∴

Il y a toutefois, dans ce travail, un point que n'ont encore touché ni la législation ni l'expérience ; il s'agit de l'organisation, en faveur des cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux d'irrigation qui en dérivent, d'une agence analogue à celle que la loi du 21 mai 1836, a établie pour les chemins vicinaux. On pourra s'étonner, au premier abord, de cette assimilation des chemins et des

¹ Un litre peut suffire ; toutefois il ne nous paraîtrait pas prudent de tabler sur ce minimum pour des canaux dérivés de cours d'eau comme les nôtres, dont le débit est si loin d'être constant.

² Environ d'un quart. — Les expériences de l'ingénieur Bazin n'ont, toutefois, modifié les résultats trouvés par Eytelwein, que pour les canaux à parois onterre. Nous donnons, à titre de renseignement, la formule de Bazin à la suite du mémoire. (Note B).

³ Nous comptons donner, dans un travail ultérieur, l'exposé de la situation actuelle par rapport au programme tracé dans le mémoire de notre père.

eaux et de la fusion proposée de ces deux services en un seul ; mais Pascal n'a-t-il pas dit que « les rivières sont des chemins qui marchent ? ». Ce qui est certain, quoique généralement oublié, c'est que, dès 1846, la constitution d'une agence pour les canaux d'irrigation a éveillé l'attention des pouvoirs publics. Cette question, ayant fait, le 7 janvier 1846, l'objet d'un vœu du Conseil Général de l'Agriculture, le Ministre de l'Agriculture, par une circulaire du 10 juillet suivant, demanda l'avis de tous les Conseils généraux de France. Comme toutes les révolutions, celle de 1848 brusqua le mouvement : par arrêté du 24 mars 1848, Ledru-Rollin, membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'Intérieur, trancha, par un coup d'autorité, la question en faveur de son département, et institua une commission chargée de la double mission « d'étudier « la réforme de la législation vicinale, et de proposer une « organisation pour le service central des chemins vicinaux et des cours d'eau non navigables ». Cette commission comprenait les noms illustres de Cormenin, vice Président du Conseil d'Etat, de Jules Favre, de Jules Combacérès et divers ingénieurs éminents. Les événements politiques vinrent malheureusement paralyser cette initiative ; le Gouvernement suivant ne se soucia pas de continuer l'œuvre de ces hommes distingués et la question fut abandonnée.

Nous n'insisterons pas ici sur ce que peut avoir de séduisant l'idée de joindre, entre les mains des agents-voyers, les canaux secondaires aux chemins communaux, comme les ingénieurs des Ponts et Chaussées réunissent dans les leurs les grandes routes et les canaux principaux. Le travail des chemins n'a-t-il pas, avec celui de l'ouverture et de l'entretien des canaux, bien des points communs ? et, sans parler du niveau qui règle les uns comme les autres, les agents-voyers, habitués à tirer parti de la prestation en nature et des ressources locales des communes, ne sont-ils pas tout désignés pour employer de même les ressources analogues des associations syndicales ?

Pourquoi ne pas espérer que le Gouvernement de la République nouvelle, si attentif aux progrès de l'agricul-

ture, et qui se penche avec tant de sollicitude sur les besoins des petits et des humbles, reprendra, sur cette question, les études de son devancier de 1848 et dotera nos campagnes de ce service complet que l'auteur même du mémoire, dans un de ses rapports (juillet 1848), définissait d'avance en ces termes : « Quel beau problème à résoudre que celui de l'établissement d'un système de canaux qui se lierait au réseau des voies vicinales, de manière que toute propriété rurale eût constamment à sa portée un canal d'arrosage pour accroître ses produits, et un bon chemin pour les faire circuler avec promptitude ! Ce serait pour ce pays une seconde providence ».

C. ROCHE.

Gap. 1^{er} octobre 1893.

COUP D'OEIL

SUR LES CANAUX D'IRRIGATION

dans l'arrondissement d'Embrun

I

L'arrondissement d'Embrun, qui comprend seulement trente-six communes et trente-deux mille habitants¹, possède déjà bon nombre de canaux d'irrigation. Quelques uns de ces canaux ont plus de 12 kilomètres de développement et étonnent par les difficultés qu'a dû présenter leur ouverture ; tels sont ceux de Saint-Sauveur et de Saint-André. D'autres, construits à moins de frais, sont aussi d'un intérêt majeur ; ils arrosent et fertilisent des terrains spacieux à Savines, à Embrun et à Guillestre. Cette dernière commune a fait récemment² une dépense de 12.000 francs, non pour se créer de nouveaux arrosages, mais seulement pour améliorer ceux qu'elle possédait, en amenant dans ses canaux, alimentés jusqu'alors par les eaux maigres et crues du *Rioubel*, les eaux grasses et limoneuses du *Chagne*.

Divers canaux d'un ordre inférieur parcourent les flancs des montagnes ; ils vivifient ces plateaux verdoyants relevés par des bouquets d'arbres fruitiers, qu'on aperçoit de la grande route qui longe la Durance, et qui font un si piquant et si agréable contraste avec les terrains dénudés qui les environnent. Là, plus encore qu'ailleurs, les canaux sont précieux : outre l'arrosage, ils alimentent par de nombreuses infiltrations souterraines, les fontaines disséminées dans les hameaux, qui sans ce secours ne flueraient presque jamais en été, et rendent ainsi double service aux populations.

¹ Il résulte du dernier dénombrement (1891) que ce chiffre est, malheureusement, réduit aujourd'hui, à 27.000 âmes. — (Note de l'éditeur).

² En 1845.

Malgré tout cela, on ne saurait pourtant se dissimuler que le système des irrigations ne soit encore, ici, bien imparfait et bien restreint. Combien de localités attendent encore les bienfaits de l'arrosage, quoique leur position topographique leur permet d'en profiter ! Les belles conquêtes qu'ont faites, il y a quatre-vingt ans, sur la Durance, les communes des Crottes et de Rochebrune, restent à demi stériles faute d'eau, et il est bien regrettable que les auteurs des endiguements n'aient pas pu tout de suite compléter leur œuvre de progrès et d'amélioration en dotant d'un canal les terrains garantis. On trouve aussi à *Prunières*, à *Embrun* et à *Vars* de vastes étendues de territoire susceptibles d'arrosage.

Cependant il faut reconnaître que tous les terrains ne gagneraient pas également à être irrigués ; il en est même qui y perdraient. Lorsque la pente est très forte, les eaux enlèvent la *fleur* du sol, ¹ les rigoles qu'elles y forment, allant toujours en s'agrandissant, finissent par devenir de véritables ravins, en sorte que les propriétés s'amaigrissent et se détériorent au lieu de se bonifier. Un inconvénient encore plus grave a lieu lorsque le terrain est schisteux ou sablonneux. Alors les eaux, filtrant au travers du sol arable, le disposent à se *dissoudre* et à se comprimer ; arrivant ensuite sur le rocher ou sur l'argile qui en forme ordinairement le fond, elles glissent sur le plan incliné que ce fond leur présente et en détachent la *partie* supérieure qui, livrée à son propre poids et aux effets de sa décomposition, se crevasse, s'ébranle, et enfin, si, comme il arrive presque toujours, un torrent en ronge le pied, se précipite, en corps et à la manière d'une avalanche, dans le fond de la vallée. De là ces déchirements et cette configuration bizarre et tourmentée dont tant de versants offrent la triste perspective.

Il serait difficile de déterminer exactement les terrains qui rentrent dans les catégories que nous venons d'indiquer. Cependant, si l'on ne doit pas entreprendre des tra-

¹ C'est précisément de quoi se plaignent plusieurs des propriétaires du bassin de Gap depuis l'ouverture du canal du Drac. (Note de l'éditeur).

vaux qui ne donneraient que des produits égaux aux labours, à plus forte raison ne doit-on pas proposer des travaux dont les résultats seraient plutôt nuisibles qu'utiles. La question dont il s'agit est donc d'un haut intérêt et nous avons dû chercher à la résoudre avant de nous livrer aux opérations géodésiques comportées par le travail que nous avions en vue et qui a pour but de faire, par aperçu, le bilan de la canalisation dont cet arrondissement serait susceptible.

Ayant donc examiné à diverses reprises les effets produits sur le sol par les arrosements, nous avons remarqué :

Que les terres remuées annuellement, comme les labours, jardins etc., se ravinent et s'excavent lorsque leur inclinaison à l'horizon dépasse 15 degrés sexagésimaux, ou 16 grades 67 centigrades, correspondant à une pente de 33 pour 100 ;

Que les prairies naturelles peuvent supporter l'arrosage à une inclinaison beaucoup plus forte, vu que les touffes d'herbe, se tenant en quelque sorte les unes aux autres, divisent les eaux en minces filets et affaiblissent ainsi leur action corrodante ; la détérioration du sol n'est pas trop sensible tant que la pente n'excède pas 30 degrés ou 66 centimètres par mètre.

Les prairies artificielles tiennent à peu près le milieu entre les prairies naturelles et les labours ; on peut donc fixer à 22 ou 23 degrés le *maximum* de l'angle d'inclinaison auquel il convient de les irriguer.

Quant aux terrains argileux ou sablonneux, ils se tourmentent toujours plus ou moins par l'effet des eaux, quel que soit leur degré de déclivité et le genre de culture qu'on y pratique. Toutefois tant que la pente ne mesure pas plus de 10 à 12 *centièmes*, le surcroît de produit dû à l'arrosage peut encore compenser, pour ces terrains, l'inconvénient qui résulte de l'accélération des éboulements.

Ces résultats de l'observation ne sont point, sans doute, absolus. Outre leur connexité avec la constitution géologique du sol qui varie à l'infini, ils dépendent beaucoup

du plus ou moins de soin apporté dans la répartition des eaux, eu égard aux différentes espèces de terrains et de cultures et de la manière de disposer les rigoles d'*amenée* et de *fuite*. En pareille matière, il faut se contenter de données qui, sans être applicables à tous les cas, le sont pourtant au plus grand nombre, et c'est ce que nous croyons avoir obtenu en prenant, pour terme de chacune de ces données, la moyenne des investigations par série sur chaque nature de fonds diversement cultivés, combinée avec nos expériences sur le mécanisme des arrosements.

Le tableau suivant, fruit de nos observations et de nos études, comprend exclusivement les canaux qui arroseraient des terrains ni trop pentueux ni trop inconsistants pour recevoir leurs eaux avec avantage — et heureusement ce sont encore ces terrains là qui dominent dans le bassin d'Embrun, — en admettant que ces eaux fussent distribuées et mises en œuvre par des personnes intelligentes et qui auraient fait une étude suivie de l'art des irrigations.

COURS D'EAU qui fournit LA DÉRIVATION	COMMUNES dont le territoire serait traversé par le canal	LONGUEUR	COUT présumé	SURFACE	DÉBIT
		DU CANAL		DES TERRAINS arrosables	DU CANAL par seconde
<i>Durance</i> ..	Saint-Crépin.....	3 kil. 7 h.	7.000 fr.	100 h.	800 lit.
	Les Crottes.....	2 4	6.000	55	550
	Rochebrune.....	2 2	7.000	60	600
<i>Chagne</i> ..	Vars.....	5 »	12.000	175	1.050
		4 »	10.000	150	900
<i>Rabioux</i> ..	Châteauroux.....	9 5	20.000	320	1.600
	Embrun.....				
<i>Vachères</i> ..	Les Orres.....	5 2	16.000	180	900
	Baratier.....	7 »	17.000	170	1.020
	Les Crottes.....				
<i>Reyssac</i> ..	Puy-Saint-Eusèbe...	8 5	25.000	190	1.140
	Puy-Sagnières.....				
<i>Réallon</i> ..	Réallon.....				
	Savines.....				
	Saint-Appolinaire..	16 »	75.000	750	3.140
	Prunières.....				
<i>Moulettes</i> ..	Chorges.....	1 5	5.000	50	500
TOTAUX.....		65 kil. »	200.000 fr.	2.200 h.	13.200 lit.

OBSERVATIONS. — Les évaluations ci-dessus se rapportent à un mode d'exécution simple, économique et avantageusement combiné. Pentes variant entre un et dix-huit millièmes, qui permettent de retrécir la section du canal à mesure que les travaux deviennent plus coûteux selon ce que nous avons dit dans la *Note* insérée au tome VII, page 179 des *Annales des chemins vicinaux*¹; viaducs en bois sur les ravins à lit concave et tunnels voûtés en maçonnerie brute au passage des torrents dont le lit est convexe ou horizontal, tels sont les types que nous avons pris.

La quantité d'eau affectée à l'arrosage serait moyennement pour chaque hectare de $(\frac{13.200}{2.200}) = 6$ litres par seconde ou de 62.208.000 litres pendant les quatre mois (du 15 mai au 15 septembre) comprenant 10.368.000 secondes, que dure ordinairement ici la saison des arrosements. C'est à peu près le volume des pluies annuelles, lequel, dans le bas des vallées, varie entre 60 et 65 centimètres de hauteur, c'est-à-dire entre 6.000 et 6.500 mètres cubes par chaque hectare de surface terrestre.

II

D'après ce tableau, onze canaux, ayant ensemble un développement de 65 kilomètres et devant coûter 200.000 fr., arroseraient 2.200 hectares de terrain, ce qui donne en moyenne $\frac{200.000}{2.200} = 90$ fr. 90 par hectare. En admettant que la plus-value de chaque hectare arrosé ne fut moyennement que de 1.000 francs, ce qui, à coup sûr, est au-dessous de la vérité, on obtiendrait, pour les 2.200 hectares, un produit de 2.200.000 fr. et cela avec une somme de 200.000 fr. On réaliserait ainsi un capital de deux millions qui à raison de 3 p.0/0, rapport ordinaire des biens-fonds, donnerait 60.000 fr. par an. Supposons que l'entretien annuel de 65 kilomètres de canaux coûtât 10.000 fr. c'est à dire 1/20 des frais d'établissement, on aurait encore

¹ Voir cette note à la suite du Mémoire (Note A).

pour *bénéfice net*, un revenu de *cinquante mille francs*.

Cet aperçu suffit pour montrer que, quoique l'arrondissement d'Embrun ne soit pas en position de gagner autant que d'autres à la canalisation, que, quoiqu'il ne possède pas des plaines de 15 à 18 kilomètres carrés, comme celles de Tallard, de Ventavon et d'Aspres-lès-Veynes, dans l'arrondissement de Gap, qui pourraient être admirablement bien fécondées par l'arrosage,¹ les produits effectifs obtenus par ce moyen, y seraient encore assez importants pour être pris en considération très sérieuse, et pour faire vivement désirer un état de choses qui permit d'appuyer sur quelque base l'espoir de leur réalisation.

Et pour parler ici du département en général : dans un pays semblable où le commerce est presque nul, où il n'existe point de manufacture de quelque importance, où l'on ne rencontre enfin aucune de ces puissantes causes de prospérité dont peuvent s'enorgueillir presque toutes les autres parties de la France, dans un pays, disons-nous, dont les habitants n'ont pour ressource que les produits immédiats de la terre, on devrait au moins s'attendre à les voir attirer et concentrer, sur ces champs qui les font vivre, tous les éléments de fertilité qui sont à leur portée, afin de récupérer, du côté de l'agriculture, une partie de ce que leur situation les empêche d'avoir en commun avec les localités mieux placées pour le développement du commerce et de l'industrie.

Eh ! quelle conception serait aussi facilement réalisable et aussi fructueuse que celle dont il s'agit ? Ces eaux limpides, qui ruissellent sur les parois abruptes des vallées, se jetteraient, à l'aide d'un simple barrage, dans les tranchées qu'on leur présenterait : s'éloignant tout de suite de leur cours naturel, elles embrasseraient, au bout d'un petit trajet, une large zone de territoire et porteraient la vie et l'abondance dans ces vastes côtes, où l'on ne voit mainte-

¹ Ce desideratum a, depuis, été satisfait, en partie, par l'entreprise du Canal de Ventavon, qui est ouvert jusqu'en aval de la Saulce, et dont l'achèvement, décidé en principe, n'est plus qu'une question d'années. (Note de l'éditeur).

nant qu'inertie et que stérilité ! Les pentes énormes des torrents, qui sont la principale cause des effets désastreux qu'ils exercent sur leurs bords, ont aussi leur avantage ; elles donnent moyen, comme on l'a dit, de conduire les eaux dans les parties les plus élevées des cultures, tout en leur conservant une forte inclinaison, ce qui permet de ne donner au canal que la plus petite section possible et de réduire, par conséquent, à leur *minimum* les dépenses d'ouverture et de dérivation.

Si l'on ne tire pas parti de ces avantages naturels, c'est encore moins par faute de moyens pécuniaires que par manque d'entente et d'harmonie entre les particuliers. La crainte de voir leurs voisins profiter plus qu'eux d'une amélioration suffit à certains esprits égoïstes et bornés pour les faire renoncer au bien qu'ils pourraient eux-mêmes s'en promettre. On voit en ce moment un exemple de ces funestes jalousies dans une des communes de cet arrondissement (celle des Orres). Un canal important qui, ainsi que le montre le tableau donné ci-devant, irriguera environ 180 hectares, a été entrepris ; une moitié des intéressés, qui n'ont point eu jusqu'à présent de terrains à l'arrosage, appellent de tous leurs vœux l'achèvement de ce travail, mais les autres, qui arrosent déjà une partie de leurs héritages au moyen d'un autre canal, se sont toujours opposés avec opiniâtreté à ce que cette amélioration fût poursuivie, et n'ont épargné aucune démarche pour l'entraver.

Il serait, sans contredit, éminemment désirable que des dispositions émanées d'en haut vinssent imposer silence à toutes ces clameurs, fruit de l'ignorance et de l'envie, qui s'élèvent, pour ainsi dire, sur le berceau de chaque entreprise de ce genre et au milieu desquelles la vérité et la raison ne peuvent se faire entendre qu'avec des peines infinies. Que l'autorité, qui tient de l'article 33 de la loi du 16 septembre 1807 le droit de réunir d'office en association syndicale tous les intéressés aux travaux d'endiguement, soit armée du même pouvoir à l'égard des travaux d'arro-

sage,¹ ou, ce qui voudrait encore infiniment mieux, que l'Etat construise lui-même les canaux et en concède ensuite les eaux aux particuliers intéressés, moyennant des redevances annuelles, comme le demande presque à toutes ses sessions le Conseil général des *Hautes-Alpes*. Elevée ainsi au-dessus du champ d'activité, nous dirions presque du champ de bataille des intérêts privés et des influences locales, la question de la canalisation produirait tout le fruit dont elle est susceptible et l'agriculture ferait un pas immense.

Notons qu'il n'y aurait pas à craindre que, les canaux une fois ouverts, les eaux manquaissent d'acquéreurs². Si certaines populations se montrent aujourd'hui peu empressées à se créer des arrosages, c'est d'abord, parce que la plupart ne se représentent pas clairement les résultats des sacrifices qui leur sont demandés pour cet objet, et doutent de leur succès. D'un autre côté, les meneurs, les hommes à opposition systématique, à l'action desquels il faut toujours attribuer la plus large part des obstacles qu'on rencontre, s'imaginant que leur résistance ou leur défaut de concours empêchera l'exécution des projets, multiplient indéfiniment leurs agitations et leurs manœuvres..... Mais, dès que les eaux couleront dans les canaux, et qu'il ne saurait plus rien y avoir de problématique ni dans les charges ni dans les bénéfices, tous s'empresseront de donner satisfaction à leurs propres intérêts en dotant

¹ Il est vrai qu'aujourd'hui, aux termes de la loi du 23 décembre 1888, l'Association peut être constituée valablement si la majorité en, sa faveur, arrive aux 3/4; mais il est bien difficile de réunir dès l'abord un si grand nombre d'adhésions et d'ailleurs il faut que le projet ait été déclaré d'utilité publique par le Conseil d'Etat. (Note de l'éditeur).

² Il paraît qu'il y a des exemples du contraire : On connaît dans les Hautes-Alpes un canal qui a été construit aux frais des propriétaires; le capital est amorti et pourtant bon nombre de propriétaires renoncent maintenant à l'arrosage. Je ne sais à quoi peut tenir cette anomalie; mais il est probable qu'une étude attentive et détaillée des conditions particulières où se trouvent réciproquement le canal en question et ses bénéficiaires ingrats ferait tourner cet exemple même à l'appui de la règle; qui est, d'ailleurs, conforme à la logique et au bon sens. (Note de l'éditeur).

leurs champs, au moyen d'une légère rétribution, d'un élément de fertilité qui doit en quintupler la valeur.

Alors on pourra, avec avantage, établir dans ce pays une agence pour le service des irrigations d'ordre secondaire¹ et des cours d'eau non flottables, agence qui serait organisée à l'instar de celle qui existe pour les chemins vicinaux, ou qui même, pour moins dépenser, pourrait être remise dans les mêmes mains, en augmentant seulement le nombre des agents-voyers secondaires. Ces deux services ont entr'eux tant d'analogie qu'ils semblent en effet devoir marcher ensemble ; tendant au même but, le progrès de l'agriculture, ils sont le pendant l'un de l'autre, et leurs résultats doivent mutuellement se compléter.

III

Chemins vicinaux et canaux d'irrigation ! Ces deux humbles branches du grand arbre des travaux publics de la France sont les seules qui puissent se développer tant soit peu largement dans les *Hautes-Alpes*² et ce n'est que d'elles que le département doit attendre un remède à ses misères ! Le canal couvre de verdure les pentes arides, et développe sur tout son parcours une végétation active et plantureuse qui se couronne périodiquement de fruits abondants, de riches produits. Le chemin fait valoir ces produits, en permettant de les transporter rapidement, de la campagne où ils naissent, à la ville où ils se consomment, et où le cultivateur les échange, par l'intermédiaire du numéraire, contre les autres objets nécessaires à la vie, et à son exploitation.

La loi de 1836 a déjà donné ici, comme partout ailleurs, d'excellents résultats. Malgré les mille

¹ Les canaux et irrigations d'ordre principal restant dans la sphère des attributions de l'Ingénieur du *Service hydraulique* créé en 1847.

² Depuis que ceci est écrit, des études ont été commencées pour faire passer un chemin de fer dans les Alpes, le long de la Durance et du Drac. Puisse ce grand projet, auquel notre pays était loin de s'attendre recevoir bientôt son exécution ! (20 décembre 1853).

agents de perturbation qui, dans ce pays exceptionnel, attaquent les chemins ou s'opposent à leur développement ; malgré les rivières qui les submergent, et les torrents qui tantôt les effondrent et tantôt les ensevelissent sous leurs déjections ; malgré les rochers qui se montrent à fleur du sol ou s'élèvent par grandes masses sur les versants des collines, et ne cèdent qu'aux efforts combinés et dispendieux du marteau et de la poudre ; malgré les éboulements ou affaissements de terrains qui, sur d'autres points, les entraînent et en bouleversent le profil ; malgré, enfin, l'exiguité des ressources, lesquelles décroissent précisément à mesure qu'on avance dans les localités les plus accidentées, de manière que c'est toujours là où il y aurait le plus à faire qu'on peut le moins faire ; malgré tout ce concours de circonstances défavorables, disons-nous, le système des communications gagne immensément et se présente sous un jour tout nouveau. De rapides chars parcourent le sentier historique, devenu aujourd'hui grande route, que se fraya jadis Annibal sur les pentes du Mont-Genèvre. François 1^{er} n'aurait plus besoin d'être précédé d'un corps de pionniers pour franchir les gorges profondes du Queyras : un chemin, taillé en partie dans le roc, mène aujourd'hui les voitures du bord de la Durance, jusqu'au pied du Mont-Viso. Il n'est pas de vallée de quelques lieues d'étendue qui ne soit longée par une voie carrossable. Des lignes secondaires, reliant entre eux les villages et les hameaux, et les rattachant ensuite aux voies principales, forment avec elles un vaste réseau de communication, qui étend progressivement ses mailles jusqu'aux lieux d'habitation les plus reculés dans la montagne et fait pénétrer partout le mouvement et la vitalité.

Que le système des canaux d'arrosage prenne la même extension et un rayon de prospérité luira sur ce malheureux pays qui, par la beauté de son ciel, et le merveilleux aspect de ses montagnes, ruisse-lantes de cascades, réjouit la vue de celui qui le parcourt en amateur, mais dont les champs dévastés et les chaumières croulantes affligent profondément les regards de

celui qui s'intéresse avant tout au sort de ses populations. Qu'avec le secours du gouvernement, qui fait tant pour d'autres contrées, les torrents des *Hautes-Alpes* soient contenus et bridés, et que leurs eaux, distribuées dans les campagnes, y déposent leurs sucres fécondants qui roulent aujourd'hui vers la mer sans aucun profit pour personne ! Jusqu'à présent, ces torrents se sont principalement fait connaître par leurs ravages, par leur puissance de destruction ; il est temps que leurs propriétés salutaires prennent le dessus, et qu'ils deviennent ce qu'ils doivent être : des sources de production, des emblèmes de fertilité et d'abondance ! Si, comme l'a dit excellemment M. Jules Combacères¹, les chemins vicinaux sont la partie démocratique de nos voies de communication, on peut dire que les canaux d'arrosage, tels que nous les entendons, sont la partie démocratique de nos établissements hydrauliques. Ce service, universellement organisé, trouverait, comme celui des chemins vicinaux, faveur et concours auprès des populations rurales dès qu'elles en auraient fait une expérience sérieuse. Les institutions de ce genre, répondant aux besoins directs du plus grand nombre, sont toujours animées par une sève abondante et vivace ; elles continuent leur œuvre au milieu des commotions sociales qui ébranlent profondément ou emportent celles qui ne portent pas d'une manière ostensible le même caractère. Place à ces institutions qui ne pompent, comme les autres, une portion des forces et des revenus des citoyens, que pour la faire retomber immédiatement sur eux sous une forme différente, et dans des conditions infiniment meilleures, comme ces vapeurs parties de la terre qui lui reviennent en pluies fertilisantes !

CÉL¹^{re} ROCHE.

26 mai 1853.

¹ *Annales des Chemins vicinaux*, première partie, tome IV, page 114.

**NOTE A. — CALCULS POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN
CANAL ÉCONOMIQUE.**

Une répartition bien entendue de la pente totale d'un canal supposée assez forte, peut influer notablement sur les frais d'établissement de ce canal, surtout lorsque, par suite de la variété du terrain, le coût du déblai diffère beaucoup d'un point à un autre de son parcours. Plus la pente relative sera forte, moins il faudra de section pour contenir le volume d'eau donné, et dès lors il convient d'économiser cette pente dans les parties faciles à ouvrir, pour en reporter le plus possible aux parties où le creusement est plus pendieux.

Pour être à même de réaliser cette combinaison, il faut premièrement connaître les conditions du mouvement des eaux dans les canaux. Or l'expérience a démontré que la résistance à l'écoulement est proportionnelle au carré de la vitesse, et il résulte des observations les plus concluantes qui aient été faites sur cette matière, qu'en appelant :

S l'aire de la section du fluide,

C le contour ou *périmètre mouillé*,

P la pente par mètre, c'est-à-dire le sinus de l'angle que forme la directrice du canal avec l'horizon,

V la vitesse moyenne du courant, c'est-à-dire le chemin qu'il parcourt en une seconde,

On a la relation :

$$P = 0,0003655 \frac{C}{S} (V^2 + 0,0664 V) (*)$$

au moyen de laquelle la pente, le périmètre et la section étant connus on peut trouver la vitesse.

Désignons à cet effet pour plus de facilité, les facteurs constants 0.000 3655 et 0,0664 par *a* et *b*. Faisant passer les termes *a* et $\frac{C}{S}$ dans le premier membre de l'équation, et transposant elle deviendra :

$$V^2 + b. V = \frac{P.S}{a.C}$$

Complétant le carré du premier membre de cette équation par l'addition du quart du carré de *b*, coefficient de *v*, et ajoutant la même quantité au second membre pour conserver l'égalité, on obtiendra :

$$V^2 + b. V + \frac{b^2}{4} = \frac{P.S}{a.C} + \frac{b^2}{4} \text{ ou } \left(V + \frac{b}{2}\right)^2 = \frac{P.S}{a.C} + \frac{b^2}{4}$$

Prenant la racine carrée des deux membres on a :

$$V + \frac{b}{2} = \sqrt{\frac{P.S}{a.C} + \frac{b^2}{4}}, \text{ et } V = -\frac{b}{2} + \sqrt{\frac{P.S}{a.C} + \frac{b^2}{4}}$$

(*) Montferrier, *Dictionnaire des Mathématiques*, Tome III, pages 67 et 379.

substituant les valeurs numériques de a , de $\frac{b}{2}$ et de $\frac{b^2}{4}$, il vient

$$\begin{aligned} V &= -0,0332 + \sqrt{\frac{P \cdot S}{0,0003655 \cdot C} + 0,0011} \\ &= -0,0332 + \sqrt{2736 \times \frac{P \cdot S}{C} + 0,011} \end{aligned}$$

Et, avec une approximation suffisante, en négligeant le terme 0,011,

$$V = \sqrt{\frac{P \cdot S}{C \cdot 0,0003655}} - 0,0332 = \sqrt{2736 \times \frac{P \cdot S}{C}} - 0,032$$

résultat qui peut s'énoncer ainsi : *Multipliez la pente du canal par l'aire de la section et divisez le résultat par le périmètre, multipliez le quotient obtenu par 2736 et extrayez la racine carrée du produit. Cette racine, diminuée de 0,0332, sera l'expression de la vitesse par seconde. (*)*

La vitesse ainsi obtenue, on aura la dépense ou la quantité d'eau débitée par le canal, en multipliant cette vitesse par l'aire de la section, c'est-à-dire qu'en désignant cette quantité par D , on aura :

$$D = V \cdot S$$

La dépense peut en effet être considérée comme une succession continue de parallélipèdes ou de trapézoïdes ayant, chacun, la section du canal pour base et le chemin parcouru pour hauteur.

Supposons qu'on ait à établir un canal rectangulaire de 7500 mètres de longueur et 45 mètres de pente absolue, que, sur un tiers de sa longueur ou 2500 mètres, le canal doive se trouver dans du roc coûtant à extraire 6 francs par mètre cube, et que, sur les 5000 mètres restants, le canal se trouve dans des terres qui ne coûtent que 0 fr. 30 :

Si on veut donner au canal une pente uniforme sur toute son étendue, l'expression de cette pente sera $\frac{45}{7500} = 0,006$. Faisant la largeur de la cunette égale à 0^m90 et sa hauteur à 0^m45 on aura, pour la surface de la section, le produit de ces deux nombres, c'est-à-dire 0^m405 carrés et pour le périmètre mouillé, deux fois 0^m90 ou quatre fois 0^m45, ce qui fait 1,80; et la formule précédente donnera pour la vitesse :

$$V = \sqrt{2736 \times \frac{0,006 \times 0,405}{1,80}} - 0,0332 = 1,888$$

d'où la quantité d'eau écoulée en une seconde est :

$$0,405 \times 1,888 = 0,765.$$

(*) Les ingénieurs italiens se servent de la formule approximative, mais plus simple :

$$V = 50 \sqrt{\frac{R \cdot P}{C}}$$

Dans la quelle R figure le rapport $\frac{S}{C}$

Le creusement de la cunette du canal contenant la masse fluide, exigera, d'après les indications ci-dessus :

Déblais de roc sur 2.500 mètres de longueur et 0^m405 carrés de section formant un cube de 1012^m50, à 6 francs le mètre, ci. . . . 6.075 f «

Déblais de terre sur 5000 mètres de longueur et 0^m405 de section produisant 2025 mètres cubes, à 0 fr. 30 le mètre, ci. . . . 607, 50

Total. 6.682, 50

Si, au lieu de donner au canal une pente égale sur tout son parcours, on cherche à réduire l'inclinaison de la partie située dans les terres et que, dans cette vue, on veuille ne donner aux eaux, dans cette partie, que moitié de la vitesse trouvée précédemment, c'est-à-dire 0^m944, on aura une section double de la première et qui se trouve déterminée par cette relation; mais on peut aussi calculer cette section directement pour vérification; ainsi, en admettant qu'elle soit toujours en demi-carré et appelant **L** la largeur, on aura

$$\frac{L^2}{2} \cdot V = D; \text{ d'où } L = V \sqrt{\frac{2D}{V}}$$

c'est-à-dire que la largeur est égale à la racine carrée du quotient du double de la dépense divisé par la vitesse.

Substituant, dans cette formule, les valeurs numériques de **D** = 0,765 et de **V** = 0,944, on a

$$L = V \sqrt{\frac{2 \times 0,765}{0,944}} = 1,273$$

la hauteur, étant moitié de la largeur, sera de 0,6365; d'où la section du canal sera égale à 1,273 × 0^m636 = 0,810 carrés et le périmètre à 2 × 1,273 = 2,546.

Substituant ces valeurs dans l'équation **P** = 0,000 3655 × $\frac{G}{S} \times (V^2 + 0,664 V)$, on a

$$P' = 0,0003655 \times \frac{2^{m}546}{0,810} \times [(0,944)^2 + 0,664 \times 0,944] = 0,0011$$

La pente correspondante sera de 0,0011. — Multipliant ce nombre par 5000 mètres, longueur sur laquelle cette pente doit régner, on a pour hauteur ou pente absolue 5,50. La hauteur totale étant de 45 mètres, il reste, par conséquent 39,50 à reporter sur les 2.500 mètres restants, ce qui donne $\frac{39,50}{2500} = 0,0158$.

Il s'agit maintenant de savoir quelle section de canal pourra donner, avec cette pente, la quantité d'eau déterminée de 0^m765 cubes.

N'ayant de connues que la pente et la dépense, le calcul ne fournit aucun moyen de déterminer directement l'aire de la section et son périmètre. Il faut poser une section approximative et y appliquer ensuite le calcul pour la vérifier. Nous pouvons toutefois tirer du calcul ci-dessus un indice qui nous épargnera un trop long tâtonnement: nous avons vu

que le doublement de la section a fait descendre la pente de 0,006 à 0,0014, c'est-à-dire qu'elle est tombée au sixième environ. Ici, au contraire, la pente portée de 0,006 à 0,0158, se trouve presque triplée, et nous pouvons inférer de là, par analogie, que la section primitive, qui est de 0m405, peut être diminuée d'à peu près un tiers. Sur ce pied, l'aire sera 0,27 carrés, la largeur $\sqrt{2 \times 0,27} = 0m735$, le périmètre $0,735 \times 2 = 1,47$ et on aura :

$$D = S. V = S \times \left(-0,0332 + \sqrt[3]{2736 \times \frac{0,0158 \times 0,27}{1,47}} \right) = 0,752$$

Ce résultat est trop faible de 0,013. Essayant une largeur de 0,74 sur une hauteur de 0,37, ce qui donne 0,2738 pour l'aire de la section et 1m48 pour le périmètre, nous aurons :

$$V = -0,0332 + \sqrt[3]{2736 \times \frac{0,0158 \times 0,2738}{1,48}} = 2,795$$

Et $D = 2,795 \times 0,2738 = 0,7653$, résultat sur lequel on peut tabler sans crainte puisqu'il excède de 0,0003 le volume à contenir qui est de 0,765,

Voyons maintenant le travail qu'exigera l'établissement du canal, d'après les dimensions qui viennent d'être déterminées :

Déblais de roc sur une longueur de 2500 mètres, et une section de 0,2738 carrés produisant 684m50 cubes, lesquels à 6 fr. l'un valent..... 4.107 f »

Déblais de terre sur 5000 mètres de longueur et 0,810 de section, donnant un cube de 4050 mètres, à 0 fr. 30 le mètre ci..... 1.215 »

Total..... 5.322 »

D'après les premières données, les frais de construction étaient de..... 6.682 »

Ensorte qu'il y a économie de..... 1.360 »
c'est-à-dire de plus du *cinquième*.

Les dimensions que nous avons fait entrer dans nos calculs sont celles de la masse fluide; il faut que celles de la cunette soient un peu plus fortes pour que, dans aucun cas, les eaux ne puissent en surmonter les bords. L'économie constituée par la variation de la pente croîtra encore avec cet excédent de grandeur qui suivra les proportions du restant.

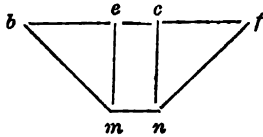
Pour simplifier les calculs, nous avons admis que le canal était rectangulaire sur toute son étendue; cette forme ne peut être adoptée, dans la pratique, que pour les parties creusées dans le roc ou revêtues de maçonnerie; dans les terres, on donne aux berges, pour éviter les éboulements, une inclinaison proportionnée au degré de cohésion des matières. Cette inclinaison ou ce talus est le plus souvent de 1 et 1/3; d'après cela, un canal supposé de 0,90 de largeur sur 0,45 de hauteur, devra avoir, en conservant la même hauteur, 1,50 de largeur en gueule et 0,30 au fond, de manière que l'une de ces quantités sera le quintuple

de l'autre ; et que les deux, prises ensemble, formeront le double de la largeur moyenne et le quadruple de la hauteur. Or, comme il est facile de s'en convaincre par le calcul, le trapèze qui satisfait à ces conditions est égal, en périmètre comme en superficie, au demi-carré (*) en sorte que, ramené à cette forme, les résultats ci-devant lui seront également applicables.

Les considérations, qui font l'objet de cette note, peuvent surtout être mises à profit dans les pays de montagne, où l'on rencontre souvent, sur de grandes longueurs, du rocher qu'il faut miner, et des parties de sol ravinées qui exigent des moyens encore plus dispendieux ; et où, d'un autre côté, les vallées étant généralement très déclives, on peut donner aux canaux d'irrigation une forte pente absolue qui permette de faire varier largement la pente relative, sans augmenter pour cela de beaucoup la longueur de ces canaux, et sans cesser de les faire atteindre aux lieux les plus élevés de cultures. Nous en parlons par expérience.

CÉL^{IN} ROCHE.

(*) On aura, en effet, d'après ces dimensions reportées sur la figure ci-contre, $em = 0,45$ et $mn = 0,30$,



$$be = em + \frac{1}{3} em = 0,60,$$

ce qui donne

$$bm = \sqrt{(0,60)^2 + (0,45)^2} = 0,75.$$

Doubleant ce nombre pour avoir bf et ajoutant les 0,30 du plafond mn , on aura 1,80, valeur identique à celle du périmètre du demi-carré correspondant, qui a pour expression $0,90 + (2 \times 0,45) = 1,80$.

NOTE B. — FORMULE DE BAZIN

L'erreur de M. de Prony et de ses successeurs consistait à faire abstraction de la nature des parois des canaux, parce qu'ils supposaient, d'après les expériences antérieures de Dubuat et de Venturi, qu'une pellicule liquide restait toujours adhérente à la paroi, en sorte que, sous l'empire de cette hypothèse, ils n'ont jamais pratiqué leurs propres expériences que sur des canaux en planches.

M. Darcy a le premier constaté l'influence de la nature des parois sur la rapidité de l'écoulement et, après lui, M. Bazin, multipliant les

expériences et les confirmant par une opération en grand sur les rigoles du canal de Bourgogne, est arrivé à la formule générale suivante :

$$\frac{R \cdot P}{V^2} = a \left(1 + \frac{b}{R} \right)$$

dans laquelle R représente le « rayon moyen » c'est-à-dire le rapport $\frac{S}{C}$ entre la section et le périmètre mouillé.

Quant aux coefficients variables a et b ils deviennent successivement, suivant la nature des parois :

(1) *Très lisses* : $a = 0,00015$; $b = 0,03$.

(2) *Unies* : $a = 0,00019$; $b = 0,07$.

(3) *Peu unies* : $a = 0,00024$; $b = 0,25$.

(4) *En terre* : $a = 0,00028$; $b = 1,25$.

Dans l'hypothèse (4) on trouve pour la valeur de la vitesse,

$$V = \sqrt{\frac{R P}{0,00028 + \frac{0,00028 \times 1,25}{R}}}$$

Les développements et les applications de cette formule sont exposés de la manière la plus complète dans le *Manuel de l'Ingénieur des ponts et chaussées*, par M. Debaue. — (15^e fascicule. Traité des Eaux — Hydraulique).

C. R.

1^{er} octobre 1893.

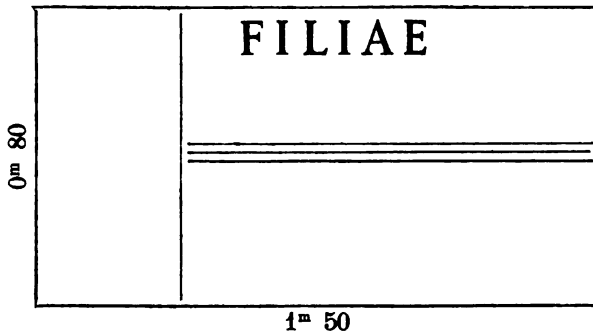
DÉCOUVERTE D'UNE PIERRE

AVEC FRAGMENT D'INSCRIPTION

A MONTSALÉON

Dans les premiers mois de cette présente année (1893), deux propriétaires de la Bâtie-Montsaléon ont retiré de la terre, cinq grosses pierres de mêmes dimensions et en tout semblables aux 83 qui avaient été trouvées sur le même point en 1837. Ce sont des parallépipèdes rectangles en mollasse blanche de Provence avec trous de scellement pour crampons en fer.

Cette découverte a été faite à l'angle-nord de l'enceinte de remparts du quartier de la Commanderie¹. Elles étaient placées comme dalles à environ 0^m,40 de profondeur, immédiatement à l'entrée du rempart. Deux de ces pierres ressortaient même en dehors de l'enceinte. La plus extérieure que j'ai seule mesurée a pour dimensions 1^m,50 de long, 0^m,80 de large et 0^m,40 d'épaisseur ; elle porte vers le bord supérieur de sa plus large face l'inscription suivante, en beaux caractères de 10 centimètres de hauteur, et en outre quelques moulures².



¹ Voir Bulletin de 1892, p. 109 et le plan qui l'accompagne où le rempart est marqué vers le milieu du bord supérieur.

² Cette inscription peut être rapprochée de celles qui ont été trouvées au même endroit et dont l'interprétation a été donnée au Bulletin de 1882, pp. 86 et 87.

Ces caractères sont recouverts en partie par le mortier sur lequel ces pierres ont été posées en cet endroit. L'une d'elles porte de fortes cannelures sur le bord étroit.

Lors de la construction dudit rempart qui est en pierres de petit appareil, on dut prendre les matériaux parmi les débris de l'ancienne Mons Seleucus. Je me demande dans quel but ces énormes pierres de taille, soustraites vraisemblablement à un grand tombeau ou à un temple, ont été placées là dans le sol. Avec celles retirées en 1837, elles devaient occuper une surface d'environ 106 mètres carrés, peut être le sol d'une aire où les religieux de Malte, propriétaires du rempart et des terres en amont jusqu'à la commune de Chabestan, devaient fouler leur blé. Quoi qu'il en soit, on peut voir par cette nouvelle découverte que le sol de la vieille Montsaléon n'a pas encore livré tout ses secrets.

C. ROMIEU,

Gap, Août 1893.

FERRY ÉVÊQUE DE GAP

1188-1198

J'écrivais à la p. 264 de mon *Histoire de Gap*, à propos de Guillaume II, évêque de cette ville, dont il occupa le siège épiscopal de 1184 à 1211, j'écrivais, dis-je, qu'il se présentait une difficulté relativement à ce prélat. Il y avait lieu de douter, en effet, qu'un seul et même évêque eût occupé pendant trente ans et plus le siège pontifical de Gap. Néanmoins, en l'absence de documents décisifs, je ne me croyais pas autorisé à scinder ce long épiscopat en deux parties et à faire deux évêques différents de notre évêque Guillaume II.

Les doutes viennent d'être levés par une intéressante découverte de M. l'abbé Albanès, auquel l'histoire de nos contrées est redevable de tant de découvertes¹. Il a

¹ Bulletin du comité des travaux historiques 1893, pp. 63-77.

trouvé dans les analyses de chartes conservées dans les archives des Bouches-du-Rhône, la mention d'un évêque de Gap, nommé *Fredericus* qui aurait occupé ce siège épiscopal entre 1188 et 1198. Cette trouvaille corrige et complète nos listes épiscopales, et on peut les considérer comme à peu près définitives de 1088 à 1789.

L'épiscopat de Guillaume II commencerait en 1180 environ pour finir en 1188 ; celui de son successeur *Fredericus* se placerait entre les années 1188 et 1198 ; enfin celui de Guillaume III, de Gières, ancien prévôt d'Oulx, commencerait en 1199 pour se terminer vers 1215. Guillaume d'Esclapon, nommé jusqu'à présent Guillaume III, prendrait le nom de Guillaume IV.

Il faut examiner maintenant comment ce nom *Fredericus* doit être traduit. Est-ce par Frédéric ? Je ne le crois pas, car tous les noms propres terminés par *ricus* en latin, se traduisaient dans le vieux français par des mots terminés en *ry*. Exemples : *Medericus* non pas *Médéric* mais *Merry* ; *Albericus* non pas *Albéric* mais *Aubry* ; *Udalricus* non pas *Utric* mais *Orry*. De même *Fredericus* doit être traduit non par *Frédéric* mais par *Ferry*. Le comte de Flandre *Fredericus* régnant à l'époque de Philippe-Auguste est nommé dans nos chroniques françaises, non pas le comte Frédéric, mais le comte Ferry ; de même il faut nommer, je crois, notre nouvel évêque, l'évêque Ferry.

J. ROMAN.

LE MUSÉUM CENTRAL

DE GAP

Le Conseil général des Hautes-Alpes, dans sa séance du 24 août dernier, a délégué M. David MARTIN, professeur au lycée, pour aller chercher à Hendaye (Basses-Pyrénées), les collections léguées par Olphe-Galliard au pays d'origine de sa famille. Ces intéressantes collections sont maintenant à Gap ; elles ont été provisoirement installées dans une vaste salle, au Moulin-Neuf, appartenant à M. Tourrès.

Je dis provisoirement, car des collections scientifiques sont faites pour être visitées par d'autres êtres que les souris et les mites. Ce n'est pas pour que les rats se rendent suivant le mot de La Fontaine, *savants jusqu'aux dents*, que le Conseil général, toujours attentif aux intérêts du département, n'a pas reculé devant les sacrifices pécuniaires qu'exigeait le transfert de ces riches collections. C'est pour que la jeunesse studieuse de nos écoles puisse y trouver un aliment intellectuel ; pour que la laborieuse population de Gap y trouve, aux jours de repos, un délassement ; pour que les étrangers de passage dans nos montagnes, y trouvent un attrait qui les retienne quelques instants de plus chez nous.

Il nous faut donc songer à trouver un local réunissant toutes les conditions nécessaires pour y installer un musée.

Aussi M. Provansal, rapporteur de la commission d'instruction publique, a-t-il proposé au Conseil général de décider en principe la construction, sur le terrain départemental de la pépinière et en face de l'avenue de la gare, d'un musée destiné à recueillir définitivement toutes nos richesses scientifiques et artistiques.

A ce propos, il m'a paru intéressant de raconter l'histoire d'une tentative faite, au commencement de ce siècle,

pour la création d'un établissement de ce genre. J'ai puisé mes renseignements aux archives du département.

Je ne crois pas qu'avant 1789 il ait existé dans les Hautes-Alpes, soit à Gap, soit à Embrun, aucun musée. C'est à l'époque de la Révolution qu'on s'en occupa pour la première fois.

La loi du 3 brumaire an IV, sur la création des écoles centrales, prescrivait d'établir auprès de chaque école une bibliothèque, un cabinet de physique et chimie, un jardin botanique et un cabinet d'histoire naturelle.

Les Administrateurs du département des Hautes-Alpes s'efforcèrent, mais vainement, de remplir le vœu de la loi. La bibliothèque ne réunit qu'un petit nombre de volumes, et surtout des ouvrages peu variés ; le cabinet de physique et chimie, le jardin botanique et le cabinet d'histoire naturelle n'existèrent jamais qu'à l'état de projet et dans l'esprit des organisateurs de cette école, qui, dans le règlement, parlaient de réunir des échantillons des richesses naturelles que possède le pays et des ressources qu'il pourrait offrir à l'agriculture, aux manufactures, aux arts et au commerce. L'époque était trop agitée ; les Administrateurs avaient des préoccupations trop graves et ne disposaient pas de ressources suffisantes.

C'est au commencement du XIX^e siècle, sous l'administration du Préfet Ladoucette, que le projet de créer à Gap un musée reçut un commencement d'exécution. Tout le monde connaît *l'impasse du Muséum* ; peu de personnes savent d'où lui vient ce nom. Il lui vient de ce qu'elle aboutissait au musée.

L'histoire de ce musée est curieuse et instructive.

Le Conseil général du département, dans sa séance du 22 floréal an XI, invita le Préfet à consacrer les fonds de non-valeur des années précédentes à des objets d'utilité publique. Dans une adresse au Premier Consul, du 19 du même mois, il avait proposé d'élever un obélisque au col du Mont-Genèvre, où l'on venait d'ouvrir une route. Mais cet obélisque ne devait pas absorber tout l'argent disponible.

Dès son arrivée à Gap, Ladoucette, en visitant le

bâtiment de l'ancien séminaire où était installée l'école centrale, avait conçu le projet d'y faire de nouvelles constructions et d'élever à Gap, comme il le dit, un monument aux arts et aux sciences, qui serait le *muséum central*. Le Conseil général, auquel il fit part de ce projet, à la séance du 21 germinal, l'engagea fortement à le mettre à exécution, et à prendre pour cette dépense le reste des fonds de non-valeur. Le moyen avait cela d'avantageux qu'il permettait de doter le chef-lieu du département d'un monument qui contribuerait à l'embellir, sans obliger ni les citoyens ni les communes à aucun versement. Les sous-préfets d'Embrun et de Briançon, ainsi que les communes, consultés, acceptèrent avec empressement la proposition.

Le Préfet avait chargé Delbergue-Cormont, ingénieur en chef du département, de lui présenter un devis estimatif et un plan des travaux à faire. Ce plan, dressé par Janson, était tout prêt depuis le 15 germinal. Devant cette unanimité des vœux de ses administrés, Ladoucette ne songea plus qu'à le faire exécuter.

Le projet comprenait l'établissement de huit classes pour l'enseignement, d'une grande salle de muséum, d'une serre et d'un jardin botanique sur l'emplacement du vieux bâtiment, du jardin et d'une partie de la terrasse du ci-devant séminaire.

Mais, avant d'entrer dans le détail des travaux, voyons quel était l'état du local.

La maison du séminaire comprenait deux parties ; le nouveau bâtiment et le vieux.

On appelait nouveau bâtiment la partie qui donne sur la rue de Provence ; c'est aujourd'hui le vieux bâtiment. Cette partie n'était pas tout à fait disposée de la même manière qu'elle l'est actuellement. A l'extrémité du bâtiment, en face de de la rue du Séminaire, à l'endroit où est aujourd'hui le logement des sœurs chargées du service de l'établissement, était une boutique donnant sur la rue, avec deux portes converties aujourd'hui en fenêtres. Au fond de cette pièce était une arrière-boutique. A droite des portes de la boutique, il y en avait une autre, convertie

elle aussi en fenêtre maintenant ; c'était la porte d'entrée du séminaire ; elle donnait dans un vestibule carré. Au fond du vestibule était une chambre de la même largeur, mais plus longue, ne communiquant qu'avec l'arrière-boutique dont j'ai parlé plus haut. En entrant dans le vestibule, on trouvait à droite une porte par où on passait dans le corridor. L'escalier était à la même place qu'aujourd'hui et disposé de la même manière. Les pièces qui donnent dans le corridor ont peu changé ; celle qui est maintenant le parloir était une cuisine. Le vestibule actuel existait déjà avec une porte menant au jardin ; mais, à la place de la porte d'entrée, sur la rue de Provence, il y avait une fenêtre. La pièce qui sert de loge au concierge était plus vaste qu'elle ne l'est actuellement, on en a distraît, du côté du jardin, le passage pour aller à la chapelle, et on l'a un peu retrécie lorsqu'on a construit cette même chapelle. Elle avait une porte donnant sur la rue de Provence, et communiquait avec un petit pavillon situé dans la cour, au coin formé par le séminaire et la chapelle actuelle.

Le premier et le second étages étaient disposés comme ils le sont encore, si ce n'est que la pièce du premier étage qui sert maintenant de salle d'étude et de cours était divisée en deux par une cloison ; elle était moins haute de plafond et à l'étage supérieur était une pièce disposée de même manière.

Le troisième étage n'existait pas sur toute la longueur du bâtiment ; la partie qui touche à la chapelle ne s'élevait pas au-dessus du deuxième.

Ce qu'on appelait le vieux bâtiment occupait l'espace où s'élève aujourd'hui le bâtiment neuf. Il était séparé du reste par un passage, à l'endroit où est aujourd'hui la cuisine, derrière la cage de l'escalier. Par ce passage on arrivait à un réduit qui avait servi de dépôt à fourrage à l'ingénieur, quand il était logé dans le séminaire, et de là on entrait dans l'écurie, située derrière l'arrière-boutique dont nous avons parlé. Le vieux bâtiment était coupé en deux par un mur dans le sens de la longueur ; la partie antérieure, donnant sur la cour

actuelle, ne formait qu'une seule salle, longue et étroite, espèce de hangar, servant d'entrepôt ; la partie postérieure était divisée en trois pièces. Entre ce bâtiment, la terrasse, l'écurie et les maisons voisines, restait un espace libre, servant de cour et basse-cour.

La cour actuelle était occupée en majeure partie par un jardin ; il ne restait de libre qu'un espace assez étroit le long des deux bâtiments, et qu'on appelait la cour.

La terrasse, ancien rempart, se prolongeait jusqu'au bout de la cour actuelle, sur l'espace où il y a aujourd'hui un bassin et un petit jardin.

Une petite rue, le long de cette terrasse, la séparait du jardin, du vieux bâtiment et de la basse-cour.

Tel était l'état des lieux. J'ai jugé ces détails nécessaires. Pour qu'on puisse se rendre un compte plus exact des travaux qui furent exécutés.

L'ingénieur Janson sut tirer habilement parti du local qu'il avait à transformer ; son plan ne manque ni de commodité, ni d'agrément, ni même d'une certaine grandeur.

Le magasin avec l'arrière-boutique, à gauche de la porte d'entrée, devenaient le logement du concierge, et une porte fut ouverte dans le mur à gauche, en entrant dans le vestibule, pour que personne ne pût entrer ni sortir sans être aperçu.

Dans le corridor du rez-de-chaussée, une porte fut ouverte dans la cloison de la première pièce pour aller dans le jardin botanique.

Celui-ci était distribué en trente-six planches et comprenait tout l'espace entre la façade du séminaire et la rue Neuve d'une part, la façade du Musée et une autre rue allant de la rue Neuve à la rue de Provence d'autre part, c'est-à-dire toute la cour actuelle avec le petit jardin du fond.

Du jardin botanique on montait à la terrasse par une rampe douce en terre, le long du mur sur la rue Neuve. Ce mur devait être démoli, le long de la rampe et du jardin, à un mètre hors du sol et surmonté d'une grille en fer d'un mètre de haut.

Par une autre rampe en terre et un perron en pierre,

on descendait dans une cour au nord du Musée, et dans la petite rue qui, dirigée du nord au sud, séparait la terrasse du bâtiment. Désormais cette rue s'arrêtait là, et devenait une impasse (impasse du Muséum).

Sous la partie de la terrasse comprise entre la rue Neuve et le vieux bâtiment on construisait une serre. C'était une grande salle, voûtée en arête, mesurant 12 mètres de long sur 6^m17 de large et 4^m32 de haut sous clef. Elle était de 0^m32 au-dessous du niveau du jardin et on y descendait par trois marches.

Enfin, l'espace situé entre la terrasse et le bâtiment du séminaire, entre le jardin botanique et les maisons au nord, espace occupé auparavant par le vieux bâtiment et la basse-cour, était réservé aux classes et au Musée, avec une cour au nord.

Le bâtiment devait former un parallélogramme de 35^m32 de long sur 15 de large. Le rez-de-chaussée était partagé en deux, dans le sens de la longueur, par un corridor. Par deux portes ouvertes, l'une au fond du vestibule d'entrée du séminaire, l'autre au fond de la chambre située derrière ce vestibule, on arrivait dans ce corridor, à droite et à gauche duquel étaient les huit salles de classe, prenant jour, les unes au midi sur le jardin botanique, les autres au nord sur la cour. Ces salles devaient être voûtées en arête, et mesuraient 4 mètres de hauteur sous clef; il y en avait quatre grandes, de 7 mètres de long sur 6 de large, et quatre plus petites.

Au-dessus des classes, était une immense salle voûtée en plein cintre, qui avait, à l'intérieur, 33^m32 de long sur 13 de large et 16^m66 de hauteur, sous le milieu de la voûte. C'était la salle destinée au Musée. Elle était éclairée par 24 fenêtres semi-circulaires de 1^m16 de rayon; 12 du côté du jardin, 12 du côté de la cour. Il devait y avoir, en outre, une fenêtre semblable à chaque bout dans le mur de pignon, mais on les supprima plus tard, parce que le toit fut construit en chalet sans pignons. Un peu au-dessous de la naissance de la voûte courait une corniche de 1^m62, avec modillons et triglyphes. Au-dessous des vingt-quatre fenêtres étaient vingt-quatre armoires, douze

grandes et douze petites, de 0^m66 de profondeur prise sur l'épaisseur du mur ; elles étaient surmontées de frontons triangulaires et destinées à contenir les livres, gravures, pièces d'histoire naturelle, etc. A l'extrémité de la salle, du côté de la terrasse, s'ouvraient trois portes ; une petite au milieu, deux grandes sur les côtés. A l'autre bout, du côté du Séminaire, était une autre entrée donnant sur le palier du premier étage. Sur ce palier, une cloison, construite du mur qui est sur la rue de Provence à celui qui forme la cage de l'escalier, déterminait le vestibule de la salle du Muséum. On entrait dans ce vestibule par une grande porte ménagée au milieu de cette cloison.

L'aspect extérieur de cette construction était sévère, mais point disgracieux. Du côté du jardin, sur un mur de 35^m32 de longueur, et 16^m16 de hauteur, on voyait au rez-de-chaussée 12 fenêtres de 1^m50 de large sur 2^m32 de haut ; au-dessus le mur se terminait par une attique dans laquelle étaient pratiquées les fenêtres en demi-cercle de la salle du Musée ; cette attique était couronnée par une génoise à quatre rangs. Autour des portes et des fenêtres était un appareil en assises rustiques. Le toit n'était autre chose que la voûte de la grande salle, recouverte d'ardoises. Le projet primitif portait qu'il serait à deux pentes, mais plus tard on préféra supprimer le fronton et faire le toit à quatre pentes. Avec cette modification on dut établir une échelle en fer pour aller du séminaire sur le toit du Musée.

Du côté de la terrasse, au-dessus de la porte du milieu, on devait placer une plaque de marbre gris foncé, scellée dans le mur, sur laquelle serait écrit en lettres d'or : MUSEUM.

Pour que cet établissement fut vraiment et complètement le sanctuaire des arts, des sciences et des lettres, Ladoucette voulut qu'il comprît aussi une salle réservée aux réunions de la *Société d'Émulation* qui venait d'être fondée. On lui affecta la salle du premier étage qui sert aujourd'hui de salle d'étude et de cours. Cette salle était coupée en deux par une cloison ; cette cloison fut abattue ;

on démolit aussi un pillier destiné à supporter un mur qui était à l'étage supérieur : ce mur disparut également, ainsi que le plafond qui séparait le premier du second et celui qui séparait le second du troisième. Cet espace ne fit plus désormais que deux salles : celle de la *Société d'Émulation* au premier, et la bibliothèque au troisième. La première avait 4 mètres de large sur 15 de long et 4 de haut. Au fond, du côté opposé à la rue de Provence, une cloison formait un cabinet destiné à recevoir les archives de la Société.

Voilà quel était l'ensemble du projet. ¹ Le jardin botanique, la serre, la grande salle du Muséum étaient ouverts au public. Pour arriver à cette salle on montait les deux rampes de l'escalier jusqu'au premier, de-là on entrait par la porte à droite, on traversait le vestibule et on se trouvait dans le Musée. On pouvait aussi passer par le corridor des classes au rez-de-chaussée, la cour du nord, la rampe et la terrasse ; ou encore par le corridor à droite de la porte d'entrée, le jardin, la rampe et la terrasse.

Le projet ne connut pas, au début du moins, les lenteurs administratives.

J'ai dit que le plan porte la date du 15 germinal. L'adjudication eut lieu le 12 floréal, dans la grande salle de la Préfecture, en présence du Préfet, des conseillers de préfecture, de l'ingénieur en chef et du secrétaire-général. Il n'y eut qu'un seul soumissionnaire.

Le cahier des charges portait que les travaux seraient

¹ Ce projet fut envoyé à Paris pour être soumis à l'approbation du Ministre. Celui-ci demanda plus tard (4 brumaire an XIV) un plan plus détaillé, et présenta quelques observations. La grande salle du musée lui paraissait assez éclairée par 5 fenêtres de chaque côté ; la voûte en plein cintre était, à son avis, trop lourde ; la corniche lui paraissait inutile ; les serres trop peu éclairées. Janson défendit énergiquement son projet (lettre du 20 mars 1806), et envoya (lettre du 28 avril) un modèle du musée en albâtre (qu'est-il devenu ?), pour être joint à son plan. D'ailleurs les observations du ministre arrivaient trop tard ; les murs étaient achevés, ainsi que le toit ; la corniche était commencée. Il s'ensuivit un échange de lettres entre le Ministre et le Préfet d'une part, entre le Préfet et les Ingénieurs de l'autre, échange auquel la suspension des travaux mit fin.

commencés de suite et exécutés, sans discontinuer, dans le courant de l'an XII. On se mit aussitôt à l'œuvre. On commença par démolir tout ce qui faisait partie du vieux bâtiment, murs, contreforts, planchers. Le mur de la partie du séminaire où devait venir se joindre la nouvelle construction fut également démolí. Ce faisant, on s'aperçut que le mur mitoyen de la maison Delafond, — aujourd'hui maison Vollaíre, — était pourri et menaçait ruine, par suite des eaux tombant du toit de l'École centrale. Il fut convenu amialement entre le Préfet et M. Delafond que le mur serait refait sur les fonds destinés au Musée et que M. Delafond paierait pour cette reconstruction 200 francs.

Le terrain déblayé, on se mit à creuser les fondations. Mais le creusement des fouilles fut de fâcheux augure pour la solidité du Musée. Au devis, on avait prévu pour les murs de cage, des fondations de 1^m66 de profondeur ; mais on ne trouva pas un fonds solide, même en creusant plus bas. On fut obligé de faire un blocage dans quelques endroits, de planter quelques pilots en d'autres et de faire partout un grillage en bois de mélèze. Dès lors, Janson jugea qu'il serait convenable même de placer deux ceintures de fer, l'une à la naissance de la voûte du rez-de-chaussée, l'autre au-dessus des fenêtres de la grande salle.

On n'attendit pas, au reste, d'avoir fini de creuser les fondations pour poser la première pierre du monument. Cette cérémonie eut lieu le 8 thermidor avec beaucoup d'apparat. « Toutes les dispositions, dit Farnaud dans *l'Annuaire du Département pour l'an XIII*, avaient été faites pour qu'à l'issue de la session du collège (électoral) l'on procédât à l'inauguration du Musée central, établi au chef-lieu du département, dans l'enceinte du ci-devant séminaire, par les soins de M. le Préfet. Les membres du collège avaient été invités d'y assister individuellement comme représentant, pour ainsi dire, toutes les communes du département, dont les offrandes volontaires servent à ériger ce monument. Le Préfet, assisté des membres du collège électoral, du général Roman, commandant le département, de l'évêque de Digne, du conseil de préfecture, du secrétaire-général, des sous-préfets d'Embrun et

de Briançon, du maire et des adjoints de la ville, des ingénieurs des ponts-et-chaussées, des professeurs de l'école centrale et de plusieurs autres fonctionnaires publics, se rendit sur les lieux où se trouvaient réunies un grand nombre de personnes des deux sexes. Là, après avoir prononcé un discours analogue à l'objet de la cérémonie, il posa la première pierre du monument élevé parmi nous à la gloire des sciences, des arts et des lettres. Il y inséra : 1° le procès-verbal de la cérémonie, écrit sur vélin et signé par tous les membres du collège et les fonctionnaires présents ; 2° une médaille d'argent ayant 50 millim. de diamètre sur 5 millim. d'épaisseur. Elle portait l'effigie de l'Empereur Napoléon, avec ces mots dans la légende : NAPOLÉON PREMIER, EMPEREUR DES FRANÇAIS. Au revers pour exergue :

DÉP^t
DES H^{tes}-ALPES.
CET ÉDIFICE A ÉTÉ ÉLEVÉ
EN L'AN XII, AVEC LES FONDS
OFFERTS ET FAITS PAR LES COMMUNES.
1804
L'AN 1^{er} DE L'EMPIRE.

Et pour légende : MUSÉUM CENTRAL, ÉRIGÉ A GAP, PAR LES SOINS DE M. LADoucETTE, PRÉFET. Le procès-verbal et la médaille furent déposés dans une boîte de plomb, trouvée dans les fouilles de Mons-Seleucus, et qui rentra dans la terre, où il avait déjà été enseveli pendant douze siècles. L'inauguration du Musée avait électrisé tous les esprits. Cette époque semble marquée pour les progrès de l'agriculture et de l'industrie dans un département où elles furent trop longtemps dans l'enfance. »

On avait fait frapper quatre médailles, deux en argent et deux en bronze, du modèle décrit ici par Farnaud. Nous venons de voir que l'une fut enfouie dans les fondations du monument, une autre fut envoyée au ministre de l'intérieur ; je ne sais ce que sont devenues les deux autres.

Maintenant que voilà posée la première pierre de notre

Musée, voyons, pendant que les murs s'élèvent, de quoi il devait être peuplé.

Ladoucette, dès le jour où la construction de ce monument avait été décidée dans son esprit, s'était mis en quête de collections de diverse nature. Il voulait que tout ce qui touche à notre département y fut représenté ; archéologie, minéralogie, botanique, ornithologie, il n'avait rien oublié. En outre, il fit l'acquisition de collections et d'objets artistiques d'un intérêt plus général.

Dans le vestibule du Musée, à droite, scellé dans le mur, on devait placer le tombeau de Lesdiguières ; l'idée était très heureuse. Ce tombeau, donné au département, en l'an VI, par M^{me} de Veynes, se trouvait alors dans l'église St-Arnoux.

Les fouilles qu'on avait faites à La Bâtie-Montsaléon (Mons-Seleucus) avaient donné de bons résultats. On avait trouvé de nombreux objets antiques. Ladoucette en fit dresser la liste par Héricart de Thury, ingénieur des mines, chargé de réunir et de classer les collections destinées au Musée. Les lecteurs du *Bulletin* connaissent ces objets par l'intéressant travail publié, l'année dernière (avril 1892), par mon collègue et ami M. Romieu, sur les *Trouvailles faites à La Bâtie-Montsaléon depuis le commencement de ce siècle* ; cependant, comme la liste d'Héricart de Thury donne quelques détails qui ne se trouvent pas dans celle de M. Romieu, j'ai cru devoir la donner ici.

Sculptures. — Un triton en bronze sur un poisson fabuleux ; — un groupe en albâtre représentant un taureau terrassé par un homme, avec un chien et un serpent qui déchirent une plaie ; — un fragment de groupe en albâtre où on voit un pied humain tourné vers un trépied au-dessous duquel se trouve une boule sur laquelle est un serpent ; — un fragment d'ornement en albâtre sur lequel est un aigle ; — un bas-relief en albâtre représentant une femme attachée, les bras en croix, avec un monstre ailé à sa droite et à sa gauche un homme dans l'attitude d'un gladiateur, nu et sans armes ; — un disque en bronze représentant un satyre levant le voile d'une nymphe

assise dans du lierre ; — un ornement en bronze représentant deux chimères ; — un fragment de piédestal, même métal, avec des moulures effacées ; — deux petites têtes en bronze dont une avec des oreilles de chauve-souris ; — deux pièces d'ornement, même métal, sculptées ; — un fragment d'une base à trois branches dont une manque ; — un petase tenu par une main (bronze) ; — un petit pied de chèvre servant de soutien et d'ornement ; — un petit piédestal en bronze ; — un disque en bronze percé par le milieu et un manche percé à son extrémité ; — un support de vase, rond ; — un piédestal en cuivre ; — un ornement de même métal ; — quatre fragments d'ornements d'architecture en calcaire.

Vases. — Une amphore de 0,80 de haut sur 0,60 de diamètre ; — un fragment d'amphore plus grand ; — vingt-deux vases de même forme mais plus petits ; — vingt petits pots de terre ; — cinquante petites écuelles ; — un fragment de bassin en marbre ; — cinquante petites lampes en terre cuite ; — trois petites lampes en bronze ; — plusieurs fragments de vases en terre rouge très fine, tous portant des vestiges de bas-reliefs très bien sculptés ; — un vase tourné en bronze ; — un petit vase avec une anse percée par le milieu où était placé un anneau tournant, et un vase de fer en forme d'œuf ; — un vase de cuivre en forme de poire ; — un vase en verre sur la base duquel est gravée une tête que l'on croit être celle d'un roi bourguignon ; — une fiole, verre blanc, ornée de rosaces et de feuilles ; — plusieurs fioles, en verre commun, en partie fondues et comme racornies par le feu ; — des fragments de vases de toute forme en verre ; — un fragment de vase en cristal ciselé ; — un fragment de vase en porcelaine bleue.

Gravures. — Quatre bagues en argent avec des gravures et des filets presque entièrement effacés ; — une anse sur laquelle est gravée une figure de femme.

Mosaïques. — Des fragments de mosaïque très variés.

Instruments. — Treize styles en bronze et deux en fer ; — cinq aiguillettes en fer ; — deux poinçons en ivoire et or ; — une clef en bronze et une en fer ; — une romaine

à laquelle il manquait quelques pièces ; — une pincette de chirurgien en bronze doré ; — cinq agrafes de manteau ; — une petite chaîne en bronze ; — huit clochettes fracturées ; — un petit baril en bronze, ressemblant au niveau d'eau décrit par M. de Caylus ; — un fragment de bouclier formé d'une lame d'acier recouverte d'une lame de cuivre sur laquelle est une feuille très mince d'argent ; — un dard ; — deux javelots ; — un couteau à manche en ivoire ; — six lames de couteau dont une à deux manches ; — un poignard avec manche en ivoire ; — un manche de couteau en ivoire, sculpté et très bien conservé ; — deux pioches à piquer ; — trois forceps ; — une serpe ; — un couperet ; — trois haches — ; une pince de maçon ; — une bêche ; — des tenailles de serrurier ; — deux ciseaux de tondeur ; — une cuiller en fer ; plusieurs objets de serrurerie, tels que fermetures, gonds, crochets, anneaux en bronze et en fer, anses, etc. ; — une chaîne de puits ; — une autre chaîne ; — un fragment de meule en lave, qu'on croit avoir appartenu à un moulin à bras ; — deux grandes caisses de clous, broches, crampons, etc. ; — plusieurs fragments de flûtes en os ; — beaucoup de plomb fondu.

Inscriptions. — Une inscription sur une petite plaque en bronze ainsi conçue :

C. LUCCEIVS
APOLAUSTUS
V. S. L. M SALVO
NOVATIANO

— une inscription illisible sur une table de marbre blanc ;
— une pierre sur laquelle on lit TECTOS ; — sur un fragment de terre cuite une empreinte qu'on supposait être le nom du potier ; — sur une pierre calcaire :

D. M. M. F.
PATERNI. PAULIF
PIISSIMI. SERVAT
CATULLI. F. SIBI.F
LEPPIO. FORTUS
MARITO. VIV.

Des ossements humains (fémurs, tibias, péronés) ; — des coquilles marines de parages éloignés ; — des bois de cerf ; — un crane de buffle ; — des dents de lion, de tigre ; — des boutoirs de sanglier, etc. »

Voilà, dans toute son intégrité, la liste des objets qu'on avait trouvés à *Mons-Selecus*. Il y avait de quoi commencer une collection d'antiquités variée, utile à parcourir pour les élèves de l'école secondaire, intéressante même pour le public.

A cela il faut ajouter encore divers objets trouvés sur divers points du département. Héricart de Thury, de passage à Embrun, remarqua un piédestal d'albâtre de Boscodon près de la porte de la maison de détention, et, vis-à-vis, une fontaine dont le bassin en marbre lui parut être d'un ciseau romain. Sur la demande du Préfet, le Maire d'Embrun envoya le piédestal. Dans la lettre annonçant l'envoi, il parle d'une urne funéraire beaucoup plus belle, servant de bassin à la fontaine de l'hospice ; il l'avait fait nettoyer avec de l'herbe pour lire l'inscription et promettait de l'envoyer à la première occasion ; — c'est, je crois, le même bassin qu'avait remarqué de Thury. Une fois son attention tournée de ce côté, le Maire d'Embrun découvrit une troisième pierre servant de pilier pour voûte dans la maison d'un particulier, près de l'hospice ; il promit également de nettoyer l'inscription, illisible à cause de la saleté, et de l'envoyer pour le musée.

Castillon, géomètre en chef du département, envoya de Chorges trois pierres antiques remarquées par le Préfet, pendant ses tournées, devant la maison Souchon, et une autre pierre de petit volume qu'il avait découverte lui-même et qu'il supposait avoir formé un entablement. Sur cette dernière pierre, on voyait, en grand relief, un enfant nu paraissant tenir dans la main droite une corne de bouc.

A Ventavon, l'on avait trouvé une inscription romaine sur marbre ; Ladoucette écrivit au maire de faire scier la partie de la pierre sur laquelle était l'inscription et de l'envoyer à Gap.

Rochas père, jurisconsulte, fit don d'une lampe sépul-

crale trouvée au Monétier-Allemond, représentant un Mercure qui chasse un âne dans l'empire de Pluton.

Ayant appris que, à Briançon, des ouvriers, travaillant pour les ponts et chaussées, avaient trouvé des monnaies anciennes, Ladoucette s'empessa de demander à Delbergue-Cormont, ingénieur en chef, de quelle époque étaient ces médailles et le pria de les réserver pour le musée. L'ingénieur, malheureusement, les avait déjà envoyées à Paris, et ignorait d'ailleurs de quel empereur elles étaient.

Voilà pour ce qui concerne l'archéologie. Quant à la minéralogie, plusieurs personnes avaient, alors comme aujourd'hui, soit des échantillons épars, soit des collections. Sur la proposition d'Héricart de Thury, le Préfet fit un appel à toutes les personnes qui voudraient bien céder au musée les objets dont ils consentiraient à se débarrasser. Aussitôt, de tous les points du département, arrivèrent de nombreux échantillons de minéraux et de minerais.

Le Préfet, du reste, prêchait d'exemple et il donna 64 échantillons de quartz, de feldspath, de mica, de chaux, d'argile, de houille, de grès, de plomb sulfuré, de cuivre sulfuré.

Chaix, sous-préfet de Briançon, et Bonnot, législateur, qui possédaient, au dire d'Héricart de Thury, de belles collections, envoyèrent l'un 67 échantillons de plomb, de cuivre, de fer, de manganèse, de soufre, de houille, de quartz, de mica, d'albâtre, de chaux carbonatée, de stéatite, de baryte, d'argile, de grès, de granit ; l'autre, 37 échantillons de chaux carbonatée, de mica, de plomb, de cuivre, de fer.

Serres, de la Roche, conseiller de préfecture, donna 30 échantillons de chaux, d'argiles, de fer sulfuré.

Farnaud, secrétaire général, donna 28 échantillons de quartz, de plomb et une belle variolithe trouvée dans le torrent de Bonne. A propos de cette variolithe, il écrivait au Préfet : « Les savants géologues avaient cru jusqu'ici que la Durance et le Drac seuls roulaient de ces roches ; avec cet échantillon, nous pouvons leur montrer le con-

traire, à moins qu'ils ne disent qu'il y a une communication secrète entre le torrent de Bonne et le Drac ; ce qui vous épargnerait bien des soucis et des travaux ». On serait moins étonné aujourd'hui de trouver ces variolithes dans le torrent de Bonne, et M. Martin, mon collègue et ami, vous dira que le fait n'a rien de surprenant. Quant à la communication avec le Drac, elle a coûté et coûte encore des soucis et des travaux aux successeurs de Ladoucette et à bien d'autres, sans qu'on puisse savoir encore comment sera tranchée la difficulté. — Mais revenons à nos moutons, c'est-à-dire à nos minéraux.

Barety envoya de Peyre une caisse pleine d'échantillons provenant des mines de Peyre et de Sigottier.

Mathonnet, juge de paix à La Grave, envoya du cuivre soyeux du Bec de Grenier, du fer de La Grave trouvé au lac noir, de l'argent gris et des pyrites cristallisés du Bec de Grenier, et un morceau de pernite, très rare en France, dit-il.

Chapuzet, pharmacien à Gap, offrit du cristal trouvé dans le torrent de Bonne, une pierre d'agate trouvée dans un torrent au delà de Remollon, de l'antimoine, du carbure de fer, de la plombagine, de la molybdine provenant d'une carrière dans les montagnes du Queyras, de la craie de Briançon, des lentilles et divers coquillages pétrifiés, des pétrifications formées par de très petits cristaux de diverses couleurs, enfin quelques échantillons variés de cristal, d'agate et d'une matière se rapprochant du charbon.

Tanc, maire de Remollon, envoya des échantillons de la pierre avec laquelle avait été construite la digue de Remollon, des cristaux de roche provenant du même rocher, des stalactites, de l'albâtre gypseux.

Peix, curé de Gap, donna douze échantillons de divers quartz, et de plomb oxydé provenant de Vallouise et de l'Argentière.

Héricart de Thury fournit aussi un grand nombre d'échantillons de quartz, variolithes, houilles, chaux, schistes, marnes, du plomb, du cuivre, du nickel, du cobalt et de l'argent natif foliacé superficiel de Chalance à Allémont en Oisans, « de cette intéressante mine, dit-il, qui

est devenue si florissante et une source de prospérité pour le canton de l'Oisans entre les mains du bon et respectable Schreiber, son directeur, envoyé par l'électeur de Saxe, comme témoignage d'amitié et de considération à l'égard de Xavier Stanislas, comte de Provence et frère de Louis XVI, à l'époque où cet infortuné monarque lui fit donation de toutes les mines du Dauphiné ».

C'est que, dans l'esprit de Ladoucette, la collection minéralogique n'était pas seulement destinée à servir d'aliment à la vaine curiosité des visiteurs ; il voulait par là porter les esprits vers l'industrie, en montrant les ressources qu'offrait le département. Aussi, au cours d'une tournée qu'il fit avec Janson dans le Serrois, il le chargea de réunir des échantillons des diverses carrières de pierres propres à la construction. Un arrêté du 10 mars 1806 confirma cette commission orale, et Janson réunit, en effet, un certain nombre d'échantillons.

Deux personnes furent, en outre, chargées de rechercher les meilleures carrières d'albâtre du département et de nombreux échantillons furent envoyés à Gap, voire même des blocs assez grands pour qu'on pût y tailler des statues de grandeur naturelle. Les carrières d'où on tira les échantillons les plus satisfaisants furent celles de St-Étienne-d'Avançon, de Turriers, de Bellafaire, de Curban. Suivant une tradition consignée dans les lettres de celui qui visita ces carrières, la statue de St-Roch qui était à l'église des capucins était en albâtre de St-Etienne, et les travaux en albâtre du château de Tallard avaient été tirés des carrières de Curban. L'albâtre de Turriers lui parut être de la même qualité que celui du tombeau de Lesdiguières.

La botanique était représentée dans les collections du musée par des plantes du département, placées dans six cadres sous verre. Ducros, celui qui avait réuni ces plantes, voyant la difficulté de les conserver, décolorées par le contact de l'air ou dévorées par les insectes dans les herbiers ordinaires, avait eu l'idée de tenter cet essai. — On acheta aussi de Serres, de la Roche, conseil-

ler de préfecture, moyennant 300 francs, un herbier composé, en majeure partie, de plantes des Alpes.

La collection ornithologique ne comprenait qu'un petit nombre d'oiseaux du département et quelques oiseaux de passage (canard, flamant, grue, héron, aigle, etc.). On s'était d'abord adressé, pour les faire empailler, à un nommé Meyer, vétérinaire à St-Bonnet ; mais, celui-ci n'ayant pas à sa disposition tout l'outillage nécessaire, on eut recours à un empailleur d'Arles, qui, en renvoyant ces divers échantillons, y joignit quelques coquillages.

Ces dernières collections étaient incomplètes et ne présentaient pas suffisamment d'intérêt. Pour les compléter, Ladoucette s'adressa à Deleuze, naturaliste au muséum d'histoire naturelle, et à Héricart de Thury, dont nous avons déjà parlé.

Deleuze fit part de la demande au Conseil d'administration du muséum. Mais ce Conseil ne pouvait disposer de rien sans un ordre du ministre de l'intérieur. Il fallut donc adresser une nouvelle demande au Ministre qui ne put, d'ailleurs, accorder que peu de chose, car on avait beaucoup donné pendant les deux ou trois années précédentes pour les écoles centrales. Quelques mois après, Ladoucette écrivait encore à Deleuze pour lui demander s'il ne connaîtrait pas quelqu'un qui eût une collection ornithologique à vendre. Deleuze répondit qu'on trouvait difficilement à acheter des oiseaux étrangers, que toutefois un naturaliste du muséum avait un très beau cabinet, mais qu'il ne le vendrait qu'en bloc au prix de 60.000 fr. On ne pouvait trouver ajoutait-il, ni mieux ni meilleur marché. Soixantemille francs ! C'était trop pour les ressources dont pouvait disposer Ladoucette. Ses négociations n'avaient donc pas abouti de ce côté. Il fut plus heureux avec Héricart de Thury.

Celui-ci fit des démarches auprès du conseil des mines et auprès de l'administration du jardin des plantes. Le conseil des mines ne put rien donner : on venait trop tard ; les magasins avaient été épuisés pour répondre à des demandes faites les années précédentes par d'autres préfets. Toutefois, en donnant le résultat de sa démarche, de

Thury envoya plus de cinquante monnaies (de Philippus, Gallienus, Postumus, etc.), bien étiquetées et déchiffrées. Du jardin des plantes il obtint que le jardin botanique de Gap serait compris dans les distributions de plantes et de graines à faire aux départements.

Un naturaliste nommé Prié, résidant à Paris, possédait une belle collection réunie, quelques années auparavant, dans les départements de l'Isère et des Hautes-Alpes. Héricart de Thury sachant que de fâcheuses circonstances l'obligeaient à vendre cette collection, tenta de l'acheter pour le muséum de Gap. Le naturaliste, quoiqu'il eût beaucoup de répugnance à se séparer du fruit de vingt années de peines et de fatigues, déclara qu'il céderait ce qui lui restait au prix de 6.000 fr. ; — il avait vendu ses médailles et ses antiques pour la somme de 2.000 fr. — Héricart de Thury commença par offrir 3.000 fr. et demanda l'avis de Ladoucette, C'était-là, disait-il, une occasion unique ; à moins de supposer la vente du cabinet de Grenoble, jamais on ne trouverait une collection aussi complète des montagnes. Il y avait, au surplus, des objets de grande valeur ; un Anglais avait offert 25 louis d'une seule pièce.

Ladoucette hésitait. Pour le décider, Héricart de Thury lui écrivit que le Jardin des plantes était en pourparlers avec Prié et finirait par acquérir la collection, si on ne se hâtait. Enfin le marché fut conclu le 4 floréal an XII, dans les circonstances et aux conditions suivantes. Héricart de Thury avait dîné chez un de ses amis et y avait donné rendez-vous à Prié ; comme celui-ci tenait pour le prix de 4.500 fr., disant que le jardin des plantes lui offrait cette somme, l'amphitryon supposa une lettre de Ladoucette disant qu'il en donnerait 3.600 fr., mais pas un centime de plus. Prié s'y laissa prendre ; on faisait d'ailleurs miroiter à ses yeux de beaux écus comptants, — et le lendemain fut expédiée en neuf caisses pesant 200 kilos chacune « cette belle collection, la plus complète après celle de Grenoble ». Je ne sais quel malentendu il y avait eu entre Héricart de Thury et Prié ; mais celui-ci écrivit quelque temps après à Ladoucette, réclamant 400 frs, et disant que la vente avait été faite à 4.000 frs, dont 3.600 payables

au comptant et 400 payables après réception. Héricart de Thury dit que c'était mauvaise foi, que la vente était consentie à 3.600 fr., que la quittance portait 3,600 fr. et qu'il ne fallait rien payer de plus. Prié fut obligé de passer parla .

On acquit aussi de M. Mouton-Fontenille, secrétaire de la *Société d'Agriculture, d'histoire naturelle et des Arts de Lyon*, deux collections d'oiseaux : l'une se composait de 107 individus de toute grandeur, placés comme des plantes dans des feuilles de papier, renfermées comme les volumes d'un herbier dans des boîtes de sapin ; l'autre se composait d'un nombre à peu près égal d'individus empaillés. Chaque oiseau portait sur une étiquette son nom en français et en latin d'après Buffon et Linnée. Ladoucette, soit que la première collection n'eût pas été soignée en voyage, soit que la préparation eût été défectueuse, ne s'en montra pas satisfait. Héricart de Thury s'efforça de lui persuader que, si ce genre de préparation était moins agréable à la vue, elle était plus favorable à la conservation.

En fait d'objets d'art, Ladoucette, par l'intermédiaire d'un Alpin, Blanc Lanaute d'Hauterive, chef de division au ministère des relations extérieures, acquit diverses statues en plâtre, copies de l'*Apollon du Belvédère*, du *Gladiateur de Borghèse*, d'un *Germanicus*, de la *Pallas de Velletri*. Ce choix avait été fait par Visconti, et, sur sa recommandation, le chef du dépôt des plâtres du Muséum envoya les six caisses qui contenaient les précieuses statues par un voiturier de confiance qui se chargeait de ces sortes d'expéditions pour toute l'Europe. Mais, lorsque les caisses furent à Grenoble, le voiturier réclama 641 fr. 13 sous de port, c'est-à-dire presque autant que coûtaient les statues. Ladoucette trouvait bien que c'était un peu cher, mais il fallut payer. D'Hauterive, pour le consoler, lui exprima l'espoir que d'année en année la plus petite partie de ces acquisitions serait payée par le département, et la plus grande par des amateurs natifs des Hautes-Alpes. — L'année prochaine, je vous prierai d'accepter mon don, disait-il, et j'espère que j'aurai des imitateurs.

On acheta aussi de l'abbé Ducros, bibliothécaire à Grenoble, « une mécanique mouvante représentant l'exploitation et l'opération de la fonte des minéraux » que cet abbé Ducros avait acquise en 1789 d'un Allemand nommé Mathias Selver; deux petits tableaux d'oiseaux de Keller, six médaillons en plâtre de Bergmann, Barn, Winckelman, Canova, Catoni, Kauffmann; plus une caisse de jeux chinois et un grand prisme monté. Il fut aussi question de lui acheter deux tableaux (effets de neige) du chevalier de Foschi, mais le marché ne fut pas conclu. « L'auteur, disait Ducros, en parlant de ces deux tableaux, n'en faisait d'aussi grands et d'aussi finis que pour les ambassadeurs qui étaient à Rome, et, dans le temps que les Anglais voyageaient librement dans nos contrées, j'en avais refusé souvent 80 louis ».

Pendant que l'on réunissait ainsi les diverses collections destinées au Musée, la construction du monument se poursuivait, non sans quelques incidents fâcheux et de mauvais augure.

Au devis on avait prévu, pour les murs de cage, une épaisseur d'un mètre. L'entrepreneur, sur l'ordre de l'ingénieur en chef, leur donna un centimètre de perte par mètre. Janson eut beau dire qu'à 16 mètres de haut le mur n'aurait plus que 84 centimètres d'épaisseur, que cela nuirait à la solidité; les ordres de l'ingénieur en chef prévalurent; quand on fut arrivé à l'attique, Janson proposa de supprimer la retraite de 20 centimètres prévue au devis, car le mur, si on le réduisait à une épaisseur de 65 à 70 centimètres, serait incapable de supporter les cintres; cette fois encore on ne l'écouta pas.

D'ailleurs on avait fait au devis primitif plusieurs additions et de nombreux changements. C'est ainsi que, pour donner meilleure apparence à l'ensemble du bâtiment,¹ on résolut d'exhausser (floréal an XIII) le mur et le toit de la

¹ Attendu l'avantage que la ville de Gap devait retirer de cet agrandissement de l'école secondaire pour y établir un pensionnat, le Conseil municipal vota 861 fr. 35, montant de la moitié de la dépense, à prendre sur les fonds portés au budget de l'école secondaire pour l'an XIII.

partie de l'ancien séminaire qui n'avait pas le même niveau que le reste.

Vers la même époque, Ladoucette, faisant un voyage en Italie, visita avec soin et dans tous ses détails l'Athénée de Turin, s'entretint de son futur Musée avec des artistes distingués de cette ville. A son retour, persuadé que vingt-quatre armoires seraient insuffisantes pour contenir les collections, que d'ailleurs ces ouvertures dans les murs pourraient nuire à la solidité de l'édifice, il proposa de faire les murs pleins et de placer en avant une suite d'armoires en bois blanc peintes en acajou. Il avait, en outre, reconnu la nécessité d'éclairer les Musées par le haut, afin que le jour ne frappe pas l'œil du spectateur qui examine un tableau ou un autre objet ; mais, craignant que la neige, souvent très abondante en hiver dans notre pays, ne permit pas d'obtenir ce jour au moyen de vitraux placés suivant l'inclinaison du toit, il proposait, de l'avis des artistes qu'il avait consultés, d'établir sur toute la longueur du bâtiment, une lanterne qui, disait-il, donnerait beaucoup de jour étant garnie de vitres sur toutes les faces verticales.

Janson, ne goûtant point cette manière de voir, écrivit au Préfet pour faire ressortir les inconvénients des changements qu'il proposait. Mais ses arguments ne convainquirent qu'à moitié le Préfet ; le système des armoires continues en sapin lui paraissait bien préférable. Janson avait l'intention de placer les tableaux au-dessous des fenêtres et les statues entre les armoires. Ladoucette approuvait la première partie de sa proposition, mais il préférait placer les statues au milieu de la salle. Quant à la lanterne, Janson la jugeait impossible ; le Préfet céda, mais en exprimant la crainte que la salle ne fût pas suffisamment éclairée par les vingt-quatre fenêtres.

Ce à quoi le Préfet tenait surtout, ce qu'il ne cessait de recommander, c'est que les travaux fussent poussés activement. Il désirait que les huit salles fussent sans délai terminées pour qu'elles pussent servir dès la rentrée de l'an XIV ; il voulait que la *Société d'Émulation* pût entrer le plus tôt possible en jouissance du local qui lui était

réservé. D'ailleurs, ne fallait-il pas craindre des dégradations, pendant l'hiver, si l'extérieur était inachevé ? Il recommandait à chaque instant, à l'ingénieur, d'accélérer l'ouvrage autant que le permettrait la solidité à y donner.

Espérant qu'on pourrait entrer bientôt en possession du Musée, le 6 vendémiaire an XIV, le Préfet fixa par un arrêté le traitement du conservateur. Ce traitement devait être de 1.400 francs, dont 800 francs à prélever sur les 1.000 francs portés annuellement au budget départemental pour secours à la *Société d'Émulation*, et 600 francs à payer par la commune de Gap à titre de traitement de bibliothécaire. Sur cette somme, le conservateur devait payer un jardinier pour entretenir le jardin et faire tous les frais pour le bureau du Musée et de la *Société d'Émulation* dont il était institué secrétaire-rédacteur. Il avait pour mission de veiller à la conservation des collections scientifiques et de la bibliothèque de la ville, qui devait être transférée au Musée.

Pendant les travaux marchaient avec lenteur. Quelle en était la cause ? Ce n'était pas faute d'argent. Le Préfet avait prévenu et l'entrepreneur et l'ingénieur que l'argent ne manquerait jamais. Dans les premiers jours de vendémiaire l'ingénieur fit savoir au Préfet qu'on était embarrassé pour trouver des pierres de taille ; le Préfet ordonna de prendre celles des murs de la ville qu'on était en train de démolir.

Malgré les ordres du Préfet, qui voulait même que l'on mit des ouvriers et que l'on fit couvrir aux frais de l'entrepreneur, s'il ne se hâtait pas, les travaux languissaient. Ladoucette se rendit plusieurs fois sur les lieux ; il n'y trouva qu'un très petit nombre d'ouvriers. Que se passait-il donc ?

Un mémoire que l'entrepreneur adressa au Préfet va nous l'apprendre. Dans les travaux du Musée, il avait supporté des pertes énormes, disait-il, et, s'il continuait dans les mêmes conditions, il s'y ruinerait. A l'entendre, il n'avait entrepris ces travaux que pour faire plaisir au Préfet, ces travaux étaient délicats et difficiles, et on lui

donnait à peine de quoi payer les matériaux. Bref, il demandait une augmentation.

L'ingénieur, à qui le Préfet communiqua ce mémoire, n'eut pas de peine à réfuter les dires de l'entrepreneur, et à prouver que ces travaux n'étaient pas aussi ruineux qu'il le prétendait, puisque les sous-traitants y trouvaient encore leur bénéfice en lui donnant le dixième et en acquittant les honoraires. En revanche, il considérait les travaux comme défectueux. Déjà au mois de prairial, Janson se plaignait qu'on n'employait dans la construction des murs que des plâtras, des ardoises, etc., ce qui nuisait à leur solidité.

Il faut bien dire aussi que d'une part les divergences de vues qu'il y avait entre le Préfet, Delbergue-Cormont et Janson, et, d'autre part, les changements qui furent faits au devis primitif pendant l'exécution des travaux ne contribuèrent pas peu à diminuer la solidité de l'édifice. Ainsi Janson avait d'abord songé à donner aux salles du rez-de-chaussée un plafond en poutrelles, et ne s'était décidé pour une voûte en arête que par condescendance pour l'Ingénieur en chef. Mais Rolland, directeur de l'école secondaire, ayant manifesté sa préférence pour un simple plancher, Janson saisit l'occasion et proposa de renoncer à la voûte, à laquelle il voyait, disait-il, nombreux inconvénients et point d'avantages. Delbergue-Cormont qui était sur le point de quitter le département, se désintéressa de la question, et son successeur Quesnel, n'étant pas au courant de ce qui s'était passé, accéda au désir de Janson qui s'empressa de donner à l'entrepreneur des ordres en conséquence. Mais pour faire un plafond, il fallait des poutres ; les ordres du Préfet n'admettaient aucun retard ; on n'avait pas le temps d'aller couper du bois en forêt, ni même d'en faire venir ; on employa ce qu'on avait sous la main. Au mois de brumaire, Janson partit pour aller en tournée sans donner des ordres précis sur les dimensions que devaient avoir les poutres. L'entrepreneur en avait de 8 à 10 pouces de diamètre par un bout et de 10 à 12 à l'autre ; il proposa à Quesnel de les employer en ne les équarissant que par le gros bout.

Quesnel laissa faire. Lorsque Janson fut de retour, le travail était fait, l'entrepreneur ne voulut pas le défaire.

Cependant le toit qui devait abriter la salle du muséum était terminé. Janson avait pris modèle, pour la construction de ce toit, sur ceux de la halle au blé et de la halle aux draps de Paris. Le Préfet craignait que ce genre de construction fut mal approprié à notre climat. L'évènement lui donna raison. Avec frimaire la neige fit son apparition ; elle tomba même en grande quantité. Cette neige fit bourrelet sur la partie courbe, à quelque distance du sommet, et l'eau, ne pouvant plus s'écouler, s'infiltra à travers la voûte et pénétra dans la salle. A cet inconvénient Janson proposa trois remèdes au choix : — 1° faire un plafond horizontal à 66 centimètres au dessus des fenêtres, pour qu'on pût remédier aux gouttières avant qu'elles eussent pénétré au plafond ; — 2° élever le faite de deux pieds pour donner plus d'écoulement ; — 3° couvrir le faite avec du fer blanc. De ces remèdes le premier avait l'inconvénient de cacher le mal sans le guérir, de gâter la salle et de coûter fort cher ; le second donnait trop de prise au vent, chargeait la voûte et nuisait au coup d'œil. On choisit le troisième, mais on résolut de ne rien faire avant le printemps ; on n'était qu'au commencement de l'hiver et on pourrait découvrir de nouveaux inconvénients pendant la mauvaise saison, peut-être aussi de meilleurs remèdes.

Au mois de mars suivant, Janson, qui ne pouvait comprendre que sa voûte laissât passer l'eau, alors que celles qui lui avaient servi de modèle ne présentaient point cet inconvénient, bien qu'elles fussent construites sur une courbe beaucoup plus étendue, s'en alla visiter le musée, pendant une période de pluies, pour s'assurer si ce défaut provenait bien de ce que la courbure supérieure présentait trop peu de pente. Il constata que la voûte n'était pas tachée seulement sur le haut, mais encore sur les côtés, et que l'eau avait pénétré jusqu'au mur et à la génoise. Il en conclut que cela tenait à un vice de construction. L'entrepreneur avait mal joint les ardoises, et avait employé de mauvais matériaux. Ce qui le confirmait dans cette idée,

c'est que, tandis que les travaux restaient stationnaires lorsqu'il était là, ayant été obligé de faire une absence, il trouva, à son retour, le toit tout terminé. Il ne put, il est vrai, à cause de la pluie, vérifier en détail ses présomptions, mais il adressa au Préfet un rapport pour lui exposer ses soupçons.

Depuis quelques temps déjà on parlait de résilier le marché conclu avec l'entrepreneur. Un rapport de l'ingénieur en chef, du 28 février 1806, lui reprochait d'avoir diminué de 15 centimètres l'épaisseur des murs, d'avoir employé de mauvais matériaux, d'avoir mené les travaux avec trop de lenteur, et concluait à ce qu'il fut évincé, mais pas avant le mois de novembre suivant.

Janson dit, dans son rapport, qu'en cas de résiliation, il faudrait tenir compte des vices de construction, qu'il soupçonnait.

Le même jour (24 mars) l'ingénieur en chef visita le musée. Il n'y trouva qu'un seul ouvrier plâtrier et un menuisier, dans la salle de la *Société d'émulation*, travaillant non pour le musée, mais pour son propre compte. Il fit fermer toutes les portes pour conserver les matériaux qui s'y trouvaient en garantie des avances faites et des frais à faire. Puis il adressa un rapport très énergique au Préfet le priant de ratifier les mesures qu'il venait de prendre, et de l'autoriser à mettre, au compte de l'entrepreneur, des ouvriers et un conducteur des travaux.

Le Préfet, par un arrêté du 25 mars, confirma les mesures prises par l'ingénieur. Dès lors une résiliation était inévitable ; l'ingénieur la demandait, l'entrepreneur la désirait aussi. Il ne s'agissait que de savoir sur quelles bases elle serait prononcée. L'ingénieur voulait que l'on exigeât de l'entrepreneur une garantie ; l'entrepreneur demandait une résiliation sans frais. D'après lui on avait fait tant de modifications au plan primitif que l'on avait changé complètement les conditions du contrat, et que l'on ne devait plus le considérer comme un entrepreneur, mais comme un simple ouvrier exécutant les travaux sous la direction de l'ingénieur. Du reste l'ingénieur reconnaissait que certaines dépenses avaient été soldées

indûment par l'entrepreneur et qu'il devait lui être tenu compte, de ce chef, d'une somme d'environ 1.800 francs.

La question fut tranchée par le Conseil de préfecture le 10 avril. Considérant que l'entrepreneur avait éprouvé quelques pertes, que des changements avaient été faits au devis, que les travaux exécutés valaient plus que l'adjudication, qu'il n'était pas juste de laisser à la charge de l'entrepreneur les droits de timbre et autres payés indûment par lui, la résiliation était prononcée pour les travaux restant à faire et il était alloué à l'entrepreneur une indemnité de 1.800 frs ; mais cette somme devait rester en dépôt jusqu'au mois de novembre suivant, en attendant qu'on pût s'assurer de la bonne construction.

Un second arrêté du Conseil de Préfecture, pris le premier mai, sur un rapport de l'ingénieur en chef du 27 avril, décida que la résiliation portait seulement sur les travaux non commencés, que la corniche et le parquet, en cours d'exécution, n'y étaient pas compris et restaient à la charge de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants, que par conséquent l'ingénieur était autorisé à faire terminer ces travaux conformément à l'arrêté préfectoral du 25 mars.

L'ingénieur donna donc des ordres aux ouvriers pour faire continuer ces travaux aux frais de l'entrepreneur ; mais ces ordres restèrent sans effet. Le plâtrier disparut sans qu'on sût où il était allé ; le menuisier ne faisait rien, malgré des ordres chaque jour répétés ; les couvreurs, appelés pour refaire le bord du toit, afin que l'eau n'inondât plus la génoise et le mur, promettaient et ne venaient jamais. Tous ces retards étaient fort préjudiciables. Janson adressa le 4 juin, un rapport à l'ingénieur en chef et conclut à ce que l'ensemble des travaux fut terminé soit par adjudication, si on trouvait un entrepreneur, soit en régie, avec un régisseur *ad hoc*.

Ladoucette préférerait l'adjudication. Un entrepreneur venait en effet de se présenter, un nommé Barde, de Corps, et, bien qu'il demandât un prix élevé pour terminer les travaux, la dépense parut au Préfet devoir être encore moindre qu'avec le système de la régie, système qui avait, à ses yeux, de graves inconvénients ; car la surveillance

est toujours en défaut pour lutter contre l'appât du gain, sans compter que les travaux en régie se prolongent d'ordinaire en raison de l'intérêt qu'ont les régisseurs à les perpétuer. Il invita donc l'ingénieur à écrire à Barde pour qu'il se rendit à Gap, bien décidé à accueillir ses propositions. Mais on avait trop tardé, Barde, après avoir attendu quelques jours, ne voyant arriver aucune réponse avait pris d'autres engagements et ne pouvait plus se charger d'achever le musée. Alors, vu l'urgence extrême et le défaut d'entrepreneur, quelque répugnance qu'on eût pour le système de la régie, on fut obligé de prendre ce dernier parti.

Les travaux furent repris au commencement du mois de juillet.

Mais des vices de construction se révélaient chaque jour dans les travaux antérieurs. Des semelles qui n'avaient pas les dimensions voulues n'avaient pas été changées malgré les ordres qu'on avait donnés ; les voliges étaient trop épaisses et les ardoises, mal ajustées, levaient le nez ; au lieu d'ardoises neuves, on en avait employé de vieilles ; en donnant quelques coups de marteau, on découvrit dans la maçonnerie des vides, sans mortier ni garniture, de plus de 30 centimètres de profondeur. Nous avons vu plus haut que l'eau pénétrait à travers la voûte, dans la salle du musée ; c'était bien autre chose maintenant ; les murs cédaient sous la poussée des cintres et menaçaient de s'écrouler. Les moyens proposés pour empêcher l'eau de traverser la voûte semblaient maintenant insuffisants, et on ne parlait de rien moins que de démolir la toiture et la voûte. La démolition fut même ordonnée, puis on se ravisa, et l'on décida que le faite serait recouvert dans toute sa longueur de feuilles de fer blanc soudées et vernies à trois couches, sur une longueur de six mètres.

Lorsque, au mois d'octobre, l'entrepreneur réclama le paiement de l'indemnité que le Conseil de préfecture lui avait allouée, sa demande fut mal accueillie et l'ingénieur déclara que le Conseil de préfecture pouvait lui faire telle grâce qui lui paraîtrait convenable, mais, pour lui, il s'en

tenait aux conclusions de ses rapports du 28 février et du 24 mars.

Cependant les travaux se poursuivaient, mais au milieu de toute sorte de difficultés. Un jour c'était un briquetier qui, après avoir passé une convention avec le régisseur pour fournir des moellons, s'apercevait qu'il avait fait un mauvais marché et s'adressait au Conseil de préfecture pour obtenir une résiliation.

Un autre jour c'était un serrurier qui, après avoir reçu des fonds partait pour Grenoble laissant au musée un ouvrier pour faire le travail ; mais cet ouvrier s'appropriait tout ce qu'il pouvait prendre, et, cité devant le juge de paix, refusait de rien rendre, disant que le serrurier était son débiteur. Il fallut un rapport de l'ingénieur sur ce vol commis dans un atelier public, il fallut des menaces, pour que l'ouvrier se décidât à restituer ce qu'il avait emporté.

Une autre fois le régisseur, bien que muni de certificats en forme délivrés par l'ingénieur, se voyait refuser, sous n'importe quel prétexte, l'argent dont il avait besoin pour payer les ouvriers et les fournisseurs ; et ceux-ci maugréaient contre le pauvre régisseur qui n'en pouvait mais, l'accusant de mauvaise volonté.

Enfin c'était le désordre et le pillage. Une nuit on ouvrit la porte de la grande salle, où se trouvaient entassés des matériaux. Une autre nuit, la porte fermant le passage de la terrasse à la rue fut forcée ; on la referma solidement avec une chaîne ; le lendemain on trouva la chaîne brisée et la porte de nouveau forcée. « On pille, on vole, on dégrade chaque jour au musée, écrivait Janson le 17 janvier 1807, sans qu'il soit possible, quelque précaution que l'on prenne de prévenir ou d'empêcher. Le concierge du séminaire n'y veille pas et, tous les jours, une nuée d'enfants cassent, abiment, détériorent, salissent tout, et la nuit on vole tout ce qu'on peut prendre ». Ces plaintes n'étaient pas exagérées ; vainement on avait fait mettre une serrure à la porte de la grande salle ; la serrure fut brisée et la porte forcée. Une nuit on pénétra dans l'aqueduc de l'impasse du musée, qui devait servir d'écoulement

aux eaux, et on enleva les planches et les cintres qui soutenaient la voûte ; on décintra aussi l'escalier qui descendait à la cave ; on vola également 3 mètres de tuyau d'une gouttière de la terrasse à l'impasse du musée. Enfin les enfants s'en étaient si bien emparés que, malgré les efforts et la surveillance du concierge, on ne pouvait empêcher les dégradations (lettre du régisseur du 27 septembre). Il fallait absolument porter remède à cet état de choses. On fut obligé de murer la rue qui conduisait au musée et d'exercer une surveillance des plus actives.

Pendant ce temps les murs du musée s'écartaient toujours, sous la poussée des cintres, malgré des clefs qu'on fit placer à la naissance de la voûte.

Pour en finir, le Préfet invita Quesnel, Janson, Farnaud, Rolland et le régisseur à se réunir le 10 juin au matin, dans une salle de l'école secondaire, afin d'examiner la situation. Les deux premiers ne se rendirent point à cette invitation ; Quesnel fit dire qu'il était malade, Janson resta muet. Quelques jours après, Farnaud et Rolland leur écrivirent pour proposer une heure à une nouvelle réunion ; l'un et l'autre écrivirent au bas du billet qu'ils jugeaient leur présence inutile dans cette commission. Devant ce refus, Farnaud et Rolland informèrent le Préfet de ce qui se passait. Celui-ci, sans insister davantage, chargea Latour, architecte-voyer du département, de se joindre à Farnaud et Rolland. Cette Commission ainsi constituée se rendit au musée le 23 juillet. Latour, au moyen de cordes tendus par des ouvriers, reconnut combien les murs de face donnant sur le jardin et sur la cour étaient sortis de leur alignement et combien ils avaient de surplomb. Cette opération prouva que la poussée hors de l'alignement pour le mur du côté du jardin était d'un pied, et celle du côté du nord de 10 pouces. Le surplomb depuis la génioise était de 8 pouces autant d'un côté que de l'autre. Le fruit donné aux murs lors de la construction étant de moins d'un pouce par toise, il fallait ajouter 6 pouces ; ce qui donnait 14 pouces de poussée de chaque côté. Latour engagé à dire nettement sa pensée d'après son expérience, déclara de la manière la plus affirmative que

l'édifice, d'après sa conviction la plus intime, ne pouvait se soutenir et que sa chute, plus ou moins retardée, devait être regardée comme certaine. Il acquit surtout cette conviction en montant aux fenêtres du bâtiment d'où il put juger de l'effet de la poussée, et, en descendant, il dit qu'il en était effrayé. Cependant avant de se prononcer sur la nécessité de la démolition, il croyait prudent de s'assurer si les clefs qu'on avait posées l'année précédente au haut de l'édifice avaient arrêté l'action qui poussait les murs en dehors. Pour cela, il pensait qu'il fallait attendre au moins encore une année, car la poussée s'opérait lentement.

Dans ces conditions, il était inutile de parler d'achever le Musée. Le Préfet, conformément aux conclusions du rapport suspendit tout travail jusqu'à nouvel ordre. On dressa un inventaire des matériaux non employés et un état de situation de travail, et tout fut abandonné.

L'ingénieur, invité par le Préfet à faire lui aussi, un rapport, s'y refusa d'abord, et répondit par une lettre où le mot de *vérificateur des travaux* revenait un peu souvent. Cette allusion à Farnaud, Rolland et Latour n'échappa point au Préfet, qui en fit l'observation à Quesnel. Celui-ci répondit que ce mot était venu tout naturellement et sans méchante intention au bout de sa plume pour désigner une personne qui *vérifiait des travaux* et qu'il n'en désignait pas d'autre pour la désigner sans circonlocution. Il terminait par ces mots, qu'on pouvait prendre pour une critique : « Je ferai ce que vous voudrez, comme vous le voudrez, et quand vous le voudrez ; indiquez-moi seulement les articles, les sommes et la forme, et j'aurai bien vite expédié la chose ». Enfin il rédigea son rapport. Mais il ne se trouva pas d'accord avec celui de Farnaud, Rolland et Latour sur la quantité de matériaux présents ni sur l'état des travaux. Le Préfet le lui fit remarquer et lui dit que peut-être il avait été mal informé. Quesnel répondit qu'il avait lui-même visité le musée avec Janson et un menuisier, qu'il n'était donc pas mal informé, qu'il avait vu, de ses propres yeux, que l'on travaillait encore aux portes et aux fenêtres portées par le régisseur comme

achevées, que de compte fait et refait il n'y avait que 750 briques, y compris les cassées, que le fer blanc avait deux couches de peinture et non trois, que par conséquent son assertion valait bien au moins celle du régisseur. Ce fut le point de départ d'un refroidissement dans les relations entre le Préfet et l'ingénieur.

Mais qu'allait-on faire maintenant ? L'opinion publique se préoccupait vivement de l'état du Musée ; on craignait même qu'il ne vint à s'écrouler un jour ou l'autre. Fallait-il attendre ? Fallait-il le démolir ? Le régisseur proposa d'en faire vérifier la solidité par un architecte de Lyon ou de Marseille. Sans doute Latour paraissait avoir raison, mais, vu l'importance des intérêts engagés, il ne fallait pas reculer devant la dépense d'un architecte.

Ladoucette s'adressa donc au maire de Marseille ; mais celui-ci répondit qu'il était lui même embarrassé pour trouver des hommes capables et qu'il ne pouvait envoyer personne. Je ne sais si on s'adressa à Lyon, mais des démarches que Farnaud fit faire à Grenoble par un de ses amis furent plus heureuses. Cet ami trouva un entrepreneur qui consentit à venir voir l'édifice. Il venait, persuadé qu'on pourrait le consolider sans être obligé de le démolir ; mais, quand il fut sur les lieux, il jugea qu'il était absolument nécessaire de démolir le toit sur toute la longueur et les murs du côté du jardin et du côté de la cour jusqu'au niveau de la terrasse. A son avis, la construction était très vicieuse et menaçait ruine très prochainement ; les trois clefs qu'on avait posées étaient un remède tout à fait insuffisant.

Devant une déclaration aussi catégorique, il fallut en prendre son parti. Sur la demande du Préfet, cet entrepreneur, avant de repartir pour Grenoble, dressa un devis pour la reconstruction de l'édifice. La dépense se montait à 16,751 frs 66.

Latour, de son côté, fut invité à présenter un devis. Il en présenta deux. Le premier ne différait pas sensiblement de celui de Janson. Il proposait de démolir le toit pour le refaire en ardoises avec charpente, de démolir les murs du midi et du nord pour les refaire à neuf. Il

voulait ne laisser qu'une seule porte du côté de la terrasse, il supprimait les armoires et faisait un plafond à la naissance de l'anse de panier. La dépense devait s'élever à 28.596 fr. 10.

Le second projet était plus radical. Il proposait de couper en deux la grande salle. La partie près de la terrasse demeurerait seule réservée au musée. La partie du côté du séminaire, partagée à mi-hauteur par un plafond devait former quatre pièces, deux au premier étage séparées par un corridor, deux au second étage communiquant ensemble. Ces pièces étaient destinées à des dortoirs pour l'école secondaire. La dépense s'élèverait à 33.061 fr. 48.

Cependant le Préfet ne pouvait se décider à faire démolir cet édifice, objet de tant de travail et de soucis. Au mois d'avril 1808, il chargea de nouveau Farnaud, Rolland et Latour de vérifier si la poussée s'était arrêtée au point où elle était l'année précédente, ou si elle s'était accrue. Latour, après être monté aux fenêtres placées au-dessous de la génoise, fit pendre le plomb depuis l'extrémité supérieure du mur du côté du jardin jusqu'à près du sol, et reconnut que la distance du plomb au mur était d'un peu moins de 8 pouces qu'on avait trouvés l'année précédente. Mais du côté du nord on trouva un écartement de 9 pouces, c'est-à-dire un pouce de plus que l'année précédente. Ils en conclurent que le mouvement se portait tout de ce côté, et que le mur du côté du jardin était entraîné par l'autre. Il fallait donc enlever tout ce qui avait poussé, reconstruire à une hauteur moins considérable et faire un toit à quatre appents.

Cette fois le Préfet parut décidé à en prendre son parti. Toutefois il voulut auparavant, forcer Quesnel à faire un rapport lui-même, lui parla de nouveau des inquiétudes qu'inspirait le musée et lui demanda quelles mesures il y avait à prendre.

Mais sur ces entrefaites, Quesnel quitta le département. Son successeur, voulant éviter une démolition pénible et au Préfet et à ses administrés, chercha, mais vainement, un moyen de faire disparaître les malfaçons. Très affligé de se voir contraint à un parti extrême, trouvant les prix

trop élevés dans les devis proposés par Bujeon et Latour, jugeant d'ailleurs la saison trop avancée (août 1808) pour entreprendre une démolition et une reconstruction, il proposa au Préfet, comme plus sûr et plus convenable, d'attendre le printemps suivant. Il croyait d'ailleurs pouvoir assurer que, des lézardes ne s'étant point manifestées et le mouvement ne s'étant pas accentué depuis quelque temps, il n'y avait pas à craindre un éboulement.

Ladoucette, rassuré par cette déclaration, attendit le printemps. Mais au printemps il devait quitter ce département où il avait fait tant de bien, sans avoir eu la satisfaction de pouvoir mener à bien la construction de ce Musée qui lui tenait tant à cœur.

Avant de partir, il rendit compte au Conseil général, dans sa séance du 7 mars 1809, et aux Maires du département, par une circulaire, et des obstacles qui avaient empêché l'achèvement du Musée, et des sommes qui y avaient été dépensées.

Les travaux faits par l'entrepreneur
avaient coûté..... 37.314 fr. 76

Les travaux faits en régie..... 23.410 19

On avait dépensé pour clôture du Musée, afin d'éviter les dégradations, pour plantations de 23 marronniers sur la terrasse, pour frais de voyage d'un entrepreneur de Grenoble à Gap,..... 302 20

Pour achat de divers objets destinés au Musée (herbiers, recueil d'objets minéralogiques, transport de monuments antiques, statues en plâtre venues de Paris, etc.)... 6.741 50

Plus sur les fonds des professeurs..... 47 90

Total au 7 mars 1809..... 67.816 fr. 55

Le 2 novembre 1806, Janson écrivait à Quesnel que les marronniers de la terrasse, vieux, mal plantés, étoufferaient ceux qu'on intercalerait ; les jeunes feraient d'abord mauvaise figure, puis seraient beaux quand les autres mourraient. Bref, il proposait de tout arracher pour y planter deux rangées de tilleuls de 15 arbres chacune ; le bois des vieux arbres paierait les jeunes. Mais Ladoucette ne voulut point adopter ce projet. Il lui répugnait, dit-il, de faire porter la hache sur des arbres séculaires. C'est donc à lui que nous devons la conservation de ces marronniers vénérables plantés, dit-on, sous le règne de François 1^{er}.

Voyons maintenant d'où provenait cet argent. La plus grande partie provenait des fonds de non valeur des ans IX, X et XI. Ces fonds furent répartis proportionnellement entre les communes du département, et des mandats furent délivrés par le Préfet en faveur de chacune d'elles. Le maire acquittait ces mandats et les renvoyait au Préfet.

Ces offrandes des communes s'élevèrent à la somme de.....¹ 52.241 fr. 77

La ville de Gap donna, indépendamment de sa part d'offrandes 4.000 35

M. Lafond paya pour sa part du mur mitoyen qui fut refait. 200 »

On retira de la vente de divers objets... 118 15

Fonds divers versés dans la caisse du Musée par ordre du Préfet..... 1.500 »

Enfin, le 18 fructidor an XI, les professeurs et le bibliothécaire de l'École centrale avaient offert de leur propre volonté une portion de leur traitement ² de l'an XI et de l'an XII pour être employée à des réparations au bâtiment de l'école ou en dépenses ayant trait à l'instruction publique, ou en acquisitions d'objets de minéralogie, d'histoire naturelle, etc., la somme versée s'éleva à..... 12.900 »

Total des fonds destinés à la construction du Musée..... 77.960 fr. 47

¹ Ces chiffres ne sont pas tout à fait les mêmes dans le rapport au Conseil général et dans la circulaire aux communes. Je donne ici les chiffres de la circulaire qui est imprimée. Le total est le même. On remarquera que ce total n'est pas la somme des chiffres donnés; on aura probablement oublié ou omis un ou plusieurs nombres.

² Pour perpétuer le souvenir de ce sacrifice, Ladoucette voulait (arrêté du 18 avril 1806) qu'un monument fut élevé dans le Musée en l'honneur de ces professeurs. Le Musée n'ayant pas été terminé, jamais ils n'eurent cette satisfaction. Pour réparer cette injustice des circonstances, voici les noms de ceux qui donnèrent cet exemple de générosité : Bontoux, Delafont, Guibert, Rolland, Laffrey, Michel, Carlhian, Martin, Burle, Dhéralde. (Voir ma *Notice historique sur l'École centrale de Gap*, 4^{me} partie, pages 7, 8 et 9). — Carlhian donna, en outre, 1.500 francs pour l'obélisque du Mont-Genèvre.

En somme, les dépenses ne s'élevant qu'à 67.816 fr. 55, il restait donc en caisse 10.143 fr. 92. Ces 10.143 fr. 92 furent versés, le 17 mai 1809, par le secrétaire général en dépôt chez le receveur général.

Quant au Musée, il resta dans l'état où l'avait laissé Ladoucette jusqu'au jour où on voulut agrandir les bâtiments du Séminaire, mis à la disposition de l'administration diocésaine, pour être rendus à leur destination primitive. On se souvint alors des 10.143 fr. 92 déposés chez le receveur général, et cette somme fut employée à démolir le monument qu'elle était destinée à achever.

Voilà l'histoire du MUSÉUM de Gap, telle qu'elle se dégage des pièces qui sont aux Archives départementales (série T, liasse 5 *bis*). N'avais-je pas raison de dire qu'elle était curieuse et instructive ? Je ne sais si le lecteur aura partagé mon émotion, mais, tout en écrivant ces lignes, je me suis senti le cœur serré, en songeant à la destinée de ce monument qui, après avoir, à ses débuts, excité tant d'enthousiasme, finit si misérablement. *Sunt lacrimae rerum !*

Maintenant on me demandera peut-être ce que sont devenues ces collections réunies, je dirais presque à grands frais, en tout cas avec tant de soin, par Ladoucette. Où sont-elles ? Je me le demande moi aussi. *Mais où sont les neiges d'antan ?* comme aurait dit Villon. Elles ont été gaspillées, dispersées aux quatre vents. Peut-être y en a-t-il encore quelques fragments dans les collections qui sont à la Mairie et à la Préfecture. Peut-être quelque statue attend-elle dans un galetas, poudreuse et mutilée, qu'on vienne la tirer de l'oubli. Et cependant, comme elles feraient bien dans notre futur Musée ces collections dont l'antiquité accroîtrait la valeur et doublerait l'intérêt !

Mais qu'importe ? Nous sommes assez riches sans cela, pour constituer un Musée intéressant. N'avons-nous pas une collection d'antiquités et de médailles qui s'accroît tous les jours des trouvailles qui se font aux quatre coins du département ? N'avons-nous pas une collection minéralogique très complète et fort intéressante acquise par

le département. N'avons-nous pas la belle collection ornithologique Pugnet, due à la générosité de l'ingénieur dont elle porte le nom ? N'avons-nous pas l'herbier Burle ? N'avons-nous pas l'herbier Chaix et la collection minéralogique de la Mairie ? Et les statues de Marcellin qui sont à la Mairie ; sans compter les dons que fait chaque année l'Etat ! N'avons-nous pas enfin cette incomparable collection dont la piété filiale de notre compatriote Olphe-Gaillard a enrichi le pays où naquirent ses ancêtres ?

Voilà certes de quoi remplir de nombreuses vitrines. Et ce n'est pas tout. D'Hauterive disait à Ladoucette, en promettant d'envoyer son offrande pour le Musée, que son exemple aurait des imitateurs. Olphe-Gaillard aussi aura, n'en doutons point, des imitateurs. L'on m'a raconté que, dans une réunion d'Alpins, à Paris, la nouvelle qu'on allait construire à Gap un Musée, avait été accueillie par des applaudissements unanimes, et que tous avaient promis d'envoyer qui un tableau, qui une statuette, qui une médaille.

Nous souhaitons donc ardemment que notre Conseil général puisse mettre bientôt à exécution son projet d'élever à la Pépinière, en face de l'avenue de la Gare, — la place ne saurait être mieux choisie, — ce sanctuaire des arts et des sciences. Je sais bien qu'il y a une difficulté ; pour faire bâtir un monument comme celui-là, il faut de l'argent, et notre département n'est pas riche. Mais qui sait si nous ne verrons pas un de ces jours arriver un de ces Alpins, laborieux, sobres et économes qui, après avoir, à force de travail, amassé une fortune à Paris, à Lyon, à Marseille ou en Amérique, tiendra à honneur de doter son pays de cet objet de nos rêves, voudra que ce Musée répète son nom aux générations futures et fasse célébrer sa générosité jusque chez nos arrière-neveux ?

F.-N. NICOLLET,

Professeur au Lycée.

DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE

DES HAUTES-ALPES.

Voici trois documents qui présentent un certain intérêt pour l'histoire de la ville de Gap. Ils sont des années 1531 à 1535, époque où la plupart des actes officiels étaient encore rédigés en latin. Ce n'est qu'au milieu du XVI^e siècle que le français a remplacé le latin dans notre département. Ces trois actes sont relatifs : à la nomination d'un organiste en la cathédrale de Gap (1531); à l'érection d'un Calvaire, près de la Pépinière, sur la route d'Embrun (1532-32), et au cimetière des lépreux, situé au lieu dit la Maladrerie, près du champ des manœuvres, sur la route de Provence (1535).

P. G.

I.

NOMINATION D'UN ORGANISTE EN LA CATHÉDRALE PAR GABRIEL DE CLERMONT, ÉVÊQUE DE GAP (1526-68).

Château de La Bâtie-Neuve, novembre 1531.

*Approbatio, confirmatio et de novo provisio organiste
in ecclesia Vapinci facta egregio dno Gaspardo
Finete, canonico ecclesie Vapinci.*

Nos Gabriel de Claromonte, jurium doctor, Dei et sancte sedis apostolice gratia Vapincensis episcopus, Cheransieque comes, illa libenter concedimus que comoditati conspicimus opportuna. Visa igitur provisione, institutione et ordinatione per dilectos nobis in Kristo decanum, canonicos et capitulum ecclesie nostre cathedralis civitatis Vapinci, factis dilecto nobis in Kristo domo Gaspardo Finete, canonico creato ejusdem ecclesie, ad regendum, concordandum, gubernandum et administrandum organa, et illa seu cum illis psalendum, ad laudem et honorem divini cultus et decorationem ejusdem nostre cathedralis ecclesie, ac devotionem Kristi fidelium in eadem ecclesia affluentium, ipsas institutionem, provisionem et officii organiste creationem supra scriptas, in quantum in nos est, nostrumque pastorale officium concernit, tanquam laudabiliter factas, eaque omnia et

singula in eodem instrumento creationis contenta, laudamus, approbamus, confirmamus et ratificamus, tanquam de persona nobis grata et benemerita facta et instituta. Et, insuper, quia omnis labor premium consequi debet, eidem domino Gaspardo, organiste, sic proviso, quamdiu vixerit, stipendia annua sex scutorum auri solis, valoris viginti florenorum monete currentis, omnibus melioribus modo, via, jure, causa et forma, quibus possumus et debemus, constituimus, assignavimus et donamus, presentem per tenorem, singulis annis, solvenda in festo Sancti Johannis Baptiste; quam summam super juribus et redditibus dicti episcopatus nostri salvam et tutam esse volumus et decernimus presentem per tenorem, et ita, prelatorum more, promittimus et juramus. In quorum fidem et testimonium premissorum, presentes litteras manu nostra propria subscriptas, per secretarium nostrum infrascriptum fieri et eidem expediri volumus et jubemus. Date in castro Bastide Nove, Vapincensis diocesis, die (*en blanc*) mensis novembris, anno nativitatis Domini millesimo quingentesimo trigésimo primo.

OLERII, segre[tarius].

(Archives des Hautes-Alpes, G. 831, n° 203).

II.

FONDATION D'UN CALVAIRE AU PONT DE LA MADELEINE,
PRÈS GAP, PAR NOBLE GRATIEN DE FAUDON ¹⁾.

1532-33.

*Fundatio et auctorisatio cappellanie Sancti Sepulcri
Montis Calvarie Vapinci, facte per nobilem Gracianum de Faudono.*

Oliverius Textor, jurium doctor, vicarius et officialis
Vapincensis, universis Kristi fidelibus presentes litteras

¹⁾ Ce Calvaire fut détruit, dès 1560, par les Huguenots : « Ils brûlèrent, un samedi au soir, dit Juvenis, la croix et autres pieuses représentations qui estoient en un lieu hors de la ville qu'on appelle le Mont-Calvaire » (Gaillaud, *Ephémérides*, 1874, p. 193).

inspecturis, visuris, lecturis et audituris. [Notum sit] quod, in nostra presentia et testium infrascriptorum, personaliter constitutus nobilis Gracianus de Faudono, civis Vapinci, qui, ut dixit et asseruit, zelo devotionis motus, hiis diebus non longe effluxis, ad honorem et laudem gloriosissime passionis domini nostri Jesu Kristi et beatissime Virginis Marie et omnium sanctorum et sanctarum Dei, et ad devotionem omnium Kristi fidelium, aliisque bonis respectibus et causis ad id, ut dixit, animum suum juste moventibus, edificavit seu edificari jussit et fecit quamdam cappellaniam sub titulo et ad altare Sancti Sepulcri domini nostri Jesu Kristi Montis Calvarie vulgariter nuncupatam, in territorio Vapinci, loco dicto versus pontem Magdalenes, confrontantem, ab parte, juxta riperiam Allodie, ab una parte, et juxta rivum Grimaudi, et suos alios confines ; una etiam cum diversis oraculis intermediis exeundo a presenti civitate Vapinci a porta Jaussauda, eundo versus pontem Magdalenes, usque ad locum dicti Sepulcri sive Montis Calvarie. Cupiens, insuper, idem nobilis Gracianus eandem cappellaniam pro posse, viribus et secundum facultatem suorum bonorum sibi a Domino collatorum, divinis officiis decorare et augere...

Le reste manque, sans date (du 3 sept. 1532 au 13 juin 1533).

(Arch. des H^{tes}-Alpes, G. 831, f^o 236).

III.

INDULGENCE DE 40 JOURS DONNÉE PAR CHARLES, ÉVÊQUE COADJUTEUR DE GAP, EN FAVEUR DES BIENFAITEURS DES LÉPREUX DUD. GAP, AUXQUELS IL ACCORDE L'AUTORISATION D'AVOIR UN CIMETIÈRE PRÈS DE LA CHAPELLE DE LA LÉPROSERIE.

Gap, 15 mai 1535.

Indulgentia pro hospitali leprosorum Vapinci.

Carolus, Dei et sancte sedis apostolice gratia episcopus Carronensis, suffraganeus Vapincensis, universis et singulis presentes litteras inspecturis, notum facimus quod nos,

die infrascripta, generalem visitationem diocesis Vapincensis continuando, supplicationibus pauperum leprosorū prope et extra muros civitatis Vapinci, asserentes se ipsos in eodem hospitali non habuisse nec habere cimiterium infra quod cadavera ipsorum pauperum leprosorū decedentium inhumari et sepelleri possint, inclinati eisdem pauperibus de alicujus subventionis presidio subvenire, et capellaniam ibidem in eodem hospitali fundatam et cimiterium eisdem pauperibus ibidem a dicta capellania usque ad ipsum hospitale existente facere, instituere et ordinare, dictum locum ab ipso hospitali usque ad capellaniam ipsius hospitalis muro et durnis circumdatum, nec non eandem capellaniam omnibus melioribus modo, via, jure, causa et forma quibus possimus et debemus, adhibitis circa hoc sollemnitatibus in similibus adhiberi solitis et consuetis, munere benedictionis, auctoritate qua fungimur comunimur, eidemque loco et capellanie benedictionis ecclesiastice munus contulimus, ut ab inde cadavera fidelium defunctorum dictorum leprosorū in eodem loco sepelli possint et valeant. Et insuper eadem auctoritate nostra universis Kristi fidelibus utriusque sexus, qui semel orationem dominicam et salutationem angelicam pro animabus seu anima dictorum pauperum decedentium devote dixerint, et qui pariter diebus quadragesimalibus dictos pauperes visitaverint et aliquid ad victum cujuslibet eorum helemosinas de suis bonis pie elargierint, de omnipotentis Dei, beatorumque apostolorum Petri et Pauli, beatorumque Arnulphi, Demetri et Constantini, Vapincensium presulum confessorum, meritis, quadraginta diebus de injunctis penitentibus indulgentiam concessimus et concedimus presentium per tenorem. In quorum omnium fidem et testimonium premissorum, presentes litteras, sigillo curie spiritualis Vapinci munitas, fecimus, et jussimus per notarium publicum et secretarium infrascriptum subscriptione communiri.

Date Vapinci, die decima nona mensis maii, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo quinto.

(Arch. des H^{tes}-Alpes, G. 831, n° 279).

CHRONIQUE TRIMESTRIELLE

Par testament et codicille des 18 et 20 juillet 1891, Olphe-Gaillard, décédé le 2 février 1893, avait légué au département des Hautes-Alpes de précieuses collections scientifiques.

Le Conseil général, dans sa session d'avril, avait ajourné au mois d'août l'acceptation de ce legs et avait nommé une commission chargée d'examiner où on pourrait placer le riche legs, de manière qu'il puisse être visité par le public.

A la suite d'un rapport spécial, présenté au Conseil général par M. Provansal, dans la séance du 24 août, le legs Olphe-Gaillard a été accepté ; un crédit de 5.000 fr. a été voté pour faire face aux droits de mutation, emballage et transport des collections, ainsi qu'un crédit de 200 francs pour la location d'un entrepôt provisoire ; M. David MARTIN, professeur au lycée et conservateur des musées, a été délégué pour aller chercher ces collections.

M. MARTIN, s'est aussitôt rendu à Hendaye (Basses-Pyrénées), et, avec le concours d'ouvriers expérimentés, a fait emballer ces divers objets, qui, à leur arrivée à Gap, ont été déposés au Moulin-Neuf, chez M. Tourrés.

Reste à les replacer dans leurs vitrines, travail long, minutieux et délicat dont M. le Conservateur du musée, s'occupe avec infiniment de patience et de zèle.

..

Cette collection présentera un réel intérêt aux visiteurs.

Tout le règne animal y est représenté ; mais c'est l'ornithologie qui en fait le fond.

Il y a des échantillons de tous les ordres, de tous les genres, de toutes les familles. Chaque individu est placé sur un pied, avec son nom d'après les classifications les mieux autorisées.

Joignez à cela des œufs en grand nombre, placés dans des tiroirs et classés avec soin.

Il a aussi quelques nids d'oiseaux exotiques, remarquables par leur structure.

De nombreux flacons contiennent des reptiles et des poissons. Ça et là quelques squelettes. En sorte que les animaux y sont sous leurs diverses transformations.

Grâce aux soins attentifs et délicats apportés à l'emballage tout est arrivé sans avoir souffert la moindre détérioration.

Outre la collection scientifique, il y a encore une bibliothèque.

Elle se compose en majeure partie d'ouvrages ayant trait à l'histoire naturelle, mais on y trouve aussi des ouvrages de philosophie, d'histoire, de littérature, de droit, de médecine, d'hygiène. On y remarque plusieurs albums où sont représentés les divers types du règne animal ; un surtout, où figurent tous les oiseaux-mouches avec leurs brillantes couleurs, sur des plantes exotiques, m'a paru très curieux.

Il y a là des ouvrages en toutes les langues européennes : français, russe, allemand, italien, suédois, espagnol.

Et dire que Olphe-Gaillard, connaissait toutes ces langues : et lisait couramment tous ces ouvrages ! Quelle science ! Mais aussi quelle générosité de sa part d'avoir laissé toutes ces richesses scientifiques à notre département !

Un décret du Président de la République du 29 septembre 1893, a prononcé la suppression de la maison centrale d'Embrun.

Le bâtiment où elle était installée fut construit dans la première moitié du XVII^e siècle, aux frais de la ville d'Embrun, et servit de collège et de séminaire jusqu'à la Révolution. Lorsque les écoles centrales furent créées, les districts d'Embrun et de Briançon demandèrent que celle des Hautes-Alpes fut établie dans ces vastes bâtiments ; mais leurs démarches restèrent sans effet.

Un arrêté du premier Consul du 13 ventôse an XI ayant choisi Embrun pour l'établissement d'une maison centrale, on appropria les bâtiments de l'ancien collège.

« Plusieurs départements ¹ avaient fait valoir à ce sujet de fortes prétentions et le ministre même avait laissé craindre que notre demande ne pût être accueillie ». Mais on fit valoir la nullité du commerce et de l'industrie dans les Hautes-Alpes ; l'état languissant de la ville d'Embrun par suite de la suppression de divers établissements disparus avec l'ancien régime ; le bon esprit public, le zèle et la bonne volonté des Embrunais ; et ces raisons suffirent pour décider le gouvernement.

La circonscription comprenait primitivement les départements des Hautes-Alpes, de la Drôme, de l'Isère, du Mont-Blanc, de l'Ain, du Léman. Sur les instances de Ladoucette, on y ajouta (décret impérial du 21 ventôse an XIII), les Basses-Alpes, les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône et Vaucluse.

Les dépenses d'appropriation s'élevèrent à la somme de 107.486 fr. (Ain 8.000 frs ; Hautes-Alpes 17.486 ; Drôme 8.600 ; Isère 12.600 ; Léman 5.000 ; Mont-Blanc 16.450 ; Vaucluse 9.067 ; Basses-Alpes 6.680 ; Var 12.830 ; Alpes-Maritimes 4.162 ; Bouches-du-Rhône 15.265). Les dépenses du premier établissement furent de 150.000 fr., payées également par les départements de la circonscription.

Supprimée sous l'empire (1867), cette maison centrale fut rétablie en 1871, grâce aux démarches actives et persévérantes de M. Cyprien Chaix, aujourd'hui l'un de nos dévoués et vénérés sénateurs, qui remplissait alors les fonctions de Préfet du département.

Nous souhaitons que la perte éprouvée, de ce chef, la ville d'Embrun et le département, soit bientôt compensée par quelque autre avantage. Si la défense des Alpes demande qu'on augmente l'effectif des troupes concentrées dans notre région, voilà une vaste caserne toute trouvée.

*
* *

La ville d'Embrun ayant loué à l'administration militaire l'ancienne église des Cordeliers d'Embrun, le conseil

¹ Rapport du préfet Ladoucette au Conseil général (15 floréal an XI). Archi. dép. N, 1.

d'administration de la *Société d'Études* a cru qu'il était de son devoir d'adresser à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts une requête pour le prier d'empêcher, autant qu'il sera possible, la détérioration de ce monument si intéressant.

Cette chapelle fut commencée en 1413, par deux frères architectes, nommés Luce et Raymond Subtusviam ; elle coûta 1.480 florins d'or, c'est-à-dire environ 90.000 fr. ; et fut consacrée, le 23 avril 1443, par Jean de Girard, archevêque d'Embrun (cette date se voyait encore il y a quelques années, inscrite en caractères gothiques autour des armes de cet archevêque).

A gauche de la nef s'ouvrent trois chapelles, « dont l'une renferme une voûte peinte qui est presque un chef-d'œuvre d'ornementation, dit M. J. Roman, à qui nous empruntons ces renseignements, et qui mériterait d'être conservée sous verre et non soumise aux injures de l'air et aux détériorations des hommes ».

*
* *

Le Comité d'administration a également décidé qu'il serait attribué, sans frais, à chacun des membres de la Société un exemplaire des *Chartes de Durbon* qui viennent de paraître.

C'est un fort beau volume in 8° de 904 pages, qui contient des documents fort importants et fort intéressants pour l'histoire de notre département.

Cette publication, qui fait le plus grand honneur à son auteur M. l'abbé Guillaume, archiviste du département, recevra certainement l'accueil le plus favorable dans le monde savant.

Nous espérons que MM. les membres de la Société lui feront bon accueil aussi.

*
* *

Une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique a fixé au mardi 27 mars 1894 l'ouverture du 32^e congrès des sociétés savantes.

Les mémoires doivent être envoyés *avant le 30 janvier*

1894, REVÊTUS DU VISA DU PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ. Ces manuscrits doivent être rédigés en vue d'une impression possible, très lisiblement transcrits, accompagnés des photographies, planches, cartes ou dessins nécessaires à leur intelligence, afin que le Comité puisse décider au besoin leur insertion dans l'un de ses bulletins.

M. le Ministre a envoyé en même temps le programme des questions rédigé par le comité des travaux historiques et scientifiques. Ce programme est déposé au secrétariat de la *Société d'Études*, à la disposition des personnes qui voudraient en prendre connaissance.

Le Secrétaire,
F. N. NICOLLET.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

Assemblée trimestrielle du 19 septembre 1893.

(3^{me} TRIMESTRE).

La séance est ouverte à 4 h. 1/2, dans la salle habituelle de réunion.

Etaient présents : MM. l'abbé ALLEMAND ; ANDRÉ ; DUPONT DELPORTE ; l'abbé GUILLAUME ; JEAN Jules, trésorier ; NICOLLET, secrétaire ; PARIS ; PERRIN ; ROCHE Achille ; SIBOUR.

Le Président communique une lettre qu'il a reçu de la Société de Géographie de Tunis et qui est relative à l'échange de ses publications avec le Bulletin de la Société : l'échange proposé est adopté à l'unanimité.

La Société de Topographie de France demande l'adhésion de la Société à une souscription ayant pour but d'élever un monument à Cassini de Thury. Cette motion mise aux voix n'est pas adoptée.

Monsieur le Ministre de l'Instruction Publique, fait connaître que le 32^e congrès des Sociétés savantes aura lieu à Paris, le 27 mars 1894, dans les conditions habituelles. La désignation des délégués de la Société est renvoyée à la plus prochaine séance.

Communication est ensuite donnée du programme :

Des concours organisés par la Société d'Amiens et par la Société des Arts Décoratifs.

Ces différents programmes sont déposés au Secrétariat où les concurrents pourront en prendre connaissance.

M. DUPONT-DELPORTE émet le vœu que les formalités tendant à la reconnaissance d'utilité publique de la Société reçoivent à bref délai un commencement d'exécution.

M. NICOLLET, secrétaire, donne ensuite lecture d'une lettre de M. Maurel, curé de la paroisse de Puymoisson du diocèse de Digne, par laquelle ce dernier adresse en souvenir à la Société : un exemplaire de « *l'Histoire de l'Escale* ». Ce pays ayant fait partie du diocèse de Gap jusqu'à la Révolution, son histoire, comme le dit avec raison le donateur, avait sa place naturelle dans la bibliothèque de la Société.

Des remerciements chaleureux sont votés à M. Maurel.

M. GUILLAUME soumet ensuite aux membres présents un plan de la Chartreuse de Durbon, il y a 120 ans environ. — Il remet à la Société au nom de M. Mourre, percepteur à Ribiers, un fer de hallebarde trouvé à Lagrand.

M. GUILLAUME donne en outre communication de diverses pièces extraits des archives départementales et relatives : 1° à la fondation d'une chapelle dite du *calvaire* établie aux abords de la ville de Gap en 1532-1533 ; 2° à une léproserie située au quartier de la Maladrerie près Gap, 1635, (actuellement chapelle SaintRoch) ; 3° à la nomination d'un organiste à la cathédrale de Gap.

M. Sibour soumet à la réunion un écusson trouvé derrière sa maison d'habitation de Puy-Maure et qui a dû servir d'enseigne au régiment d'Hainaut, comme l'indique la partie de l'inscription qui est demeurée lisible.

Sur la présentation de M. l'abbé ALLEMAND et de M. NICOLLET, M. ANZIANI, négociant à Veynes, est admis comme membre de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire Adjoint,
PERRIN.

NÉCROLOGIE

M. L'Abbé VALENTIN.

Réparons ici un oubli et consacrons quelques lignes à la mémoire de M. l'abbé VALENTIN, qui fut un des membres de notre Société les plus dévoués.

Auguste VALENTIN, né le 11 août 1828, au hameau des Ponts (commune de la Freissinousse et paroisse de Pelleautier), après avoir commencé ses études classiques auprès d'un curé de campagne, les continua au collège de Gap, puis les termina au petit séminaire d'Embrun.

Du grand séminaire de Gap, où il était entré en octobre 1848, et où il avait commencé ses études théologiques, il passa au séminaire de St-Sulpice, à Paris, en 1851, et fut ordonné prêtre, le 28 octobre 1852. Au sortir de St-Sulpice (1853), il fut nommé professeur de philosophie au petit séminaire d'Embrun, d'où il fut appelé deux ans après (octobre 1855), au grand séminaire de Gap, pour y professer l'écriture sainte et l'histoire ecclésiastique. Il ne devait plus quitter cet établissement jusqu'à la veille de sa mort. En 1867, il quitta la chaire d'écriture sainte et histoire pour celle de dogme ; enfin, en 1883, il fut nommé supérieur de cet établissement par Mgr Jacquenet et i a rempli ces fonctions avec beaucoup de dignité jusqu'au mois d'août 1890. A cette époque, il demanda avec instance et obtint de Mgr Berthet, son ancien collègue au grand séminaire, une retraite bien gagnée par trente-sept années de labeur opiniâtre. Il alla se fixer alors à N.-D. du Laus où il est resté jusqu'au jour de sa mort (19 octobre 1892).

Le caractère principal de M. l'abbé Valentin, fut une vraie et profonde modestie jointe à un grand amour du travail. Il ne connaissait de récréation que celle qu'il prenait en se promenant dans la cour du séminaire avec ses jeunes élèves qu'il édifiait par sa piété simple et digne, et qu'il instruisait par des conversations toujours intéressantes et élevées. Pendant les vacances, il consacrait

ses loisirs à parcourir le département pour réunir divers fossiles dont il avait fait une belle collection. Les études philosophiques et théologiques ne suffisaient pas à l'activité de son esprit amoureux de science. Il s'était adonné depuis longtemps à des études de géologie et de minéralogie qui lui avaient créé une certaine notoriété. Savant théologien, sans morgue, il laissait là, dès qu'on entraient chez lui, St-Thomas et ne vous parlait plus que de ce qui pouvait vous intéresser.

Il fut un des premiers à donner son adhésion à la *Société d'Études*, et y tint une place honorable, soit comme savant, soit comme membre du comité de publication. Son nom mérite de lui survivre, à côté de celui de Chaix, prêtre lui aussi, et qui, comme lui, consacra ses loisirs à l'étude des merveilles de la nature.

M. LÉON MARIN.

La Société a eu le regret de perdre, le 25 octobre dernier, un de ses plus anciens membres, dans la personne de M. LÉON MARIN, officier d'académie, agent-voyer d'arrondissement à Embrun et président de la délégation cantonale.

Né à Gap, le 11 juillet 1846, M. Marin, entré au service vicinal le 18 juin 1864, compléta rapidement son instruction au contact des hommes et des affaires, grâce à son intelligence ouverte, à son esprit assimilateur et à son amour du travail.

Nommé agent-voyer d'arrondissement à Gap, en 1875, Marin eut l'avantage d'établir le tracé et de mener à bien les travaux considérables de notre route de la Luye, ce débouché direct, depuis si longtemps désiré, de Gap sur la vallée de la Durance. Envoyé à Embrun, le 1^{er} janvier 1884, il y fut chargé par la Municipalité de dresser le projet de construction du nouveau collège, dont il a également fait exécuter les travaux, et qui lui a valu les palmes académiques. Cette distinction lui fut décernée à la grande satisfaction de ses collègues et de ses amis, par M. le

Ministre de l'Instruction Publique, dans la séance d'inauguration du Lycée de Gap, le 5 octobre 1891.

Léon Marin, avait été un des premiers adhérents de notre Société d'Études. Nos confrères se joindront volontiers au témoignage de douloureuse sympathie que nous déposons sur cette tombe si tôt ouverte. C. R.

BIBLIOGRAPHIE

(Les ouvrages offerts à la Société sont numérotés).

Dernières années de Marie Vignon, veuve du connétable de Lesdiguières, par M. J. Roman ; dans le *Bulletin de l'Académie Delphinale*, pages 403 à 422 ; tome 6 de la 4^e série ; 1893.

40. — **Des famines périodiques en Algérie**. par M. Alfred Guy ; Paris, Augustin Challamel, éditeur, 1893.

41. — **Le réveil de 1825 dans les vallées vaudoises du Piémont**, par M. W. Meille ; Turin, imprimerie de l'union typographique, 1893.

42. — **Deux sonnets** (La coupole de l'Exposition et son inauguration ; Les marins russes à Lyon), par M. Jean Sarrazin.

43. — **La dépopulation de la montagne**, tirage à part extrait de *l'Annuaire de la Société des Touristes du Dauphiné*, année 1889, partie d'une étude sur *La question des montagnes*, par M. E. Guinier. — Grenoble imprimerie, F. Allier, père et fils.

Voyage de Paris à Herblay, par Mlle Jeanne Guillemain ; illustré par M. Emile Guigues, d'Embrun. Paris, 1893.

Le Briançonnais en 1754, par Jean Brunet, seigneur de l'Argentière, publié par M. Paul Guillemain ; plaquette de 40 pages. — Grenoble, imprimerie, F. Allier, père et fils.

Rectification de la liste des évêques de Gap à la fin du XII^e siècle. Nouveaux noms d'évêques.

Communication faite par M. l'abbé Albanès au *comité des travaux historiques et scientifiques*, publié au *Bulletin historique et philologique* de ce comité, année 1893, n° 1, pages 63 à 77.

44. — **La géographie dans les chaires de l'université**, plaquette de 3 pages, par M. Maurice Viguier ; Avignon, Seguin frères, imprimeurs, 1893.

45. — **Bouquet virginal**, par Mlle R... ; Gap, typographie, J.-C. Richaud, 1884.

46. — **Mes souvenirs de St-Brieuc**, par Mlle A. Roche ; St-Brieuc, imprimerie René Prud'homme, 1893.

47. — **Notice historique sur l'école centrale de Gap**, par F. N. Nicollet ; 4 plaquettes, de 36, 50, 44 et 36 pages in 8° ; Gap, Jouglard, imprimeur de la *Société d'Études*, 1892 et 1893. Le 2^e fascicule contient en outre une petite étude sur les **Biens et revenus du collège d'Embrun avant la Révolution**.

Les Chartes de Durbon, publiées par M. l'abbé Guillaume, sous les auspices de la *Société d'Études* ; bel in 8° de 904 pages ; Paris, Alphonse Picard, 1893.

TABLE MÉTHODIQUE DES MATIÈRES

(ANNÉE 1893).

Histoire locale.

La Bataille de Mons-Seleucus et le prétendu lac de Chabestan. — L'abbé F. ALLEMAND. (Janvier).....	16
L'École centrale de Gap. — F.-N. NICOLLET. (Avril et Juillet).....	55 et 225
Le Duel de Chérine et de Baumont. — J. ROMAN. (Avril)	101
Porche de la Cathédrale d'Embrun (date de la construction du). — J. ROMAN. (Janvier).....	26
Le Muséum central de Gap. — F.-N. NICOLLET. (Octobre).....	315
Ferry, Evêque de Gap. — J. ROMAN. (Octobre).....	313

Archéologie.

Les Livres de Chœur de l'ancienne Métropole d'Embrun. — Abbé J. FAZY. (Janvier).....	34
Topographie et Archéologie du canton de Veynes. — L'abbé ALLEMAND. (Juillet et Octobre). 203 et 269	
Découverte d'une pierre avec fragment d'inscription, à La Bâtie-Montsaléon. (Octobre).....	312

Agriculture.

Canaux d'irrigation dans l'arrondissement d'Embrun. — C. ROCHE. (Octobre).....	291
--	-----

Biographie.

Georges Roux-la-Croix. — Dr CHABRAND. (Avril)....	98
Léon Olphe-Gaillard. — D. MARTIN. (Avril).....	136
L'abbé Arnoux Laffrey. — J. ROMAN. (Juillet).....	147
Benoni-Blanc. — Marquis de Jessé-Charleval. (Juill.).	189

Littérature.

Epître à Faure, de Chaillol. — C. ROCHE. (Avril)....	125
--	-----

Sciences naturelles.

Le Bassin du Pignon et sa faune. — D. MARTIN. (Avril)	110
--	-----

Documents.

Statistique du Briançonnais, par ROUX-LACROIX (1748). — J. ROMAN. (Janvier).....	1
Arrêté de l'Administration centrale (15 frimaire an II), concernant les cloches, les vases d'or et d'argent des églises. — F.-N. NICOLLET. (Juillet)	197
Arrêté de la même Administration (11 mai 1792), pour distribuer aux districts et communes du département la monnaie de billon prove- nant de la fonte des cloches. (Juillet)	201
Nomination d'un organiste à la Cathédrale de Gap ; — Etablissement d'un calvaire ; — Lépro- serie, près de Gap. (octobre).....	392

Nécrologie.

L'Abbé Gaillaud, curé de Gap. (Avril)	135
Olphe-Gaillard. (Avril)	136
Nicolas Jules-Auguste, conseiller général. (Juillet) ..	266
L'Abbé Valentin, ex-supérieur du grand Séminaire. (Octobre)	401
Léon Marin, agent-voyer d'arrondissement.....	402

Chronique.

Départ de M. Blanc, préfet des Hautes-Alpes, arrivée de M. Doux ; — création de nouveaux re- fuges ; — le banquet des Hauts-Alpins à Paris ; — incendie des Vigneaux. (Avril)...	131
Incendie d'Ancelles ; — Cathédrale de Gap ; — le général de Miribel dans les Alpes ; — M. de Mortillet et les dolmens des Hautes-Alpes ; — le trésor de l'Orberie. (Juillet)	260
Les collections Olphe-Gaillard ; — suppression de la Maison centrale d'Embrun ; — la chapelle	

des Cordeliers d'Embrun ; — le congrès des Sociétés savantes en 1894 ; — la publication des Chartes de Durbon. (Octobre).....	395
---	-----

Actes officiels de la Société.

Composition du Conseil de Direction pour 1893. (Janvier).....	III
Liste au 1 ^{er} janvier 1893 des Membres de la Société. (Janvier).....	IV
Liste au 1 ^{er} janvier 1893 des Bibliothèques abonnées. (Janvier).....	XVI
Liste au 1 ^{er} janvier 1893 des Sociétés correspon- dantes. (Janvier).....	XVII
Compte financier de 1892. (Janvier).....	XXI
Budget de 1893. (Janvier).....	XXIII
Procès-verbal de la séance du 1 ^{er} décembre 1892. (Janvier).....	XX
— de la séance du 11 mars 1893. (Avril)....	132
— — 10 juin 1893. (Juillet)	264
— — 19 sept. 1893. (Octobre)..	399

Divers.

Bulletin météorologique. — G. ROMIEU. (Janvier)....	54
Dons et acquisitions (Musée départemental). (Janv.).	50
Listes bibliographiques.....	53, 144 et 267
Inventaire de la donation faite à la Société par Benoni Blanc (Juillet).....	177

Planches.

Miniatures extraites des livres de chœur de la Mé- tropole d'Embrun. (Janvier).....	147
Arnoux Laffrey, d'après le portrait peint par DUPONT en 1754. (Juillet)	147
Objets trouvés dans le canton de Veynes. (Octobre)..	269

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR NOMS D'AUTEURS

(ANNÉE 1893).

ALLEMAND (abbé). — Notes sur la bataille de Mons-Seleucus et le prétendu lac de Chabestan. (Janvier).....	16
— Topographie et Archéologie du canton de Veynes. (Juillet et Octobre)	203 et 269
CHABRAND (Dr). — Georges Roux-la-Croix: (Avril)...	98
FAZY (abbé). — Les Livres de Chœur et l'ancienne Métropole d'Embrun (avec planche). (Janvier).....	34
GUILLAUME (abbé). — Nomination d'un Organiste à la Cathédrale de Gap. — Établissement d'un Calvaire. — Un Cimetière de Lépreux. (Octobre).....	392
JESSÉ-CHARLEVAL (marquis de). — Benoni Blanc. (Juillet)	189
MARTIN (David). — Le Bassin du Pignon et sa faune. (Avril)	110
— Note biographique sur Léon Olphe-Gailard. (Avril)	136
— Liste des dons et acquisitions (Musée départemental). (Janvier).....	50
NICOLLET (F.-N.). — L'École centrale de Gap. (Avril et Juillet).....	55 et 225
— Le Muséum central de Gap. (Octobre)....	315
— Documents relatifs à l'histoire des Hautes-Alpes. (Juillet).....	197
— Chroniques. — Articles nécrologiques....	
ROCHE (Célestin). — Faure de Chaillol. (Avril),....	125
— Les Canaux d'irrigation dans l'arrondissement d'Embrun. (Octobre).....	291
— Léon Marin (Nécrologie). (Octobre).....	402
ROMAN (J.). — Statistique du Briançonnais en 1747, par ROUX-LACROIX. (Janvier).....	1

—	Porche de la Cathédrale d'Embrun, date de sa construction. (Janvier).....	26
—	Le Duel de Chérines et de Baumont (1607). (Avril)	101
—	L'abbé Arnoux Laffrey. (Juillet).....	147
—	Ferry, Évêque de Gap. (Octobre)	313
ROMIEU (C.). —	Bulletin météorologique, (Janvier)..	54
—	Découverte d'une pierre avec fragment d'inscription à Montsaléon. (Octobre).....	312

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06851 2121

